

Guide/Les meilleurs disques

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION
BOURSE

15, rue Falguière, 75001 Paris Cedex 15

QUARANTE-SEPTIÈME ANNÉE - N° 14264 - 5 F

JEUDI 6 DÉCEMBRE 1990

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : ANDRÉ FONTAINE

Nouveaux pouvoirs pour M. Gorbatchev

FACE à toutes les crises qui ont jalonné l'histoire de la perestroïka depuis cinq ans, M. Gorbatchev a généralement réagi en demandant plus de pouvoirs, et il a démontré son talent politique en les obtenant à chaque fois. C'est ce qui vient de se produire à nouveau au Soviet suprême de l'URSS, qui a approuvé, mardi 4 décembre, à une écrasante majorité, le plan de concentration des pouvoirs que lui soumettait le président soviétique.

Ce plan devra être encore examiné en commissions, puis ratifié par le Congrès des députés de l'URSS, mais M. Gorbatchev est autorisé à le mettre en œuvre sans attendre ses formalités. Cette désinvolture serait secondaire (les institutions parlementaires mises en place en 1989 sont incroyablement lourdes et complexes) si du moins l'Union soviétique savait où elle allait et sur quoi vont s'exercer les pouvoirs de son président. C'est loin d'être le cas, en l'absence de ce « traité de l'Union », ou nouveau pacte fédéral, sur lequel les Républiques sont encore fort loin d'être d'accord et dont certaines d'entre elles - notamment les Républiques baltes, qui estiment qu'elles n'ont jamais adhéré, sinon par la contrainte, à l'URSS - ne veulent même pas entendre parler.

M. GORBATCHEV a pris les devants en précisant que le Conseil de la Fédération, où chaque république sera représentée, prendra ses décisions à la majorité des deux tiers. Une disposition qui sera bien difficile à faire appliquer, même et surtout par la Russie principale membre de la Fédération. Celle-ci ne vient-elle pas d'adopter, sous la présidence de M. Eltsine, un système de propriété privée des terres que rejette M. Gorbatchev?

De toute manière, ces nouveaux pouvoirs présidentiels ne peuvent remplacer le programme concret que tout le monde attend pour sortir de la crise. Ainsi l'immense bureaucratie d'Etat, désignée à bon droit comme l'un des principaux obstacles à l'assainissement de l'économie de marché, ne verra pas son statut changer fondamentalement du seul fait qu'elle sera soumise à l'autorité du président. D'autant que son chef réel, le premier ministre Nikolai Rykov, dont la démission était annoncée - et réclamée par tous les réformateurs - depuis des mois est toujours en place, jusqu'à nouvel ordre.

En attendant, M. Gorbatchev est condamné à s'appuyer de plus en plus sur les deux seuls piliers de son ancien pouvoir qui semblent encore obéir à ses ordres : l'armée et les forces de sécurité. Il l'a confirmé en nommant un de ses proches à la tête du ministère de l'Intérieur, flanqué d'un militaire à poigne, le général Gromov. Une des toutes premières missions confiées à ces forces sera de veiller à la distribution de l'aide d'urgence que les pays occidentaux commencent à envoyer vers une URSS de plus en plus frappée par les pénuries. Un signe qui en dit plus long que tous les « pleins pouvoirs » sur la déroutante du système.

Lire nos informations page 6

M 0147 - 1208 0 - 5.00 F



En marge des futures rencontres américano-irakiennes

Les Douze veulent être associés aux discussions sur le Golfe

Souhaitant être associés aux discussions sur le Golfe, les douze pays de la Communauté économique européenne ont emboîté le pas mardi 4 décembre à M. George Bush en invitant le ministre irakien des affaires étrangères, M. Tarek Aziz, à venir discuter de la crise après la visite qu'il effectuera à Washington la semaine prochaine. De son côté, le président américain a sensiblement durci ses propos en affirmant qu'il n'était pas question de négocier le retrait irakien du Koweït et que la menace d'une intervention militaire contre l'Irak demeurerait toujours nécessaire.

Washington a par ailleurs mis en doute les informations au sujet d'une éventuelle proposition de compromis irakienne qui permettrait de mettre fin à la crise du Golfe.

A Paris, MM. Dumas et Chevènement, ministres des affaires étrangères et de la défense, se sont prononcés à nouveau pour une conférence internationale. Le ministre français de la défense a par ailleurs affirmé qu'afin d'éviter le déclenchement d'un conflit militaire, il fallait « que

L'Irak affirme son intention de se retirer du Koweït et qu'une connexion souple soit posée avec les autres problèmes » de la région.

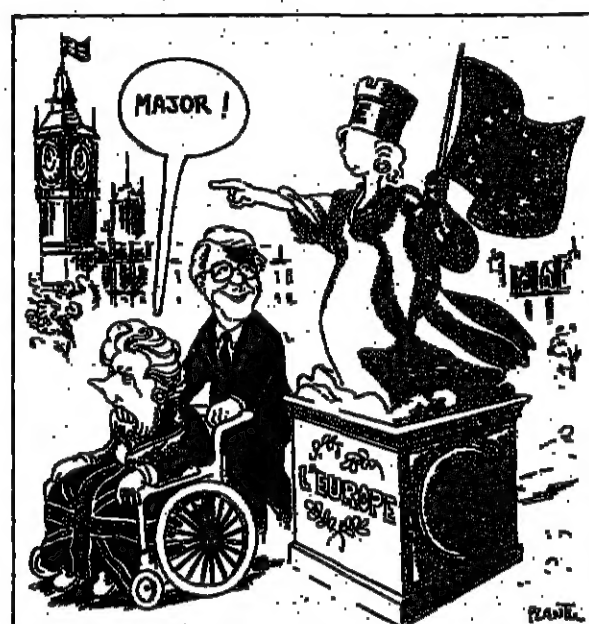
La France étudie plusieurs solutions pour renforcer son dispositif « Daguet » en Arabie saoudite en le dotant notamment de nouveaux moyens de feu avec des chars AMX-30 et une artillerie tractée de 155 mm.

Lire nos informations ainsi que les articles de JAN KRAUZE et d'YVES MAMOU pages 3 et 4

Le programme de M. John Major

Londres s'engagera davantage dans la construction de l'Europe

Parlant à la Chambre des communes, mardi 4 décembre, le nouveau premier ministre britannique, M. John Major, a indirectement présenté son programme politique. Il a pris ses distances vis-à-vis de M^{me} Thatcher et a affirmé, à propos de l'Europe, qu'il était « de notre intérêt national d'aider à construire et à façonner la Communauté européenne à mesure qu'elle évolue ». Un signe d'assouplissement confirmé le même jour à Bruxelles par M. Douglas Hurd, secrétaire au Foreign Office.



Un contre-feu pour les banlieues

Le chef de l'Etat a annoncé, à Bron, un plan de cinq ans pour la rénovation des quartiers défavorisés

par Henri Tincq

La crise lycéenne avait montré, par défaut, les vertus d'une certaine décentralisation. La crise des banlieues ramène au contraire le pays à une cure de recentralisation : création d'un grand ministère d'incitation, chargé des banlieues défavorisées ; délégation de pouvoir étendu aux préfets, notamment dans quatre cents quartiers sensi-

bles ; péréquation entre communes riches et communes pauvres, etc. Un tel dispositif en dit sans doute long sur la persistance, sept ans après le vote des lois de décentralisation, des réflexes jacobins, mais plus encore, sur le désarroi des élus locaux, animateurs de quartiers, éducateurs, policiers, magistrats, face à la démesure des problèmes liés au mal vivre et à la violence des banlieues. L'inertie - relative

- du maire de Montfermeil n'a d'égal que le découragement du maire de Vaulx-en-Velin et, tout en se plaignant de fonctionnaires trop zélés, M. Michel Noir reconnaît à Bron que « localement, dans la décision, on n'est pas bon » et il approuvait le plan du chef de l'Etat.

Lire la suite ainsi que les articles de JEAN-LOUIS ANDREANI, FRANÇOIS CROCHARD et JEAN-LOUIS SAUX page 12 - section B

Les « années Thatcher » s'estompent...

LONDRES
de notre correspondant

Les « années Thatcher » s'estompent rapidement et, sous peu, quelques nostalgiques, personnes ne s'ont offusquées vraiment. Le nouveau premier ministre parle d'un ton tellement doux et d'une voix tellement égale qu'on remarque à peine qu'il a réussi à prendre, en quelques jours, une distance considérable avec l'héritage de la « Dame de fer ». M. John Major présente comme naturelles et allant de soi des attitudes face à l'Europe et à l'évolution de la société britannique qui ne sont plus du tout celles de M^{me} Thatcher. Il n'a pas l'humeur combative, et encore moins l'esprit de croisade de cette dernière. Le

plus jeune premier ministre de ce siècle ne dédaigne rien ni personne. Il appelle ses compatriotes à une grande réconciliation, entre eux lorsqu'il souhaite un pays « à l'aise avec lui-même » et avec ce continent décrit par le régime précédent comme barbare de règlements autoritaires rédigés par des bureaucrates pleins de suffisance.

M. Major ne reprend pas à son compte la grande querelle de M^{me} Thatcher avec Bruxelles. Ce n'est pas lui qui ira proclamer par monts et par vaux, comme cette dernière, que le véritable objectif des fonctionnaires européens est tout simplement d'abolir la démocratie.

DOMINIQUE DHOMBRES
Lire la suite page 6

« Exodus 90 »

Des dizaines de milliers de juifs soviétiques affluent en Israël

JÉRUSALEM

de notre envoyé spécial

Sur la piste de l'aéroport de Lod, entre deux passerelles, on a tendu une banderole « Exodus 90 ». Des adolescents chantent pour se réchauffer, agitant dans la nuit de petits drapeaux israéliens. Le comité d'accueil a aussi disposé des chaises en plastique, et une estrade pour l'inévitable allocution de bienvenue. Et quand apparaît au bout de la piste, le Boeing 737 en provenance de Budapest, il faut contenir la petite foule, qui s'approche irrésistiblement de l'appareil.

D'abord descendent les passagers « ordinaires », pressés et indifférents. Et arrive enfin le grand moment, cet instant de gloire qu'Israël désespérément revivait un jour, et qui fait frissonner tout le pays d'un douloureux bonheur. Cet instant qui fait tout oublier : les hôtels désertés par les touristes effrayés, les masques à gaz, et la mort qui fauche aux frontières, jour après jour, comme aux périodes les plus noires, les soldats de Tsahal. On oublie tout. A présent, dans la lumière de la porte de l'avion, jetant sur la terre promise le regard incrédule des immigrants de tous les temps, s'encadrent les

juifs d'URSS, les revenants du miracle.

Lentement, sous les acclamations des Israéliens qui viennent chaque nuit s'offrir ce plaisir-là - il y a davantage d'enterrements que de fêtes, par les temps qui courent - aux accents d'une sono qui hurle un chant de bienvenue, c'est un tableau de Chagall qui descend alors la passerelle, dans la lumière des projecteurs.

Ce sont de vieilles « babouchkas » aux jambes gonflées, encombrées de béquilles et de sacs en plastique. Ce sont des bébés endormis sur l'épaule de leur mère, que toutes les caresses de la foule ne réveillent pas. Ce sont toutes les générations mélangées, chiffonnées d'émotion et de fatigue dans leurs vêtements soviétiques d'un autre âge, harassées par un voyage qui a parfois duré trois jours - aucune ligne directe n'existe encore entre Moscou et Tel Aviv. C'est le peuple juif, tellement juif qu'on dirait une photo en marche, arrachée à de vieux livres, qui titube de la passerelle aux chaises, et des chaises au bâtiment de l'aéroport, où les accueille le buste de Ben Gourion.

DANIEL SCHNEIDERMAN
Lire la suite page 7

Prix Médicis



JEAN-NOËL

PANCRAZI

LES QUARTIERS D'HIVER

ROMAN

nrf
GALLIMARD

Crise au Bangladesh

Le président Ershad a démissionné page 8

Le « Grenelle » des retraites

Les syndicats sont réservés face aux projets de M. Ricard pages 35 et 36 - section D

Réforme des hôpitaux

Le projet de M. Claude Evin approuvé au conseil des ministres page 13 - section B

L'âge mûr de la télématique

Avec 5,6 millions de Minitel installés et 1,5 milliard d'appels, la télématique entre dans sa maturité. La consommation est devenue moins ludique, plus pratique.

Lire page 38 - section B l'article de MICHEL COLONNA D'ISTRIA

ÉDUCATION

■ Étudiants : les animateurs du mouvement anti-Devaquet ont brûlé les étapes de la politique. pages 15 et 16 - section B

PARIS - ÎLE-DE-FRANCE

■ Des entreprises de la région explorent le marché polonais ■ Polémique à Belleville page 39 - section D

■ Sur le rif et le sommaire complet se trouvent page 46 - section D

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 7 DH ; Tunisie, 850 m.; Allemagne, 2,20 DM ; Autriche, 22 SCH ; Belgique, 33 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Suisse-Allemagne, 5 F ; Côte d'Ivoire, 495 F CFA ; Danemark, 13 KRÖ ; Espagne, 175 PTA ; Grèce, 70 p.; Hongrie, 180 HUF ; Islande, 80 p.; Italie, 2 000 L ; Luxembourg, 33 FF ; Norvège, 13 KRN ; Pays-Bas, 2,50 FL ; Portugal, 150 ESC ; Royaume-Uni, 375 F CFA ; Suède, 14 KRÖ ; Suisse, 1,70 FS ; USA, 1,75 \$; Japon, 250 ¥ ; Israël, 2,50 N.



DÉBATS

Golfo

L'Occident tel qu'en lui-même

par Alain de Benoist

OUELLE que soit l'issue de la crise du Golfe, on peut déjà en tirer deux leçons. La première est que, pour la conscience occidentale, Saddam Hussein a parfaitement le droit de s'en prendre à ses voisins... quand il s'agit de l'Irak. En septembre 1980, l'Irak déclarait en effet une guerre, qui allait faire plus d'un million de morts, contre un pays doté pourtant d'une autre légitimité historique que celle du Koweït, pure création artificielle de l'administration coloniale britannique. Saddam Hussein ne fut alors nullement condamné par les puissances occidentales. Il fut au contraire encouragé et armé par nos soins.

La seconde, c'est que les violations du «droit international» ne sont apparemment vraiment sanctionnées que lorsqu'elles affectent les lieux saints pétroliers.

Ces deux faits suffisent à démontrer l'hypocrisie de l'Occident. Car tel est bien le mot qui s'impose.

A l'époque de la guerre de Sécession, on disait : «Ils parlent Bible, ils veulent dire coton». Aujourd'hui, ils parlent morale internationale, et c'est tantôt pour massacrer la population civile du Panama (y a-t-il encore quel'un pour croire que les États-Unis ont bombardé Panama pour «lutter contre la drogue»?), tantôt pour déployer leurs «boys» dans le désert. Ils parlent de «valeurs», mais ils n'agissent que selon leurs intérêts : le canal de Panama, le pétrole.

En France, autres temps, autres mœurs : ce n'est plus le Politburo qui est chargé de dénoncer la «vipère lubrique» ou la «hyène décapole-graive», mais un entourage de présentateurs de télévision qui organisent dans la meilleure tradition orwellienne un «quart d'heure de haine» quotidien contre le vampire de Bagdad, façon de montrer sans doute que l'appel à la guerre sainte n'est pas une exclusivité de l'Islam.

La manière dont la télévision avait rendu compte du pseudo-soulèvement roumain et de la triste profanation provocatoire de Carpentras avait déjà

montré que ce média mérite bien d'être financé par le message publicitaire. On y a vu ces derniers temps des semi-cultivés donner le mot à des incultes, tandis que la plupart des hommes politiques s'alignaient docilement et que les journaux disaient tous la même chose. La conclusion qui s'impose est qu'aucun régime totalitaire n'a jamais bénéficié d'un consensus comparable à celui qui résulte du conditionnement médiatique.

Tout cela se déroule sur fond de totale démission de l'esprit critique, d'absence d'analyse, de slogans simplistes, d'images manipulées. Les mêmes fins observateurs qui font de subtils distinguos entre l'occupation du Koweït et celle du Liban – pour ne rien dire de l'occupation britannique de l'Ulster, de Gibraltar ou des Malouines – affirment froidement que Saddam Hussein, que vingt ans d'irakophilie française faisaient plutôt comparer jusqu'ici au général de Gaulle, est à la fois Hitler et Nabuchodonosor réincarnés, à moins bien sûr qu'il ne soit le dernier rescapé du génocide des Amalécites. (On remarquera qu'on ne cite jamais Staline, sans doute parce qu'il n'a jamais fait main basse sur une douzaine de pays européens).

Munich ou Suez ?

Personne ne se demande pourquoi la France a pris dans cette affaire une position de pointe aussi manifestement contraire à ses intérêts. Personne ne se demande non plus ce que la majorité des otages faisaient en Irak avant les événements. Personne enfin ne s'étonne que les plus acharnés à dénoncer la puissance militaire irakienne soient aussi ceux qui l'ont créée. Quand nous vendions des armes à Saddam Hussein, pensions-nous qu'il en faisait seulement collection ?

Cela n'empêche pas évidemment les collabos de l'ordre américain d'attribuer à leurs adversaires des sentiments «munichois». Le terme est d'un usage pratique, mais il est vide

de sens. Est certes «munichois» celui qui capitule par avance devant un adversaire déclaré ou se dérobe à ses responsabilités dans une conjoncture intéressante la zone d'influence ou, l'ensemble géopolitique auquel il appartient, mais non celui qui refuse de s'octroyer un droit d'ingérence unilatérale dans les affaires du monde. Ceux qui s'affirment aujourd'hui «antimunichois» à bon compte et, pour éviter un nouveau Munich, sont prêts à se lancer dans un nouveau Suez, ne restaient-ils pas d'ailleurs l'arme au pied quand l'Union soviétique occupait l'Est européen, faisait massacrer à Budapest et construisait un mur à Berlin ?

Mais cette affaire est surtout un prodigieux révélateur dans l'ordre symbolique. En faisant exploser les nouveaux clivages, l'événement révèle de nouvelles frontières.

Extraordinaire spectacle, en effet, que celui qui permet de voir les anciens adversaires de l'impérialisme reconvertis en soutiens frénétiques des États-Unis ; les débus du tiers-mondisme, désormais prêts à «casser du bougnole», à tourner en dérision les idéaux qu'ils ont trahis et se mobiliser pour défendre cette ville au nom si spécifiquement arabe de Koweït-City ; les ex-gauchistes, passés du maoïsme à la voiture avec chauffeur, expliquent docilement pourquoi la guerre bourgeoise s'impose au profit des milliardaires du pétrole ; les tenants du cosmopolitisme accusent de trahison ceux qui refusent d'entrer dans la logique du tribalisme occidental ; les «jeunes gaullistes» acceptent que les soldats français puissent devenir les harkis de l'US Army ; les socialistes donnent dans l'abandon au moment où la fin de la guerre froide exige la dissolution des blocs ; les intellectuels abandonnent toute position critique pour se rallier à l'idéologie dominante ; et enfin, tandis que les ringards et globeux amis de Laurent Fabius s'efforcent de faire de Jean-Pierre Chevènement le premier mort du conflit franco-irakien, les «autorités morales» voient au secours des pétro-monarchies : Touche pas à

mon émir ! Je n'ai pour ma part aucune sympathie pour Saddam Hussein ni pour le régime baasiste irakien. Je me souviens avec horreur, surtout, de la façon abominable dont ce régime a gazé des populations kurdes en août-septembre 1988. Il est vrai que l'événement n'a pas suscité de mobilisation internationale. Vu de Wall Street, le martyre kurde pèse aussi peu que le sang des enfants de Palestine sur la conscience de Shamir ou la mort de Bobby Sands sur celle de la Thatcher. Normal : les Kurdes n'ont pas de pétrole.

Aussi bien ne s'agit-il pas d'apporter à l'Irak un soutien que, du reste, plusieurs États arabes sont les premiers à lui dénier. Il s'agit bien plutôt d'opter pour un règlement politique du conflit par les seuls pays de la zone concernée, et de refuser que la puissance américaine intervienne partout dans le monde à sa guise en obligeant l'Europe à s'aligner sur elle. Il s'agit de savoir aussi si la raison d'être de l'ONU est de faire respecter les partages coloniaux. Et si, plutôt que d'hypocritiser l'homogénéisation de la planète par un nouvel ordre international américano-centré – considérer la Terre comme une entité politique unique, c'est nier l'essence même du politique, qui implique la pluralité, et en même temps rentrer dans l'état de guerre permanent – il ne vaudrait pas mieux œuvrer à la naissance d'un «polivert» de grandes régions mondiales autocentrées et de peuples libres de disposer d'eux-mêmes selon l'idée qu'ils se font de leur destin.

Les habits neufs du colonialisme

Ayant déjà réduit les Noirs en esclavage, génocidé les Indiens, atomisé les Japonais et nazié les Vietnamiens, il était évidemment logique que les États-Unis veuillent un jour ou l'autre s'occuper des Arabes. Devenu le meilleur supporter de Gorbatchev, George Bush – l'homme sans qualité – se devait également de trouver un «empire du mal» de rechange pour poursuivre à l'échelle mondiale le racket à la protection à quoi se résume depuis longtemps la politique étrangère de son pays.

Au vrai, en saisissant le prétexte de l'annexion du Koweït, dont l'histoire dira sans doute comment ils l'ont encouragé en tous-mains, les États-Unis poursuivent, dans cette affaire, cinq objectifs complémentaires :

1) Remédier à leurs problèmes économiques et conjurer le spectre de la récession par la fuite en avant dans une logique de guerre.

2) S'installer de façon durable dans le Golfe pour y contrôler les puits de pétrole.

3) Abattre au Proche-Orient une puissance régionale, au bénéfice de ceux qui en demandent depuis des mois l'élimination.

4) Détériorer durablement les relations jugées préjudiciables à leurs intérêts, entre une Europe unie et le monde arabe.

5) Profiter de la transformation de l'URSS en «puissance occidentale» pour faire d'un Conseil de sécurité de l'ONU dominé par les Occidentaux un embryon de gouvernement mondial en même temps qu'une nouvelle source de légitimité internationale, et instaurer un ordre mondial qui marginaliserait les pays du Sud, soumettrait le politique au juridique, et placerait finalement le juridique dans le sillage d'une morale bien particulière vouée à légitimer les intérêts occidentaux.

Vieilles postures décadentes qui n'obéissent qu'à la loi du fric et, depuis des siècles, n'ont cessé de déposséder les peuples d'eux-mêmes, l'Occident a très bien compris que la résurgence identitaire du monde arabo-musulman est aujourd'hui la force principale qui menace son hégémonie monopolistique.

C'est pourquoi il fait tout pour l'abattre et la diaboliser, confirmant ainsi, une fois de plus, qu'il est incapable de vivre son rapport à l'autre dans un registre qui ne serait pas celui de la conversion. Car l'évidence des droits de l'homme s'appuie aujourd'hui sur la même bonne conscience qui a successivement permis de dominer les «indigènes» au nom de la «vraie foi», de la «supériorité de la race blanche», du «progrès» et du «développement». Dans tous les cas, il s'agit de légitimer par l'idéologie dominante un droit d'ingérence dans les affaires des autres. Et la méthode employée est toujours la même : l'éthnocentrisme occidental présente son particularisme comme la voie de l'universel et en tire la conclusion qu'il est fondé à imposer son modèle. La méthode a jusqu'ici bien fonctionné, et le colonialisme n'en fait pas de taller des habits neufs. Mais l'histoire, qu'on entrait il y a encore quelques mois, a déjà commencé à faire retour. L'Occident gagnera toutes les guerres, sauf la dernière. Et s'il doit un jour y avoir une troisième guerre mondiale, elle opposera les États-Unis au continent européen.

Alain de Benoist est écrivain.

TRAIT LIBRE



Lycées

Proviseurs au rabais

par Philippe Gérard

LES Français et le gouvernement semblent découvrir tout à coup ce que les proviseurs de lycée s'épuisent à répéter – sans être entendus – depuis plusieurs années : que la situation dans les lycées est alarmante, que toute une classe d'âge est désormais présente en seconde sans qu'horaires ni programmes aient été adaptés, que les classes sont surchargées, que l'exiguité et l'état de délabrement des bâtiments ne permettent pas une pédagogie nouvelle, à laquelle les enseignants ne sont d'ailleurs pas toujours préparés, que l'encadrement éducatif, administratif, le personnel d'entretien, sont très insuffisants au regard des besoins.

Le ministre de l'éducation nationale réunit tous les proviseurs de France pour leur redire qu'en cette période de mutation profonde et indispensable à la nation ils seront, avec leurs adjoints, la cheville ouvrière et la clé de la réussite ou de l'échec de l'effort proposé à tous.

Trouvera-t-il dans les caisses de l'État – apparemment encore remplies lorsqu'il s'agit de caisse nationale impérative – les quelques fonds permettant de reconnaître financièrement le travail spécifique demandé aux proviseurs de lycée ? L'effort consenti à jusqu'ici haussé les indemnités des proviseurs de lycée professionnel et des principaux de collège à hauteur de celles des proviseurs de lycée, qui n'ont rien obtenu, à part quelques promotions internes.

Les conditions financières sont si peu alléchantes qu'un certain nombre de postes mis au concours de chef d'établissement ne sont pas pourvus. Il vaut mieux, financièrement,

être professeur de classe préparatoire ou assurer quelques heures supplémentaires qu'être proviseur.

A titre d'exemple, vingt-deux professeurs, dans le lycée de deux mille soixante-dix élèves que je dirige, ont un salaire supérieur à celui du proviseur, pourtant agrégé au dernier échelon. Toutes les indemnités confondues représentent un peu plus de trois heures supplémentaires par enseignant et par semaine. N'évoquons pas le logement dit de fonction, qui représente bien souvent, avec des sujétions, plus une calamité à fuir qu'un avantage en nature.

La fonction de direction est devenue au fil des ans une fonction délicate de gestion matérielle, de gestion humaine et de relations publiques : chef d'entreprise si l'on veut, le proviseur n'en a pourtant ni les moyens ni les revenus matériels. Il demande qu'on reconnaisse la réalité de ses tâches et de ses efforts en le payant de façon décente.

Peu nombreux et discrets par devoir de réserve, les proviseurs ne descendront pas réclamer des milliers dans la rue. Mais on se méprendrait à croire qu'on trouvera des dirigeants de qualité en les payant au rabais et en s'en remettant, année après année, à leur dévouement au service public. Rapidement et sûrement, les éléments de valeur refuseront d'entrer dans la fonction ou la quitteront.

Le ministre de l'éducation nationale a su «écouter» les lycéens. Peut-être saura-t-il entendre les proviseurs de lycée et les revaloriser enfin de façon significative ?

Philippe Gérard est proviseur du lycée d'Etat Paul-Cézanne à Aix-en-Provence.

BIBLIOGRAPHIE

Raminagrobis hexagonaux

NAISSANCE D'UNE NATION de Yann de L'Écotais. Grasset, 224 p., 89 F.

A l'heure où l'Europe n'a jamais paru si nécessaire, les «étatsistes nombrilistes» donnent à Yann de L'Écotais une poussée d'adrénaline. Ceux qui chipotent sur la marche vers l'union politique ne se rangent pas tous derrière la bannière de M^{re} Thatcher. On en trouve aussi en France sur presque tout l'échiquier politique : Front national, une fraction du RPR, elle gauche du PS, Parti communiste. Sans doute leurs réactions ne sont pas concertées, mais leurs fidèles se rangent, selon notre auteur, en cinq catégories : le moderniste (pourquoi faire l'Europe puisque l'économie se mondialise) ; le rétro (la concurrence est un piège qui conduira l'industrie française à la casse) ; le narcissique (la culture française est la meilleure, protégeons-la) ; l'écolo (les Vikings vont venir déposer leurs papiers gras dans notre jardin) ; le perestroïkaque (la terre entière nous en veut et d'abord nos partenaires européens).

Ayant repéré ces tribus, Yann de L'Écotais fait preuve d'un brillant contre leurs mensonges politiques et économiques, puis explique qu'ils refusent l'Europe, non pour défendre la France mais les privilèges qu'ils détiennent dans l'or-

dre du pouvoir de l'argent ou de leurs «statuts». A moins qu'ils ne luttent pour préserver l'idée qu'ils se font de la Nation.

Sur ce dernier point, Yann de L'Écotais troque la plume du polémiste contre celle de l'analyste. Il n'a pas de mal à marquer la différence entre les abandons et les transferts de souveraineté et à justifier le «principe de subsidiarité» : il convient que le pouvoir s'exerce au plus bas niveau possible, mais il est des fonctions que seule l'Europe peut assumer pour le bénéfice des nations qui la composent (sécurité extérieure, aide au développement du Sud de la planète, immigration, lutte contre la pauvreté, préservation de l'environnement, bioéthique).

Yann de L'Écotais a choisi pour titre de son livre celui d'un film de Griffith. Mais, pour lui, la «naissance d'une nation», ce n'est pas du cinéma. Il sent que l'on peut «transmuter, par le biais de l'Europe, le concept de Nation». Sans doute, beaucoup des fervents défenseurs d'une confédération européenne (qui devient une fédération lorsqu'elle réussit) ne le suivront pas sur un terrain aussi brumeux. Mais il n'y a que la foi qui sauve et notre auteur avait besoin de cet élan pour mener sa croisade contre les Raminagrobis hexagonaux.

PIERRE DROUIN

On y prend goût

NOUVELLES FRONTIÈRES

1^{re} réunion au sommet d'un cocotier, il fallait oser... c'est fait ! jamais je n'étais monté dans un arbre si haut pour boire un vrai lait de coco !

TUNIS 830 F
MARRAKECH 1380 F
MONTREAL 1880 F
DAKAR 2340 F
LA REUNION 4200 F
LES ANTILLES 2750 F
CAYENNE 3760 F
TOUR DU MONDE 7750 F
PAPEETE 7900 F
NOUMEA 8900 F

VOL ALLER-RETOUR. DÉPART DE PARIS. PRIX MINIMUM
TAPEZ 36 15 NE. TÉLÉPHONEZ AU 01 42 73 10 64

محضان النمل

هكذا املاهم

LA CRISE DU GOLFE

Le gouvernement américain navigue entre plusieurs écueils

Le président George Bush a maintenu, mardi 4 décembre, une position de fermeté face à l'Irak, affirmant qu'il n'était pas question de négocier le retrait irakien du Koweït et que tous les moyens seraient employés pour faire plier Bagdad. M. Bush a d'autre part apporté son soutien aux déclarations du secrétaire à la défense Dick Cheney, qui avait affirmé lundi qu'une intervention militaire contre l'Irak, plutôt que des sanctions, était le moyen le plus sûr d'obtenir un retrait du Koweït. Lors d'une conférence de presse à Montevideo, M. Bush a également réaffirmé qu'il s'opposait à l'établissement d'un lien entre la crise du Golfe et la question palestinienne.

WASHINGTON
de notre correspondant

Froid, chaud, froid... Depuis quelques jours, l'administration Bush envoie à l'Irak une succession de signaux, moins contradictoires que complémentaires, mais qui, aux Etats-Unis même, suscitent des craintes aussi bien chez ceux qui souhaitent la guerre que chez ceux qui la refusent.

Au terme d'un long et puissant effort diplomatique, Washington avait obtenu, jeudi 29 novembre, le vote d'une résolution du Conseil de sécurité très menaçante pour l'Irak. Le lendemain, un petit air de flûte succédait aux roulements des tambours : M. Bush annonçait l'envoi du secrétaire d'Etat à Bagdad, et d'une manière plus générale se montrait disposé à parler avec les Irakiens. Mais, presque immédiatement après, le ton montait à nouveau, comme si l'administration voulait dissiper tout malentendu dans le monde et toute illusion en Irak. Avec un bel ensemble, le secrétaire d'Etat, le secrétaire à la défense, M. Dick

Cheney, et le conseiller pour les affaires de sécurité, M. Brent Scowcroft, apparaissent aux différents débats télévisés du week-end pour répéter qu'il n'était pas question de la moindre concession à l'Irak, mais que le seul but du voyage à Bagdad, était de faire comprendre de vive voix à Saddam Hussein à quel point la menace était sérieuse.

Cela, M. Bush l'avait en fait déjà dit, mais il fut jugé utile de le répéter haut et fort, et le lendemain, lundi, le chef du Pentagone franchissait un pas de plus en affirmant que l'embargo à lui seul ne suffirait pas à faire reculer l'Irak. Conclusion : il faudra faire la guerre, à moins que Saddam Hussein ne cède sur toute la ligne.

Mardi 4 décembre, au cours d'une conférence de presse donnée en Uruguay, seconde étape de sa tournée en Amérique latine, M. Bush poursuivait dans la même veine : « Je ne suis pas d'humeur à négocier » (avec le dictateur irakien). Tout cela forme un tout et sert un objectif bien défini : rappeler à l'Irak que s'il ne saisis pas la toute petite carotte tendue le 30 novembre par M. Bush, le bâton, — et un très gros bâton — lui sera administré.

Mais si clair qu'il puisse paraître, ce message est encore jugé trop ambigu par certains, trop chargé de dangers cachés. Si l'offre de dialogue lancée par M. Bush a suscité une très large approbation (90 % des Américains, selon un sondage ABC), quelques voix discordantes se sont fait entendre, en particulier parmi les amis traditionnels d'Israël (et en Israël même). Henry Kissinger, sur un ton lugubre, a paru voir dans l'annonce de ces entretiens le premier pas menant inéluctablement à la capitulation. Une double crainte a été exprimée, plus ou moins explicitement selon les cas. D'une part que l'administration soit amenée, bon gré mal gré, à offrir à Saddam Hussein un petit quelque chose lui permettant de sauver la face : par exemple accepter d'envisager, après l'évacuation du Koweït,

l'examen du problème palestinien dans un cadre international. Les responsables de l'administration, M. Baker en tête, ont juré leurs grands dieux qu'il n'était absolument pas question, et ces assurances seront sans aucun doute réitérées à l'occasion de la visite du premier ministre israélien Itzhak Shamir à Washington, au début de la semaine prochaine. Mais un certain doute subsiste malgré tout chez ceux qui veulent éviter toute remise en cause du statu quo dans les territoires occupés, et qui accusent M. Bush de tiédeur à l'égard d'Israël.

L'autre souci est la perspective de laisser intacte la puissance militaire irakienne — et la personne de Saddam Hussein. Et cette crainte-là n'a pas été dissipée par M. Baker. Le secrétaire d'Etat a, au contraire, expliqué que si l'Irak se pliait aux conditions définies par l'ONU, sa « récompense » serait de ne pas être attaqué par les Etats-Unis.

Manière
de prendre date

Mais, en sens inverse, « l'ouverture » surprise pratiquée par M. Bush n'a pas non plus calmé les appréhensions de ceux qui considèrent que, en envoyant des renforts massifs dans le Golfe, l'administration s'est engagée beaucoup trop précipitamment sur une voie menant à la guerre. L'annonce du voyage à Bagdad a certes provoqué, de ce côté-là, un réel soulagement, mais les craintes ont rapidement repris le dessus. Les auditions de la commission des forces armées du Sénat, qui sont entrées dans leur deuxième semaine, témoignent de cet état d'esprit, et le sénateur Nunn, président de cette commission, et personnage incontournable au Congrès, continue à émettre de sérieuses réserves sur la politique de l'administration. Après avoir entendu le secrétaire à la défense exposer les inconvénients et les limites des sanctions imposées à l'Irak, le sénateur a par exemple

reproché à M. Cheney de ne s'être pas livré « à une analyse aussi poussée des coûts d'une guerre ». Un autre sénateur démocrate, M. Claiborne Pell, président de la commission des affaires étrangères, a entonné un refrain bien connu : la Constitution ne permet pas au président d'engager le pays dans une guerre sans en référer au Congrès (ce que la Maison Blanche conteste). Mardi, 54 membres démocrates de la Chambre des représentants ont entamé une action en justice pour contraindre l'exécutif à respecter la loi fondamentale — action symbolique car elle sera à coup sûr jugée inopérante. Parallèlement, les représentants démocrates ont voté à une très forte majorité une motion — non contraignante — enjoignant le président de consulter les élus avant de passer à l'offensive dans le Golfe.

Pour l'heure, les récriminations en provenance du Capitole n'expriment pas une opposition résolue à la politique de M. Bush, mais plutôt une manière de prendre date, au cas où les choses tourneraient mal. Après tout, la majorité démocrate a tout à fait la possibilité de convoquer le Congrès et de se prononcer sur la politique à suivre dans le Golfe, mais elle se garde bien de le faire. Les auditions, qui permettent de se décharger, directement ou par intermédiaires, des positions de l'administration, sont pour l'instant jugées beaucoup plus adéquates, et leur impact est indéniable. On a ainsi entendu mardi l'ancien secrétaire à la défense, Robert McNamara, grand partisan, naguère, de l'engagement américain au Vietnam, plaider avec passion contre le déclenchement prématuré d'une guerre qui serait forcément « sanglante ». Et l'historien libéral Arthur Schlesinger a caustiquement fait remarquer que les Etats-Unis s'étaient trop souvent trompés au Proche-Orient pour être « si sûrs, aujourd'hui, d'avoir raison ».

JAN KRAUZE

L'embargo affecte inégalement l'Irak

A quelques semaines de l'ouverture de négociations ou du déclenchement des hostilités, l'embargo contre l'Irak se poursuit. Quatre mois après sa mise en œuvre, qu'a-t-il donné ? Réponse des experts gouvernementaux : « Ça marche, mais il est difficile d'en mesurer précisément l'impact ».

L'embargo contre l'Irak fonctionne. Les renseignements collectés par la défense nationale française et comparés à ceux obtenus par les services spécialisés des Etats-Unis ou de Grande-Bretagne dessinent l'image d'un pays durement touché... mais nullement à genoux.

Dans le domaine alimentaire, l'Irak était dépendant à plus de 50 % des importations. Aujourd'hui, la capitale irakienne semble regorger de nourritures variées, mais nul ne sait s'il s'agit d'une vitrine à l'intention des observateurs occidentaux ou d'un état représentatif de l'approvisionnement moyen des pays.

Néanmoins, sur les produits de base, le rationnement insupportable le 3 septembre a été renforcé en novembre. Neuf produits essentiels, comme le savon, le riz, les féculents, les céréales, la lessive... sont aujourd'hui contingentés. Sur un produit de base comme le riz, l'Irak n'avait, le 2 août dernier, que deux mois de réserves. Les rations ont donc été réduites au minimum.

Sur les céréales, la capacité de résistance du pays semble plus importante, d'autant que seuls les magasins d'Etat sont en droit de les commercialiser. En matière de fruits et légumes, en revanche, les récoltes suffiraient aux besoins du pays. Preuve qu'un climat de pénurie s'est toutefois installé : le marché noir est florissant. Malgré les peines sévères encourues par les spéculateurs, le prix du sac de riz de 50 kilos s'est établi à 75 dinars, au lieu de 6 habituellement. Beaucoup de boulangeries ont également fermé, faute de farine.

Manque
de médicaments

Prendant les risques de rationnement au sérieux, le gouvernement irakien a conseillé à la population de planter des haricots, d'utiliser les fèves plutôt que le riz et l'orge à la place du blé. Des reconversions agricoles ont également eu lieu, mais il faudra plusieurs mois avant que les rizières ne deviennent productives. Commentaire d'un spécialiste : « Si la distribution de produits alimentaires est efficace, il n'y aura pas de famine ».

Bien entendu, c'est la population la moins riche, celle qui n'a pas accès au marché noir, qui souffre le plus. Bien que l'embargo n'ait pas pour objet d'affaiblir la population, les autorités irakiennes ont monté sporadiquement état de mort par carence alimentaire ou médicamenteuse. Le 3 décembre, le ministre de la santé,

M. Abdel-Salam Mohamed Said, a ainsi annoncé que 1 416 enfants irakiens étaient morts, faute de médicaments (Le Monde du 5 décembre).

Or, l'embargo ne porte pas sur ce type de produits. Cent tonnes de nourriture (dont des laits pour bébé) et des produits médicamenteux ont été récemment acheminés en Irak. Si l'on y ajoute tout ce qui a été dérobé dans les hôpitaux du Koweït, l'Irak ne devrait pas souffrir de pénurie... A moins, estiment certains observateurs, que celle-ci ne soit artificiellement entretenue pour des besoins de politique intérieure. Les pharmacies n'auraient pas été réapprovisionnées depuis le 2 août et quinze produits vitaux ne seraient plus délivrés que par les magasins d'Etat. Quant aux médicaments disponibles, ils paraissent avoir été réservés aux hôpitaux et à l'armée.

Dans le secteur industriel, l'embargo semble avoir fait mouche. L'extraction pétrolière, principale richesse de l'Irak, a été réduite de 75 %. Ce qui est logique : l'embargo gêne l'exportation et les cuves de stockage sont pleines à ras bord. En revanche, les produits raffinés manquent. Les adjuvants nécessaires au raffinage ne peuvent plus être importés et la pénurie d'essence menace. Pas pour l'armée, qui est servie en priorité, mais pour les véhicules civils et utilitaires. Dans les villes, par mesure d'économie, la vitesse a été réduite.

Contrebande
sur des produits courants

D'autres produits vitaux, comme les pneumatiques (avions, automobiles...), ne peuvent plus être importés non plus ; les stocks seraient insuffisants et l'assurance d'autant plus grande que les pneus habituellement importés n'avaient pas de carcasse radiale. Faut-il de pneumatiques de rechange, les missions d'entraînement des chasseurs irakiens auraient également été réduites.

Dans les usines, presque toutes construites clés en main par les pays occidentaux, les pannes classiques (roulements à bille ou turbines pour les unités hydrauliques) entraînent, faute de pièces de rechange, une paralysie progressive. Par ailleurs, l'accroissement du fait que l'encadrement était parfois constitué par du personnel étranger.

Bien entendu, la contrebande vient atténuer la pénurie de produits courants, mais, selon tous les experts, elle ne joue qu'à la marge. Enfin, sur le plan militaire, l'effet de l'embargo est quasi nul. Les Irakiens disposent de stocks d'armes et d'engins blindés en abondance ; une industrie de munitions pour blindés et infanterie a même été développée, mais les renseignements sur ses capacités de production manquent cruellement.

Les experts de tous les pays espèrent qu'au 15 janvier prochain les effets de l'embargo favoriseront l'enclenchement des négociations.

YVES MAMOU

M. Rykov se prononce contre une participation militaire soviétique

Le premier ministre soviétique, M. Nikolai Rykov, s'est déclaré « catégoriquement opposé » à une intervention militaire soviétique dans le Golfe, dans un entretien publié, mardi 4 décembre, par l'agence officielle Interfax. « Nous ne devons en aucun cas prendre part à une action militaire au Proche-Orient (...) ni avec des troupes ni par aucun autre moyen. Le pays ne le comprendrait pas. L'Afghanistan nous suffit », a déclaré le chef du gouvernement soviétique.

M. Edouard Chevardnadze avait brandi, samedi, la menace d'une opération militaire soviétique dans le Golfe si la sécurité des Soviétiques en Irak était menacée. M. Rykov a, par ailleurs, estimé que l'Union soviétique ne verserait probablement pas de compensation à l'Irak pour les quelque 3 300 ressortissants soviétiques en rupture de contrat dont Bagdad a annoncé mardi la prochaine libération, tenant le Kremlin pour responsable de toute rupture de contrat occasionnée par leur rapatriement (Le Monde du 3 décembre). — (AFP, AP)

Washington dit tout ignorer d'une éventuelle proposition de compromis irakienne

Un porte-parole du département d'Etat américain a fait savoir, mardi 4 décembre, que les Etats-Unis ne disposent d'aucune information sur une éventuelle proposition de compromis irakienne qui permettrait de mettre fin à la crise du Golfe. Le porte-parole commentait une information rapportée par la chaîne de télévision britannique Sky News selon laquelle le président Saddam Hussein aurait fait connaître cette nouvelle position dans la crise du Golfe lors de rencontres privées avec certaines personnalités ayant fait le voyage de Bagdad, dont M. Evgeny Primakov, l'envoyé spécial du président Gorbatchev.

Selon Sky News, l'Irak se retirerait du Koweït, exception faite d'un champ pétrolier à cheval sur la frontière entre les deux pays — l'immeuble réserve pétrolière de Roumeilah qui se trouve pour l'essentiel en territoire irakien et a un prolongement d'environ 3,2 km à l'intérieur du Koweït, — en échange d'une garantie de non-agression de la part des Occidentaux. Le président Saddam Hussein serait également disposé à rendre les îles stratégiques de Warbah et de Boubyane à condition que la famille royale koweïtienne accepte de les louer à l'Irak.

Ce n'est pas la première fois qu'une information de ce genre est rendue publique. Elle semble avoir été prise au sérieux et a fait baisser mardi d'un dollar par baril le prix du pétrole brut sur le marché « spot », après la clôture des marchés à terme.

A Bagdad, une réunion quadripartite qui a regroupé mardi soir le président irakien Saddam Hussein, le roi Hussein de Jordanie, le vice-président du conseil présidentiel yéménite Ali Salem al-Baid, et le chef de l'O.P.M. Yasser Arafat, a salué « l'amorce du dialogue » américain-irakien, préconisé « un dialogue inter-arabe » sur la crise du Golfe et exhorté la communauté internationale à « mettre à profit l'évolution positive de la situation pour consolider la tendance vers un règlement global et équilibré dans la région et vers la solution des problèmes du monde par le dialogue ».

Au Caire, dans un communiqué publié après deux jours d'entretiens, les ministres des affaires étrangères d'Egypte, de Syrie et d'Arabie Saoudite, ont estimé que la résolution 678 du Conseil de sécurité de l'ONU, qui autorise le recours à la force contre l'Irak pour l'obliger à se retirer du Koweït, contribuait à un règlement de la crise du Golfe.

Les trois ministres, MM. Esmat Abdel Méguid, Farouk el-Charré et le prince Saoud el-Fayal, affirment que « c'est le refus irakien des résolutions internationales et arabes » qui a amené la communauté internationale à adopter cette résolution.

A Riyad, le secrétaire général du conseil de coopération du Golfe, M. Abdallah Bicharah, a affirmé mardi soir que les pays du CCG (Arabie saoudite, Emirats arabes unis, Koweït, Bahreïn, Oman et Qatar) « préfèrent un règlement pacifique » de la crise née de l'occupation irakienne du Koweït « sur la base de l'application des résolutions du Conseil de sécurité ».

A Bruxelles, les Douze ont décidé mardi le principe d'une rencontre entre le ministre irakien des affaires étrangères Tariq Aziz et son collègue italien Gianni De Michelis, dont le pays préside actuellement la CEE. Cette rencontre, qui se tiendrait à Rome, n'aurait toutefois lieu qu'après l'éventuel voyage de M. Aziz à Washington. « Sur le chemin du retour », les Douze ont également retenu le projet d'une rencontre de la troïka européenne (Italie, France et Luxembourg) avec la Commission de la Ligue arabe (OLP, Qatar, Oman). — (AFP, AP, Reuters)

MM. Dumas et Chevènement se prononcent à nouveau pour une conférence internationale

La réunion d'une conférence internationale pour « un règlement global » de tous les problèmes du Proche et du Moyen-Orient sera « indispensable », une fois que la crise du Golfe aura trouvé son issue, a affirmé, mardi 4 décembre, M. Roland Dumas.

Lors d'un débat avec les parlementaires de l'Union de l'Europe occidentale à Paris, M. Dumas a souligné que la communauté internationale ne pouvait accepter « dans l'immédiat » l'établissement d'un lien entre la crise du Golfe et les autres conflits dans la région, afin de « ne pas donner des arguments au président Saddam Hussein ». Mais, « devant la multiplication des conflits dans cette région, il est indispensable que la communauté internationale envisage un jour un règlement global de toutes les crises », a-t-il ajouté, en mentionnant spécifiquement, outre le

problème du Golfe, ceux du Liban et du conflit israélo-palestinien. « Beaucoup de grands pays y pensent, y compris les Etats-Unis », a-t-il ajouté. Pour la France, cette conférence devrait être comme « un grand chapitre sous lequel se tiendraient des sous-conférences », consacrées au règlement des différents problèmes de la région.

« L'année prochaine »

M. Dumas a déclaré qu'il « regretterait » les livraisons d'armes effectuées, dans le passé, par la France à l'Irak. Il a souligné la nécessité pour « chaque pays de faire son mea culpa, et de tirer les enseignements de cette expérience ». Le ministre a par ailleurs affirmé que, si la France souhaitait toujours un règlement pacifique de la crise, des contraintes de temps imposaient de « préparer la

guerre ». « Un embargo de douze mois serait mieux qu'un embargo de six mois, mais douze mois seraient un élément de complication, en raison du facteur climatique », a-t-il expliqué en faisant allusion à l'approche de la saison chaude, qui gênerait d'éventuelles opérations militaires.


Le ministre de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement, a estimé pour sa part qu'il fallait éviter le déclenchement d'un conflit à partir du 15 janvier, « il faut que l'Irak affirme son intention de se retirer du Koweït et qu'une connexion souple soit posée avec les autres problèmes » de la région, notamment par « la perspective de la réunion l'année prochaine d'une conférence internationale » destinée à les régler. M. Chevènement a d'autre part comparé la crise du Golfe à « une partie de poker » entre les Etats-Unis et l'Irak. Il a

regretté l'absence de « volonté politique » des pays de l'UEO qui limite la présence militaire européenne dans le Golfe à un « potentiel additionnel » aux forces américaines.

Thomson confirme son contrat d'armes avec l'Arabie saoudite. — Le groupe français Thomson a confirmé, mardi 4 décembre, la signature (Le Monde du 30 novembre) d'un contrat d'armes avec l'Arabie saoudite d'un montant de 3,4 milliards de francs. Aux termes de cet accord conclu par l'intermédiaire de la SOFRESA, Thomson doit livrer « dans les plus brefs délais » des missiles sol-air de défense aérienne à courte portée montés sur des véhicules à roues. Ces matériels, qui servent à la protection des bases militaires, seront fournis avec leur logistique.

A TOUCH OF FRED

Broche Panthère or et email : ses yeux en émeraude et diamants vous le feront aimer pour la vie.



Prix : 29.500 F
• Baby • Panthère : 19.500 F

6, rue Royale, Paris 8^e - 42.60.30.65
Le Claridge, 74, Champs-Élysées • Hôtel Méridien • Espace
• Galeries Lafayette • Paris • Aéroport d'Orly • 92, rue Eugène
Colas, Deauville • 21, boulevard de la Croisette, Cannes •
Hôtel Loewers, Monte-Carlo • 20, rue du Marché, Genève •
Beverly Hills • Houston.

JOAILLIER

20.
21.
22.
23.
24.
25.
26.
27.
28.
29.
30.
31.
32.
33.
34.
35.
36.
37.
38.
39.
40.
41.
42.
43.
44.
45.
46.
47.
48.
49.
50.
51.
52.
53.
54.
55.
56.
57.
58.
59.
60.
61.
62.
63.
64.
65.
66.
67.
68.
69.
70.
71.
72.
73.
74.
75.
76.
77.
78.
79.
80.
81.
82.
83.
84.
85.
86.
87.
88.
89.
90.
91.
92.
93.
94.
95.
96.
97.
98.
99.
100.

LA CRISE DU GOLFE

La France étudie plusieurs solutions pour renforcer le dispositif « Daguet »

Les états-majors français, avec l'accord du ministre de la défense, ont préparé plusieurs solutions pour renforcer le dispositif « Daguet » en Arabie saoudite, qui seront soumises sous peu à l'approbation du chef de l'Etat avant de commencer à être exécutées d'ici la fin de cette semaine. Selon des informations dans les milieux militaires, ces solutions visent principalement à doter le dispositif français de nouveaux moyens de feu avec des chars AMX-30 et une artillerie tractée de 155.

A l'heure actuelle, l'opération « Daguet » rassemble 6 250 hommes en Arabie saoudite. Outre l'état-major et ses services, les forces terrestres comptent 3 300 hommes (qui servent 1 400 véhicules - dont 300 blindés légers - et 74 hélicoptères) et les forces aériennes réunissent 750 hommes (qui mettent en œuvre vingt-quatre avions de combat, sept avions d'accompagnement, deux hélicoptères, trois sections de missiles anti-aériens et huit canons de 20).

Des chars AMX-30 et des canons de 155

La logistique de ce dispositif est déjà relativement lourde à assurer - notamment par bateaux de commerce affrétés - puisque, via le port de Yanbu, elle requiert quatre cents tonnes de fret tous les quinze jours.

Dans sa configuration actuelle, « Daguet » se veut avant tout un dispositif de contre-attaque dans l'hypothèse d'une agression de chars. Il n'est pas un dispositif offensif. Les solutions envisagées

changeraient notablement la posture de la garnison française en Arabie saoudite. En effet, les états-majors ont préparé, outre l'éventualité de l'envoi de nouveaux hélicoptères de combat et de soutien, l'expédition de pièces d'artillerie tractées de 155 (en provenance du 11^e régiment d'artillerie de marine basée à La Lande-d'Ouvé, près de Rennes) et de chars de combat AMX-30 B2 (en provenance d'un régiment blindé installé dans un camp de l'est de la France).

Si le choix des tubes de 155 est acquis, l'envoi de chars AMX-30 B2 pose encore un triple problème : à résoudre : d'abord, celui de leur soutien ou de leur environnement technique - il s'agit de matériels relativement fragiles et anciens, compte tenu des conditions climatiques difficiles de l'Arabie saoudite ; ensuite, celui de leur nombre - les blindés devront être prélevés dans deux régiments différents - pour représenter un parc militaire significatif sur place ; enfin, celui de leur transport, qui exigera de nouveaux affrètements navals.

Ce renfort en préparation du dispositif « Daguet » est une opération différente de celle que les états-majors étudient d'autre part, à savoir le remplacement, fixé à la fin du mois de janvier prochain, des éléments de la 6^e division légère blindée (DLB) cantonnée à Nîmes par des détachements, qui s'apprêtent à les relever après quatre mois de séjour, de la 9^e division d'infanterie de marine (DIMa) basée à Nantes.

L'armée de terre française souhaite envoyer le radar Orchidée en Arabie saoudite

L'armée de terre française étudie l'opportunité d'envoyer en Arabie saoudite l'hélicoptère équipé du système Orchidée, qui, grâce à ce radar, permet de détecter des cibles fixes ou mobiles à 150 kilomètres de distance depuis l'altitude (environ 3 000 mètres) où il croise en vol. A ce jour, la décision de déployer Orchidée au sein du dispositif militaire « Daguet » n'a pas été prise par le ministre de la défense, mais des mesures ont été arrêtées pour préparer ce système de reconnaissance à l'éventualité de son départ.

Destiné à la surveillance du champ de bataille dans sa profondeur, le système Orchidée est un hélicoptère du modèle Super-Puma qui est doté d'un radar Doppler capable de détecter des objectifs militaires fixes ou des véhicules en déplacement et de transmettre, par liaison hertzienne, les renseignements recueillis à une station au sol chargée de les interpréter.

Attente d'un « feu vert » ministériel

A l'origine, l'armée de terre avait conçu le projet de disposer de vingt hélicoptères de ce genre pour un coût global supérieur à 7,5 milliards de francs (valeur 1990). Orchidée était adapté au recueil d'informations au profit de la Force d'action rapide et des régiments d'artillerie nucléaire Hades. Pour des raisons d'économie, le ministre de la défense a choisi, en août dernier (le Monde du

Aux Pays-Bas

Le retour des pacifistes

LA HAYE

de notre correspondant

Mis sous l'étouffoir par la détente Est-Ouest, les pacifistes néerlandais ont tenté de profiter de la menace d'un conflit armé dans le Golfe pour renouer de leurs cendres. Mardi 4 décembre, la police de Venlo, dans le sud-est des Pays-Bas, a appréhendé et placé en détention provisoire vingt et un activistes qui, au cours de la nuit précédente, avaient bloqué et entrepris de saboter un aiguillage de la voie ferrée en provenance d'Allemagne. Ce tronçon ferroviaire est un point de passage obligé pour les convois qui, depuis le 18 novembre, transportent vers Rotterdam du matériel militaire américain stationné outre-Rhin et destiné au renforcement du dispositif déployé en Arabie saoudite. « Arrêtez les préparatifs de guerre », « Pas de guerre dans le Golfe », proclamaient les banderoles installées le long des rails par les militants pacifistes. Protestant plus spécifiquement contre le transit par les Pays-Bas d'une partie de l'arsenal américain, un groupe se présentant comme le « commando anti-intervention les Petits Gladiateurs » avait revendiqué

la triple action menée, lundi 3 décembre, contre des installations électriques ferroviaires dans la région d'Eindhoven. Travaillant sous contrat pour l'armée américaine, la Compagnie des chemins de fer a demandé et obtenu des autorités des trois provinces traversées par les trains un renforcement de la surveillance policière le long du trajet. La police de Rotterdam a, de son côté, décidé d'intensifier les patrouilles autour du périmètre qu'occupe, à l'embouchure du port, la société ECT, où les engins de l'US Army sont transbordés.

CHRISTIAN CHARTIER

Manifestation pacifiste à Paris. - Quelques milliers de personnes (12 000 selon les organisateurs, 3 000 selon la police) ont défilé mardi soir à Paris de la République à Saint-Augustin sur le thème « Non à la guerre, oui à la paix ». Répondant à l'appel d'un groupe de pacifistes, soutenus notamment par le PCF, la CGT, les Jeunes communistes, le MRAP et la Ligue communiste révolutionnaire, les manifestants ont scandé des slogans réclamant des négociations.

AMÉRIQUES

La visite du chef de la Maison Blanche en Argentine au lendemain de la rébellion militaire

Le président George Bush se dit confiant dans la « stabilité des démocraties sud-américaines »

Quelques heures avant de partir pour l'Argentine, où il était attendu mercredi 5 décembre, le président George Bush, qui a tenu une conférence de presse à Montevideo, deuxième étape de sa tournée latino-américaine, a exprimé son « soutien » à son homologue argentin Carlos Menem, au lendemain de la rébellion avortée d'un groupe d'officiers d'extrême droite. Minimisant l'importance de la rébellion, qu'il a qualifiée de « controverse entre militaires » et non de tentative de coup d'Etat, M. Bush a réaffirmé sa confiance dans la « stabilité des démocraties sud-américaines », et rendu hommage aux « progrès accomplis » par l'Argentine.

BUENOS AIRES

Correspondance

La rapidité et l'efficacité avec lesquelles la rébellion militaire, qui s'est soldée par treize morts au moins, des dizaines de blessés et trois cent trente et une arrestations, a été étouffée, lundi 3 décembre, constitue sans nul doute un succès inattendu pour le président argentin. Son prédécesseur, M. Alfonsín, n'y

était pas parvenu, lui qui, lors des précédents soulèvements en 1987 et 1988, avait dû se résoudre à « négocier » plus ou moins ouvertement avec les militaires. Aussi, à quelques heures de l'arrivée du président américain George Bush à Buenos Aires, le président Menem avait-il toutes les raisons de se féliciter d'avoir rétabli l'ordre dans les casernes et de s'être montré à la hauteur d'un danger qui menaçait la démocratie argentine. Selon les déclarations, mardi, du ministre de la défense, M. Humberto Romero, le colonel à la retraite Mohamed Ali Seineldin, qui a revendiqué la seule responsabilité du soulèvement militaire des « carapintadas », aurait aussi demandé, lundi après l'échec de son mouvement, « un pistolet pour mettre fin à ses jours ». De son côté, le chef de l'Etat s'est dit favorable à des condamnations exemplaires : « Ma main ne tremblera pas en signant les condamnations les plus lourdes », devait-il déclarer en évoquant le sort des mutins.

C'est donc un Carlos Menem triomphant, sûr de lui et dont le pouvoir a encore été renforcé par cette victoire, qui devait accueillir mercredi son homologue américain pour une visite d'été de vingt-deux heures. D'autant que le président Menem, contrairement à certaines traditions nationalistes et anti-américaines chères dans le passé aux pé-

nistes, n'a eu d'autre souci en arrivant au pouvoir que de rétablir des relations de confiance avec Washington aptes à dissiper, entre autres, la « brume » de la guerre des Malouines. Le président argentin pourra en outre démontrer sans difficulté aux yeux de son hôte les bienfaits de sa politique néolibérale : l'hyperinflation a été jugulée, les privatisations des secteurs-clés de l'économie argentine marchent tambour battant, et malgré sa dette extérieure de 62 milliards de dollars, l'Argentine a réussi à rentrer dans le giron des organismes internationaux qui saluent, dans le président Menem, un élève appliqué des lois du libre marché.

Impressionnant dispositif de sécurité

En un an et demi de gouvernement, ce caudillo provincial, dont le « look » exotique et les promesses populistes durant sa campagne électorale pouvaient faire craindre le pire à Washington, s'est révélé un ami inconditionnel. Et le geste du président argentin d'envoyer des troupes dans le Golfe aux côtés des Américains et des Anglais, c'est-à-dire les ennemis d'hier pendant la guerre des Malouines, a été chaleureusement accueilli par le président Bush.

Le président Menem, qui a

demandé officiellement à la population locale de « se réjouir de la venue du président Bush », pouvait même espérer, en vertu de l'état de siège soulèvement militaire, lundi, et prolongé pour soixante jours, couper court à toute manifestation hostile. Plusieurs partis de gauche, mais aussi des radicaux, des péronistes dissidents et des anciens combattants de la guerre des Malouines ont toutefois annoncé leur intention de maintenir les marches de protestation prévues contre la venue du président américain. Quoi qu'il en soit, c'est au milieu d'un impressionnant dispositif de sécurité que le président Bush était attendu à Buenos Aires : des centaines de gardes du corps, une limousine noire de 8 tonnes et de 12 mètres de long, entièrement blindée, et même des véhicules et de l'eau congelée font partie de ses bagages. Les Argentins, qui ont vécu lundi sur le pied de guerre avec des chars, des échanges de tir en plein milieu de la capitale et le survol bruyant et inquiétant de Mirage au-dessus de leurs têtes, s'apprêtaient, mercredi, à vivre une nouvelle journée chargée et lourde de sens. Le président Bush est, en effet, depuis trente ans le premier président américain à fouler le sol argentin.

CHRISTINE LEGRAND

COLOMBIE : à quelques jours des élections législatives

Le gouvernement a entamé des négociations indirectes avec le cartel de Medellin

Bien que le président Gaviria ait affirmé à plusieurs reprises son refus de négocier, un dialogue indirect s'est établi entre le gouvernement et le cartel de Medellin, qui propose une reddition massive à des conditions qui semblent difficiles à accepter.

BOGOTA

de notre envoyé spécial

Pablo Escobar sous les verrous ? Le numéro un du cartel de Medellin court toujours. Mais l'annonce faite par les « extraditables » - bras armé du cartel - que trois cents « narcos » seraient disposés à se rendre à la justice colombienne relance l'espoir d'un arrêt, définitif cette fois, des voitures piégées, des attentats aveugles ou sélectifs, des enlèvements, qui ont marqué la « guerre à mort » - entrecoupée de trêves fragiles - entre le gouvernement et les barons de la drogue.

« Pourquoi pas ? », se demande Enrique Santos Calderon, éditeur du quotidien El Tiempo. Mais l'expérience nous enseigne à réfléchir notre enthousiasme. Cette fois, pourtant, l'affaire paraît sérieuse. C'est peut-être la fin d'un horrible cauchemar... Il est peu probable, cependant, que Pablo Escobar lui-même réponde à l'offre de reddition honorable des autorités. Il figure en tête de liste des trafiquants de drogue réclamés par la justice américaine et il est impliqué par le gouvernement colombien dans les assassinats de plusieurs personnalités, en particulier ceux de Guillermo Cano, direc-

teur du journal El Espectador, et de Luis Carlos Galán, candidat libéral à la présidence.

Pour se rendre aux autorités colombiennes, les « narcos » candidats au retour à la légalité, sinon au repentir, posent des conditions précises. Ils ont été transmis au président Gaviria par trois notables - les anciens présidents Misael Pastrana, Lopez Michelsen et l'ancien dirigeant communiste Diego Montaña - qui agissent en fait comme intermédiaires entre le cartel et les autorités. Les « narcos » ne veulent pas être déclarés coupables ; ils réclament la garantie qu'ils ne seront pas extradés aux Etats-Unis ; ils refusent d'être contraints de dénoncer leurs complices, amis ou parents ; et ils demandent que le trafic de drogue soit considéré comme un délit collectif de caractère particulier.

Dans la même prison

Ils veulent aussi être détenus tous ensemble dans une même prison, sous la protection des forces armées, de la police ou d'organismes internationaux - ils ont curieusement cité la Croix-Rouge internationale et Americas Watch - qui garantirait leur intégrité physique : ayant dénoncé à plusieurs reprises les « excès » de la répression et les « assassinats » perpétrés dans leurs rangs par certains corps de police, ils redoutent, apparemment, des représailles contre eux-mêmes ou leurs familles. Leurs plaintes ont-elles eu un écho en haut lieu ? Le colonel Oscar Pelaez, chef des services de renseignement de la police

et ennemi juré des « narcos », a été en tout cas relevé de son poste à Medellin.

Selon les « extraditables », cette éventuelle reddition massive impliquerait l'arrêt de toutes les activités liées au trafic de drogue et au narcoterrorisme. Une hypothèse qui ne peut pas laisser les autorités indifférentes. Mais la marge de manœuvre de M. Gaviria est étroite. Le président a affirmé à plusieurs reprises, depuis son investiture en août dernier, qu'il n'était pas question de négociations avec les « narcos », considérés comme des criminels. Mais il a implicitement admis, samedi 1^{er} décembre, le rôle d'intermédiaires que jouent les notables dans ce dialogue « informel » avec le cartel et il a promis de « tout faire » pour la libération des journalistes - dont le rédacteur en chef du Tiempo, Francisco Santos - encore détenus par les « extraditables ».

Jusqu'où peut-il aller pour favoriser cette « pacification globale » avec la guérilla et les « narcos » qu'il estime nécessaire à son plan d'ouverture économique ? Dans cette étonnante négociation, le rôle de médiateur, le ministre de la justice, M. Jaime Giraldo, fait observer qu'il est difficile d'incarcérer des gens qui se déclarent non coupables s'il n'y a pas de dossiers contre eux. « On ne leur demande pas de tout avouer », dit-il, mais seulement quelques détails. Il ajoute : « Les agents seront incarcérés dans des lieux convenables ». Par exemple, des couvents ou des monastères désaffectés. L'Eglise est d'accord. Mgr Rubiano Saenz, président de la conférence épiscopale, l'a confirmé samedi : « Tout ce qui contribue à la paix en

Colombie est positif et doit être encouragé ».

Les bonnes volontés ne manquent pas. Le maire d'Envigado, quartier résidentiel de Medellin, où le cartel a beaucoup investi, propose la construction sur sa commune de résidences-prisons de haute sécurité. Il précise que sa commune, par disposition, en assure tous les frais, y compris d'entretien. Le cartel de Medellin ne se présente pas en position de faiblesse dans cette nouvelle partie de bras de fer. Les partisans du dialogue direct sont de plus en plus nombreux. Les enlèvements de plusieurs journalistes importants - outre Francisco Santos, la fille d'un ancien président de la République, Diana Turbay, fait partie des otages - ont contraint l'établissement à la discrétion et aux concessions. En outre, le cartel a fait des gestes. Il a déclaré une nouvelle trêve pour permettre « le bon déroulement » des élections du 9 décembre à l'Assemblée constituante. Il a libéré un des journalistes otages, Juan Vito, qui déclare avoir été « très bien traité ». Il a rassuré la famille Santos, propriétaire du Tiempo et pilier du Parti libéral au pouvoir. Il laisse entendre que tous les otages seront libérés si... Une tactique du goute à goutte, à l'irakienne. Difficile, en fait, de ne pas voir dans son offre de reddition massive une nouvelle manifestation de sa volonté d'obtenir une reconnaissance politique et le « droit » d'être traité comme le M-19, hier guérilla pourchassée, aujourd'hui organisation politique légale, qui caracole en tête des sondages pour le scrutin du 9 décembre.

MARCEL NIEDERGERANG

DIPLOMATIE

La visite de M. Velayati à Paris

La France et l'Iran vont de nouveau tenter de régler leur contentieux financier

Le ministre iranien des affaires étrangères, M. Ali Akbar Velayati, était attendu, mercredi 5 décembre, à Paris. Cette visite, nouveau signe de l'amélioration constante des relations entre l'Iran et la France, est également la première de M. Velayati dans un pays de la CEE depuis qu'a éclaté, en février 1989, l'affaire Salman Rushdie. Elle intervient après que la CEE a levé le 22 octobre les sanctions imposées à l'Iran en réaction à la condamnation à mort par feu l'imam Khomeiny de l'auteur des Versets sataniques. Lors des discussions sur les rapports bilatéraux que M. Velayati aura à Paris avec M. Roland Dumas - qui a lui-même effectué une visite en Iran en février 1989 - l'éternel contentieux

financier entre Paris et Téhéran (plusieurs centaines de millions de dollars) dominera parmi les autres dossiers, et notamment celui du développement des relations économiques et culturelles.

A l'issue de la visite effectuée à Téhéran en octobre dernier par le ministre de l'Industrie Roger Fauroux, la France et l'Iran avaient exprimé leur souhait d'aboutir dans les meilleurs délais à un règlement de l'ensemble des contentieux pendants afin de pouvoir approfondir dans les meilleures conditions leurs relations. M. Fauroux avait souligné : « Si nous ne réglons pas ces contentieux, nous n'irons pas loin dans les nouveaux accords ». La visite de M. Velayati sera

aussi l'occasion pour le ministre iranien et M. Dumas de parler de la crise du Golfe ainsi que de l'Afghanistan et du Liban. Ayant condamné l'invasion du Koweït par l'Irak et s'étant engagé à respecter toutes les résolutions de l'ONU - y compris celles ayant trait à l'embargo - contre le régime de M. Saddam Hussein, tout en déplorant le déploiement de forces occidentales dans la région, Téhéran a profité de la crise actuelle pour accentuer son ouverture vers l'Ouest, et surtout vers l'Europe. Dans le même temps, les Français ont réussi à accélérer - à leur avantage - le processus de paix avec l'Irak.

PEROU : vingt rebelles tués au cours d'affrontements avec la police. - Une vingtaine de guérilleros ont été tués et cinq policiers blessés, lundi 3 décembre, dans la région amazonienne du Pérou lors d'affrontements avec les forces de l'ordre. Les combats se sont déroulés dans la vallée de Alto Mayo, à quelque 830 kilomètres au nord-est de Lima, région où le Mouvement révolutionnaire Tupac Amaru (MRTA) avait établi un campement. - (AFP)

CHILI : découverte d'un nouveau charnier. - Les corps de trois enfants, d'une jeune femme et de cinq hommes ont été découverts dans un nouveau charnier clandestin à Chincolco (200 km au nord de Santiago), ont annoncé, mardi 4 décembre, les autorités locales. Selon des témoins habitant la localité, ce groupe de personnes avait été arrêté par des carabiniers en 1975. Depuis le rétablissement de la démocratie au Chili, au mars dernier, une cinquantaine de cadavres de prisonniers politiques ont été retrouvés dans des charniers clandestins, mais c'est la première fois que des enfants figurent parmi les victimes. - (AFP)

SAFT
Les batteries Saft
équipent un avion de ligne
sur deux dans le monde.

GEC ALSTHOM
Un leader mondial
des équipements
de production et
de distribution d'énergie.

CEGELEC
Un grand de l'ingénierie
électrique dans le monde

ALCATEL
premier industriel mondial
des systèmes
de communication
et des câbles.

SOGELERG
Le savoir-faire de Sogelerg
en ingénierie s'exerce dans
l'énergie, les transports,
l'hydraulique, l'industrie
et l'environnement.

GEC ALSTHOM
Son TGV
détient le record mondial
de vitesse sur rail
à 515,3 km/h.

nous pas détenteur du record du monde de vitesse sur rail à plus de 500 km/h avec le TGV ? Nous sommes également un des leaders mondiaux de l'ingénierie électrique. Nos accumulateurs fournissent l'énergie de millions d'équipements. Pourtant notre nom reste méconnu. Aussi, à partir du 1^{er} janvier 1991, nous aurons un nom à la hauteur de ce que nous sommes : CGE deviendra Alcatel Alsthom.

ALCATEL
ALSTHOM

Alcatel Alsthom 54, rue La Boétie 75008 Paris

le,
pas
ars
tès
t la
r le
ser-
des-
rtie
sur-

הוא
בן
ה' ש'
הן
הוא-

BERG
AGE 8

15 PTA
2503

EUROPE

ESPAGNE : une campagne controversée

La « guerre des préservatifs »

MADRID

de notre correspondant

« Mets-le toi, mets-le lui ! » : cette double et mystérieuse injonction, adressée respectivement à la gent masculine et à la gent féminine, provoque une belle polémique en Espagne. Il s'agit du slogan d'une campagne conjointement lancée par les ministères de la Santé et de la Famille, et qui vise à promouvoir l'usage des préservatifs parmi les adolescents.

Cent mille affichettes apposées dans tout le pays sur les murs du métro ou les cabines téléphoniques, des annonces à la télévision aux heures de grande écoute, des badges et même des chemises à l'effigie des jeunes à « la mesure » : quelque 600 millions de pesetas (32 millions de francs) ont été investis par les autorités dans cette campagne à grande échelle prévue pour un mois. L'objectif de l'opération est double : éviter la multiplication des grossesses non désirées parmi les jeunes, et freiner la diffusion des maladies sexuellement transmissibles. Deux problèmes devenus cruciaux en Espagne avec la rapide libéralisation des mœurs qu'a connue récemment le pays.

Le langage des jeunes

« Trois jeunes de moins de dix-neuf ans sur quatre ont déjà eu des relations sexuelles, et les trois quarts d'entre eux n'utilisent aucune méthode contraceptive de manière habituelle », observe M^{me} Carmen Martínez Ten, directrice de l'Institut de la femme, fer de lance de la campagne. Le nombre d'avortements officiellement déclarés parmi les adolescentes de moins de dix-neuf ans est de trois mille cinq cents par an, mais il est considéré comme absolument sans rapport avec le chiffre réel.

En outre, près des trois quarts des moins de dix-neuf ans sont catholiques. Pour ce qui est du sida, on compte aujourd'hui en Espagne plus de cent mille personnes séropositives.

« Cette campagne est destinée aux jeunes et utilise donc leur langage, quitte à déconcer-

ter peut-être les adultes », avertit prudemment M^{me} Martínez Ten. Ainsi plusieurs groupes pop ont-ils loué leurs droits d'auteur aux organisateurs de la campagne, et l'on peut désormais entendre sur les ondes le dernier tube à la mode avec un texte rénové qui invite sans détour sémantique les « potes » à rester « cool » en mettant leur « capote ».

Une telle campagne risquait, il est vrai, d'être délicate dans un pays où, il y a quinze ans encore, l'emploi de contraceptifs était considéré comme un délit par le code pénal. Dans les milieux politiques, pourtant, les réactions ont été dans l'ensemble positives. La formation conservatrice, le Parti populaire, n'y a rien trouvé à redire, et son responsable pour les questions de santé, le docteur Ramiro Rivera, a qualifié sans hésiter la campagne d'« initiative opportune ».

C'est la réaction de l'Eglise qui a pris tout le monde de court par sa violence. Le secrétaire général de la conférence épiscopale, Mgr Agustín García Gasco, a le premier donné le ton en affirmant qu'une telle campagne ne pouvait être la conséquence d'un « projet politique matérialiste, agnostique et athée » visant à « faire du plaisir sexuel la valeur fondamentale de l'existence ». C'est ensuite le principal responsable de l'Eglise espagnole lui-même, le président de la conférence épiscopale, Mgr Angel Suquía, qui est à son tour monté au créneau le 21 novembre, en tenant, devant l'assemblée des évêques, contre « un laïcisme aussi destructif pour l'homme que la matérialisme historique » et en accusant carrément le gouvernement d'abus de pouvoir.

Cette « guerre des préservatifs » éclate à un moment où l'Eglise espagnole, sous la houlette du très conservateur Mgr Suquía, semble à nouveau tentée par la voie du cléricalisme pur et dur. Reste que le président de la conférence épiscopale aura sans doute contribué sans le vouloir à faire en sorte que le slogan « Mets-le toi, mets-le lui » ne soit désormais vraiment ignoré de personne.

THIERRY MALINIAK

« Les années Thatcher » s'estompent

Suite de la première page

Le nouveau premier ministre ne se sent pas menacé par l'existence même de la Communauté. On avait parfois l'impression que M^{me} Thatcher n'avait qu'un souci : noyer celle-ci au plus vite dans un ensemble plus vaste, que ce soit l'OTAN ou l'ensemble des pays européens, y compris ceux qui font à l'Est l'apprentissage de la démocratie.

La peur de l'Allemagne et un certain mépris pour la France entraient pour beaucoup dans cette attitude. Les souvenirs de la seconde guerre mondiale étaient toujours présents à l'esprit de la Dame de fer. A quarante-sept ans, M. Major n'a pas ces obsessions qui étaient celles de la génération précédente. Le premier ministre aborde les questions européennes avec un esprit neuf et, apparemment, sans préjugés.

Un esprit neuf

Il ne fait pas de la souveraineté nationale un dogme ni du Parlement de Westminster une forteresse assiégée par les forces malignes du continent. Il est proche de la position adoptée, sur le mode imagé, par Sir Geoffrey Howe. L'ancien secrétaire au Foreign Office et vice-premier ministre avait coutume de dire que, à la différence de la virginité, la souveraineté pouvait souffrir quelques réductions sans disparaître pour autant.

M. Major a fait tranquillement l'économie des mots clés de « souveraineté » et de « prérogatives du Parlement » lorsqu'il s'est adressé, mardi 4 décembre, aux députés conservateurs des Communes réunis, pour l'occasion, avec leurs collègues européens et avec les lords d'obédience tory. Il

est de notre intérêt national bien compris d'aider à construire et à façonner la Communauté européenne à mesure qu'elle évolue, a-t-il déclaré.

M^{me} Thatcher n'aurait jamais parlé d'« évolution ». Elle estimait que la mesure des transferts d'autorité au bénéfice des institutions de Bruxelles était atteinte et qu'il ne fallait pas aller plus loin. M. Major laisse la porte ouverte à de tels transferts ultérieurs lorsqu'il propose une « évolution sur les questions constitutionnelles ». Le nouveau premier ministre a eu beau serrer avec effusion la main de M^{me} Thatcher après ce discours, dans lequel il lui a d'ailleurs rendu une fois de plus hommage, il est clair que son chemin bifurque désormais largement de celui tracé par celle-ci.

M. Major marque également sa différence à propos de la société britannique. M^{me} Thatcher avait affirmé un jour, au grand scandale des travaillistes, que ce concept même de société était vide de sens et qu'il n'y avait que des individus. M. Major, fort de ses origines modestes, des « petits boulots » qu'il a exercés dans sa jeunesse et des quelques mois pendant lesquels il a pointé au chômage, a lancé son projet d'une « société sans classes ». Le mot a fait fortune, même si l'idée est encore bien nébuleuse.

La compassion envers les faibles

Le premier ministre a un peu précipité mardi ce qu'il entendait par là. La compétition entre les citoyens est inévitable, et d'ailleurs saine. Mais il souhaite que la société se montre davantage « compatissante » envers les plus faibles. Cela est nécessaire parce que « certains individus ont réellement besoin d'une main secourable qui

URSS : l'aménagement des structures fédérales et les difficultés économiques

Le Soviet suprême a approuvé la réforme du pouvoir central

M. Mikhail Gorbatchev n'aura pas à attendre la réunion, le 17 décembre, du Congrès des députés de l'URSS (qui a seul le pouvoir de changer la Constitution) pour appliquer à celle-ci de nouvelles modifications : il a encore une fois obtenu, mardi 4 décembre, le feu vert du Soviet suprême (le parlement fédéral) pour « prendre d'urgence les mesures nécessaires à l'amélioration du pouvoir d'Etat », c'est-à-dire appliquer la réforme du pouvoir central qu'il avait présentée le 17 novembre. M. Gorbatchev est pressé et les députés ont voté cette résolution par 281 voix sur 336.

MOSCOU

de notre correspondant

Le Soviet suprême, ce parlement fédéral du semi-démocratisme et qui n'en est pas à sa première

entorse aux textes constitutionnels, s'est rangé autour du président au fur et à mesure que la contestation de son autorité gagne du terrain dans toutes les Républiques.

Les amendements constitutionnels présentés mardi par M. Gorbatchev pourront être remaniés en commission avant d'être présentés au Congrès, mais la nouvelle concentration des pouvoirs est ainsi acquise. Il peut maintenant proposer au Soviet suprême son candidat au poste de premier ministre et désigner son « bras droit », à savoir le vice-président, « à l'américaine ». Le nom du ministre des affaires étrangères, M. Edouard Chervomazov, a été cité parmi d'autres. M. Boris Eltsine, candidat soutenu par les libéraux, a de son côté déclaré lundi soir qu'il n'accepterait aucune de ces deux fonctions.

En dépit du maintien du poste de premier ministre (dont la suppression avait un moment été envisagée pour calmer les nombreux opposants à son actuel titulaire, M. Nikolai Ryjkov), le gouverne-

ment, réduit et baptisé « cabinet des ministres », sera directement aux ordres du président, responsable devant lui et devant le Soviet suprême — et non plus devant le Congrès, — mais un vote de défiance nécessitera une majorité des deux tiers.

Importations massives

M. Gorbatchev dirigera aussi le Conseil de la Fédération, rassemblant les dirigeants des Républiques, dont les décisions se prendront à une majorité des deux tiers et se traduiront par des décrets (oukazes) du président, a-t-il précisé. Or, personne ne sait encore exactement combien des quinze Républiques acceptent d'en faire partie, alors que se dessine l'intégration, dans ce conseil central, de certaines Républiques autonomes, qui feraient contrepoids aux tendances centrifuges... Cette réorganisation du pouvoir central s'inspire en effet du projet de M. Gorbatchev sur le traité de

l'Union, qui est déjà rejeté par les Baltes et la Géorgie, alors que d'autres, dont la Russie et l'Ukraine, lui reprochent de conserver des pouvoirs trop étendus.

Par ailleurs, M. Gorbatchev a annoncé des mesures annexes pour « maintenir le niveau de la consommation » alimentaire cet hiver : des importations massives d'un montant de 1,25 milliard de dollars au cours des quatre prochains mois, la distribution de 3 à 5 millions d'hectares sous forme de petits lopins à ceux qui le désirent et un « impôt en nature » sur les récoltes des exploitants. Enfin, le président a annoncé que des mesures pour « renforcer le rôle et la responsabilité de l'armée » sont prévues, après la reprise en main du ministère de l'Intérieur. Le ministre de la défense, M. Dmitri Iazov, a commencé mardi par un aveu de faiblesse en autorisant les soldats à ne pas servir dans la zone troublée du Caucase, où ne seront plus dirigés que des volontaires. — (Interim.)

Les Douze ont présenté leurs propositions d'aide à l'Union soviétique et aux pays de l'Est

Les ministres des affaires étrangères des Douze ont proposé, mardi 4 décembre, de consacrer, avant la fin de l'hiver, 5 à 10 milliards de francs d'aide alimentaire d'urgence à l'URSS, a annoncé le chef de la diplomatie belge, M. Mark Eyskens. L'URSS a présenté à la Commission européenne une longue liste de demandes dont elle a besoin, et « nous allons essayer de lui envoyer ces aliments », a-t-il déclaré en marge de la réunion à Bruxelles. La Grande-Bretagne a levé ses objections à ce sujet à condition que l'approvisionnement des Soviétiques soit réellement garanti, a expliqué le secrétaire au Foreign Office, M. Douglas Hurd.

Les ministres ont également proposé de « promouvoir au maximum » une adhésion de l'URSS au FMI et à la Banque mondiale, afin qu'elle puisse obtenir leur concours dans le cadre d'une aide à la balance des paiements, a précisé le ministre belge. Selon son collègue français, M. Roland Dumas, l'aide de la CEE à l'Europe de l'Est devra s'inscrire dans une action globale du FMI et de la Banque mondiale.

Pour l'URSS, le président de la Commission, M. Jacques Delors, a proposé, selon M. Dumas, quatre propositions : une aide alimentaire accompagnée de crédits d'achat, une assistance à la balance des paiements, une aide à la convertibilité du rouble et la préparation d'un accord plus vaste que l'accord commercial actuel.

Pour une coopération énergétique

Le sommet européen de Rome les 14 et 15 décembre devra accorder la priorité à l'aide à court terme, ont estimé les ministres, selon M. Dumas. « Nous sommes contraints de parvenir à un accord à Rome », a estimé le ministre allemand des affaires étrangères, M. Hans Dietrich Genscher.

Les Douze souhaitent encore qu'une vaste coopération énergétique entre l'URSS et le reste de l'Europe soit mise en place, avec des achats plus importants d'énergie soviétique par la CEE. Ils sont aussi convenus de proposer une large assistance

technique à Moscou en raison de la désorganisation des systèmes de distribution, a précisé M. Eyskens. Pour les autres pays de l'Est, les ministres ont proposé de demander aux Clubs de Paris et de Londres de favoriser un rééchelonnement de leurs dettes pour un montant de 6 à 7 milliards de dollars, a expliqué le ministre belge. M. Delors a indiqué que le FMI serait prêt à consacrer 24 milliards de dollars aux pays de l'Est au cours des trois prochaines années, dont 5 milliards en 1991. — (AFP.)

L'Agence juive va envoyer 20 tonnes de nourriture à Moscou. L'Agence juive a décidé d'envoyer 20 tonnes de nourriture à l'URSS afin de « manifester sa gratitude » pour les mesures prises afin de faciliter l'émigration des juifs, a annoncé, mardi 4 décembre, le président de l'Organisation, Simcha Diniz. Un premier avion d'El-Al, avec 2 tonnes de tomates et 3 tonnes de melons, est parti mardi pour Moscou et devait ramener à son bord deux cent vingt immigrants. L'Agence juive a ouvert à cette fin un bureau à Moscou. — (AFP.)

POLOGNE : les aventures péruviennes du candidat Tyminski

« Criolladas » et hallucinogènes

La soudaine célébrité de Stanislaw Tyminski, candidat chancelier au premier tour de l'élection présidentielle polonaise, rebondit au Pérou, au point que d'étranges personnalités font du porte-à-porte auprès des correspondants étrangers à Lima pour vendre leurs « exclusivités » sur les aspects obscurs de la personnalité de l'homme d'affaires polonais, naturalisé péruvien après avoir été naturalisé canadien.

LIMA

de notre correspondant

Une chose est sûre : Stanislaw Tyminski s'est adapté extrêmement vite à la société péruvienne, où il est difficile de sortir des rangs ou tout simplement de monter une affaire, sans avoir recours aux « criolladas », c'est-à-dire aux flatteries, à la débrouillardise. L'humour débordant et le savoir-faire du Polonais lui ont permis de s'introduire facilement dans la société, d'ailleurs très ouverte, d'Iquitos. Rafael Elaspuru, le premier mari de la femme de Stanislaw Tyminski, Graciela Perez Velasco, raconte tout naturellement comment Stan lui a demandé la main de sa femme : « Moi vouloir sa femme », a dit dans un espagnol rudimentaire le candidat à la présidence de la Pologne au chef de la clinique naturopathe où il s'était fait soigner pour des calculs rénaux, et où exerçait aussi Graciela, spécialiste du diagnostic d'après l'étude empirique de l'iris. Stan paraissait également intéressé par cet hallucinogène préparé à base de liane appelé ayahuasca. « A cette époque », explique Rafael Elaspuru,

j'étais toujours en vedrette. Quand Graciela m'a demandé le divorce, j'ai dû accepter. Ce qui est bien, c'est que, si Stan est élu, Graciela pourra divulguer les détails dans le monde entier. »

Comme beaucoup d'habitants d'Iquitos, Elaspuru a été par anticipation, le week-end dernier, la victime de Stan, le gringo qui se comportait comme un vrai charap (petite tortue) est le nom donné aux habitants d'Iquitos), malgré les sommes rondelles (180 000 dollars de profits par an à Iquitos) que lui rapportait la chaîne de télévision par câble TVS qu'il y a créée : il descendait dans un petit hôtel à une étoile, se déplaçait sur une vieille moto, transportait lui-même l'échelle qui lui permettait de grimper sur les toits pour installer les antennes de TVS. Il disait avoir eu le coup de foudre pour l'Amazonie. « Si Stan est élu si loin, c'est qu'il a su tirer parti de nos criolladas », commente un de ses amis...

Fraude fiscale

Jusqu'à quel point Stan Tyminski a-t-il poussé la criollada ? La presse polonaise a révélé que sa chaîne TVS avait été mêlée à une affaire de piratage de programmes de télévision. Selon l'avocat de Stanislaw Tyminski, le sénateur Javier Valle Riestra, le procès a été gagné devant la Cour suprême. La plainte avait été déposée, il y a deux ans, par J. Celero Paz, patron de la ville, parce que TVS diffuse des programmes de chaînes américaines, brésiliennes, colombiennes et vénézuéliennes, et que ceux-ci représentent une forte concurrence pour les cinémas.

Au printemps dernier, la Cour suprême a rejeté le verdict rendu en première et deuxième instance, qui jugeait fondé le recours de Celero Paz. Elle a conclu au non-lieu parce que Celero Paz était intervenu au nom de chaînes de télévision étrangères dont il n'était pas le représentant. Le tribunal constitutionnel a considéré pour sa part, en avril dernier, que les transmissions de TVS ne violentaient aucun droit constitutionnel. Toutefois, la commission d'enquête des télécommunications de la Chambre des députés, saisie également de l'affaire, a jugé Tyminski coupable du délit d'appropriation illicite de signaux de télécommunications, de violation des conventions internationales sur les droits d'auteurs, et de fraude fiscale pour avoir introduit clandestinement les vidéos. La commission parlementaire a donc recommandé au pouvoir judiciaire d'examiner le dossier. Mais la Cour suprême avait déjà émis son verdict.

L'accusation est anecdotique dans un pays comme le Pérou, où le piratage d'articles et de photos, de livres, de vidéos, de cassettes, est courant, tout comme la fraude fiscale. Au cours de la campagne électorale, les deux candidats à la présidence du Pérou, l'écritain Mario Vargas Llosa et l'industriel Alberto Fujimori, devenu chef de l'Etat, ont été accusés, le premier de ne pas payer d'impôts depuis au moins cinq ans, le second de ne déclarer qu'une partie de son patrimoine.

NICOLE BONNET



محاضرات الأمل

PROCHE-ORIENT

«Exodus 90»

Suite de la première page

Un gon de huit ans serre contre lui l'écrit à violon. «Il sera un grand écrivain, dit son père en yiddish mais pas russe. Juif.» Un homme une cinquantaine d'années entre ses mains : «Je suis chirurgien cardiaque. Depuis que j'ai perdu mon visa, depuis un an, j'ai plus opéré. Pourrai-je réopérer ?» La comédie d'accueil étouffée, chacun sait qu'il lui faudra reprendre de longues études, repasser son diplôme. Mais il sera bien temps le lui expliquer plus tard, avec ménagement.

Pour l'instant, la longue cohorte grimpe les escaliers des services d'immigration, accueillie par une pancarte administrative : «Welkom home» («Bienvenue chez vous»). Là, du café et des sandwiches les attendent, ainsi que le premier contact avec la bureaucratie israélienne, sans doute pour ne pas les dépayser.

Cent vingt mille immigrants

Depuis que M. Gorbatchev a ouvert aux Juifs soviétiques les vases de l'immigration, le flot ne tarit pas. Presque chacun des arrivants de cette nuit a été précédé par un frère, une grand-mère, qui l'ont précédé, dans le meilleur des cas, par un oncle, un cousin, un ami. Lui-même précède à son tour un inépuisable réservoir de cousins, de belles-sœurs, qui le suivent le mois prochain, ou dans six mois, ou dans un an. Devenu israélien, pourtant peut-être déjà hébreu, il ira à son tour les honorer du titre.

A la fin de cette année, cent vingt mille Juifs auront emprunté cette fameuse ligne Budapest-Tel-Aviv. Au total, les autorités israéliennes estiment la «réserve» à un million de personnes au bas mot. Sauf coup d'arrêt brutal, la population israélienne devrait donc augmenter de 25 % en quelques années. Que l'on imagine la France obligée d'intégrer douze millions d'immigrants ! «Je ne vois qu'un parallèle», souffle un membre de la communauté juive française qui, à nos côtés, assiste à son troisième accueil : la sortie d'Égypte.

Le pays, évidemment, va s'en trouver, s'en trouve déjà bouleversé dans ses habitudes. Et pas seulement parce que le grand rabbin d'Israël a formellement autorisé les vols d'El Al les jours de shabbat et de fêtes juives. Hier considérée comme un glorieux mais poussiéreux vestige du sionisme, l'Agence juive reprend des couleurs. Les centres d'intégration, qui n'avaient plus personne ou presque à intégrer depuis de nombreuses années, sont tellement débordés que l'on réquisitionne des hôtels, que des kibboutzim prêtent des chambres ; tous les ex-soviétiques vont désormais être directement logés dans des appartements, «jetés dans l'eau froide», dit un élu local, à charge pour leurs parents, leurs voisins, de leur apprendre à se servir d'un carnet de chèques ou d'une billetterie.

Restera, évidemment, à leur trouver du travail. Si la plupart de ces immigrants, généralement qualifiés, s'affirment prêts à faire «n'importe quoi» pour subsister, les autorités sont bien conscientes

qu'on ne saurait longtemps demander à un professeur de nettoyer un supermarché. Alors, les ministères, grésés, ressortent des projets de chantiers qui dormaient depuis des années dans les tiroirs. On repart du projet de canal de la Méditerranée à la mer Morte. On repart du projet de canal de la Méditerranée à la mer Morte. On repart du projet de canal de la Méditerranée à la mer Morte.

Et là, en dépit de l'enthousiasme, les calculs reprennent leurs droits. Car tout cela va coûter cher à un budget déjà écorché par la charge de la défense nationale. Et le gouvernement va se trouver tiraillé entre deux exigences contradictoires. D'une part, il se sent obligé d'attirer, qu'il se trouve, comme ces derniers jours, en butte aux foudres du contrôleur d'Etat, la plus haute autorité judiciaire du pays ? Dans une déclaration au vitriol, M. Myriam Ben Porat s'est ainsi alarmée des retards du programme de construction de logements neufs. «Dans le site, moi-même, demi-million d'immigrants vivront dans la rue ou sous les tentes et crèveront de faim. Je crains une guerre civile», a rétorqué Nathan Chichoranski, le plus célèbre des «refuzniks» soviétiques. Et il est vrai que le gouvernement et les constructeurs immobiliers semblent déployer beaucoup d'énergie à se renvoyer la balle, les seconds attendant, avant de faire démarrer les bétonnières, que le premier leur donne des garanties.

Mais où trouver l'argent pour accélérer le rythme ? Comme n'importe quel ministre des finances qui affronte cette question, M. Yitzhak Moda'i, qui met la dernière main au budget de l'an prochain, vient donc d'annoncer le semaine dernière... une hausse de 5 % de l'impôt sur le revenu. L'annonce a immédiatement provoqué une violente riposte des syndicats, regroupés dans la Histadrout, qui menacent de déclencher une grève générale. La polémique, de l'avis général, devrait s'amplifier jusqu'à la fin de l'année.

Au-delà de ces questions d'argent, l'arrivée des Juifs soviétiques a ravivé, dans la société israélienne, une des plus anciennes et des plus lancinantes interrogations du judaïsme : qui est juif ? Car les Juifs d'URSS, coupés depuis plus de soixante-dix ans du judaïsme mondial, longtemps persécutés dans leur culte et leur culture, n'ont gardé avec leurs coreligionnaires du reste du monde que des

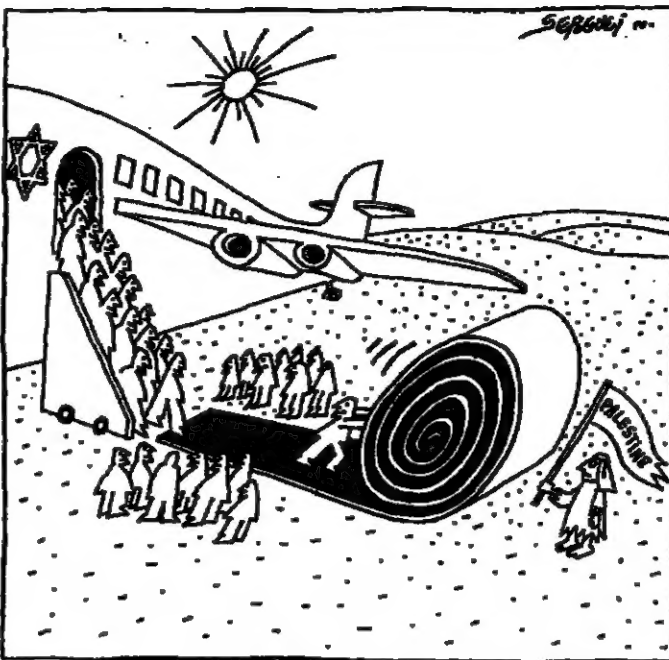
relations ténues. Outre qu'ils ne parlent ni hébreu ni yiddish, nombre d'entre eux ne sont même pas circoncis. Comment peuvent-ils s'affirmer Juifs ? Leur père ou leur grand-père l'était. Peuvent-ils le prouver ? Evidemment non.

Débat sur la circoncision

Dans ces conditions, des non-Juifs, avant tout désireux de fuir

les vexations arrivants n'étaient pas Juifs. Il s'est aussitôt attiré les foudres de son collègue ministre de l'Intérieur — et camarade de parti — Aryeh Deri, pour qui cette proportion ne s'élève qu'à 4,3 %.

Lois de se limiter à Israël, ce débat semble aussi préoccuper les communautés juives à l'étranger. Ainsi le CRIF (Conseil représentatif des institutions juives de France), qui a envoyé du 25 au 28 novembre une «mission de soli-



l'empire en naufrage, ne se sont-ils pas glissés parmi les candidats au départ ? Dans un pays où le poids des religieux s'est alourdi ces dernières années, ces questions font l'objet de polémiques quasi quotidiennes, y compris au sein du gouvernement. L'«affaire» a été brutalement lancée par... le ministre de l'Intégration en personne, le rabbin Yitzhak Péretz (parti Shas, religieux sépharade) qui n'a pas hésité à assurer que 30 % des nou-

veaux arrivants n'étaient pas Juifs. Il s'est aussitôt attiré les foudres de son collègue ministre de l'Intérieur — et camarade de parti — Aryeh Deri, pour qui cette proportion ne s'élève qu'à 4,3 %.

Le débat sur la circoncision a aussi préoccupé les communautés juives à l'étranger. Ainsi le CRIF (Conseil représentatif des institutions juives de France), qui a envoyé du 25 au 28 novembre une «mission de soli-

ci ? Les Juifs d'URSS sortent d'un grand tunnel noir. Ne soyons pas trop regardants sur l'état dans lequel ils en sortent. » Pas question de contrôler qui est Juif ou non ! s'exclame en écho M. Zeev Bielski, maire de Raanana, commune proche de Tel-Aviv, pilote dans le domaine de l'intégration des nouveaux arrivants. Ils ont choisi Israël, et cela doit nous suffire. A nous de leur expliquer maintenant le sens de leur venue ici. » Même le grand rabbin d'Israël, Mordechai Eliahou, s'est déclaré opposé à la révision, dans un sens plus restrictif, de la loi du retour.

Au fond, à part une poignée de rabbins orthodoxes, chacun en Israël pressent bien que les Soviétiques, immigration que l'on n'espérerait plus, vont permettre à Israël de renforcer sa détermination dans son bras de fer avec ses ennemis et une partie de la communauté internationale. Il n'est qu'à voir le désespoir des Palestiniens des territoires occupés, qui observent la rage au ventre ce pont aérien avec Budapest. Chaque arrivée de Boeing ne conforte-t-elle pas le gouvernement israélien dans son refus de négocier avec eux ?

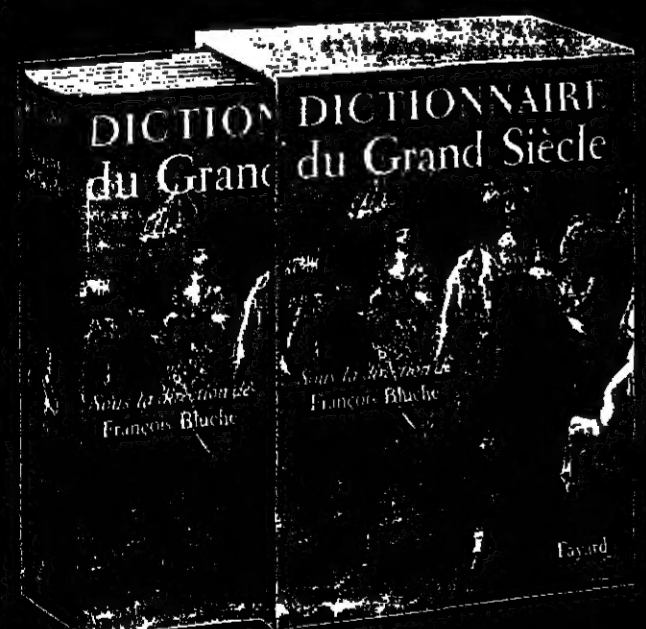
Certains dignitaires du Likoud nourrissent-ils, comme on les en soupçonne, l'arrière-pensée d'encourager l'installation des nouveaux immigrants en Cisjordanie, pour rendre irréversible l'occupation des territoires ? On s'en défend bien entendu à Jérusalem, où l'on affirme que moins de 1 % des Soviétiques ont jusqu'à présent opté, d'eux-mêmes, pour l'installation dans les territoires. Le gouvernement américain en est apparemment moins persuadé, qui a affirmé subordonner son aide à la garantie que les nouveaux arrivants ne s'installeraient pas dans les territoires.

Forcé est de constater que, de toute façon, la carte des Soviétiques est maîtresse pour Israël.

«Auparavant, résume le premier ministre Yitzhak Shamir, on pouvait s'interroger indéfiniment pour savoir si le temps jouait pour ou contre nous. Nous savons à présent qu'il joue pour nous.»

DANIEL SCHNEIDERMAN

Dans sa grande série
des dictionnaires historiques
Fayard propose
**DICTIONNAIRE
DU GRAND SIÈCLE**



- 22 auteurs • 227 illustrations en noir et blanc.
- 411 illustrations en couleurs • 66 cartes, plans, tableaux, etc. • 2413 articles, index thématique.
- Un fort volume 175x248 mm. • 1648 pages reliées pleine toile, plat orné au fer à dorer. Embollog et jaquette illustrés. 850 F au lieu de 1000 F. (Off. valable jusqu'au 31 décembre 1990).

sous la direction
de **FRANÇOIS BLUCHE**

l'Histoire
chez
FAYARD

(Publicité)
« Mercredi 5 décembre
1990 à 18 h 30
à l'UNESCO
(salle de cinéma,
7, place de Fontenoy,
75007 Paris) projection
d'un film sur
JOSEPH CZAPSKI.

Véritable mythe vivant pour tous les Polonais et symbole d'une liberté enfin retrouvée. JOSEPH CZAPSKI, peintre et écrivain, a été le témoin privilégié de la disparition de la vieille Europe. En passant par les lieux où vécut Joseph Czapski et à travers diverses rencontres avec des personnalités du monde intellectuel et artistique telles que Andrzej Wajda en Pologne, le jeune réalisateur d'origine polonaise E.-D. Kowalski a dressé le portrait tragique d'un des derniers humanistes de notre temps. »



240 PAGES 160 Frs.

Le Monde
EDITIONS
**Les inégalités
des années 90**
Club Vauban
Préface de
Jean-Marie Colombani

99% des passagers
de l'European Business Class de KLM jugent
ses prestations «excellentes».

«A cause du confort des sièges plus larges?»

La politique d'améliorations constantes chère à KLM n'est pas passée inaperçue. Et les nouveaux «plus» de notre classe affaires européenne se traduisent par une satisfaction accrue de nos passagers.

Nouveau! Des fauteuils plus larges, garants d'un confort optimal. Et un siège de moins par rangée. Chez KLM, amélioration n'est pas une parole en l'air. Et vous pouvez même réserver votre place préférée à l'avance!

Nouveau! Le service restauration bénéficie d'un raffinement supplémentaire. Présentation encore plus soignée. Fraîcheur des ingrédients. Et des petits pains chauds et croustillants.

Bien que 99% de nos passagers aient jugé ces améliorations «excellentes», nous n'avons pas l'intention d'en rester là.

Quand il s'agit de répondre à votre attente, KLM n'est jamais à court de bonnes nouvelles.

Venez. Voyez. Et volez.

La Ligne de Confiance: KLM
Royal Dutch Airlines

RE,
des
ars
rés
la
r le
ser-
Jou-
dite
out-

son
le la
A (Je
n un
cami-

BERG
page 8
15 PIA
250 S

AFRIQUE

TCHAD : la mise en place du nouveau pouvoir

M. Idriss Déby s'est fait nommer par son parti chef de l'Etat et du gouvernement

M. Idriss Déby a été nommé, mardi 4 décembre, chef de l'Etat et du gouvernement par le comité exécutif de son parti, le Mouvement populaire du salut (MPS). Dès son arrivée, dimanche, à N'Djamena, il avait défilé toute représentativité aux anciens dirigeants et installé ses forces dans la ville. Celles-ci continuent à chasser les armes qui circulent. Des baraquements ont été mis en place pour contrôler les véhicules et un couvre-feu est entré en vigueur de 18 heures à 6 heures.

Un nouveau gouvernement de trente-trois membres, dénommé « Conseil d'Etat », a été formé. Présidé par M. Idriss Déby, il compte vingt commissaires, deux commissaires adjoints, un secrétaire général et son adjoint, M. Mahmoud Bada Abbas a été nommé vice-président du Conseil d'Etat, M. Soungui Ahmed, commissaire aux relations extérieures, et M. Mahamat Saleh Adoum, commissaire à l'intérieur et à la sécurité.

réité. M. Jean Alingne, l'ancien président de l'Assemblée nationale, a été nommé commissaire à l'agriculture.

Dans un « message à la nation » radio-télévisé, mardi soir, le nouveau chef de l'Etat a évoqué la politique étrangère en déclarant que son action serait basée sur le « non-alignement, la lutte contre le néocolonialisme et l'impérialisme ».

Un réquisitoire contre M. Hissène Habré

Sans jamais parler de la Libye, qui lui a fourni de l'armement pour lutter contre l'ex-président Hissène Habré et qui occupe, dans le nord du pays, la « bande d'Aouzou », il a assuré que son régime défendrait « l'intégrité territoriale du Tchad et l'intérieur de ses frontières héritées de la colonisation ».

M. Idriss Déby n'a pas parlé d'élections mais a estimé qu'il « n'y a pas de démocratie sans pluralisme politique, sans laïcité ».

Parmi ses objectifs, il a énoncé : « liberté d'association, liberté d'opinion, liberté syndicale, liberté de presse, liberté religieuse ». L'essentiel du discours du nouveau président a été un long réquisitoire contre M. Hissène Habré qu'il avait servi, de 1979 à 1989, notamment comme commandant en chef des forces armées, puis comme conseiller militaire à la présidence.

« Sous le régime dictatorial d'Hissène Habré, personne n'avait le droit de penser. Un seul choix nous était reconnu : celui de nous soumettre. La moindre réflexion était assimilée à une opposition et l'auteur était persécuté à mort ». Justifiant sa rébellion, il a ajouté : « C'est la persécution qui nous a imposé le choix des armes ». Il a aussi traité l'ancien président de « kleptomane ». « En voulant tout régler par la force, a-t-il affirmé, il s'offrait un bon prétexte pour spolier le peuple par le biais de l'effort de guerre destiné, en réalité, à remplir ses propres poches ». — (AFP.)

Durant les affrontements

Un double « signal » a été adressé aux Français par le futur leader tchadien

Durant les affrontements qui l'ont opposé aux unités gouvernementales de M. Hissène Habré, le nouveau leader tchadien, M. Idriss Déby, a eu l'occasion d'envoyer aux Français un double « signal » pour leur signifier que les forces armées du Mouvement patriotique du salut (MPS) ne s'en prendraient aucunement au dispositif d'Epervier. Ce double « signal » a été donné, si l'on en croit des sources proches du renseignement français qui se laissent aller à des indiscrétions après coup, lorsque le MPS a pris la piste d'Iriba, puis la ville d'Abché, dans l'Est.

A Iriba, soit à une centaine de kilomètres de la frontière du Tchad avec le Soudan, d'où sont parties les unités du MPS, les forces conduites par M. Idriss Déby se sont emparées de la localité vers le 25 novembre.

Cette ville dispose d'une piste d'aviation, qui, même rudimentaire, peut permettre à des avions cargos chargés d'armes de se poser.

La route de N'Djamena

Les Français craignent un pont aérien qui aurait ravitaillé les forces du MPS depuis la Libye. Ils ont été attentifs au fait que M. Idriss Déby n'a pas tiré profit de la situation et qu'il a refusé qu'on lui remette ses combattants en condition depuis cette plate-forme.

Devant Abché, ensuite, dont la prise a ouvert la route vers N'Djamena à M. Idriss Déby, les Français ont fait parvenir au préalable un « message » au leader du MPS selon des voies que les sources proches du renseignement ne détaillent pas. Le

« message » en question indiquait au rival de M. Hissène Habré que la moindre tentative de la part de ses hommes de s'en prendre à des ressortissants ou à des militaires français, à Abché, entraînerait une riposte. Le « message » a été entendu 5 sur 5.

Abché est tombée le 29 novembre. Les sources françaises ont constaté, à cette occasion, que les éléments les plus aguerris des Forces armées nationales tchadiennes (FANT), c'est-à-dire les unités gouvernementales chargées de défendre la garnison d'Abché, se sont aussitôt ralliés à M. Idriss Déby. Ce mouvement n'a pas été pour peu dans la victoire finale.

J. I.

MAURITANIE : arrestations. — Le ministre de l'information a annoncé, mardi 4 décembre, l'arrestation d'un nombre indéterminé de personnes impliquées dans une tentative de coup d'Etat qui aurait dû avoir lieu, selon lui, le 27 novembre. Il a précisé que la plupart des conjurés appartenaient à la marine et à des unités de l'armée de terre. De son côté, Amnesty International a dénoncé l'arrestation, au cours des trois dernières semaines, à Nouakchott et à Nouadhibou, d'une cinquantaine de fonctionnaires et de militaires. Plusieurs sources indépendantes à Nouakchott font état de « vagues d'arrestations » frappant notamment les militaires nigérianisés depuis octobre. — (AFP.)

NIGER : vers le multipartisme. — Les premières élections législatives dans le cadre du multipartisme auront lieu au cours du premier semestre de 1992 et les partis politiques peuvent déjà déposer leur demande d'agrément provisoire en attendant leur reconnaissance après la révision de la Constitution, a annoncé, mardi 4 décembre, le président Ali Saibou. — (AFP.)

le journal mensuel de documentation politique après-demain
Fondé par la Ligue des droits de l'homme (non vendu dans les kiosques)
offre un dossier complet sur :

LA SANTÉ PUBLIQUE

Envoyer 60 F (timbres à 2 F ou chèque) à APRES-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 150 F pour l'abonnement annuel (60 % d'économie, qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro).

SOMALIE : appel du gouvernement à la « mobilisation générale »

Les rebelles marquent des points

Afgoi et Balad, deux importantes localités situées chacune à une quarantaine de kilomètres de Mogadiscio, auraient été le théâtre de récents accrochages entre les troupes gouvernementales et les rebelles du Congrès de la Somalie unifiée (USC), affirme un représentant de ce mouvement à Londres. Les affrontements, survenus à la mi-novembre, auraient provoqué la déroute de l'armée régulière, précise cette même source.

Ces informations, si elles se vérifient, expliqueraient le pressant appel à la « mobilisation générale » lancé, samedi 1^{er} décembre, par le nouveau ministre de la défense. Selon l'agence Reuters, le général Saïd Hersi Morgan a été promu à la tête des armées, jeudi 29 novembre, succédant au général Maslah Mohamed. Le ministre limogé est le fils du président Syad Barre. Son successeur est le gendre du chef de l'Etat. Ce rattachement militaire-familial ne devrait pas changer radicalement le cours des choses, tant la progression des opposants au régime semble de jour en jour se consolider.

Tandis que les rebelles du Mouvement national somalien (MNS), très majoritairement issus du clan isaaq, contrôlent la quasi-totalité du nord du pays, les maquisards de l'USC, dominés par le clan Hawiye, n'ont cessé de marquer des points depuis leur entrée dans la lutte de guérilla. Il y a environ un an et demi. Selon un journaliste de l'AFP, les rebelles de l'USC contrôlent désormais les villes d'El-Bur et d'El-Dere, dans le centre du pays. Ils ont annoncé, le 22 novembre, la prise de Buloburti, située sur la route principale reliant la capitale au Nord. Le clan Hawiye, originaire du centre de la

Somalie, a toujours été très présent à Mogadiscio. Nombre de ses membres avaient été arrêtés au lendemain des manifestations sanglantes de juillet 1989.

Le MNS, l'USC et un troisième groupe d'opposants, le Mouvement patriotique somali (MPS), qui recrute principalement parmi le clan Ogaden, ont signé, fin novembre, un accord d'unité et mis en place un comité de coordination. Dans un communiqué commun, publié mardi 4 décembre à Londres, les trois mouvements ont annoncé leur refus de participer aux discussions au Caire, que l'Egypte et l'Italie espéraient pouvoir organiser entre l'opposition et le gouvernement.

Ce dernier vient, lui aussi, de durcir le ton. Les forces de sécurité ont reçu l'ordre de tirer à vue sur « toute personne surprise en train de commettre des actes de banditisme », a indiqué, mardi 4 décembre au soir, la radio somalienne. Cette consigne est une manière, à peine voilée, d'ouvrir la chasse aux opposants — ou soupçonnés tels.

La tension est de plus en plus grande à Mogadiscio, où une manifestation politique inédite avait été réprimée violemment en octobre. Des tirs ont été entendus mardi dans la capitale et, selon l'agence Reuters, des « affrontements » auraient fait déjà une cinquantaine de morts.

Un grand nombre d'expatriés, notamment italiens, ont quitté le pays. Le personnel de l'ambassade des Etats-Unis vient de recevoir la consigne de ne plus circuler dans les rues de la capitale, où ont éclaté, dimanche 2 décembre, des fusillades et des émeutes de la faim qui auraient causé la mort de plusieurs personnes.

C. S.

ASIE

BANGLADESH : à la suite d'une vague de manifestations

Le président Ershad a annoncé sa démission

Le président Ershad a annoncé, mardi soir 4 décembre, sa décision de démissionner de ses fonctions. Une session spéciale de l'Assemblée nationale est convoquée samedi pour entériner officiellement le départ du chef de l'Etat, ainsi que la nomination d'un vice-président intérimaire chargé d'organiser des élections.

NEW-DELHI

de notre correspondant en Asie du Sud

Le départ du président Ershad a été brièvement annoncé mardi soir, à l'occasion du bulletin d'informations télévisé de 22 heures, entre les résultats d'un match de cricket et ceux d'une compétition de basket-ball. Dans l'heure qui a suivi, des milliers de gens sont descendus dans les rues de Dacca, en dépit des mesures de couvre-feu toujours en vigueur, pour manifester leur joie. « Où est Ershad maintenant ? », « Saïsons l'aéroport, comme ça il ne pourra pas fuir ! », furent quelques-uns des slogans repris par la foule. La nouvelle, inimaginable le matin même, a apparemment pris tout le monde de court.

Elle intervient à l'issue d'un mouvement national de protestation, entamé le 10 octobre dernier et mené à la fois par les partis d'opposition et par les étudiants. La veille, la proposition du chef de l'Etat d'abandonner le pouvoir quinze jours avant de nouvelles élections avait été unanimement rejetée par l'opposition, qui exigeait son départ immédiat. Une vingtaine de députés du parti présidentiel, le Jatiya, avaient démissionné.

Zones d'ombre

Dans la journée, de nombreux rassemblements spontanés s'étaient produits dans le centre de la capitale, et les chefs de file de l'opposition, Sheikh Hasina Wajed, pour la Ligue Awami (du peuple), et M. Khulda Zia, pour le Parti national du Bangladesh (BNP), s'étaient adressés à la foule en lui demandant de poursuivre la grève générale. Quelques manifestations violentes se sont produites, notamment

le saccage et l'incendie partiel du siège du parti Jatiya. Après l'annonce de la démission du chef de l'Etat, Sheikh Hasina, tout en demandant à la population de faire preuve de calme, a salué cette « victoire du peuple », ajoutant que le choix d'un président intérimaire ne posait « pas de problème » et soulignant que l'évolution de la situation doit cependant être surveillée attentivement jusqu'à ce que « le jeu soit terminé ».

La décision du président Ershad, bien qu'apparemment dénuée d'ambiguïté, laisse cependant quelques zones d'ombre. Le chef de l'Etat a demandé à l'opposition de nommer un vice-président à qui il remettrait lui-même sa démission, laquelle ne deviendrait effective qu'à l'occasion de la session extraordinaire du Parlement, samedi. Les députés auront à discuter des conséquences constitutionnelles du départ du chef de l'Etat et du calendrier électoral. Le vice-président nommera vraisemblablement un gouvernement intérimaire chargé d'assurer la continuité du pouvoir pendant une période qui peut être longue. A Dacca, on indiquait, mercredi matin, de source diplomatique, qu'il sera difficile de convoquer des élections générales avant un délai d'au moins huit semaines (1).

Frustrations et rancœurs

Il semble bien que le président Ershad ait l'intention d'être présent, à la tête de son parti, le Jatiya, dans la campagne pour les élections législatives et éventuellement comme candidat à la présidence. D'ici là, il est vrai, bien des choses peuvent se passer. Il n'est pas exclu, vu la somme de frustrations et de rancœurs suscitées par M. Ershad en huit années de pouvoir, qu'une partie de l'opposition veuille le faire passer au jugement. Tout dépendra alors de l'attitude de l'armée.

Celle-ci, à l'origine d'une demi-douzaine de tentatives de coup d'Etat (plus de la moitié réussies) depuis la formation de l'Etat indépendant du Bangladesh (ancien Pakistan oriental) en décembre 1971, pourrait être tentée de reprendre le pouvoir et d'instaurer la loi martiale si la transition ne s'effectue pas de façon pacifique. C'est aussi pour « restaurer la

démocratie » que le général Ershad, alors chef d'état-major : l'armée, avait renversé l'ancien président Abdus Sattar, le 24 mars 1982, à la faveur d'un coup d'Etat sans effusion de sang.

Les chefs militaires ou manifestement joués un rôle déterminant dans la décision prise par le président Ershad, qui, contrairement au passé (notamment lors « manifestations de novembre 87 », n'a pas réussi à contenir la passion de l'opposition. Celle-ci s'est gardée au cours des dernières semaines de mettre en cause l'établissement militaire, lequel — pour l'instant — a plutôt servi les intérêts « opposants » en obligeant le chef de l'Etat à faire de plus en plus de concessions. L'armée, bien que « ténante » dans les rues pour veiller l'application de l'état d'urgence, est pas directement responsable des affrontements qui se sont vus et qui, selon l'opposition, ont fait 76 morts et plus de 3 000 blessés.

La grande incertitude, tire la question du choix du vice-président intérimaire (le nom « chief justice », M. Badrul Haider Chowdhury, est souvent cité), et de savoir sur quel programme politique minimum M^{me} Hasina Wajed et Khulda Zia vont pouvoir s'entendre. Chacun sait que le « deux « ladies » éprouvent à peine autant de sympathie l'une pour l'autre que pour le général Ershad... Le puissant parti islamique, le Jammat-e-Islami, aura au son mot à dire.

LAURENT ZECHINI

(1) Selon la Constitution, des élections doivent être organisées dans un délai de quatre-vingt-dix jours après la dissolution du Parlement.

VIETNAM : incendie à l'Hotel Majestic d'Ho-Chi-Minh-Ville. — L'Hotel Quo-Long Ho-Chi-Minh-Ville (ex-Saigon), ancien et célèbre Majestic, a été en partie ravagé par un incendie, mardi 4 décembre, a annoncé mercredi le Quai Dai Han Dan, quotidien de l'armée. L'incendie, dont on ignore l'origine, a ravagé l'étage supérieur de l'Hotel, où se trouvent notamment les cuisines et le restaurant. Selon des personnes contactées à Ho-Chi-Minh-Ville, l'incendie n'aurait pas fait de victimes. — (AFP.)

A TRAVERS LE MONDE

KENYA

Maintien du monopartisme

« Vers l'avant toujours, en arrière jamais ! » : le slogan de la KANU (parti unique), réunis les 2 et 4 décembre à Nairobi pour voter une réforme du système politique, a fait sourire plus d'un observateur : en approuvant les résolutions proposées par le président Daniel arap Moi, les députés n'ont fait que supprimer les aspects les plus décriés de l'actuel régime monopartiste. Ainsi, les nominations des candidats au Parlement ne se feront plus par le fameux vote « en file indienne », et le candidat recueillant plus de 70 % des voix lors de ces primaires ne sera plus automatiquement déclaré « élu ». Comme avant 1988, le système du scrutin à bulletin secret reprend du service.

Les députés se sont aussi prononcés pour la restauration de l'irrévocabilité des juges et du contrôleur général des comptes, abolie par le président arap Moi en 1988. Enfin les membres dissidents de la KANU ne seront plus expulsés du parti, mais simplement suspendus, comme avant la création du Conseil de discipline, très actif depuis trois ans. Quant au multipartisme réclamé par les émeutiers de juillet, le chef de l'Etat en a clairement écarté l'éventualité : « Le Kenya doit rester, pour l'instant, une démocratie à parti unique ». — (Corresp.)

SALVADOR

La guérilla intensifie ses attaques

La guérilla salvadorienne, qui a abattu un avion militaire, mardi 4 décembre, dans la matinée, a attaqué huit postes militaires, pro-

voquant des combats qui ont fait au moins seize morts et vingt et un blessés, selon le service de presse des armées, le COPREFA. Le commandant de la Force aérienne salvadorienne, le général Rafael Villamaron, a affirmé dans la soirée de mardi que l'avion de transport de troupes AC-47, touché par un missile sol-air de la guérilla, ne transportait que six personnes qui ont toutes pu sauter en parachute avant que l'appareil s'écrase. Le président de la République, M. Alfredo Cristiani, avait indiqué, lundi soir, qu'il était prêt à négocier une trêve pour les fêtes de fin d'année avec la guérilla du Front Farabundo-Marti pour la libération nationale (FMLN). Dimanche, l'archevêque de San Salvador, Mgr Arturo Rivera y Damas, avait, lui aussi, lancé un appel en ce sens. — (AFP.)

YUGOSLAVIE

Victoire des partis nationalistes en Bosnie-Herzégovine

Les résultats du deuxième tour des élections, dimanche 2 décembre, en Bosnie-Herzégovine, confirment la défaite des communistes et la victoire des nationalistes. Les partis représentant les principales communautés ethniques (Serbes, Croates et musulmans), ont remporté 201 des 240 sièges du parlement bicaméral de Sarajevo. L'Action démocratique musulmane s'adjuge en tout 88 sièges, le Parti démocratique serbe 70 et l'Union démocratique croate 45. La « gauche » comprenant notamment le Parti communiste rénové et l'Alliance des forces réformatrices (mouvement « fédéraliste ») créé par le premier ministre yougoslave, M. Ante Markovic, n'obtient que 35 sièges.

Les commentateurs politiques remarquent que les résultats des élections de Bosnie-Herzégovine sont le fidèle reflet de la composition ethnique de la population. En effet, le Parlement sera composé de 41,25 % de musulmans, de 34,50 % de Serbes et de 20,75 % de Croates. — (Corresp.)

PANAMA

Le gouvernement décide d'expulser deux diplomates cubains

Le gouvernement panaméen a décidé, mardi 4 décembre, de donner cinq jours à deux diplomates cubains pour quitter le pays, déclarant que des contacts téléphoniques entre l'ambassade cubaine et l'ancien numéro un de Panama, le général Manuel Antonio Noriega, démissionnaire, étaient jugés pour des raisons de sécurité, avaient violé les règles diplomatiques.

Le ministère des affaires étrangères a déclaré mardi l'un Panaméen caché à l'ambassade cubaine avait fomenté un complot destiné à déstabiliser le gouvernement en téléphonant à Noriega. Le Panaméen mis en cause, Luis Antonio Gomez Perez, est réfugié à l'ambassade cubaine depuis le raid américain au Panama qui a permis la capture du général Noriega en décembre 1989. — (Reuters.)

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
DES LIVRES

(Publicité)

REGARDEZ-ILS! UN TERRORISTE!

CHIE!

...ET SI TU N'ES PAS SAGE J'APPELLE LE FUMEUR DE CHIQUENNE SAUCHE!

...OU ILS REMPLACERONT LE BON VIEUX CROQUEMITAIRE D'ANTAN ...

BUREAU DE VOTE

...OU LES SÉRONT DÉCHUS DE LEURS DROITS CIVIQUES, SAUF POUR ALLER VOTER EN FINEUR DU PARLEMENT ANTI-TABAC ...

BREF! LES FUMEURS EN ONT PAS LE BOL D'ÊTRE MIS D'INTERDICTION EN INTERDICTION AU BAN DE LA SOCIÉTÉ, D'ÊTRE, PARTOUT, REGARDES DE TAVENK, SAUF, PEUT-ÊTRE ...

... PAR QUELQUES PERSONNES COMPRÉHENSIVES!

AVEC LE DÉVELOPPEMENT DE L'INTOLÉRANCE ANTI-FUMEURS, UN JOUR DU VIEUDRA OÙ L'ON MONTRERA CEUX-CI DU DOCT, DANS LA RUE ...

INTERDIT AUX CHIENS ET AUX FUMEURS

...OU ILS DEVONT ARBORER LE SIEUR DE LEUR INDISCITE SUR LEURS VÊTEMENTS ... ET ÇA? C'EST PAS DES CLOPES, PEUT-ÊTRE?

...OU ILS FÉRONT L'OBJET DE PERQUISITIONS DOMICILIAIRES!

OU, COMME LES LÉPREUX AU MOYEN-ÂGE, ILS DEVRAIENT AGITER DES CRÈVEURS ... VOUS SAVEZ QU'À NE PAS VIVRE SAINEMENT, COMMENÇA, VOUS NE FÉRER PAS DE VIEUX OS!

...OU DES SOUFFRES, AU BORD DE L'APOPLEXIE LEUR PROMETTRONT UN TRÉPAS PRÉMATURÉ ... AVANT DE TRÉPASSER PRÉMATURÉMENT ...

...FUME, MEC! FUME ET LASSE CAUSER! (TU QUE 75% DE TES DÉPENSÉS DE TABAC TOMBENT DIRECTES DANS NOS COFFRES, ON T'A À LA BONNE!

...PAR QUELQUES PERSONNES COMPRÉHENSIVES!

**CETTE PAGE DE JACQUES FAIZANT
EST PRESENTÉE
AUX LECTEURS DE LA PRESSE QUOTIDIENNE
AVEC LE CONCOURS DE
L'ENSEMBLE DES PROFESSIONS DU TABAC,
POUR LES 15 MILLIONS DE FRANÇAIS QUI AIMENT FUMER**

Je
vais
arrê-
ter
à la
re-
ver-
sion
de
la
sur-

le la
n un
cami-

BERG

15 PTA
240

POLITIQUE

A l'Assemblée nationale

Le groupe UDF envisage de ne plus attaquer le gouvernement sur les « affaires »

L'opposition n'a pas déposé de motion de censure en riposte au 49-3 du gouvernement sur le collectif budgétaire. Le groupe UDF s'inquiète du climat délétère qui envahit la politique française et s'interroge sur l'opportunité de poursuivre le combat contre le gouvernement sur le thème des « affaires ».

Pour la première fois depuis plusieurs semaines, le groupe UDF ne devait pas poser de question, mercredi 5 décembre, sur les « affaires » lors de la séance de l'après-midi. En revanche, M. Pascal Clément (UDF, Loire) devait interroger le garde des sceaux sur l'état de santé de la justice. Cette décision a été prise au terme d'une réunion des députés UDF où l'opportunité des attaques répétées contre le gouvernement sur le thème des « affaires » (notamment le financement de la campagne de M. François Mitterrand) a été longuement évoquée.

Un certain nombre de députés estiment que ce procès, outre qu'il comporte une certaine dose d'hypocrisie, se retourne contre l'ensemble des hommes politiques. Bref, les Français ne feraient pas de distinction entre les « bons » et les « méchants » et mettraient tout le monde dans le même sac. De leurs circonscriptions, certains parlementaires reviennent avec la conviction

qu'en remettant systématiquement sur le tapis du Palais Bourbon cette question, ils creusent leur propre tombe. Compte tenu de l'antiparlementarisme ambiant, ils estiment qu'il est plus urgent de soulever les problèmes de fond de la société française (la jeunesse, les villes, l'Etat, etc.).

L'opinion publique commence à rejeter cette atmosphère nauséabonde, a affirmé M. Charles Millon devant ses amis. Le président du groupe UDF estime que « d'autres » - sous-entendu M. Le Pen - récupèrent le travail de sape commencé par l'opposition depuis plusieurs semaines. M. Pascal Clément n'est pas loin de partager le même sentiment.

La personnalité de M. Henri Nallet accroît le trouble de ceux qui estiment que le nouveau garde des sceaux est un « honnête homme ». Quant à ceux qui, comme M. Gérard Longuet (UDF-PR), ont exercé également les fonctions délicates de trésorier de parti, ils ne se donnent pas le droit de se draper dans la toge du procureur. M. Charles Fèvre (UDF, Haute-Marne), député de « base », a regretté que son groupe ait suivi sans discernement le bouillonnant Philippe de Villiers (UDF, Vendée) sur le sentier des « affaires ». Le message ne passe pas et notre discrédit s'aggrave.

M. Ladislav Poniatowski (UDF, Eure) a pris en revanche la défense

de M. de Villiers, estimant que son groupe avait tort de le laisser tomber, et que ses attaques lui permettaient d'« occuper le terrain ». Présent, M. de Villiers s'est également donné devant tant de réticences sans pour autant manifester la volonté de poursuivre coûte que coûte sa croisade. « Il a le sentiment d'être lâché », explique un député UDF.

« La démocratie se délète »

Le président du groupe UDF, M. Charles Millon, a cherché à dépasser la question des « affaires » pour sensibiliser les députés UDF à la nécessité de s'attaquer à un « vrai problème », celui de l'Etat et de la confusion des pouvoirs à laquelle on assiste aujourd'hui selon lui. « La séparation des pouvoirs n'existe plus en France », a-t-il expliqué, en affirmant que l'exécutif empiétait sur le législatif en lui demandant d'entériner purement et simplement les propositions de rallonges budgétaires faites à la suite de manifestations de rue (lycées, justice). « Quant au législatif, il ne joue plus son rôle de proposition et de contrôle et il se met à vouloir faire du judiciaire avec les affaires ». Le judiciaire, aurait, pour sa part, ces derniers temps, la tentation de faire du politique.

La quatrième pouvoir s'échappe pas à la critique du député UDF : « C'est la presse qui aurait dû faire ce que Philippe de Villiers a fait. »

Conclusion de M. Millon livrée avec une certaine gravité aux députés UDF : quand il y a confusion des pouvoirs, « la démocratie se délète ». Le président du groupe centriste, M. Pierre Méhaignerie, est sur la même longueur d'onde. Il reprochait au gouvernement, mardi, dans les couloirs de l'Assemblée nationale, de démissionner devant la rue. « Quelle image de l'Etat donne-t-on, quand le gouvernement accorde l'idée qu'il suffit de descendre dans la rue pour obtenir des crédits ? »

Compte tenu du climat actuel, l'opposition a préféré ne pas déposer de motion de censure en riposte à l'engagement de responsabilité du gouvernement sur le collectif budgétaire (le Monde du 5 décembre). « Il ne faut pas abuser de cette procédure », estime M. Méhaignerie. L'opposition se devait pas non plus en déposer une si le gouvernement recourait au même 49-3 pour faire passer le projet de loi sur la santé publique et les assurances sociales qui concerne la délicate question du rattrapage éventuel du pouvoir d'achat des retraités pour 1990. Une « réunion de bouclage » devrait d'ailleurs avoir lieu sur cette question entre MM. Jean Auroux, Michel Bocard et Pierre Mauroy, premier secrétaire du PS, jeudi matin, avant l'examen jeudi après-midi à l'Assemblée nationale de ce projet de loi.

PIERRE SERVENT

Réuni à Paris

Le RPR propose un manifeste « Pour l'union des États de l'Europe »

Le conseil national du RPR, réuni mercredi 5 décembre à Paris, devait fixer la position du mouvement sur « l'avenir de l'Europe ». A cet effet, un manifeste au titre significatif, *Pour l'union des États de l'Europe*, devait être soumis au débat et au vote des députés. Le RPR a souhaité arrêter sa doctrine avant que ses partenaires ne le fassent de nouveau, mais surtout avant que l'Union pour la France ne réunisse des états généraux sur ce sujet à une date qui n'est toujours pas fixée.

L'élaboration du projet de manifeste a donné lieu à plusieurs réunions du bureau politique du RPR au cours desquelles des points de vue parfois opposés se sont affrontés. Ainsi, MM. Charles Pasqua, Philippe Séguin et Franck Borotra, qui représentent le courant « Pour un nouveau rassemblement », se sont prononcés contre ce que le sénateur des Hauts-de-Seine appelle, dans le Monde du 14 novembre 1990, « L'Europe de l'apartheid » qui laisserait à part tous les États n'appartenant pas à l'actuelle Europe des Douze. Hostiles à l'intégration de l'Europe occidentale, ils se prononcent donc pour une confédération de l'ensemble du continent. Ils proposent pour cela la signature d'un nouveau traité ouvert à tous les États.

M. Jacques Chirac, qui devait prononcer le discours d'ouverture du conseil national, estime qu'il n'y a plus aujourd'hui au sein du RPR de divergences fondamentales sur l'avenir de la construction européenne. Il a même estimé, lors

de déclarations faites à Toulouse le 28 novembre dernier, que les Français « ne sont pas majoritairement favorables à un processus qui conduit à l'effacement de la France et à l'affaiblissement des moyens de défense de ses intérêts ». C'est-à-dire, en clair, qu'ils sont hostiles à « des pays fusionnés dirigés par un gouvernement unique ». C'est là, selon le président du RPR, la thèse défendue par la Commission de Bruxelles, et qu'il repousse.

Il préfère une autre perspective qu'il trace ainsi : « Une Europe dont les nations resteraient indépendantes, maîtresses de leur destin, mais qui renforceraient constamment les liens de solidarité entre elles, notamment dans des domaines aussi essentiels que la monnaie et la défense. Une Communauté qui, tout en s'approfondissant, aurait vocation à s'élargir jusqu'à rassembler à terme l'ensemble du territoire européen dans une espèce de rue gaulliste des choses. »

Ainsi le président du RPR, disant parler au nom de la quasi-totalité des membres de son mouvement, en revient, selon lui, à une conception beaucoup plus gaullo-lyonnaise et beaucoup moins supranationale de l'Europe. C'est d'ailleurs ce thème qui est repris dans le manifeste. Au risque de se heurter au projet beaucoup plus intégrationniste de ses partenaires de l'opposition, défendu par les centristes et une partie de l'UDF.

ANDRÉ PASSERON

Les députés réclament l'élaboration d'un nouveau statut de la magistrature

Les députés ont adopté à l'unanimité, mardi 4 décembre, le projet de loi relatif à l'amélioration de la gestion du corps judiciaire. A cette occasion, les députés ont réclamé l'élaboration d'un nouveau statut de la magistrature.

En attendant la grande réforme du corps judiciaire, promise depuis l'arrivée de la gauche au pouvoir et annoncée il y a quelques jours par le président de la République lors de son intervention devant la Cour de cassation, les députés ont dû se contenter, mardi, d'apporter quelques modifications au statut de trente-sept conseillers référendaires. Le garde des sceaux a eu beau expliquer que ces dispositions constituent des « jalons dans l'avancée du renouveau du service public de la justice », l'examen de ce projet de loi, face à la crise que traverse le monde judiciaire, est apparu aux députés un peu « tenu, voire dérisoire », selon la formule de M. Nicole Catala (RPR, Paris).

A droite comme à gauche, les orateurs de chaque groupe ont saisi l'opportunité de ce débat pour exprimer leurs préoccupations devant les difficultés actuelles de la justice et pour commenter la « rallonge » budgétaire obtenue du gouvernement, le 3 décembre, par l'intersyndicale des professionnels de

la justice. M. Jean-Jacques Hyst (UDC, Seine-et-Marne) n'a pas caché sa « déception ». « C'est à la représentation nationale qu'il aurait fallu annoncer ces crédits », a-t-il observé. Nous demandons des moyens supplémentaires depuis si longtemps, et il a fallu des manifestations dans le corps judiciaire pour que nous apprenions que le gouvernement pouvait dégager ces crédits. » Après le rapporteur de la commission des lois, M. Jacques Foch (PS, Loire-Atlantique), tous les orateurs ont souligné « l'urgence » d'un nouveau statut de la magistrature, garantissant mieux son indépendance.

Les députés ont été unanimes à adopter un texte qui apporte des modifications de simple gestion, concernant les conseillers référendaires à la Cour de cassation. Ce projet comporte, aussi, des mesures relatives au maintien en fonctions pendant trois ans, à leur demande, dans leur juridiction d'exercice ou dans une autre, de certains magistrats ayant atteint la limite d'âge. Enfin, le projet institue un « mouvement unique » des magistrats, le 1^{er} juillet de chaque année, pour les départs en retraite, les entrées en fonctions, les promotions et les changements d'affectation, avec, toutefois, une année de transition en 1991.

PASCAL ROBERT-DIARD

□ L'immunité parlementaire de M. Boucheron. - La commission chargée d'examiner la levée de l'immunité parlementaire de M. Jean-Michel Boucheron, député (ex-PS) de la Charente, ancien maire d'Angoulême, a été constituée mardi 4 décembre à l'Assemblée nationale. Elle est composée, à la proportionnelle des groupes, de six députés PS (M. Jean Auroux, président du groupe, M. Martine David, MM. François Massot, Jean-Pierre Michel, Bernard Poingnant, Robert Savy), d'un apparenté PS (M. Roger-Gérard Schwartzberg), de quatre députés RPR (MM. Jean-Louis Debré, Didier Julia, Pierre Mazeaud et Robert Pandraud), de deux UDF (MM. Jean Brocard et Alain Griotteray), d'un député centriste (M. Jean-Jacques Hyst) et d'un député communiste (M. Jacques Brunhes). M. Michel (PS) devrait assurer la présidence de cette commission. A la suite de l'ouverture d'une instruction judiciaire pour « corruption, complicité de faux en écritures et usage, recel d'abus de biens sociaux et ingérence », la demande de levée de l'immunité parlementaire de M. Boucheron, formulée par le parquet général de Paris, avait été transmise mercredi 28 novembre, par le garde des sceaux, M. Henri Nallet, au président de l'Assemblée nationale, M. Laurent Fabius (le Monde du 1^{er} décembre).

□ Le « collectif » budgétaire. - Des coupes ont rendu incompréhensible une partie de l'article consacré au projet de loi de finances rectificative (« collectif » budgétaire) pour 1990 dans le Monde du 5 décembre. Voici ces phrases réabliées : « D'autre part, le ministre a déposé un amendement relatif à l'extension aux biens immobiliers du champ d'application de la saisie conservatoire en matière douanière. La nouvelle rédaction souligne que le champ d'application de la procédure sera défini et limité aux infractions les plus graves. En outre, les sommes dont les mesures conservatoires auraient pour objet de garantir le recouvrement seraient précises, et le président du tribunal de grande instance se verrait reconnaître une compétence exclusive pour ordonner les mesures conservatoires utiles et examiner les demandes en validité ou en mainlevée. Le ministre a précisé qu'il s'agissait, par ce biais, d'intensifier encore la lutte contre les trafiquants de stupéfiants. Ces précisions ont été apportées en réponse aux inquiétudes formulées, au nom de la commission des finances, par le rapporteur général du budget, M. Alain Richard (PS, Val-d'Oise), inquiétudes concernant les libertés publiques, que l'imprécision de l'article 48 du projet (extension du champ d'application de la saisie conservatoire en matière douanière) pouvait, selon lui, menacer. »

Le Sénat repousse le budget de l'éducation nationale

Les sénateurs ont adopté, mardi 4 décembre, les crédits du ministère de la poste, des télécommunications et de l'espace, présentés par M. Paul Quilès. Seul le groupe communiste a voté contre. Le Sénat a ensuite repoussé, dans la nuit de mardi à mercredi, le budget de l'éducation nationale proposé par M. Lionel Jospin.

Est-ce parce qu'ils ont été oubliés par les délégations lycéennes au plus fort des manifestations de la mi-novembre, ou bien est-ce plutôt parce que le ministre a obtenu, à la suite de ce mouvement, une majorité de 4,5 milliards de francs qui a échappé au bel ordonnancement des réunions de la commission des finances et des lettres de cadrage budgétaires ? Toujours est-il qu'à l'occasion de l'examen des crédits de l'éducation nationale les sénateurs se sont sentis tout d'un coup inutiles. « Vous nous avez assez démontré, monsieur le ministre, que ce n'est pas la représentation nationale que vous écoutez le plus volontiers avant d'arrêter vos choix budgétaires », a observé M. Paul Séramy (Union cent., Seine-et-Marne), rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles.

M. Jean Clouet (rép. et ind., Val-de-Marne), rapporteur spécial de la commission des finances pour l'enseignement supérieur, s'est montré plus mordant. « Quelle manifestation précipitée à l'Assemblée nationale de vos étudiants bien choisis qui en ressortent vous diront ce que vous devez faire », a-t-il ironisé. Quel mépris pour le Parlement ! Particulièrement acerbés sur la forme, les représentants de la majorité sénatoriale ont posé un jugement tout aussi impitoyable sur les axes budgétaires retenus par le ministre de l'éducation nationale et n'ont fait que peu de cas de l'augmentation pourtant considérable des crédits de son ministère, le premier de l'Etat.

« Etat dans l'Etat »

« Les difficultés de l'éducation nationale atteignent un niveau inédit, j'ai bien dû difficultés et non crédits », a ironisé M. Jacques Delong (RPR, Haute-Marne), rapporteur spécial de la commission des finances pour l'enseignement scolaire. « L'abondance des moyens ne permet pas d'en venir à bout parce qu'elles ne tiennent pas uniquement à l'argent », a-t-il ajouté. M. Jean-Claude Gaudin (rép. et ind., Bouches-du-Rhône) a d'ailleurs fait rapidement un sort aux fameux 4,5 milliards de francs. « A l'échelle de ma région, nous ne bénéficierons que de 150 millions, répartis sur deux ans. Or, pour la seule année 1990, nous méritons déjà 1 080 millions de francs », a-t-il indiqué. Comme à l'Assemblée nationale, les détracteurs du

gouvernement ont en effet daubé sur « le monstre ingérable », l'« hydre corporatiste » que serait, selon eux, l'administration de l'éducation nationale. « Etiez-vous prêt à démolir cet Etat dans l'Etat que constitue l'ensemble de votre ministère ? A déconcentrer au profit des recteurs et des inspecteurs d'académie ? A mettre fin à la malmaison syndicale sur la gestion de votre ministère ? A décentraliser tout ce qui peut l'être ? », s'est demandé M. Hubert Haenel (RPR, Haut-Rhin). M. Maurice Blin (Union cent., Ardennes) a prolongé cette réflexion en évoquant une coexistence possible entre des diplômés nationaux et des options régionales.

Franchement hostile à la « décentralisation », le ministre s'est déclaré en revanche favorable à une déconcentration et à certains aspects de la décentralisation. Il a repoussé sur ce dernier point du soutien au sein-même de la majorité sénatoriale. « Certains attendent de la décentralisation le remède à tous les maux. Ce n'est pas parce que l'on décentralisera les problèmes que ceux-ci trouveront une solution. Transférer pour transférer est une illusion », a ainsi convenu M. Séramy.

Les sénateurs socialistes ont été les seuls à voter en faveur du budget proposé. Il a été repoussé par la majorité sénatoriale et le groupe communiste, lesquels sont également revenus sur la suppression pour raison d'économies budgétaires des crédits Barangé (bénéficiaires de la loi sur les établissements privés qu'aux établissements publics), qui se montent à 406 millions, dont 64 pour l'enseignement privé.

GILLES PARIS

Le texte soumis au vote

Le manifeste *Pour l'union des États de l'Europe* comporte cinq chapitres ainsi intitulés : « Une Europe plus légitime » ; « Une Europe plus démocratique » ; « Une Europe plus politique » ; « Une Europe plus solidaire et plus accueillante » ; « La grande Europe ». Il se termine par cette formule : « C'est aux Français, par référendum, de décider maintenant l'Europe qu'ils veulent. »

Le texte indique notamment : « Nous voulons construire l'union des États de l'Europe, c'est-à-dire une communauté originale, qui ne se fixe pas pour but d'effacer progressivement les réalités nationales... L'union ne doit être traitée que des questions qui, au terme d'un choix politique clair, sont manifestement d'intérêt communautaire. Les éléments de la souveraineté exercée en commun doivent faire l'objet d'un transfert négocié et non subi. En toute hypothèse, la France doit préserver la maîtrise de l'essentiel, et en particulier le droit de décider elle-même de la paix et de la guerre, la responsabilité exclusive de sa force de dissuasion nucléaire, le pouvoir d'émettre sa propre monnaie, ce qui, bien entendu, n'exclut pas l'existence d'une monnaie commune européenne ; la possibilité de faire prévaloir son point de vue chaque fois que ses intérêts vitaux sont en cause. » Le texte ajoute qu'il est « urgent d'accroître le rôle et le pouvoir des institutions qui ont une légitimité incontestable : le Parlement européen, le conseil européen et le conseil des

ministres, avec un secrétariat digne de ce nom, et une présidence de durée suffisante. »

Au chapitre de l'Europe politique, le manifeste estime que « si l'Europe politique a un sens, c'est que les États qui la composent ont des valeurs et des intérêts communs ; qu'ils sont capables d'avoir une politique étrangère harmonisée ». Bien que « la défense de la France soit d'abord nationale », le manifeste souhaite une révision des mécanismes et de la stratégie de l'alliance atlantique, une coopération nucléaire entre la France et la Grande-Bretagne et la constitution d'une industrie européenne d'armements. C'est en prenant appui sur l'union de l'Europe occidentale que se constituera une entité européenne de défense, « partenaire à égalité de droits et de devoirs des États-Unis d'Amérique, dans une alliance renforcée ». Enfin, à propos de l'élargissement de l'Europe, le manifeste déclare : « Au fur et à mesure que les pays qui frappent à notre porte atteignent le niveau de déficit requis et adopteront l'économie de marché, nous devons les accueillir. Toutes les étapes sont imaginables... Le moment est venu de proposer aux Français un grand dessin européen : nous devons construire la grande Europe de cinq cents millions de citoyens, espace exemplaire de démocratie, amie et alliée des États-Unis, vivant en bonne intelligence avec l'Union soviétique. »

Au conseil des ministres

Dissolution du conseil municipal de Clichy-sous-Bois

Le conseil des ministres a prononcé, mercredi 5 décembre, la dissolution du conseil municipal de Clichy-sous-Bois (Seine-Saint-Denis). Une nouvelle élection municipale, la troisième en moins de deux ans, devra donc se dérouler dans un délai de trois mois. Selon toute probabilité, le premier tour aura lieu au cours de la première quinzaine de janvier 1991.

Cette dissolution a pour but de mettre un terme à une crise qui dure depuis huit mois et qui, faute d'une majorité stable, empêche le fonctionnement de cette assemblée locale et la gestion de la ville. Elle était souhaitée par la majorité de circonstance qui s'est constituée lundi soir 3 décembre, à l'occasion de la réunion du conseil qui avait, à son ordre du jour, précisément, l'élection d'un maire (le Monde du 5 décembre). Après avoir voté un « vœu » de dissolution adressé au gouvernement, l'assemblée locale a

adopté, par dix-neuf voix contre seize, une délibération marquant son refus de désigner un premier magistrat, et cela contrairement à la réglementation.

En février 1990, le Conseil d'Etat avait annulé l'élection du mois de mars précédent pour fraude électorale. Une nouvelle consultation avait eu lieu en mars dernier dans cette commune où les thèmes de l'immigration et de l'insécurité font l'essentiel du débat politique. Bien qu'ayant remporté l'élection en étant talonné par le Front national (39,25 % contre 30,02 %), M. Déchamps avait été « débarqué » par la fédération du PCF de Seine-Saint-Denis pour avoir tenu des propos jugés racistes (le Monde du 31 mars). Les dirigeants départementaux l'avaient remplacé par un autre communiste, M. Christian Chapuis, dont la désignation par le nouveau conseil n'avait pas respecté la règle du

scrutin secret. Le groupe des élus communistes ayant éclaté entre « déchampsistes » et « chapuisiens », un soupçon de pression flottait sur l'élection de M. Chapuis.

Depuis mars, aucune majorité n'existait au conseil (seize conseillers PC-PS, onze « déchampsistes », cinq élus du Front national et trois RPR) et une longue grève du personnel municipal acquis à M. Déchamps avait paralysé le fonctionnement des services municipaux. Les violences verbales et physiques étaient devenues monnaie courante. C'est dans ce contexte que le Conseil d'Etat a annulé, le 16 novembre, l'élection de M. Chapuis. Depuis cette date, la plupart des dirigeants politiques locaux, à l'exception des communistes, réclamaient l'organisation d'une nouvelle consultation des électeurs de Clichy.

OLIVIER BIFFAUD

POLITIQUE

Une enquête de la Sofres pour « le Monde »

Les cadres du PR préfèrent M. Léotard à M. Giscard d'Estaing pour la présidentielle

L'enquête de la Sofres, réalisée auprès des cadres du Parti républicain à l'occasion de son conseil national du 24 novembre à Cannes, dont nous publions les principaux éléments, est la suite d'une série d'études qui ont permis d'étudier successivement les Verts, le RPR, le PS, le Front national et le CDS. Cette enquête démontre que les cadres du PR ne sont guère en butte aux états d'âme. Bien ancrés à droite, fidèles à M. François Léotard, ils croient en l'union de l'opposition et font de l'immigration une priorité, en révélant toutefois un certain pragmatisme vis-à-vis du Front national.

Les cadres du PR habitent généralement la ville, ont fait des études supérieures, gagnent bien leur vie à leur compte ou dans le privé et, à une très grande majorité, ont adhéré à ce parti au lendemain de l'échec de M. Valéry Giscard d'Estaing le 10 mai 1981. Preuve que le travail effectué par M. François Léotard et son équipe à la tête de cette formation depuis 1982 a porté ses fruits.

Car tel qu'il se présente aujourd'hui, le PR n'est pas non plus une surprise — apparaît avant tout comme la machine de M. Léotard. Bien ancré à droite, assumant parfaitement l'étiquette de « libéral », le cadre du PR se sent à l'aise dans le sillage du maire de Fréjus. Non sans un certain paradoxe car, si à une forte proportion, il reconnaît avoir que très peu d'influence sur la vie du parti, il se félicite de faire partie d'une formation « moderne », « ayant de bons dirigeants » et « dynamique ».

Cette satisfaction se retrouve tout naturellement dans la cote de popularité des personnalités de l'opposition et les choix pour d'éventuelles primaires pour la prochaine élection présidentielle. En tête du baromètre de la sympathie, M. Léotard est en bonne logique désigné, dans tous les cas de figure, comme le meilleur candidat, y compris si d'avenir, il était, toujours en cas de primaires, confronté à M. Valéry Giscard d'Estaing, et le meilleur premier ministre en cas de cohabitation renouvelée.

Les plus unitaires au sein de l'opposition

Dans l'immédiat, 70 % des cadres du PR approuvent sa décision d'abandonner la présidence du parti. L'esprit de parti, la fibre légionnaire sont très forts. Mais s'ils privilégient le « fils », les cadres du PR n'ont pas encore tout de même définitivement tué le « père » : 15 % d'entre eux aiment encore à se présenter comme « giscardiens » et en cas de primaires l'opposant à tout autre prétendant que M. Léotard, l'ancien président de la République l'emporterait chez eux haut la main. Autant de données confirmant que le

PR léotardien ne s'est pas encore définitivement soustrait de l'attraction giscardienne, ce qui explique ses difficultés du moment.

Reste qu'au sein de l'opposition, le PR apparaît aujourd'hui et de loin, le plus unitaire. Partagés sur la réelle utilité de l'UDF, deux tiers de ses cadres sont pour l'organisation des primaires et la réussite de l'UPF; 37 % n'excluent même plus la fusion du RPR et de l'UDF (ils ne sont que 8 % chez les centristes et 4 % au RPR). Ils sont encore 79 % à souhaiter des candidatures uniques dès les prochaines élections législatives. En revanche, seul objet de distanciation à l'égard de M. Léotard, l'aventure de la Force unie ne les convainc guère.

Cela ne surprendra pas non plus : le cadre du PR se sent plus d'atomes crochus avec un RPR qu'avec un centriste, ce qui justifie les difficultés d'existence de l'UDF. MM. Pierre Méhaignerie et Raymond Barre sont placés loin derrière M. Pasqua. Mais, de toute évidence, les libéraux se sentent plus d'affinités avec M. Edouard Balladur, s'inscrivant plus dans la tradition de « leur » droite qu'avec M. Jacques Chirac. Après M. Léotard, ce serait à l'ancien ministre de l'économie qu'ils

feraient confiance pour conduire un gouvernement de cohabitation. Encore que l'hypothèse ne semble guère les séduire : 76 % repoussent, par un réflexe bien droitier, la perspective d'une nouvelle cohabitation avec M. Mitterrand.

Les cadres du PR affichent enfin résolument leur libéralisme en matière économique (86 % pour de nouvelles privatisations), sociale ou contre l'étatisme.

Ils sont très majoritairement favorables au renforcement du pouvoir régional et soutiennent à 56 % l'union politique de l'Europe des Douze. Mais avec l'éducation, le problème prioritaire est selon eux l'immigration. Les cadres du PR sont pour le moins partagés quant à l'attitude de leur parti vis-à-vis du Front national. Entre un candidat du FN et un socialiste, 37 % voteraient pour le premier, 10 % pour le second; 36 % contre 59 % ne verraient aucun inconvénient à une fusion des listes PR et FN aux prochaines élections régionales. Les thèses de MM. Jean-Claude Gaudin et Jacques Blanc commencent à faire dans des ravages leurs rangs.

D. C.

M. Léotard devant M. Giscard d'Estaing

● Parmi ces personnalités de l'opposition, qui, à votre avis, serait un bon candidat à la prochaine élection présidentielle en 1995 ?

	Rang
François LÉOTARD	66 1
Valéry GISCARD D'ESTAING	58 2
Michel NOIR	16 3
Jacques CHIRAC	10 4
Charles PASQUA	9 5
Raymond BARRE	6 6
Pierre MÉHAIGNERIE	2 7
Sans réponse	4

(1) Le total des pourcentages est supérieur à 100, les personnes interrogées ayant pu donner plusieurs réponses.

Préférences électorales

● En cas de primaire pour désigner le candidat UDF-RPR à l'élection présidentielle, comment voteriez-vous si vous aviez le choix :

Entre Jacques Chirac et Valéry Giscard d'Estaing ?	
Jacques CHIRAC	7
Valéry GISCARD D'ESTAING	81
Blanc ou nul	8
Abstention	3
Sans réponse	1
Entre Jacques Chirac et François Léotard ?	
Jacques CHIRAC	7
François LÉOTARD	89
Blanc ou nul	2
Abstention	1
Sans réponse	1
Entre Jacques Chirac et Michel Noir ?	
Jacques CHIRAC	38
Michel NOIR	48
Blanc ou nul	9
Abstention	3
Sans réponse	2
Entre Valéry Giscard d'Estaing et Michel Noir ?	
Valéry GISCARD D'ESTAING	77
Michel NOIR	18
Blanc ou nul	3
Abstention	1
Sans réponse	1
Entre Valéry Giscard d'Estaing et François Léotard ?	
Valéry GISCARD D'ESTAING	38
François LÉOTARD	58
Blanc ou nul	1
Abstention	1
Sans réponse	2

Organisation de l'opposition

● Pour l'organisation de l'opposition, quelle solution à votre préférence ?

	Cadres du Parti républicain novembre 1990	Enquête cadres du CDS octobre 1990	Enquête cadres du RPR février 1990
L'UDF et le RPR forment à l'avenir un seul parti	37	8	4
Il y a une alliance étroite entre l'UDF et le RPR, mais chacun conserve son identité	50	48	70
L'UDF et le RPR concluent des accords politiques mais il y a pas d'alliance très étroite entre eux	11	42	24
Sans réponse	2	2	2

Fiche technique

Enquête auto-administrée réalisée auprès de 577 cadres du Parti républicain participant, le 24 novembre 1990 au conseil national de Cannes (148 élus ou personnalités qualifiées, 249 délégués de fédération, 180 militants ou adhérents).

Attitude vis-à-vis du Front national

● Aux prochaines élections législatives dans les circonscriptions où le Front national arrivera en tête de la droite, estimez-vous qu'au second tour l'UDF et le RPR devraient :

Retirer leur(s) candidat(s)	39
Maintenir leur(s) candidat(s)	55
Sans réponse	6

● Aux prochaines élections régionales s'il y a un second tour avec la possibilité de fusionner les listes, estimez-vous que le Parti républicain devrait interdire toute fusion de listes avec le Front national ou autoriser les fusions de listes avec le Front national ?

Le Parti républicain devrait interdire toute fusion de listes avec le Front national	59
Le Parti républicain devrait autoriser les fusions de listes avec le Front national	36
Sans réponse	5

● Au second tour d'une élection, comment voteriez-vous si vous aviez le choix entre un candidat Front national et un candidat socialiste ?

	Cadres du Parti républicain novembre 1990	Enquête cadres du CDS octobre 1990	Enquête cadres du RPR février 1990
Front national	37	8	40
Socialiste	10	51	6
Blanc ou nul	34	28	35
Abstention	16	11	16
Sans réponse	3	2	3

Sur FR 3

Méto, boulot, Léo !

Ciel, quel lundi ! Quel choc sur FR 3, quand on découvre ces scènes incroyables, toutes filmées dans la même journée : un homme politique prenant le métro, puis le train de banlieue destination Argenteuil, traînant dans les bistrots et autour des grandes surfaces à la rencontre des vies ordinaires. A vous couper le souffle quand on se souvient encore de M. Giscard d'Estaing, ministre des finances à l'époque, prenant pour la première et la dernière fois le métro-pollain. Quinze ans après, le plus étonnant est que ces scènes puissent encore étonner, comme si le citoyen désespérât à tout jamais de voir ses grands hommes devenir plus proches et plus humains. « L'heure de vérité » n'en étant plus une, c'est le mérite de Paul Amar, producteur du nouveau magazine politique « Audit » d'avoir inversé cette nouvelle série de « Questions à domicile »... On quitte les plateaux, le maquillage et les projecteurs pour le décor naturel du quotidien, les vérités sans fard et les ténèbres de la vie. De star,

l'invité redevient citoyen-acteur, et c'est très bien.

Essuyant les plâtres de cette nouvelle émission, François Léotard n'a pas eu trop à se forcer pour aller — naturellement — à la rencontre des anonymes. Il a su écouter avec modestie. Ce père d'un fils drogué, ces jeunes bours désoeuvrés, ce retraité qui, entre « boire ou conduire », s'est résigné au premier choix, ces commerçants qui veulent fermer boutique : des minutes de vérité. Quelques minutes plus tôt, sur le quai de la gare Saint-Lazare, François Léotard avait confessé qu'il pourrait bien être candidat à l'élection présidentielle, mais « pas n'importe comment, pas avec n'importe qui et pas sur n'importe quel thème », mais « pour porter un espoir ». Pourtant ce soir-là, ce n'était pas l'essentiel. « Tu connais ce monsieur ? », demanda-t-on à un jeune. « Ouais, c'est Léotard ! » « Il est de droite ou de gauche ? » « De gauche ! » « Pourquoi tu dis ça ? » « Parce qu'il est sympa ! » Tout était dit.

D. C.

□ M. Giscard d'Estaing et le parti unique. — M. Valéry Giscard d'Estaing a proposé, mardi 4 décembre sur Europe 1, que l'opposition « se mette au travail » sur la question du parti unique « en réunissant un groupe de réflexion composé d'élus et de non-élus », tout en menant parallèlement les discussions sur les primaires. « Tous les problèmes seraient simplifiés si nous avançons vers un parti unique de l'opposition, a fait valoir l'ancien président de la Répu-

blique. Le problème de la candidature unique est réglé par le parti unique. Reconnaissant des divergences sur la question européenne au sein de l'opposition, il a estimé « tout à fait souhaitable » que l'UDF et le RPR se rencontrent pour arrêter une position commune. A propos de l'ouverture de la Communauté européenne aux pays de l'Est, M. Giscard d'Estaing a qualifié l'idée de « sympathique mais impossible ».



COMMENT
ATTEINDRE A SINGAPOUR
SANS AVOIR
LES TRAITS TIRÉS
ET LE VISAGE DÉFAIT
APRÈS UNE NUIT
DE VOL ?

PARIS / SINGAPOUR SANS ESCALE

Il est bon de savoir qu'UTA assure la liaison 3 fois par semaine. 3 fois parfaitement, dont 2 vols non stop en 747 400, le dernier né de la technologie Boeing. Non stop, n'importe quel habitué vous dira à quel point c'est appréciable. Finis les réveils en pleine nuit, finis les changements d'avion. Avec UTA, les voyages à Singapour deviennent infiniment plus confortables. Nos passagers bénéficient d'une nuit complète à bord. Et ça se lit sur leur visage tant il est vrai qu'on a meilleure mine quand on a bien dormi.



de
sac
des
rés
à la
r le
sel-
dev-
artie
jour

son
le la
à (le
n un
tami-

BERG
page 8

15 PIA
2503

14. L'inséance sanctionnant le militantisme
Musiciens : les trois Mitterrand à la barre

15. Une réunion en France au conseil
régional des communes

16. Universités et grandes écoles
à l'aune de l'industrie

Un plan pour mettre fin au malaise des banlieues

M. Mitterrand veut « redonner le goût de vivre » aux quartiers défavorisés

LYON
de notre envoyé spécial

Les troisièmes assises nationales Banlieues 89, organisées à Bron (Rhône), devaient être clôturées, mercredi 5 décembre, par M. Michel Rocard, devant un public de huit cents élus, urbanistes et spécialistes de la ville. Le premier ministre devait donner le détail des mesures présentées la veille par le président de la République. M. Mitterrand a notamment annoncé la création prochaine d'un ministère chargé de coordonner les actions en faveur des banlieues les plus défavorisées et préconisé une solidarité plus grande entre les communes riches et les communes pauvres.

M. Michel Noir, maire (RPR) de Lyon, s'est « reconnu » dans l'intervention du président de la République. Il s'est déclaré favorable à « l'unité de commandement sur le terrain ». Le maire de Vaulx-en-Velin, M. Maurice Charrier (PCF), qui a été reçu par M. François Mitterrand, « partage le diagnostic du président ». M. Charles Millon (UDF-PR), pour sa part, déclaré : « Je ne suis pas convaincu qu'un sous-préfet dans chaque quartier soit la solution aux mesures d'urgence nécessaires. » M. Jacques Toubon (RPR, Paris) regrette que le chef de l'Etat ait « une fois de plus choisi la démagogie illusoire des pauvres contre les riches », et pour M. Pierre Méhaignerie, président du groupe UDC de l'Assemblée, « il s'agit d'un discours, d'un chantier ouvert en plus, alors qu'on attend des actes immédiats ».

Depuis le lancement, en 1983, de l'opération Banlieues 89, en faveur des quartiers les plus défavorisés des grandes agglomérations urbaines, le président de la République n'a jamais raté un rendez-vous. Et c'est peu dire qu'il n'a pas davantage manqué celui des troisièmes assises du mouvement - de l'élan, devrait-on dire - impulsé par l'architecte Roland Castro et quelques autres.

En arrivant à Bron, mardi 4 décembre, dans cette commune de l'Est lyonnais gérée depuis dix-huit mois par le porte-parole du Parti socialiste, M. Jean-Jack Queyranne, le président avait fait provision, en effet, d'une brassée de textes et de bonnes intentions, pour les militants - élus, urbanistes ou travailleurs sociaux - de Banlieues 89. « On a voulu industrialiser la ville », a notamment déclaré M. Mitterrand. Les conséquences en sont l'ennui, le désespoir, la révolte. Ce ne sont pas quelques parcs devant quelques barres qui peuvent rompre la terrible monotonie de la ségrégation. Il faut casser partout le mécanisme de l'exclusion. Faute de quoi, il n'y aura pas d'identité, pas de dignité, pas de citoyenneté.

Il est vrai qu'en 1990, au début d'octobre, dans une commune voisine de Bron, à Vaulx-en-Velin, il y a eu mort d'homme. Celle de Thomas Claudio, dont bien peu se souviennent encore deux mois plus tard. Puis il y a eu, quelques jours durant, le spectacle « des émeutes », le spectre de la peur, comme une sorte de Bronx à portée de la main. A deux pas des Minguettes, cité des « étés chauds » du début des années 80, à Vénissieux, cette autre commune limitrophe de Bron dont on ne parle plus guère, précisément, depuis que Banlieues 89 est passé par là.

La banlieue a soudain explosé, une fois encore, là où on ne l'attendait pas.

A ceux, donc, qui n'allaient pas manquer de lui rappeler qu'il était temps, après dix ans d'exercice, de se rappeler au bon souvenir de l'« affreux magma » des barres et des tours, des ascenseurs cassés et des boîtes aux lettres sans cesse fracturées, le président de la République a tout d'abord jugé utile de rappeler la création, dès 1981, de trois missions : celles d'Hubert Dubedout, de M. Gilbert Bonnemaison et de M. Bertrand Schwartz, respectivement pour le développement des quartiers d'habitat social, la prévention de la délinquance et les missions locales pour l'emploi. « La méthode était bonne », a estimé M. Mitterrand, dès lors qu'un certain nombre d'éléments sont réunis.

Mais, près de dix ans plus tard, il faut reprendre le chantier, insistent les ministres, « afin d'éviter que se répètent les tragédies », et sans trop se laisser « impressionner par la haine compacte que tentent de lever des groupes extrémistes qui puisent leur inspiration dans les plus mauvaises histoires de l'histoire de la France ».

« Un bon investissement à long terme »

D'ailleurs, puisqu'il est question de tragédie, M. François Mitterrand veut bien en rappeler les règles, pour éclairer le message : l'unité de lieu, ce seront les 400 quartiers populaires considérés comme les plus défavorisés, sur lesquels l'Etat devra concentrer tous ses efforts ; l'unité de temps sera marquée par le terme du mandat présidentiel, en 1995 ; et la lutte contre l'exclusion, « pour redonner le goût de vivre », constituera l'unité d'action. Règles auxquelles il faudra désormais ajouter, a prescrit le chef de l'Etat, « l'unité

de commandement ». En réponse aux propositions de M. Roland Castro qui suggère l'institution d'un ministère de la ville, M. François Mitterrand a en effet reconnu avoir « quelque méfiance à l'égard de ce type de création artificielle ». « Je ne suis pas sûr que ce soit le chemin le plus court », a-t-il indiqué. Mais sur le terrain, dans chaque quartier, le président de la République souhaite voir un fonctionnaire qui travaillera « avec le



chef de projet communal ». A l'échelon du département, un sous-préfet « chargé de ces quartiers et disposant d'un budget » pourrait utilement recevoir le soutien de stagiaires de l'ENA, à raison de 20 en 30 par promotion, qui se formeraient ainsi « à ces disciplines ». Enfin, au sommet de la pyramide, un ministre d'Etat, ou du moins un ministre de plein exercice directement rattaché au premier ministre, devrait avoir en charge le souci permanent des quartiers difficiles à vivre. « Je veillerai à ce que cela puisse se faire dans un délai très raisonnable », a précisé à ce propos le président de la République.

Mais, bien qu'ayant indiqué que le premier ministre développerait le détail des mesures gouvernementales, lors de la clôture, mercredi 5 décembre, des assises de Banlieues 89, M. Mitterrand n'a pu résister à la tentation de dévoiler lui-même l'essentiel du dispositif arrêté avec M. Michel Rocard. « Nous en avons longuement parlé », a-t-il dit, comme pour mieux souligner la valeur des engagements à venir. Outre l'ajustement ministériel qui devra donc intervenir prochainement, il faudra ainsi s'engager dans « la remise à niveau des services publics », en procédant à des « redéploiements » de la loi de finances de 1992. La loi Besson devra, d'autre part, être appliquée « rigoureusement, fermement ».

Un projet de loi est en préparation sur la maîtrise du foncier et un autre, plus ambitieux encore, doit s'attaquer à la réforme de la dotation globale de fonctionnement affectée aux communes. « Ce sera difficile à faire appliquer. Je sais que je touche là à un domaine sacré. Mais il ne faut pas craindre l'hostilité de ceux qui possèdent », a affirmé le président avant de lancer un appel aux entreprises, publiques ou privées, petites ou grandes, pour qu'elles s'efforcent d'embaucher les jeunes des quartiers défavorisés : « Il s'agit d'un devoir de solidarité nationale. C'est aussi un bon investissement à long terme pour les entreprises et pour le pays ».

A la veille de l'intervention de son premier ministre devant le même auditoire, M. François Mitterrand a ainsi largement campé sur le terrain de celui qui, en 1988, s'était attiré quelques railleries pour avoir proposé de « rénover les cages d'ascenseurs ». Mais c'est ainsi : dès qu'on sonne un peu vigoureusement à sa porte, le président ne peut s'empêcher de goûter le délice de jouer les papagaux. Tout homme, comme il l'a dit lui-même à Bron, n'a-t-il « besoin d'avoir part à la création » ?

JEAN-LOUIS SAUX

Un impôt pour les riches

par François Grosrichard

PRÉLEVER des cotisations sur les communes riches pour en transférer la produit aux communes les moins fortunées... Cette méthode que la morale appelle « charité » porte un nom chez les économistes et les financiers : la péréquation.

Qu'il s'agisse de la fiscalité, des revenus, des subventions, des richesses industrielles ou agricoles, les inégalités - de Charleville à Biarritz ou des Hauts-de-Seine (qui ont un produit écono-

budget, de faire les arbitrages entre l'agriculture, la défense, le tiers-monde et les quartiers défavorisés ? Aux conseils régionaux, à l'intérieur de leur territoire géographique, d'injecter davantage de crédits dans les cantons les plus ruraux qui dépeuplent ou alors dans les banlieues ? L'échelon départemental est-il mieux adapté géographiquement pour définir les zones d'urgence et pour redistribuer la produit des impôts locaux, notamment la taxe professionnelle ?

Il s'agit de questions essentielles non seulement financières mais aussi politiques, étant donné l'importance croissante que prennent avec la décentralisation les budgets locaux dans l'économie nationale, comme on le voit pour les routes, la formation professionnelle, le RMI (revenu minimum d'insertion) ou les lycées.

De Neuilly à Anzin
un abîme

L'idée de créer une sorte d'ISF (impôt de solidarité sur la fortune) des banlieues, comme le suggère le président de la République, ne doit pas a priori être rejetée. La difficulté consiste à calculer, à partir de données irrécusables, la richesse comparée des villes, des départements et des régions. L'INSEE y travaille, à partir du croisement de trois ou quatre critères : valeur ajoutée par habitant, base de taxe professionnelle, taux de chômage, salaire moyen par tête. On pourrait aussi retenir la hiérarchie du potentiel fiscal par habitant. Il est évident alors qu'entre Neuilly-sur-Seine et Valenciennes-Anzin, entre Cannes et Vaulx-en-Velin, il y a un abîme.

A titre d'exemple, on retiendra que le rapport du Conseil des impôts pour 1989 énumère les dix départements fiscalement les plus riches (Paris, Hauts-de-Seine, Savoie...) et les dix les plus pauvres (Lozère, Gers, Creuse, mais aussi Pas-de-Calais). Quant au potentiel fiscal des régions, il est de 506 F par habitant en Ile-de-France et de 370 en Provence-Alpes-Côte d'Azur, mais seulement de 239 dans le Nord-Pas-de-Calais et de 254 en Bretagne...

Vigiles montées

« A quoi servent les chevaux ? », demandait M. Edmonde Charles-Roux, dans l'une de ses récentes chroniques du Provençal, avant d'énumérer quelques usages méconnus, ou potentiels, du noble animal : « débroussailler » vivant, dans les zones écologiquement fragiles, ou véhicule souple et pratique pour les patrouilles anti-feu de la forêt provençale. La veuve de Gaston Defferre aurait pu ajouter une amorce de réemploi des chevaux de trait dans certains travaux agricoles, le retour de quelques policiers municipaux à cheval, et surtout l'expérience de l'hypermarché de la Valentine, dans les Bouches-du-Rhône, qui utilise désormais des vigiles montées pour surveiller les voitures de ses clients (Le Monde du 25 septembre).

Une entreprise parisienne de gardiennage, la société Garde et Protection (GEP), souhaite élargir l'expérience de l'hypermarché de la Valentine : elle offre désormais, dans la gamme de ses prestations, un « département gardiens-cavaliers », qui vient de conclure un contrat avec le centre commercial Ulys 2, dans l'Essonne, et mène des négociations avec cinq autres grandes surfaces de la région parisienne, notamment Rosny 2, Beau-Sevran, Belle-Epine.

Au départ, cette idée de gardiens à cheval, c'était presque un « gag », dit M. Sophie Turquois, directeur commercial de l'entreprise, née de l'éternelle recherche d'une solution « vraiment efficace » pour surveiller ces immenses parkings. Après les maîtres-chiens, trop rébar-

batifs, et les motos, trop bruyantes et polluantes, quel qu'il avait osé lancer l'idée : « Et si on les mettait à cheval ? »

La GEP s'emploie aujourd'hui à multiplier les garanties sur le sérieux de ce nouveau service et la formation des « gardiens cavaliers ». « Nous ne jouons pas aux cow-boys », affirme M. Turquois, qui met en avant le rôle de « prévention » des patrouilles dotées, du haut de leurs chevaux, d'une certaine « hauteur de vue ». Pas question donc que les vigiles foncez au galop sur les petits voleurs à la roulotte. « Un cheval qui marche droit sur vous au trot, observe M. Turquois, c'est déjà assez rapide ».

La société de gardiennage a également été consultée par EDF, pour la surveillance du périmètre de ses centrales thermiques, et par le Commissariat à l'énergie atomique, pour ses sites sensibles. Face à ce type de besoins, Garde et Protection affine son produit en ajoutant, si nécessaire, aux chevaux... un troupeau d'oies, qui auraient la même fonction que leurs ancêtres romains du Capitole : prévenir et attaquer en première ligne, jusqu'à l'arrivée des chevaux.

C'est la solution déjà retenue par la GEP pour lutter, sur l'aire de stockage des véhicules de Renault-Genevilliers, contre les invasions dévastatrices des nouveaux « Gaulois » de banlieue... La recours aux oies et aux chevaux deviendra-t-il le dernier cri de la modernité pour lutter contre les formes de délinquance urbaine ?

JEAN-LOUIS ANDRÉANI

Un contre-feu

Suite de la première page

Face à cette dérive des banlieues, cette « catastrophe nationale » selon le mot d'un spécialiste des Minguettes, l'Etat peut-il servir d'issue de secours aux lacunes et aux impulsions locales ? Et si oui, comment ?

A Bron, M. Mitterrand n'avait pas de baguette magique. Il a seulement voulu dire que les instruments du sursaut existent, qu'il y manque sans doute un supplément d'âme, une once de volonté et des crédits, mais beaucoup plus sûrement encore d'une autorité à la base - et tant pis s'il faut réinventer les préfets - pour stimuler, coordonner, élargir les actions entreprises, faire sortir de leur pré carré des services et des professions entières - enseignants, urbanistes, animateurs culturels, juges, travailleurs sociaux - qui ont fini par s'ignorer et travaillent chacun de leur côté. Pour les actions de réhabilitation des quartiers ou de prévention de la délinquance, n'existe-t-il pas jusqu'à dix ou douze lignes de crédits éparpillées

entre différents ministères ? Récemment déjà, à la Sorbonne, au cours d'une précédente réunion sur les villes, M. Rocard avait annoncé son intention de mettre fin à cette aberration.

La ville
comme miroir

« Unité de commandement » : si ce premier objectif de M. Mitterrand sanctionne, d'une certaine manière, l'échec de pratiques administratives et politiques, le « refus des exclusions », qu'il a d'autre part évoqué à Bron, souligne également l'ineffectivité des politiques de lutte contre les indignités scolaires, de rénovation des logements, d'insertion des immigrés, de prévention de la délinquance, de formation et d'emploi des jeunes, des procédures d'aide sociale. La ville serait ainsi devenue le miroir de la plupart des dysfonctionnements de la société. Des « ghettos » menaçant d'exploser et des communautés de se marginaliser. Dans un tel contexte, personne

ne s'étonnera de la volonté de l'Etat aujourd'hui de réinvestir la cité.

Mobiliser autour des mêmes objectifs des acteurs aussi différents que les municipalités, les services d'équipement, les organismes de HLM, les chambres de commerce, les commissariats de police, etc., est sans doute une gageure, difficile à tenir. Mais que dire de cette solidarité entre les communes riches et les communes pauvres que le président de la République, qui, sur ce point, en a dit trop peu, a appelé aussi de ses vœux ? Est-ce l'annonce d'une répartition différente de la dotation globale de l'Etat et des ressources fiscales des communes ? Le vieux débat sur la justice de la fiscalité locale est relancé.

« Cinq ans pour un urbaniste, c'est court. Pour un jeune, c'est le bout du monde », avait prévenu M. Charrier, le maire de Vaulx-en-Velin, avant l'intervention présidentielle de mardi. Pourtant, c'est précisément un tel délai que s'est donné M. Mitterrand pour réussir cette politique de rénovation urbaine. Cinq ans, en effet, c'est un terme trop proche pour être pris au sérieux. Trop lointain pour faire rêver.

HENRI TINCQ

Le rapport du Sénat sur l'immigration

« Changer la vie »

Dans le rapport sur les problèmes posés par l'immigration qu'il a présenté mardi 4 décembre, le sénateur Jacques Thyraud (Rég. et Ind. Loir-et-Cher) consacre une part importante à l'urbanisme et au logement. Le rapporteur, qui a visité en mars 1990, dans le cadre de la mission sénatoriale, le quartier de Bron-Tarillon, dresse un bilan sans complaisance de la politique suivie au début des années 80. « Les erreurs des professionnels qui ont eu la charge du développement urbain durant les « trente glorieuses » s'inscrivent longtemps dans le paysage, et continueront de marquer ceux qui ont à les subir, si elles ne sont pas corrigées », écrit M. Thyraud. Avec satisfaction, la mission a constaté les heureux effets, mais encore

trop limités, des opérations de développement social des quartiers (DSQ). « Les transformations des quartiers qui mobilisent de nombreux intervenants ne sont pas une panacée. Il faut changer la vie des habitants, leur donner des raisons d'espérer, et de se sentir parfaitement intégrés à la société française », ajoute le rapporteur.

« La fragilité des résultats obtenus est l'une des incertitudes essentielles pesant sur l'avenir du développement social urbain », ajoute le sénateur. Si celui-ci est uniquement considéré comme une réponse conjoncturelle à des situations sociales parfois critiques, son bilan peut, d'ores et déjà, être jugé satisfaisant. Mais d'aucuns soulignent la précarité d'un tel résultat, lié à son aspect

curatif. Plus que l'échec des politiques de développement social urbain, cette limite met en évidence la nécessité de traiter les problèmes à des niveaux adéquats pour trouver des solutions durables.

M. Thyraud met en avant plusieurs propositions parmi lesquelles le renforcement des moyens financiers des collectivités territoriales affectées aux dépenses d'intégration, exonérées par exemple de la TVA. Le sénateur avance également l'idée d'une aide budgétaire de l'Etat en faveur des communes plus directement confrontées que la moyenne nationale des communes équivalentes, une « dotation globale d'intégration » (DGI) calquée sur la dotation globale de fonctionnement (DGF).

هكذا من الأهل

SOCIÉTÉ

MÉDECINE

Le projet de loi Evin

Un ravalement du système hospitalier

Le projet de loi sur la réforme hospitalière devrait être présenté, mercredi 19 décembre, au conseil des ministres, par M. Claude Evin, ministre des affaires sociales et de la solidarité. Ce texte, le plus important depuis la loi de 1970, propose une refonte globale du système hospitalier français.

Deux mois après avoir été soumis au Conseil économique et social (le Monde des 28 septembre et 10 novembre), le projet de réforme hospitalière devrait être examiné mercredi 19 en conseil des ministres. Outre le Conseil économique et social, trois autres instances – la commission supérieure de la fonction publique hospitalière, le conseil supérieur des hôpitaux et le conseil d'administration de la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAMTS) – ont durant cette période donné, sur ce texte, un avis en général relativement favorable.

Par rapport au texte présenté en septembre dernier, quelques modifications ont été apportées. Sans remettre en cause les grandes lignes du projet de loi – « assurer la réorganisation et la rationalisation de l'offre de soins ; améliorer les structures et les modalités de gestion et de fonctionnement des établissements hospitaliers, dont l'autonomie doit être accrue ; valoriser le rôle du personnel soignant » – ces modifications prennent en compte certaines des critiques formulées dans les avis rendus par les instances consultatives.

Mieux répondre aux malades

Ainsi, par exemple, le projet crée un service de soins infirmiers, chargé de définir des objectifs dont devra tenir compte le projet médical d'établissement.

Dans un autre ordre d'idées, les urgences fonctionneront avec le concours des praticiens libéraux qui en feront la demande.

Les établissements privés se voient confier une nouvelle mission, celle de développer des alternatives à l'hospitalisation. Autre nouveauté par rapport au texte de septembre, le rôle de l'assurance maladie est accru. On note à ce propos la création de véritables contrats tripartites entre l'Etat, les assurances maladie et les hôpitaux.

Certaines précisions concernant l'organisation sanitaire sont apportées, en particulier le fait que la carte sanitaire concernera non seulement les activités mais aussi les installations. Sur le fond, la dernière mouture du texte de M. Claude Evin tente, sans pour autant bouleverser le fonctionnement du système hospitalier, mais à la faveur de très nombreuses mesures nouvelles, de concilier « la recherche permanente d'une meilleure qualité des soins et d'un meilleur service aux malades, avec la préservation de la Sécurité sociale ». Et donc avec une évolution « supportable » du rythme des dépenses de santé.

Dans l'esprit du ministre des affaires sociales, il s'agit de « passer d'une logique budgétaire à une logique de projet, d'une gestion exclusivement comptable à une dynamique d'évolution permanente de l'hôpital » destinée à mieux répondre aux besoins et aux souhaits des malades.

En définitive, tout le problème est de savoir si ce toilettage complet du système hospitalier suffira à redynamiser un secteur pour le moins rongé par la démobilité et le désenchantement.

D'ores et déjà, les cliniques privées, par la voix des représentants de la Fédération intersyndicale des établissements hospitaliers privés (FIEHP) et de l'Union hospitalière privée (UHP), ont dénoncé, mardi 4 décembre, « la manque de concertation » de la part du ministère des affaires sociales pour parvenir à maîtriser les dépenses de santé. Elles affirment en particulier qu'elles s'opposent, et avec elles la CSMF, l'UDEF et le RPR, « par tous les moyens » au projet de loi, qui sera discuté dès jeudi à l'Assemblée nationale, instaurant des conventions à durée déterminée pour les cliniques privées (le Monde du 22 novembre).

FRANCK NOUCHI

JUSTICE

Le procès de l'ancien secrétaire général de la préfecture de la Gironde contre « le Nouvel Observateur »

Maurice Papon ou l'horreur aveugle de l'administration de Vichy

L'homme se tient droit, encore, sur les sièges raides de la justice, et son regard de glace traîne l'orgueil d'une belle carrière au service de trois Républiques, en passant par Vichy. Il a parlé d'abondance, au début de l'audience, plaidé presque par anticipation, et à présent il se tait. Il rit à belles dents lorsque ses adversaires affirment à la barre qu'il contrôlait la police de Bordeaux, entre 1942 et 1944. Il ricane encore lorsqu'on raconte comment il organisait, lui, secrétaire général de la préfecture de la Gironde, l'escorte policière d'un train de la mort. Il ricane, chuchote quelques mots à l'oreille de son avocat, M. Jean-Marc Vasaut, et se tait. Maurice Papon n'a rien à dire.

De fait, ce fut un bien curieux procès en diffamation, mardi 4 décembre, devant le 17^e chambre du tribunal correctionnel de Paris, où l'ancien préfet de police de Paris de de Gaulle, ancien ministre du budget de M. Giscard d'Estaing, aujourd'hui âgé de quatre-vingt ans, poursuivait l'hebdomadaire le Nouvel Observateur.

Inculpé depuis 1983 de crimes contre l'humanité, inculpation ansuite minorée en « complicité » de crimes contre l'humanité, et désespérant d'être jugé un jour, Maurice Papon avait sauté sur l'occasion d'un dossier intitulé « Les complices français du génocide » pour tenter d'obtenir par le biais de la diffamation ce que la cour d'assises semble lui refuser : la reconnaissance de son innocence. Visiblement, il avait souhaité en faire « son » procès. Et pourtant les sept heures d'audience se déroulent comme sans lui. Il était présent, et c'était comme si l'on parlait d'un autre.

D'entrée, l'ancien ministre s'affirma donc « persécuté depuis dix ans », en butte à des « dénonciations calomnieuses ». « On fait tout pour que cette affaire ne soit jamais jugée, assure-t-il. L'objectif de mes adversaires est de laisser faire le temps, de façon que l'issue qui nous est promise à tous les délinquants de leur victime sans renfermer le dossier. » D'emblée, M. Papon étend donc l'ancre à un niveau qui le dépassait : « Sur le personnage que j'étais, dit-il, on pouvait greffer le procès d'une administration, d'un régime, et peu à peu impliquer le pays lui-même comme coauteur du génocide (...). Ainsi finira-t-on par mettre dans la tête des Français qu'ils ont tous été des collaborateurs. Je n'entends pas être la victime désignée de cette machination. »

Ainsi dressé le cadre de sa défense, on attendait que M. Papon, comme il assure le souhaiter depuis presque dix ans, s'explique enfin sur ces années maudites. Qu'il lève un coin de voile sur un maillon français – « moins important que Bousquet ou Laguy, mais qui a tout de même joué son rôle au niveau régional », rappelle l'avocat Serge Klarsfeld – de l'holocauste. On espérait même – pourquoi pas ? – des précisions sur sa connaissance, à l'époque, de la destination finale des trains que son zèle de technocrate contribuait à mettre sur les bons rails. Après tout, l'occasion ne se reproduira peut-être pas de sitôt. On a déjà décrit dans ces colonnes les récits, judiciaires et politiques, entre lesquels navigue l'instruction de l'affaire Bousquet. Quant au véritable procès Papon, sa tenue reste incertaine. C'était donc le moment ou jamais. Or, se tirant prononcée – et sa transcription distribuée à la presse, comme à l'Assemblée nationale, – M. Papon se rassit. Et laisse l'audience, témoins contre témoins, broder sans son concours le portrait d'un haut fonctionnaire efficace, qui contribua à l'horreur avec aussi peu d'états d'âme que s'il avait construit un pont ou négocié avec des syndicalistes agricoles.

Dresser le fichier des juifs

Un historien bordelais, Michel Bergès, rappela ainsi que le secrétaire général, à la préfecture, supervisait très directement le service des questions juives. Ce service était chargé de dresser le fichier des juifs, « première étape dans le processus de destruction ». Il était encore chargé de « l'aryanisation », c'est-à-dire la spoliation des biens des juifs. Ce service distribuait aussi les étoiles jaunes – avant l'arrivée de M. Papon à Bordeaux, il est vrai, – et c'est encore lui qui organisa en 1942 et 1944, trois rafles qui permirent de déporter plusieurs centaines de juifs de la région bordelaise.

Ainsi, de la rafle de juillet 1942, les SS, rappela M. Bergès, avaient demandé que leur soient livrés tous les juifs, français et étrangers, de seize à quarante-cinq ans. Perplexe, l'attaché de police de Bordeaux appelle Paris, où Jean Laguy, alors secrétaire général de la police, lui conseille de temporiser : les Français négociaient précisément avec l'occupant pour tenter de sauver les juifs français. Mais sans même attendre le feu vert de Paris, assure

M. Bergès, « le service de Papon s'était mis en marche, obéissant aux premières injonctions des SS ». Un mois plus tard, les SS demandaient en outre qu'on leur livre aussi les enfants qui n'avaient pas de parents directs en Gironde. La préfecture les réclama au grand rabbin Cohen, qui les livra. Les enfants ne sont évidemment jamais revenus.

Sam empressement

Voilà pour le cadre. Mais Maurice Papon, alors « seulement » secrétaire général, peut-il être personnellement tenu comptable de toutes les actions de la préfecture ? Les pièces signées de sa main, retrouvées au fil des mois et au hasard des recherches, sont connues depuis plusieurs années. On le rappelle à la barre : aucune ne transpire un gramme d'idéologie raciste. Ce sont de froids documents, comme cette note aux sous-préfets dans laquelle il recommande que la mention « juif » soit portée sur les cartes d'alimentation. Quand il organise un convoi de juifs, le secrétaire général Papon se préoccupe autant de sa surveillance par les gendarmes que de « l'aménagement sanitaire des wagons ». Il se soucie de « l'hébergement des enfants de tous âges se trouvant seuls après arrestation de leurs parents ». Bref, sans haine ni remords, dans toute son horreur aveugle, il incarne l'Administration.

En marge de ses fonctions officielles, Maurice Papon s'employait-il à soustraire à l'horreur un certain nombre d'enfants ou de juifs de nationalité française ? Telle fut, en substance, la conviction de tous les témoins appelés à la barre par l'ancien ministre. « Maurice Papon a exécuté les ordres, sans empressement », vint dire l'ancien commissaire, à présent historien, Jacques Delarue, après avoir pourtant noté que, « dès le début, Vichy s'était enfoncé dans une logique qui le contraignait à accepter toutes les exigences allemandes ». Et il est vrai que l'appréciation de l'occupant resta toujours contrastée : si, pour la Kommandantur, « les réalisations de Papon sont notoirement au-dessus de la moyenne », pour les services de sécurité allemands, en revanche, « Papon doit être considéré comme pro-américain, et on doit renoncer à l'idée d'un travail en commun entre lui et l'Allemagne ».

Est-ce ce « manque d'empressement » qui explique la totale impunité de Maurice Papon lors

de la Libération ? Seul en France, en contradiction avec les consignes du nouveau gouvernement, l'ancien secrétaire général restera en poste dans le même département à la Libération, devenant directeur de cabinet du nouveau préfet de la Gironde. A l'unanimité, la commission d'épuration du ministère de l'Intérieur décida de ne rien faire contre Papon, vint rappeler un de ses membres, M. Jean Morin.

« En tant que secrétaire général, Papon a collaboré avec le réseau de Résistance Judo-Amical dès 1943 », rappela encore le Père jésuite Michel Riquet, alors surnommé « l'aumônier de la Résistance ». Le Père Riquet, pourtant, n'était pas membre du jury d'honneur constitué à la demande de Maurice Papon qui, en décembre 1981, avait conclu à l'unanimité que le secrétaire général « avait dû concourir à des opérations apparemment contraires à la conception que le jury se fait de l'honneur » et qu'il « aurait dû démissionner de ses fonctions de secrétaire général de la préfecture de la Gironde au mois de juillet 1942 » ? « Certes, il aurait dû démissionner, répliqua le Père Riquet à M. Henri Leclerc, défenseur du Nouvel Observateur, qui soulignait la contradiction entre son témoignage et les conclusions du jury d'honneur. Mais je lui reconnais le droit d'avoir cru en toute conscience qu'il pouvait agir autrement, et il a probablement bien fait. L'ambiguïté du propos ne donne pas seulement la mesure de la capacité des jésuites à se tirer des contradictions les plus insolubles, mais aussi de la difficulté à porter, sur l'action de M. Papon, un des milliers de fonctionnaires qui ont alors joué double jeu, un jugement impartial. »

L'ancien secrétaire général a-t-il été un rouage de la terrible machinerie du génocide ? C'est incontestable. Son action individuelle a-t-elle contribué à sauver quelques proies ? C'est non moins certain. Mais quels furent ses véritables mobiles ? Quelle fut la nature exacte des services rendus à la Résistance ? Comment, à la Libération, parvint-il à passer entre les mailles de l'épuration puis à gommer, plus de trente-cinq ans durant, son passé ? Voici les vrais défis que l'administration de Vichy pose aux historiens. Mais à ces questions-là M. Papon n'a pas voulu apporter ses réponses.

Les plaidoiries et le réquisitoire devaient avoir lieu mercredi 5 décembre.

DANIEL SCHNEIDERMAN

SPORTS

BASKET-BALL : la France bat l'URSS. – L'équipe de France masculine de basket-ball a remporté une victoire historique mardi 4 décembre à Moscou en battant l'URSS d'un point (85-84) lors d'un match des éliminatoires du championnat d'Europe.

C'est la première fois que les Français battent les Soviétiques en compétition officielle, et aussi en URSS.

SCIENCES

Le congrès inaugural de la Société européenne d'agronomie
L'agriculture au-delà des frontières

Près de cinq cents spécialistes venus de vingt-quatre pays européens, sont attendus au congrès inaugural de la Société européenne d'agronomie (ESA) qui a lieu à Paris du 5 au 7 décembre sous le patronage de la CEE et des ministères français de la recherche et de l'agriculture. Quarante ans après les généticiens et les zootechniciens (1), les agronomes soulignent ainsi la nécessité de dépasser les frontières et de s'organiser à l'échelon européen.

Fondée sous l'impulsion d'un petit groupe de chercheurs de l'Institut national de la recherche agronomique (INRA), l'ESA (association loi 1901) est née du constat que les problèmes rencontrés aujourd'hui par les agriculteurs – qu'ils se trouvent en France, en Bretagne, dans la vallée du Pô ou sur les bords du Rhin – sont sensiblement les mêmes. Optimisation de la production, protection de l'environnement, qualité des produits, gestion de l'espace rural : autant d'objectifs communs à l'ensemble des pays européens, dont la réalisation demandera demain, une véritable gestion de l'agriculture au niveau communautaire.

« Qu'il s'agisse d'expliquer le fonctionnement des peuplements végétaux cultivés, des systèmes de culture ou d'exploitation agricole, les agronomes disposent d'ores et déjà d'éléments de théorie pertinents et utilisables à une vaste échelle », précise Philippe Girardin, directeur de recherche à l'INRA (Colmar) et secrétaire exécutif de l'ESA. Encore faut-il pour cela disposer d'un réseau d'informations, d'une structure permettant le dialogue entre chercheurs et

Retour à la normale sur la navette Columbia. – La bonne humeur est revenue à bord de la navette spatiale Columbia. Après trois jours de travail intense, l'équipage de l'engin a enfin réussi à « rocler » la plate-forme de pontage (LPS) des quatre télescopes embarqués pour cette mission d'observation astronomique de dix jours. Quelques réglages de détail restent encore à faire pour que tout soit parfait, mais la NASA, comme la communauté astronomique, soupire de soulagement car la crainte était grande de voir ce vol voué à l'échec. En effet, au cours des trois premiers jours de la mission, une dizaine d'objets seulement (étoiles, galaxies, etc.) sur les deux cent cinquante prévus avaient pu être observés correctement en mode manuel. – (AFP, UPI.)

Ouverte « à l'ensemble des pays européens, ainsi qu'aux pays non européens qui souhaitent y adhérer », l'ESA, à l'instar de la très puissante société américaine d'agronomie, tentera donc de susciter les contacts internationaux, par le biais de congrès scientifiques et d'une revue européenne spécialisée (2). Afin de permettre une diffusion rapide des progrès de la recherche, elle tentera également de promouvoir la formation continue, sous forme de stages ou d'universités d'été.

Ca. V.

(1) Respectivement réunis par la société Eucarpia pour l'amélioration des plantes, et par la Fédération européenne de zootechnie en ce qui concerne l'élevage.

(2) Edité en langue anglaise, le Journal européen d'agronomie devrait voir le jour début 1992.

une enquête globe et SKYROCK

2001's LA SAISON

voyage dans la capitale du graff, du pump, et du rap.

GLOBE

de décembre

so,
na
ars
rés
à la
s le
ser-
des-
ette
cur-

son
le la
à l'e
a un
cami-

BERG
page 8

Jy PTA
50 S

SOCIÉTÉ

JUSTICE

Devant l'Audiencia nacional de Madrid

L'itinéraire sanglant d'Henri Parot militant basque

Henri Parot, le jeune Français dirigeant présumé du « commando itinérant » de l'ETA, le plus sanglant de ceux ayant jamais opéré au sud des Pyrénées, a été traduit, le mardi 4 décembre, pour la première fois, devant l'Audiencia nacional, la juridiction, siégeant à Madrid, compétente en matière de terrorisme. Cette comparution n'est d'ailleurs que la première d'une longue série, puisque le Français est impliqué dans vingt-huit dossiers judiciaires différents.

MADRID

de notre correspondant

Ce premier procès avait trait plus précisément à l'attentat que Parot s'appropriait à perpétuer lorsqu'il fut arrêté par hasard par les forces de l'ordre (le Monde du 10 avril), lors d'un contrôle de routine sur une petite route andalouse. Il transportait alors dans sa voiture quelque 300 kilos d'explosifs, selon ses propres aveux. Il s'appropriait à placer dans un parking souterrain situé à côté du commandement supérieur de la Garde civile à Séville. Le ministère public l'accuse notamment, à ce propos, de tentative d'assassinat, de tentative d'attentat et d'appartenance à une « bande armée ».

L'air bougon, dans son box à l'épreuve des balles, Henri Parot est visiblement venu avec la ferme intention de défier la justice espagnole. « Il est sourd ou quoi ? », s'écrie-t-il alors que le juge lui demande une seconde fois, avec plus de précision, sa profession. Puis, vient le tour du ministère public. Se refusant à répondre aux questions, l'accusé va, alors, strictement respecter le rituel d'usage suivi par les membres de l'ETA traduits devant l'Audiencia nacional.

Aussi commença-t-il par une brève déclaration liminaire en euskera (« Je ne suis ni Français, ni

Espagnol, je suis Basque »), avant d'affirmer, en espagnol, qu'il avait été torturé par la Garde civile « pendant cinq jours et cinq nuits ». Il entame ensuite, en français cette fois, une harangue sur « la nécessité d'ouvrir une négociation politique avec l'ETA comme seule solution ». Le président du tribunal l'enjoint de se limiter à répondre aux questions du procureur et, devant l'insubordination de sa requête, décrète l'expulsion de l'accusé, exécutée sans ménagement par la Garde civile. Dans le public, la sœur de Parot crie « tortionnaires ! » et connaît le même sort.

Trente-sept assassinats

Défilent alors à la barre les gardes civils qui ont participé au contrôle. Ils racontent, en termes concordants, les circonstances d'une arrestation aux altures de western, seize balles tirées, deux agents blessés par Henri Parot. Pour le procureur, M. Ignacio Gordillo, qui requiert quatre-vingt-dix ans de prison (la partie civile, de son côté, en demandera près du double), le cas est clair : Henri Parot n'a-t-il pas lui-même reconnu après son arrestation qu'il s'appropriait à réaliser l'attentat de Séville (« trois cents kilos d'explosifs dans un parking situé dans le centre de la ville et à côté d'une grande surface aurait provoqué une véritable catastrophe », souligne le représentant du ministère public) ?

Comme il a reconnu de même l'impressionnante liste d'attentats commis antérieurement : recruté directement durant l'été 1978 par Domingo Iturbe, dit « Txomin » (alors « numéro 1 » de l'ETA) pour former avec d'autres Français un véritable « commando d'élite » de l'organisation, il accumulera lors de ses tentatives réussies, en onze ans et demi, pas moins de vingt-sept assassinats, dont ceux de six enfants et trois femmes, souligne le procureur, pour qui « Henri Parot n'est venu en Espagne que pour tuer ».

M. Gordillo s'attache par ailleurs longuement à démenter les accusations de tortures lancées par Parot. Il souligne qu'à partir de son arrestation un avocat, désigné d'office, a assisté à tous les interrogatoires de l'accusé, et que ce dernier a été examiné pratiquement tous les jours par un médecin légiste différent. Le procureur rappelle également que le Français a ratifié devant le juge de l'Audiencia nacional (en présence d'un avocat choisi par lui-même cette fois) ses premières déclarations à la Garde civile, sans faire aucunement état de mauvais traitements. Ce n'est que postérieurement, lors de la visite à Madrid du juge français Gilles Bouloque venu l'interroger, qu'il est revenu sur toutes ses déclarations antérieures, affirmant pour la première fois avoir été torturé, conclut le procureur.

Quand vient le tour de la défense, l'avocat, M. Alvaro Reizabal, se contente d'une brève plaidoirie. Il ne nie pas l'appartenance de Parot à l'ETA, mais souligne qu'il a agi en raison de « motivations politiques », comme l'accusé l'a lui-même répété, son objectif étant d'obtenir l'« autodétermination du Pays basque ». M. Reizabal souligne ensuite que le premier rapport sur l'état de santé de l'accusé établi par un médecin légiste fait état de « lésions mineures » sur les bras. Parot étant en parfait état au moment de son arrestation, comme en sont convenus les gardes civils qui l'ont arrêté, il a donc été victime d'une « agression » sur les lieux, assure-t-il. Puis l'avocat, sans s'étendre sur le fond, demande l'acquiescement pur et simple de son client.

Celui-ci est alors ramené dans la salle. Désire-t-il ajouter quelque chose pour sa défense, s'enquiert le président ? « Je ne reconnais pas ce tribunal et je veux sortir d'ici », se contente d'affirmer Parot. Ce dernier sera immédiatement exécuté par la Garde civile.

Le verdict sera connu dans un délai de dix jours ouvrables.

THIERRY MALINIAK

Des immigrés menacés d'expulsion

Le refus de la punition supplémentaire

« J'ai fait des conneries mais je les ai payées. Après cinq ans de prison, il n'y a aucune raison pour que je ne sois pas puni », a déclaré le Corbeu et le Renard à l'école, le sursis un ex-délinquant mûri en France. Et je refuse une justice à deux vitesses. Malgré le véhément du ton, Mohamed Hocine, vingt-huit ans, sait trouver les mots efficaces pour évoquer le « bannissement » que représenterait pour lui une expulsion vers l'Algérie.

Mustapha Nasri, vingt-neuf ans, réfugié, comme Mohamed, dans la clandestinité pour échapper à une notification d'expulsion, très tardive, parle, lui, « d'annulation » pour qualifier cette perspective. A l'âge de seize ans, il est passé directement de la fauconnerie du ton, Mohamed Hocine, à l'olivier de l'émotion, à Villaurbana, aujourd'hui rasé, où il est né, au quartier des mineurs des prisons de Lyon. Aujourd'hui, il affirme être sorti de la délinquance, réinséré, marié, père de trois enfants et, plus que jamais, « Français de cœur ». « Ma vie est ici, pas ailleurs », martèle-t-il.

« Différences de traitement »

Ces deux membres fondateurs du Comité national contre la double peine (1), qui regroupent déjà 120 personnes dans la même situation qu'eux, avaient obtenu, lundi 4 décembre, le soutien de plusieurs organisations ou personnalités pour tenir une conférence de presse à Lyon. En dénonçant « le racisme de la loi Pasqua que Pierre Joxe continue peu ou prou de faire appliquer et qui remet en question les catégories protégées de l'expulsion : parents d'enfants français, jeunes nés en France ou venus avant l'âge de dix ans, etc. », certains intervenants, parmi lesquels le Père Christian Delorme et le pasteur Jean Costil, représentants de la CIMADE, ont réclamé

l'abrogation de mesures « discriminatoires et donc sources de tension et de marginalité ».

M. Djida Tazdait, présidente des Jeunes Arabes de Lyon et bannière (JALB) et député au Parlement européen, a estimé, quant à elle, que « lorsque des différences de traitement passent par les institutions, ça s'appelle de l'apartheid ». Elle a en outre indiqué qu'un rendez-vous avait été pris avec le ministre de l'Intérieur, pour le 10 décembre, et qu'une entrevue avait été demandée au président de la République, mardi 4 décembre, à Bron, dans la banlieue est de Lyon. « Le président a reçu les lycéens mais jusqu'ici les jeunes des banlieues n'ont été reçus par personne », a souligné la présidente des JALB, qui voudrait rappeler à M. Mitterrand les propos qu'il a tenus, le 9 janvier 1989, lors des Assises nationales sur les nouvelles solidarités : « Ceux qui commettent la faute, par voie de délinquance, de s'écarter des intérêts de notre pays, doivent subir la loi que subissent tout Français dans la même situation, mais non point avec une exclusion supplémentaire ».

ROBERT BELLERET

(1) 40, rue de Malte, Paris 11.

ÉTATS-UNIS : record de meurtres à New-York depuis le début de l'année. — Plus de deux mille meurtres, soit une moyenne de six par jour, ont été commis à New-York depuis le début de l'année : hausse record mise par la police sur le compte d'un trafic d'armes florissant. Samedi et dimanche dernier, le week-end des 1^{er} et 2^e décembre, sept personnes ont été tuées en l'espace de sept heures, dont deux hommes tués par des voleurs qui en voulaient simplement au tueur de leurs compagnes, et une vieille dame mortellement touchée par une balle perdue. — (AFP)

Selon « le Canard enchaîné »

M. Camille Cabana aurait bénéficié des faveurs de la Cogedim

Selon l'hebdomadaire le Canard enchaîné daté du 5 décembre, M. Camille Cabana, adjoint à l'urbanisme à la mairie de Paris, aurait bénéficié des faveurs de la société immobilière, Cogedim, dont le dirigeant, M. Michel Maurer, a été inculpé et écroué dans une affaire de fausses factures (le Monde du 1^{er} et du 4 décembre).

En 1987, l'Élu aurait réservé un atelier d'artiste de 67,3 m² pour la somme de 2,65 millions de francs dans un immeuble de luxe construit par la Cogedim rue Malher, dans le septième arrondissement de Paris. Transformé en duplex, l'appartement, d'une surface atteignant les 136 m², aurait dû être vendu, selon le Canard enchaîné, entre 7 et 8 millions de francs. Interrogé par l'hebdomadaire, M. Cabana dément tout traitement de faveur, en indiquant qu'il a payé les travaux de transformation de son appartement pour une somme de 2,1 millions de francs, un montant qui ajusterait le prix de revient de cette opération immobilière au niveau des tarifs habituellement pratiqués par la Cogedim.

« Petite fleur »

« Il me reste 300 000 F à payer : lundi soir ce sera réglé car je ne veux pas voir mon nom mêlé à de sombres histoires à cause d'une petite fleur que m'a faite la Cogedim », a déclaré le 30 novembre M. Cabana au Canard enchaîné. Ces révélations interviennent au moment où la prestigieuse société immobilière est soupçonnée d'appartenir à un réseau de fausses factures associant de nombreuses entreprises du bâtiment et des travaux publics en Ile-de-France et dont le montant dépasserait les 500 millions de francs selon une estimation policière.

Pour « manquement à la déontologie »

Le directeur des polices urbaines de l'Hérault est suspendu

Visant un commissaire divisionnaire de cinquante-huit ans, patron des polices urbaines de l'Hérault depuis 1980, la suspension de M. Christian Fourès, à trois semaines de son départ en retraite, revêt un caractère symbolique évident. Elle fait suite à une tentative d'intervention « personnelle » de M. Fourès, qui, mardi 27 novembre, avait demandé à être reçu au ministère de l'Intérieur par le directeur des libertés publiques et des affaires juridiques : le commissaire avait alors plaidé la cause d'un « ami » espagnol désireux d'installer dans l'Hexagone des jeux de hasard interdits par la législation française.

Jugeant cette intervention excessive, la direction générale de la police nationale a prononcé, vendredi 30 novembre, la suspension du fonctionnaire pour « manquement à la déontologie policière ».

S'il n'a jamais été l'objet ni d'une condamnation pénale ni d'une sanction administrative, M. Fourès avait cependant été dernièrement mis en cause lors d'une procédure civile concernant le troc immobilier entre des terrains nimois appartenant à sa famille et la résidence montpelliéraine d'une personne alors hospitalisée, M. Wagrenier. S'estimant floués par une convention signée par le commissaire avec une personne sur le point de décéder, les héritiers de M. Wagrenier avaient déposé plainte devant le tribunal de Montpellier et l'échange immobilier avait été annulé par la justice.

Prenant sa retraite fin décembre, M. Fourès postulait à la direction de la sécurité des Jeux méditerranéens, une manifestation sportive organisée par le conseil régional de Languedoc-Roussillon en 1993.

E. In.

ÉDUCATION

Les lycéens insatisfaits du projet de décret sur les droits des élèves

Présenté officiellement lundi 3 décembre au Conseil supérieur de l'éducation, le projet de décret relatif aux droits et obligations des élèves des établissements du second degré (lycées et collèges) a provoqué une réaction très vive de la Fédération indépendante et démocratique lycéenne (FIDL). M^{me} Delphine Batho, présidente de l'organisation lycéenne, a souligné, mardi 4 décembre, que « ce texte ne correspond absolument pas aux engagements pris par le ministre de l'éducation et consignés par écrit lors de la table ronde du 16 novem-

bre. Le projet de décret ne mentionne même pas le droit d'association ».

Quant aux droits de réunion et d'affichage, ils sont soumis, pour leur mise en œuvre, aux décisions des chefs d'établissement. La FIDL demande donc à M. Jospin de « revoir entièrement sa copie », avant la réunion du Conseil supérieur de l'éducation qui doit examiner le texte le 19 décembre prochain.

Lire également le Monde Éducation

CULTURE

Le « No comprendo » des Rita Mitsouko

Un nouveau spectacle qui prend tous les risques. Intelligent et déconcertant

Que deviennent les Rita ? Ils sont avares de nouvelles, ils ne veulent pas sortir des albums comme d'autres publient des bulletins de santé. Depuis Marc et Robert le dernier « vrai » disque sorti en 1988, Fred Chichin et Catherine Ringer ont commis *Re un* — magnifique — disque de remixes de leurs plus grands tubes, des vidéos souvent splendides. Mais ils ont beau travailler sans cesse, ceux qui les aiment ne retiennent que leurs absences.

Mardi soir 4 décembre, à la Cigale, pour la première du nouveau spectacle des Rita Mitsouko, au moment où cette absence devait s'effacer, un joli mélange d'esprit et de sensibilité. Ils existent sur disque, à l'écran ou sur les scènes passées, et un groupe qui avait décidé de tout essayer pour ne pas faire un concert de rock. Dans le rôle du semeur de zizanie, un virus qui avait cassé la voix de Catherine Ringer. Cela dit, on a déjà vu des publics se plier devant des chanteurs aphones, comme devant des jongleurs maladroits. L'hérésie des Rita va plus loin, du coup, la perplexité du public aussi.

En deux fois une heure, Chichin et Ringer ont joué peu de chansons, une quinzaine. Et, à l'exception d'un *Andy* sérieusement ravalé, aucun tube. Pas de *C'est comme ça*, de *Marcia Baila* ou de *Petit train*. Sur l'autre versant de leur répertoire, ils vont chercher des titres. *Tongue Dance*, *Jalousie*, *Petite fille princesse*, et leur font de drôles de choses.

Un spectacle conceptuel

D'abord, la scène ressemble à son contraire, à un studio d'enregistrement. Enchevêtrement de câbles, étalages de synthétiseurs et, en haut, une console de mixage. D'habitude, la console qui mène les retours destinés aux musiciens est dissimulée en coulisse, pendant que celle qui traite le son pour la salle est en face de la scène. Ici, une seule console, un seul son pour tout le monde, dispensé par

un musicien (surtout pas un technicien) qui fait partie du groupe.

En ce premier soir, ce son n'était pas parfait, mais immédiat, sans autres artifices que ceux qu'y mettaient les musiciens, pas très puissants, mais précis, fabriqué sous nos yeux. Et comme le principe de base du spectacle (le même que celui des remixes de *Re*) était de faire durer les morceaux jusqu'à ce que leur substance soit épuisée, on avait tout le temps d'entendre, de voir, des choses étonnantes. Les Rita ont décidé de jouer avec la technologie numérique, pas de s'en servir pour faire croire qu'ils peuvent jouer leurs disques note pour note. Les apparences se désintègrent : Catherine Ringer chante (ou parle ?) dans un micro pour produire un solo de synthétiseur, les claviers font la guitare rythmique pendant que la guitare fait l'orgue. A ne pas confondre avec un stand de démonstration au Salon de la musique : les chansons — ce qu'il en reste — s'organisent en une économie rigoureuse, celle de la danse. La programmation informatique est là pour créer les espaces où naissent les surprises et les faux pas. Ce spectacle éminemment conceptuel devrait s'écouter dans son état actuel, avec les pieds, sans jamais perdre la scène de l'œil.

Il s'y passe de drôles de choses. L'absence de mise en scène, l'atmosphère comme au studio est une trompe-l'œil, comme les éléments de décoration de boîtes de nuit qui dissimulent l'espace sur scène. Il reste la place de Catherine Ringer. Pour la première elle a dansé, plus que chanté. La bronchite chassée, c'est elle qui peut (qui doit, strictement) sauver ce spectacle courageux et intelligent de la froideur, ramener la salle à de meilleurs sentiments, et donner chair à une idée brillante.

THOMAS SOTINEL

► La Cigale, 120, bd de Rochechouart Paris 75018, 20 h 30. Location : FNAC, Virgin Mégastore.

Le voyage baroque de Julien Clerc

Obéissant aux directives de l'Américain Phil Ramone, déjà responsable de son dernier album (*Fais-moi une place*), Julien Clerc offre au Zénith l'image d'un quadragénaire tranquille, en accord avec lui-même, presque fataliste. Il renoue avec les mélodies lyriques de ses débuts, retrouvailles heureuses qui s'ouvrent d'ailleurs par une de ses premières chansons, *le Cavalier* (« J'aurai enfin tous les courages. Ce sera mon héritage »).

Julien Clerc la chante au piano, sans autre accompagnement. Faisant l'impatte sur sa période rock, et sans l'ombre d'une nostalgie, il fait suivre une série d'anciens succès (*de Niagara à la Chama*), qui s'intègrent naturellement aux nouvelles chansons écrites avec David Mc Neil, comme ce voyage « sans tickets

ni bagages sur des échafaudages », avec Thierry Séchan (*Filles du feu*) et avec Jean-Claude Vannier (*le Chienfant*). Dès lors, Julien Clerc peut assembler, à travers les chansons, les morceaux d'une aventure qui a toutes les apparences d'un long voyage un peu baroque.

Le concert est réussi, sans grande machinerie ni tape-à-l'œil technique. Avec seulement un plateau mobile, un immense miroir suspendu derrière le chanteur, de l'ingéniosité et de la sobriété dans le traitement des lumières. Sur le plateau du Zénith, Julien Clerc offre son spectacle le plus émouvant.

CLAUDE FLÉOUTER

► Le Zénith, à 20 h 30. Jusqu'au 9 décembre. Tél : 42-08-60-00.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde DES LIVRES

Le Monde ÉDITIONS

La bibliothèque imaginaire du Collège de France

Préface de Frédéric Gaussen

EDUCATION

Isabelle, Joël, Manuel et les autres...

Etudiants en colère en 1986, conseillers des princes quatre ans plus tard.
Les animateurs du mouvement anti-Devaquet ont brûlé les étapes de la politique

UNE génération chasse l'autre. Ce n'est pas l'un des moindres paradoxes du mouvement récent des lycéens : ils ont consacré l'installation sur la scène politique et dans les aléas du pouvoir de leurs aînés de 1986, les étudiants en colère contre le projet Devaquet.

C'était il y a tout juste quatre ans, le 4 décembre 1986. Plusieurs centaines de milliers d'étudiants et de lycéens défilèrent depuis le début de l'après-midi entre la Bastille et les Invalides. Tandis que l'esplanade se remplissait, un petit groupe parlementaire laborieusement à l'entrée de la rue de Grenelle avec les forces de l'ordre qui protégeaient les abords des ministères. Ils sont une quinzaine, désignés par la « coordination » au terme de dosages compliqués, pour aller rencontrer MM. Monory et Devaquet, ministres de l'éducation et de l'enseignement supérieur.

Les trublions au ministère

Il y a là, pour n'en citer que quelques-uns, David Assouline, de Jussieu, Joël Carreiras, de Nanterre, Isabelle Thomas, de Villestaneuse, Christophe Borgel, de Lyon, Sylvie Sherer, de Dijon, Isabelle Martin, de Paris-1 ou Daniel Cabieu, de Caen. Ils finiront par atteindre les lambris du ministère, rencontrer leurs interlocuteurs, demander le retrait du projet de réforme de l'Université et sortir moins d'une heure plus tard en annonçant l'échec de ce dialogue de sourds.

Non loin, près du quai d'Orsay, Alain Baur n'a pas renoncé à sa cravate et à son pardessus — une singularité à l'époque — pour tenter de maintenir la liaison avec les responsables de la police. Philippe Darrail lance un appel au calme quand éclatent les premières grenades lacrymogènes, et Philippe Campia-

chi exhorte ses camarades à « former des chaînes » dès les premières charges des forces de l'ordre.

Quatre ans plus tard, le 12 novembre dernier, les rôles ont été redistribués. Par un de ces étonnants clin d'œil de l'Histoire, les trublions d'hier sont dans les palais nationaux, anxieux du déroulement et des dérapages de la grande manifestation lycéenne qui a emprunté à peu près le même parcours pour clamer le ras-le-bol des « bahuts pourris ». Quand une délégation d'élèves entre à l'hôtel Matignon pour rencontrer M. Lionel Jospin, ministre de l'éducation nationale et premier ministre par intérim, qui est à ses côtés, parmi d'autres ? Joël Carreiras, membre de son cabinet depuis plus d'un an ; le même qui, en décembre 1986, s'était glissé dans la délégation étudiante chez M. Monory. Membre suppléant du comité directeur du Parti socialiste entre le congrès de Lille (1987) et celui de Rennes (1990), il travaille depuis plus d'un an au cabinet du ministre de l'éducation nationale, où il s'occupe notamment des problèmes étudiants.

Et lorsque les lycéens, toujours le 12 novembre dernier, s'installent dans le jardin d'hiver de l'Élysée pour exposer leurs inquiétudes au président de la République, qui est à ses côtés pour faire la démonstration qu'il est, comme il y a quatre ans, « en phase » avec la jeunesse ? Isabelle Thomas, porte-drapeau des lycéens généraux étudiants de la Seine-Saint-Denis, département où elle s'est présentée sans succès lors des législatives de juin 1988.

La galerie de portraits ne serait pas complète si l'on ne mentionnait Manuel Valls, que l'on pouvait croiser dans les antichambres de Matignon au moment où le premier ministre recevait les lycéens, fin octobre, pour leur annoncer une première série de mesures budgétaires. Certes, il n'était plus étudiant en décembre 1986 et avait déjà entamé une carrière politique comme conseiller régional d'Ile-de-



France. Mais il avait attentivement suivi le mouvement au côté de ses inséparables camarades Alain Baur et Stéphane Fouks, des Clubs Forum (Jeunes rocardiens).

Des jeunes gens pressés

Il n'a d'ailleurs pas perdu son temps depuis : attaché parlementaire puis membre du cabinet de M. Rocard depuis 1988, adjoint au maire d'Argenteuil en 1989, membre suppléant du comité directeur du Parti socialiste depuis cette année et premier secrétaire de la fédération du Val-d'Oise du PS.

pressé, à l'image d'une bonne partie des animateurs du mouvement étudiant de 1986. Car, à défaut d'y voir clair sur son projet et son avenir, le Parti socialiste peut au moins se targuer d'une indéfectible réussite au cours des dernières années : avoir su intégrer à toute allure cette génération de militants étudiants.

Les premiers remerciés pour leur activisme ont été les deux « parvenus » du mouvement de 1986 : Jean-Christophe Cambadélis et Julien Dray. Le premier, président de l'UNEF-ID entre 1980 et 1984, avait choisi, début 1986, de quitter le minuscule Parti communiste internationaliste (PCI) pour rejoindre, avec militants et bagages, les terres plus vastes du PS. Quelques mois plus tard, le mouvement anti-Devaquet lui donne l'occasion, en coulisse, de faire la démonstration de l'efficacité de ses troupes et de nouer des liens étroits avec Lionel Jospin, premier secrétaire du PS à l'époque.

Fondateur de SOS-Racisme avec Harlem Désir, Julien Dray, de son côté, avait rejoint les socialistes dès 1982. En 1986, il suit attentivement le déclenchement du mouvement dans son ancienne fac de Villestaneuse, comarque énergiquement Isabelle Thomas et les étudiants proches de SOS-Racisme, et n'hésite pas à assister aux coordinations. Depuis 1988, MM. Cambadélis et Dray, frères ennemis de toujours, sont tous deux députés, l'un à Paris et Jospiniste, l'autre en banlieue et proche de Laurent Fabius et toujours prêt à affirmer son soutien au président de la République.

Mais, derrière les parrains, c'est toute une génération militante qui a brûlé les étapes. Philippe Darrail, président de l'UNEF-ID en 1986, avait efficacement accompagné le mouvement en liaison directe avec MM. Cambadélis et Jospin. Et lorsqu'il quitte le syndicalisme étudiant

au printemps 1988, c'est pour entrer directement au Parti socialiste et faire ses classes sous la houlette d'Henri Emmanuelli, numéro deux de la rue de Solferino, avant d'être nommé député général du parti. Candidat aux municipales de 1989 à Provins (Seine-et-Marne), contre M. Alain Peyrefitte, il dirige, depuis, le groupe socialiste minoritaire au conseil municipal. Claire Dufour n'a pas attendu beaucoup plus longtemps pour arriver sur le devant de la scène. Active dans le déclenchement de la grève à Nanterre en novembre 1986, elle devient secrétaire générale de l'UNEF-ID en 1989 et continue à militer au Mouvement des jeunes socialistes. Jeune, femme et fidèle jospiniste, elle est bombardée, lors du congrès de Rennes au printemps dernier, membre du comité directeur et du secrétariat du Parti socialiste, chargée des droits de l'homme.

Passage de relais

Jeune, femme et proche de Julien Dray, Thaima Samman est longtemps restée un peu dans l'ombre d'Isabelle Thomas, à l'université de Villestaneuse. Assistante parlementaire du député fabiusien Claude Bartolone depuis l'automne 1989, membre du bureau exécutif de la fédération socialiste du Val-d'Oise, elle s'est longtemps occupée, pour SOS-Racisme et à l'UNEF-ID, de l'action auprès des lycéens et a sérieusement épaulé, depuis deux ans, la Fédération indépendante et démocratique lycéenne (FIDL). A ce titre, elle a suivi en coulisse mais avec beaucoup d'attention la coordination lycéenne animée par la FIDL en octobre-novembre dernier.

GÉRARD COURTOIS
Lire la suite page 16

Les lycéens picards dans la cour des grands

Réuni le 28 novembre, le conseil régional des jeunes de Picardie est le premier du genre.
L'expression des lycéens n'échappe pas aux intérêts politiques.

LES lycéens picards sont de vrais coqs en pâte. La région, qui affiche haut et fort sa « priorité absolue au lycée » et qui dépense sans compter pour construire, réhabiliter et aménager leurs établissements, les convie, de surcroît, à donner leur avis et à soumettre des propositions. Trois fois par an, cent quinze jeunes lycéens, représentant l'ensemble des établissements publics et privés des trois départements de Picardie (l'Oise, l'Aisne et la Somme), s'éparent, pendant quelques heures, des fauteuils et des micros de l'imposante salle du conseil de l'hôtel régional d'Amiens et débattent, comme des grands, d'éducation, de culture, d'aménagement ou de développement. L'opération est conduite, chaque session dure une journée. Des cars viennent chercher les jeunes conseillers dans leurs établissements et les ramènent le soir. Le travail en commission occupe la matinée, une séance plénière a lieu l'après-midi en présence du président du conseil régional, Charles Baur (UDF-PSD), qui dirige les débats, après la photo de famille destinée à la presse locale et un déjeuner très officiel arrosé de Coca-Cola.

Le Conseil régional des jeunes de Picardie est une institution récente (un an tout juste) et une initiative quasiment unique en son genre. Seule la région Bretagne a récemment emboîté le pas à la Picardie en lançant, le 28 novembre, le premier conseil des lycéens de Bretagne.

« Le conseil régional bouge avec les jeunes ! », légèrement démagogique, la formule, mise au point par la dynamique équipe de communication du conseil régional, a servi, fin 1988, de slogan de lancement à la jeune assemblée. Une formule sans ambiguïté : l'équipe de Charles Baur entend bien tirer pour les lycéens le conseil par la région pour les lycéens dans le cadre des lois de décentralisation. Un effort considérable pour la région Picardie arrive en tête pour les dépenses d'éducation, juste après l'Ile-de-France. A la dernière

rentrée, trois nouveaux lycéens ont ainsi ouvert leurs portes, dix ont été agrandis et 135 millions de francs ont été consacrés à des travaux de réhabilitation. Le président Charles Baur peut, sans complexe, comparer les bilans : de 1981 à 1985, l'Etat avait dépensé 55 millions de francs pour la réhabilitation des lycées tandis que la région, depuis 1986, y a consacré des sommes sept fois supérieures (385 millions de francs).

Laborieux débats

Réunis pour la première session de l'année mercredi 28 novembre, les élus lycéens choisis par leurs pairs parmi les députés de classe avaient ne pas savoir précisément ce qu'on attend d'eux. « Ils sont surtout très fiers d'aller passer la journée à Amiens et d'être reçus et écoutés comme des adultes », souligne, désabusé, un proviseur de Beauvais, qui perçoit ce conseil un peu comme un gadget.

Il est vrai que les jeunes conseillers n'ont pas vraiment l'air d'avoir beaucoup préparé la session. On aurait pu penser que l'agitation lycéenne du mois d'octobre leur aurait permis de se faire une idée plus précise du partage des compétences entre Etat et collectivités. Or beaucoup n'ont qu'une idée très floue du rôle du conseil régional. Les débats qui s'engagent dans les cinq commissions où ils sont répartis (développement économique, sport, culture et identité régionale, éducation et formation, aménagement et cadre de vie, problèmes de société) sont plutôt laborieux et pas très animés.

« Nous attendons que vous nous donniez des idées que nous n'avons pas forcément », explique France Mathieu, élue et chargée de l'éducation au conseil régional « adulte », comme disent les lycéens. « On ne sait pas trop à quoi sert le conseil régional et quels sujets on peut aborder ici », réplique une lycéenne d'Amiens. Et les trois animateurs du groupe de se lancer dans un cours d'information civique sur la décentralisation et les compétences des collectivités.

lisation et les compétences des collectivités, tandis que les lycéens prennent des notes. On discutera longuement, par exemple dans la commission éducation et formation, de l'intérêt de mettre en place dans les lycées un tutorat entre bacheliers de seconde et « anciens » de terminale, ce qui dépasse quelque peu le champ de compétences du conseil régional.

Le mouvement lycéen du mois d'octobre ne sera pratiquement pas évoqué au cours de la journée, alors que 4 000 lycéens ont manifesté à peine un mois plus tôt, devant le conseil régional. « Les élèves qui se présentent pour être élus dans ce conseil ne sont pas les mêmes que ceux qui ont manifesté en octobre », souligne le recteur d'Amiens, M. Jérôme Chapuisard, qui précise qu'il n'est « pas engagé personnellement » dans cette aventure, même s'il « n'y est pas hostile ». Le recteur exprime surtout son scepticisme sur la représentativité des cent quinze lycéens censés représenter les « jeunes » de Picardie. Dans cette académie, qui fait partie du groupe de queue pour le taux de scolarisation au niveau du baccalauréat (moins de 47 %), les lycéens sont effectivement bien loin de représenter à eux seuls la jeunesse picarde, même si plus de la moitié d'entre eux sont dans des lycées professionnels.

Les proviseurs inquiets

D'autres réserves sont exprimées. Lors de son lancement, l'opération s'est attiré les foudres de la plupart des proviseurs : « Pour d'une certaine récupération politique », couillait-ils. Un an après, le principe semble accepté un peu comme la rançon à payer pour l'effort financier « considérable » du conseil général pour les lycées. L'octroi à tous les lycées d'une subvention d'équipement de 50 000 francs destinée à créer des salles de détente dans les lycées a été, bien sûr, acceptée par tous, proviseurs et élèves, comme une mesure très positive. Elle a déjà permis d'acheter, dans trente-cinq

lycées publics et privés, magnétoscopes, téléviseurs et canapés et d'améliorer le cadre de vie des internats. Cette initiative est présentée par le conseil régional comme une retombée très concrète des travaux du conseil régional des jeunes. « En réalité, précise-t-on au rectorat, le besoin a été exprimé simultanément au cours des conseils d'administration de plusieurs lycées où s'étaient des conseillers régionaux. L'idée a ensuite été présentée comme une conquête des jeunes eux-mêmes à travers la nouvelle assemblée. »

Le conseil régional des jeunes de Picardie n'est pas autre chose que la mise en musique, très médiatisée, des décisions prises par les élus, insistant ses directeurs. Une chambre d'enregistrement, rien de plus. Et ils font observer que si la Picardie peut se prévaloir de consacrer des sommes importantes aux lycées, elle détient aussi le record des régions pour son budget de communication.

Certaines idées des élus prennent l'institution scolaire carrément à rebrousse-poil. La proposition lancée l'an dernier par le conseil régional des jeunes, immédiatement saisie au bond par Charles Baur et son équipe, d'installer dans chaque lycée un distributeur de préservatifs a rencontré le « veto absolu » du recteur Jérôme Chapuisard, même si certains proviseurs se seraient bien laissés convaincre.

Autre « bourde énorme » commise par les élus : l'invitation lancée aux lycéens d'une grande cité scolaire d'Amiens d'accompagner Charles Baur dans une visite des locaux pendant les heures de cours. « On ne traite pas des lycéens comme on traite des électeurs », bougonne-t-on au rectorat.

De leur côté, les élus régionaux socialistes et communistes ne sont pas conviés à participer à l'animation des sessions et dénoncent le « verrouillage » du système. Chaque commission est animée par trois adultes : un élu du conseil régional, un responsable des services administratifs et un membre du cabinet de

Charles Baur chargé de la communication. Les élus socialistes, qui sont « d'accord sur le principe », fustigent « l'indigence des débats » et l'absence d'autonomie des lycéens au sein de leur conseil. Les élus communistes, de leur côté, distribuent, le 28 novembre dernier, une lettre aux

lycéens s'étonnant que ces derniers n'aient, comme interlocuteurs parmi les élus régionaux, « que les représentants d'un seul groupe politique ». Une initiative qui n'a suscité chez les intéressés qu'un vague agacement et beaucoup d'indifférence.

CHRISTINE GARIN

paru:

LA POLITIQUE DE LA FRANCE

En 132 pages, le panorama de l'action des pouvoirs publics.

Une nouvelle collection du Service d'information et de diffusion du Premier ministre.

Les deux volumes, 100 F.

Mai 1988 - juillet 1989, 60 F.

Avril 1989 - juillet 1990, 60 F.

Diffusion 29, quai Voltaire 75007 Paris

Tél. (1) 40 15 70 00

36.15 ou 36.18 code Docel

Documentation

EDUCATION

REPÈRES

AGRÉGÉS. M^{me} Geneviève Zehring, présidente de la Société des agrégés, vient de réagir aux propositions de réforme du lycée du Conseil national des programmes. Soulignant la « désorganisation » que ne manquerait pas, à ses yeux, de provoquer l'utilisation d'emplois du temps modulaires, elle conteste « l'efficacité pédagogique de telles mesures, qui appelleraient surtout comme un moyen de concentrer des crédits financiers et de mettre en œuvre des formules locales d'enseignement qui diminuent la part d'enseignement obligatoire accordée à chaque élève ».

BREVET DE TECHNICIEN SUPÉRIEUR. Les candidats aux examens de la session 1991 des brevets de technicien supérieur ont jusqu'au vendredi 14 décembre pour déposer leur dossier d'inscription. La date des épreuves écrites et pratiques de l'ensemble des spécialités de BTS sera publiée au Bulletin officiel du ministère de l'éducation nationale du 6 décembre. Elles auront lieu en mai et juin prochains dans la quasi-totalité des cas, à l'exception de l'informatique et de la gestion dont les épreuves débuteront en mars.

DINOSAURE. L'administration de l'éducation nationale n'est pas le « dernier des dinosaures » du service public, a tenu à souligner M. Jospin, vendredi 30 novembre, lors des rencontres nationales sur le renouveau du service public. Avec 4 000 personnes à l'administration centrale pour gérer et animer plus d'un million d'enseignants et de personnels non enseignants, le ministère de l'éducation est en réalité le moins gourmand de tous les ministères. Une part importante de la gestion est déjà décentralisée : celle des enseignants du premier degré, d'une partie des enseignants du second degré, des personnels non enseignants et des maîtres auxi-

liaires, soit au total près de 700 000 personnes. Le ministre de l'éducation a enfin profité de l'occasion pour confirmer qu'il allait prendre, en 1991, de nouvelles mesures de déconcentration de son administration. Il a demandé à l'inspection générale de l'éducation nationale de lui présenter des propositions « sans tabous » avant la fin de l'année 1990.

MONITORAT. Un arrêté du ministre de l'éducation, publié au Journal officiel du 30 novembre, précise les conditions dans lesquelles doivent être organisés les stages prévus dans le cadre du monitorat d'initiation à l'enseignement supérieur. Ces stages, d'une durée de dix jours minimum, sont destinés à apporter aux allocataires moniteurs une formation professionnelle (notamment sur les particularités pédagogiques des disciplines, l'organisation de l'enseignement en France et à l'étranger, l'articulation entre les différents degrés d'enseignement).

TAILLE DES CLASSES. Malgré la très forte augmentation des effectifs, il n'y a pas eu d'élargissement du nombre moyen d'élèves par classe dans le second degré général et technologique en 1989-1990. Tel est le constat surprenant que publie la direction de l'évaluation et de la prospective (DEP) du ministère de l'éducation nationale dans une note statistique. En seconde, même s'il reste élevé (33,6 élèves par classe), l'effectif moyen diminue, et la proportion de classes de plus de 35 élèves passe de 38,2 % à 29,8 %. En première, l'effectif moyen reste stable, mais la proportion de classes de plus de 35 élèves diminue également (de 20,4 % à 18,6 %). Enfin, en terminale, l'effectif moyen augmente très légèrement (de 30 à 30,2), et la proportion de classes de plus de 35 élèves passe de 20,8 % à 21,2 %. (Note d'information n° 90 37, direction de l'évaluation et de la prospective (DEP), ministère de l'éducation nationale, octobre 1990.)

Universités et grandes écoles à l'aune de l'industrie

Un groupe de managers remet, mercredi 5 décembre, à MM. Jospin et Fauroux, un rapport sur les formations d'ingénieurs. Iconoclaste.

« Il y a de la compétitivité de l'industrie française. Au moment où elle s'affirme dans quelques secteurs mais doit faire face à la double menace de la concurrence internationale et du ralentissement économique, notre industrie doit disposer des forces vives plus nombreuses, des formations plus compétitives. » Dans le petit rapport sur « la formation des cadres pour l'industrie », qu'il vient de remettre à ses deux commanditaires, MM. Jospin et Fauroux, ministres de l'éducation nationale et de l'industrie, M. Michel Gouilloud, vice-président de Schlumberger, n'y va pas par quatre chemins.

Entouré d'une commission regroupant quelques-uns des principaux spécialistes de la formation et des ressources humaines des plus grandes entreprises françaises (Thomson, Saint-Gobain, BSN, Renault, Rhône-Poulenc, etc.), il dit tout haut et sans ménagement ce que les chefs d'entreprise ressentent depuis longtemps : les formations supérieures françaises de cadres techniques pour l'industrie ne sont pas assez souples de diversité, de qualité et de productivité. Il serait donc temps que l'Université et les grandes écoles sortent de l'étroitesse de leurs « habitudes culturelles » pour mieux répondre à la demande des recruteurs. Quel meilleur moyen d'y parvenir, interroge le rapport Gouilloud, que d'appliquer un tant soit peu les critères d'efficacité du monde industriel ?

Cette volée de bois vert ne s'embarrasse pas d'un long diagnostic. La pénurie de jeunes ingénieurs français a été suffisamment décrite et analysée depuis deux ans, dans le rapport du Comité national pour le développement des grandes écoles (le Monde du 5 janvier 1989) puis dans le rapport de Bernard Descomps (le Monde du 21 juillet 1989), pour qu'il soit nécessaire d'y revenir. En revanche les experts de l'industrie s'attardent davantage sur

les faiblesses qualitatives de notre système de formation. Ainsi, la diversité des formations d'ingénieurs (177 écoles ou universités) leur semble « plus apparente que réelle » car « toutes les études scientifiques et techniques sont dominées par le modèle des grandes écoles précédées de classes préparatoires ». Or les programmes de ces dernières, calqués sur les concours de Polytechnique et de Normale Sup., « demeurent bien loin des préoccupations, selon le rapport Gouilloud, de véritables défis : « L'industrie y perd des cadres matures par des vocations précieuses : les individus doués mais peu adaptés aux programmes de classes préparatoires y perdent une égalité des chances ».

Deuxième grief : la faible productivité du système de formation. « Le gaspillage le plus visible » résulte de redoublements trop nombreux ou de changements d'orientation qui entraînent « une usure, on appellerait des « en-cours » excessifs ». Autre exemple de gaspillage : la faiblesse du management des établissements d'enseignement supérieur. Et les entrepreneurs du groupe Gouilloud de faire remarquer, par exemple, « les délais aberrants nécessaires pour appliquer une décision : trois mois pour rembourser des frais de déplacement, six mois pour mettre à jour le salaire d'une personne nommée à un nouveau poste ».

Qualité, diversité, productivité

Les recommandations du rapport sont à la mesure de ces critiques. Pour accroître la diversité des profils de formation des futurs cadres techniques et dirigeants de l'industrie, il conviendrait, sans hésitation, de diversifier les modes de recrutement des étudiants. Les concours ne sont pas le meilleur moyen, notamment, de développer les capacités expérimentales. « La sélection des candidats sur leur dossier et une entrevue, c'est donc le moyen de choisir pour identifier les talents rebelle par les concours classiques ».

Pour les mêmes raisons, « il est inadmissible, estime le rapport, que si peu de nos meilleurs lycéens scientifiques, devenus ingénieurs, ne fassent pas de recherche. C'est inadmissible pour la formation de ces jeunes. C'est aussi pour la compétitivité de notre recherche ». L'immersion dans un laboratoire de recherche devrait donc s'effectuer le plus tôt possible après l'entrée dans l'enseignement supérieur, « dès la deuxième année dans les écoles d'ingénieurs ».

POINT DE VUE

Lycées vivables ou lieux de vie ?

Sous couvert d'une grande sollicitude pour les professeurs « déconsidérés, humiliés », un petit groupe d'« écrivains-enseignants » bien connus des plus respectables médias donne de la situation dans l'enseignement secondaire une image désolante que les actuels projets de réforme visent à rendre pire encore (« Souvenez-vous des professeurs », le Monde daté 25-26 novembre).

On reste pantois devant les amalgames dont ils usent, l'absence de rigueur et la méconnaissance de la réalité scolaire dont ils témoignent. A la vérité, ce sont eux qui déconsidèrent les professeurs, lesquels font face aux problèmes — sans doute difficiles — posés par l'évolution de la population scolaire et tentent de les résoudre.

D'où les signataires de ce texte tiennent-ils que les professeurs sont « transformés en animateurs socioculturels » ? Qui veut donc introduire la « culture hip-hop » dans les établissements ? Tant notre pratique quotidienne dans les établissements scolaires bien divers, qui vont du collège de banlieue à très forte population étrangère au lycée de centre-ville, que les études (sérieuses) de ce qui se passe dans les classes montrent que le souci des enseignants est bien de « vaincre les handicaps », de munir les élèves des « savoirs et savoir-faire indispensables pour être libres et s'orienter dans la vie ». La grande malhonnêteté de ce texte est de faire l'impasse sur les moyens d'y parvenir avec une population d'élèves dont les signataires n'ont d'évidence pas l'expérience : le couple « pédagogie-démagogie » leur sert de repoussoir et d'argument final.

Cette fois-ci, c'est l'idée de lieu de vie qui excite leur mépris. Faut-il leur apprendre que dans les établissements de banlieue où existent ces « lieux de vie » que sont le

Pour les industriels la qualité des formations est le deuxième « impératif catégorique ». Cela suppose de « redéfinir la nature des formations », de développer très sérieusement la part de « travail actif », des étudiants (stages, projet, recherche), de « repenser l'enseignement des mathématiques en fonction de l'usage qui en est fait », et d'en alléger le poids dans les programmes de classes préparatoires. Mais le rapport Gouilloud n'esquive pas le problème-clé, notamment pour les formations universitaires : le découragement et l'échec en premier cycle. Cet autre gaspillage résulte de manque d'« encadrement personnalisé ».

Financement des études par les étudiants

Pour tenter de résoudre le problème, M. Gouilloud n'y va pas par quatre chemins. « Il faut, dit-il, améliorer la productivité de l'enseignement supérieur. Cela suppose en premier lieu une meilleure gestion du temps de formation des étudiants » et une entrée plus rapide dans la vie active. Il est donc suggéré d'étudier la possibilité de décerner des diplômes d'ingénieurs en quatre ans. « Il existe là, souligne-t-il, un énorme potentiel d'amélioration ».

Pour améliorer la productivité, il propose également d'organiser un brassage en profondeur des enseignants, des chercheurs et des professionnels et de créer un corps enseignant hétérogène. Ainsi une partie des cours dispensés dans les écoles

d'ingénieurs sont très proches de ceux dispensés à l'université : « L'enseignement en commun doit être encouragé ». De même devrait être systématiquement favorisée la constitution de pôles d'équipements scientifiques, « appuyés par un effort des entreprises », dans un certain nombre de villes universitaires.

Enfin le rapport Gouilloud juge nécessaire, au terme de « débats très animés », de remettre sur le tapis la question de la participation des étudiants au financement de leurs études. « Quels que soient les gains de productivité, au bout du compte les exigences de la compétitivité rejoignent celles de la qualité et de la diversité pour imposer des efforts financiers accrus, notamment dans les filières universitaires. Le financement uniquement par l'impôt des études supérieures « techniques » et techniques n'est pas indéfiniment viable ». Il est donc proposé que les étudiants contribuent « substantiellement » à leurs études en contractant des emprunts garantis par l'Etat, en bénéficiant de bourses gérées par les établissements, en éliminant toute restriction au droit de gagner de l'argent pour les boursiers. Le rapport estime cependant nécessaire de maintenir la gratuité des études pendant les deux premières années universitaires. La « dynamique de progrès » du groupe de managers risque, on le voit, de ranimer de nombreux débats.

G. C.

Isabelle, Joël, Manuel...

Suite de la page 15

Son alter ego dans l'autre coordination, regroupant jeunes communistes, trotskistes et socialistes du courant Chevènement, fut Didier Leski. Militant lycéen, à l'extrême gauche en 1976, un peu en décalage au début des années 80, il rebondit sur le mouvement étudiant de 1986 et parvient à donner quelque consistance au secteur « jeunes » du courant Socialisme et République du PS. Le mouvement lycéen de 1990 lui redonne des ailes : c'est lui qui, par l'intermédiaire de quelques-uns de « ses », lycéens, lance l'idée de faire aboutir la manifestation du 12 novembre à l'Elysée.

Sans pousser aussi loin leur engagement, beaucoup d'autres acteurs de 1986 sont restés des militants actifs, au PS ou à l'extrême gauche. David Assouline, par exemple, éternel cow-boy solitaire de la révolution. Maître auxiliaire dans un lycée parisien, il a rejoint la direction de la Ligue communiste révolutionnaire et a suivi, d'un œil connaisseur, la plupart des manifestations lycéennes de ces dernières semaines. Christophe Borgel et Philippe Campinchi ont gravi les échelons de l'UNEF-ID. Le premier comme président, le second comme secrétaire général. Sylvie Shérer, toujours à la direction du syndicat étudiant, est pionne à Dijon où elle militait activement pour le courant de Jean Popereau. Daniel Cabieu a quitté la famille trotskiste pour rejoindre le PS. Vacataire à l'université de Caen, il s'efforce de renforcer dans le Calvados la présence du courant de Julien Dray. Luis Ferrari, le Toulousain, est resté, lui, dans la mouvance communiste. Surveillant dans un collège du Sud-Ouest, il siège, à ce titre, à la direction du SNES (Syndicat national des enseignants du second degré).

Quand à Alain Bauer, conseiller tout terrain du président de l'UNEF en 1986, il prodigue aujourd'hui son entente et ses relations à M. Pellerin, président-directeur général de la SARI, grand promoteur immobilier de la Défense et autres lieux.

Reste la petite troupe des militants reconvertis dans la presse et la communication. Sylvia Zappi, journaliste à l'Etudiant, Emmanuel Faux à Europe 1, Xavier Villepint au groupe Médias ou Stéphane Wainich qui a créé une entreprise de sondages, à l'image de Stéphane Fouks, entré au groupe publicitaire RSCG. Si l'histoire venait à se répéter, les animateurs du mouvement lycéen de 1990 ont donc leur voie toute tracée : la politique ou les médias devraient leur tendre les bras !

GÉRARD COURTOIS

DEVENEZ L'HEUREUX PERE NOEL D'UN ORPHELIN ROUMAIN !



En offrant à un petit orphelin roumain son premier cadeau de Noël, vous lui apporterez une marque d'amour, de réconfort, une formidable espoir dont il se souviendra toute sa vie.

Grâce à votre don, son cadeau contiendra le minimum vital : produits alimentaires, vêtements chauds, affaires de toilette, matériel scolaire, et un merveilleux jouet de Noël.

Si vous pouvez lui écrire un petit mot chaleureux sur une carte de vœux, nous pourrions le joindre au cadeau qui lui sera offert de votre part.

Agissez avec nous sans plus attendre, pour que cette fête de Noël soit aussi le Noël des orphelins roumains.

Merci de tout cœur !

Solidarités Roumanie OPERATION NOEL ORPHELINS ROUMAINS

OUR, je souhaite faire un cadeau de Noël à un orphelin roumain. Ma carte de vœux sera jointe au colis de l'enfant. Je verse, par chèque bancaire ou postal, à l'ordre de Solidarités Roumanie, la somme de :

☐ 100 F ☐ 200 F ☐ 300 F ☐ 500 F ☐ Autre _____

Je recevrai un certificat de déductibilité fiscale et une lettre d'information du cadeau offert.

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

A envoyer à : SOLIDARITÉS ROUMANIE 19 rue Daviel 75013 PARIS TEL. (1) 45 88 33 22

Solidarités Roumanie, association humanitaire selon la loi de 1901, apporte son soutien aux orphelins roumains depuis décembre 1989.

THE AMERICAN UNIVERSITY OF PARIS

Préparation au TOEFL

début cours : 17 janv. date d'examen : 8 fév. 1991

Préparation au GMAT

début cours : 19 janv. date d'examen : 16 mars 1991

American Language Institute

BP. AL-38 34, avenue de New-York

75116 Paris. Tél. 47-20-44-99

AGENDA

CARNET DU Monde

Naissances

Patricia et Philippe BAS
partagent avec
Camille-Marie, Pierre
et Anne-Charlotte,
la joie d'annoncer la naissance de
François,
le 3 décembre 1990 à Dakar.
BP 6314 Dakar,
Sénégal.

Victoria LIS,
Philippe
LEMARCIAND-GOETSCHER,
et leurs parents,
ont la joie d'annoncer la naissance de
Lawrence, Alexandre,
à Paris, le 28 novembre 1990.
2, square des Aliscamps,
75016 Paris.

Décès

Margarita Alexandresco,
Maya Alexandresco,
Odette Grotier,
Stéphane Alexandresco,
se joignent pour faire part du décès de
Mirela ALEXANDRESCO,
survenue le samedi 1^{er} décembre 1990, à l'aurore.
Les obsèques auront lieu le vendredi
7 décembre, à 14 heures, au columbarium
du cimetière du Père-Lachaise.
Cet avis tient lieu de faire-part.

M^{me} Marie-Angèle BERT,
et ses enfants, Cécile, Anne et
Vincent,
ont la douleur de faire part du décès de
M. André BERT,
survenu le 21 novembre 1990.

Gina, Ishaar et Roger David
Djavan,
Claude et Maurice El Maleh,
Dinah et Marc Sougnia,
Zacharie, Elie Jonas et Léo,
ont l'immense tristesse d'annoncer la
disparition de leur mère, belle-mère et
grand-mère.
Lisa DIWAN,
née Khassid,
survenue brutalement le 4 décembre
1990.

La société GECEDE, 20, avenue
du Maine, 75015 Paris,
a le regret de faire part du décès de
M^{me} Lisa DIWAN,
directrice,
survenue le 4 décembre 1990.

Son épouse,
Le docteur Yves Dommartin,
et ses amis,
ont la douleur de faire part du décès de
M^{me} Olga Oly Dommartin,
artiste peintre,
survenue le mercredi 28 novembre.
56790 Larmor-Baden.

PARIS EN VISITES

JEUDI 6 DÉCEMBRE
« Le travail de l'or, des Carolingiens
à la Renaissance », 10 h 30, entrée du
Musée de Cluny, 6, place Paul-Pain-
levé (L'Art et la manière).
« Les Passions sur les barricades »,
12 h 45, 23, rue de Sévigné (Musée
Caroline).
« Goya, l'œuvre gravée », 11 heures
et 13 heures, Musée Marmottan,
2, rue Louis-Bouilly (G. Marbeau-Ca-
non).
« L'Opéra, chef d'œuvre de Charles
Garnier », 13 h 15, hall d'entrée
(G. Roman).
« L'impressionnisme au Musée
d'Orsay », 13 h 15, 1, rue de Belle-
chasse, sous le rhinocéros (Arts et
côtés).
« Année Saint-Bernard : l'église
Saint-Nicolas-du-Chardonnet et le
collège des Bernardins, un couvent
d'origine inconnue », 14 h 30, façade
de l'église Saint-Nicolas-du-Chardon-
net, rue Saint-Victor (Monuments his-
toriques).
« De Saint-Roch aux hôtels de la rue
Saint-Honoré », 14 h 30, musée Tulle-
res (Paris pittoresque et insolite).
« L'histoire des Halles de Paris, du
charnier des Innocents à la Halle au
blé », 14 h 30, 8, rue de la Ferronnerie
(Paris autrichien).
« Le Palais de justice en activité »,
14 h 30, 4, boulevard du Palais
(G. Morle).
« Les appartements d'Anne d'Au-
triche au Louvre. L'enfance de
Louis XIV », 14 h 30, sortie métro
Louvre-Rivoli (G. Houlier).
« Un jardin dans Paris : Château-
brun et l'imprimerie Marie-Thérèse »,
14 h 30, 32, avenue Denfert-Roche-
mau (S. Royon-Korn).
« Hôtels et logis de l'île Saint-
Louis », 14 h 30, sortie métro Saint-
Paul (Régulation du passé).
« L'Opéra, chef d'œuvre de Gar-
nier », 15 heures, dans le hall (D. Bou-
chard).
« Le décor de l'imaginaire, exposi-
tion de peintures panoramiques »

(limité à vingt personnes), 15 heures,
hall du Musée des arts décoratifs,
107, rue de Rivoli (Approche de l'art).
« Le quartier juif du Marais, évoca-
tion de la culture juive dans la syna-
gogue de la rue des Tournelles »,
15 heures, métro Saint-Paul (Paris et
son histoire).
« L'École des beaux-arts et les
salons Louis XVI de l'hôtel de Chi-
may », 15 h 30, 17, quai Maleherbe
(P.-Y. Jastot).
CONFÉRENCES
55, rue des Francs-Bourgeois,
14 heures : « Un moment de perfec-
tion de la joaillerie française, 1910-1930 », par J.-L. Martin du Dar-
foy (Crédit municipal de Paris et d'Ille-
de-France).
270, rue Saint-Jacques, 14 h 30 :
« La femme et l'enfant en islam », par
J.-P. Roux (Clio - Les amis de l'his-
toire).
9 bis, avenue d'Iéna, 15 heures :
« Villages impériaux. Villages Hadriens et
Spartan », par O. Boucher (Anti-
quité vivante).
Cinéma-théâtre, 11, rue Jacques-
Bingen, 15 heures : « Châteaux de la
Renaissance en Normandie », par
S. Saint-Girons (Regards sur l'art de
la Renaissance).
35, rue des Francs-Bourgeois,
18 h 30 : « Le Montparnasse euro-
péen et cosmopolite des années 20
et 30 », par R. Larose (Maison de l'Euro-
pe).
Centre culturel Saint-Thomas-
d'Aquin, 14, boulevard Raspail,
19 h 30 : « La grande aventure de
l'archéologie orientale et biblique »
(diapositives), par C. Arnold
Proche-Orient ancien).
Sorbonne (amphithéâtre annexe),
16 bis, rue de la Sorbonne,
20 heures : « Rencontre avec Marie-
Magdalène Davy et Danyush Shyeg-
yan » (Espace Expression).

M^{me} Paul GATEL,
Jean et Martine Gatel,
et leurs enfants,
André et Colette Chénas,
et leurs enfants,
Jean et Marguerite Robert,
et leurs enfants,
Louis allié et amis,
ont la douleur de faire part du décès de
M. Paul GATEL,
ancien directeur d'école,
survenu le 30 novembre 1990, à
Viennec, à l'âge de soixante-seize ans.
Conformément à ses vœux, son corps
a été remis à la faculté de médecine de
Lyon.
La famille remercie par avance
toutes les personnes qui prendront part
à sa peine.
Cet avis tient lieu de faire-part.

M^{me} Jean MERCIER,
née Germaine Féré,
survenue le 3 décembre 1990, munie des
sacrements de l'Eglise.
Selon sa volonté expresse, l'annonce
de sa mort n'est faite qu'après les obsè-
ques, qui ont eu lieu dans la plus stricte
intimité familiale, en l'église Notre-
Dame-de-Grâce de Passy.
Une messe sera célébrée à son inten-
tion, le vendredi 7 décembre, à
15 h 45, en l'église Notre-Dame-de-
Grâce de Passy.
Ni fleurs ni couronnes, messes et
prières.
Cet avis tient lieu de faire-part.

M^{me} Etienne KOHLER,
née Geneviève Guillea,
le 30 novembre 1990, à Lausanne.
Les obsèques ont eu lieu dans l'inti-
mité de la famille.
18, chemin du Trabandun,
CH-1007 Lausanne,
31, rue Raftet,
75016 Paris.

M^{me} Jacqueline Lioutaud,
et son fils Jérôme,
M. et M^{me} Charles Mira,
M. et M^{me} Yves Mira,
M. et M^{me} Louis Lioutaud,
leurs enfants,
Les familles parentes
et alliées,
ont la douleur de faire part du décès de
M^{me} Paule LIEUTAUD,
née Mira,
survenue le 28 novembre 1990, dans sa
quatre-vingt-unième année.
Les obsèques ont été célébrées dans
l'intimité.

M^{me} Jean MERCIER,
ancien président-directeur général,
administrateur honoraire,
survenue le 3 décembre 1990.
Une messe sera célébrée à son inten-
tion, le vendredi 7 décembre, à
15 h 45, en l'église Notre-Dame-de-
Grâce de Passy.
Ni fleurs ni couronnes, messes et
prières.
Cet avis tient lieu de faire-part.

M. Gérard PINSON,
rédacteur en chef adjoint
à la rédaction nationale de FR 3,
ont la douleur de faire part du décès ac-
cidental de
M. Gérard PINSON,
rédacteur en chef adjoint
à la rédaction nationale de FR 3,
survenu le 3 décembre 1990, à 14 heures, en
l'église Saint-Christophe de Javel, rue
de la Convention (Paris-15).
(Le Monde du 4 décembre).

L'administrateur,
Le conseil d'administration
Et le personnel de la Maison des
sciences de l'homme,
ont le regret de faire part du décès de
Catherine REGNIER,
née Hanté,
survenue le 1^{er} décembre 1990.

Les amis de
Catherine REGNIER,
née Hanté,
ont la grande tristesse de faire part du
décès, survenu le 1^{er} décembre
1990.

On nous prie d'annoncer le décès
de
M^{me} Simone RUNACHER,
professeur honoraire au lycée Fénélon,
survenue à Garches, le 29 novembre
1990, à l'âge de quatre-vingt-un ans.

De la part de
Ses parents
Et amis.
11 bis, rue du Val-de-Grâce,
75005 Paris.

M^{me} Norbert SCHIL,
sa femme,
Julien et Edouard,
et leurs enfants,
M. et M^{me} François Schil,
ses parents,
M. Michel Schil,
son frère,
M. et M^{me} Georges Fromion,
ses beaux-parents,
font part de la mort subite, survenue le
29 novembre 1990, à l'âge de quarante
ans, de
M. Norbert SCHIL,

57 bis, rue Jules-Ferry,
78400 Chateaufort,
22, rue Henri-Heine,
75016 Paris.

M^{me} Josiane Thureau,
son épouse,
Ses enfants
Et sa petite-fille,
Ses parents
Et amis,
ont la douleur de faire part du décès de
M. Gilbert THUREAU,
survenu le 28 novembre 1990, des
suites d'une longue maladie.

Selon la volonté du défunt, il a été
fait don de son corps à la science.
Cet avis tient lieu de faire-part.
1, rue Vernier,
78150 Le Chesnay.

M^{me} André WATELET,
à la poursuite de Paris,
ancien vice-président
du Conseil de Paris,
officier de la Légion d'honneur,
commandeur
de l'Ordre national du Mérite,
chevalier de l'Ordre de Léopold,
commandeur du Nicham Iftikar,
survenu en son domicile, le 3 décembre
1990, dans sa quatre-vingt-dix-septième
année.

La cérémonie religieuse sera célébrée
le jeudi 6 décembre, à 15 h 45, en
l'église Saint-Lambert de Vaugirard,
place Gerbert, Paris-15.
Le présent avis tient lieu de faire-
part.
34, rue Saint-Lambert,
75015 Paris.

Avis de messe
Les amis de
Daniel BOUDINET
se recueilleront au cours d'une messe
célébrée à sa mémoire, le 11 décembre
à 19 h 30, en l'église Saint-Germain-
l'Auxerrois, 2, place du Louvre,
Paris-1^{er}.

Services religieux
A l'occasion de la Journée de
prières pour la paix organisée par Eco-
dom Justice and Peace, nous prions de
la part de la synagogue, 130, Em-
bourg Saint-Martin, le samedi 8 dé-
cembre, à 10 heures et le lundi 10 dé-
cembre, à 18 h 30, au siège de l'association
SOS-La Paix, 9, rue Ambroise-Paré,
Paris-10.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5406
1 2 3 4 5 6 7 8 9
I
II
III
IV
V
VI
VII
VIII
IX
X
XI

HORIZONTALEMENT
1. Fait plus que le vin. - 2. Longue
frontière. - 3. Grand, peut avoir des
rallonges. Est plus grosse qu'un bou-
quet. - 4. Cheuve, en Virginie. Note. -
5. V. Coeur, dans les pays méditerrané-
ens. - 6. Dans Paris. C'est une obligation pour
certains fonctionnaires. - 7. On peut
avoir son grain à l'œil. Utile pour le net-
toyage des « rivières ». - 8. Où il y a
une répartition des cultures. Ne semble
jamais pressé. - 9. A donné son nom à
des peuples. En Belgique. - 10. Qui a
ses vapeurs. Étendue désertique. -
11. Qui en ont plus qu'assez.

VERTICALEMENT
1. Une façon moderne de faire le
ménage. - 2. Un travailleur qui se com-
porte comme un « chien ». Peut devenir
parfait quand il n'y a pas de pression. -
3. Gamin comme des poches de traf-
quants. Pèle, c'est une blonde. -
4. Dans Paris. C'est une obligation pour
certains fonctionnaires. - 5. On peut
avoir son grain à l'œil. Utile pour le net-
toyage des « rivières ». - 6. Où il y a
une répartition des cultures. Ne semble
jamais pressé. - 7. A donné son nom à
des peuples. En Belgique. - 8. Qui a
ses vapeurs. Étendue désertique. -
9. Qui en ont plus qu'assez.

Solution du problème n° 5405
Horizontalement
1. Menteur. - 2. Ecoute. - 3. Ness.
Succ. - 4. Uri. Peine. - 5. Idée. Mer.
- 6. Sém. - 7. Co. - 8. B. - 9. Essenti-
el. - 10. R. B. Beigne. - 11. Dol. Cuir. -
12. Décadence.

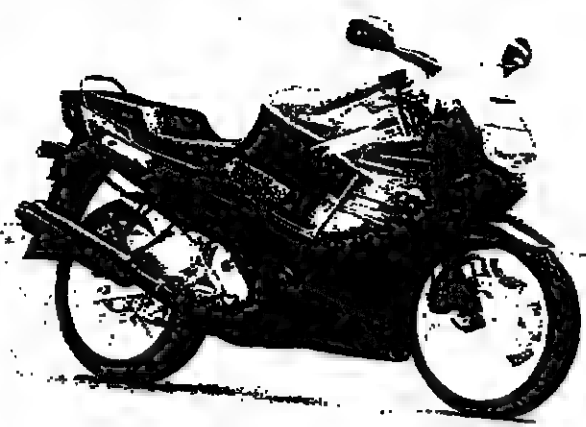
Verticalement
1. Menuisier. - 2. Acarbe. Sade. -
3. Rosières. Oc. - 4. Tus. Ré. Eblé. -
5. Et. Peigne. - 6. Asé. Notice. -
7. Ultime. Igou. - 8. Lune. Bénis. -
9. Décadence.

GUY BROUTY

MOTOCYCLE

Honda CBR 600 F

Elégance et agressivité



On voudrait trouver quelque
reproche à lui faire. Il doit adre-
ment y en avoir. On en ramasse
en effet quelques-uns sous les
dents serrées du peigne à criti-
ques : non, la nouvelle-née de
Honda, la CBR 600 F n'est pas
parfaite. Pas absolument.

D'abord, elle porte un nom
d'ancêtre. CBR est une appella-
tion déjà ancienne chez la mar-
que japonaise. Un bon label
mais qui ne sent pas le neuf. Et
puis, les rétroviseurs « rassem-
blent à deux grandes oreilles »,
comme le dit un pilote, chan-
ter son bruit profond sans bru-
talité. Le moteur aux quatre
cylindres en ligne a beau se
détacher des performances, il ne
méprise pas les bas régimes et
passe des uns aux autres sans
en faire tout un plat. « Ça ne cla-
pote pas », comme disent les
spécialistes. C'est linéaire, sou-
ple et parfaitement confortable.
L'élégance dans l'agressivité. A
l'oreille et à l'œil. Même dans
« le grand parabolique » où « ça
glisse doux », traduisez : dans la
grande courbe du circuit où,
parfois, ça peut dérapier légè-
rement, la CBR 600 F tenait à son
équilibre. Comme pour rappeler
que le sport n'est pas forcément
affaire de mauvais garçon,
ou de mauvaise fille.

Pour le reste, c'est-à-dire
l'essentiel, la nouvelle version
de cette 600 cm³ super spor-
tive, qui sera mise dans deux
mois sur le marché français, est
une grande séductrice.

Sa cylindrée moyenne la place
dans une zone de prix raisonna-
ble : moins de 50 000 francs,
clé en main. Pourtant, la puis-
sance ne se ménage pas : sept
chevaux de plus que le modèle
précédent et ainsi le maximum
légal autorisé de cent chevaux
est atteint. Puissance géné-
reuse, poids limité à 185 kilos
et aérodynamisme élaboré se
conjuguent avec quelques
détails qui n'en sont pas
comme l'allègement des pla-

tons ou le design des carbura-
teurs désormais inclinés pour
diminuer le trajet de l'admission
et les turbulences. Nul étonne-
ment alors que le coursier se
montre capable de galoper à
200 kilomètres à l'heure.

CHARLES VIAL

► Honda CBR 600 F. Disponi-
ble en janvier 1991.
48 600 francs TTC. Garantie
2 ans, pièces et main-d'œuvre,
kilométrage illimité. Trois
couleurs : rouge et blanc, rouge
et noir, noir et bleu (à fun).

55012 CUIR

11, FAUBOURG ST-HONORÉ 8°
12, RUE TRONCHET 8°
41, RUE DU FOUR 6°
74, RUE DE PASSY 16°
TOUR MONTPARNAISE 15°
PARLY 2
LYON 85, RUE DU DOT E-HIERROT
LA BAGAGERIE

VOITURES DE DIRECTION
ALFA 33-75-164.

2 ANS DE GARANTIE
Auto Expert
Très faibles kilométrages. Leasing possible.

MARSEILLE	PARIS 20°	ISSY-LES-MOULINEAUX
STÉ ALFA PROVINCE 241, Av. du Prado 13008 MARSEILLE Tél. 91779744	PARIS EST AUTO 190 bis, Bd de Cheronne 75020 PARIS Tél. (1) 40 09 02 95	GARAGE ROOSEVELT 37/45, Quai du Président Roosevelt 92130 ISSY-LES-MOULINEAUX Tél. (1) 45 54 97 40

ARTS • SPECTACLES



Dans un océan de notes

16 PT
2.60

LES DISQUES DE L'ANNÉE

CLASSIQUE

Une pluie de météorites

Environ trois cents disques compacts classiques sont mis en vente chaque mois. Les éditeurs renouvellent ainsi l'erreur qui faillit les mettre à bas à la fin des années 70. Les dépôts de bilan, les concentrations qui s'ensuivirent ne leur ont-ils pas servi de leçon ? Il faut croire que non, puisque, sur les milliers de références nouvelles mises sur le marché cette année (dont certaines n'ont qu'un intérêt limité), bien peu trouveront suffisamment d'acheteurs pour atteindre le seuil de rentabilité. Aujourd'hui, un disque qui ne fait pas de ventes confortables dans les quelques semaines qui suivent sa sortie est un disque mort quand, autrefois, sa rentabilité était calculée sur plusieurs années. La notion de catalogue, qui faisait l'éditeur, a presque disparu. Un petit tour et puis s'en vont : trop d'enregistrements sur compact sont des météorites.

Le discophile doit donc visiter son discaire avec assiduité s'il ne veut pas manquer la rareté, l'« import » dont il attend la publication depuis des années — souvent une représentation d'opéra captée sur le vif ou la réédition d'incunables d'avant-guerre. Sa mise en place n'atteint parfois pas les deux cent cinquante exemplaires pour la France entière ! De cette sélection ont été éliminés, à regret, mais d'office, de tels disques. Les enregistrements retenus sont encore disponibles. C'est heureux puisqu'ils sont autant de réussites. Mais pour combien de temps ?

ALAIN LOMPECH

Jean-Sébastien Bach
Concerto Italien - Parodie - Fantaisie chromatique et fugue
Scott Ross (clavier).

Son premier disque, Scott Ross l'avait déjà consacré à Bach. Il y a plus de quinze ans déjà. Le texte de pochette nous apprend que ce jeune Américain aux drôles de lunettes à facettes aimait les chats et les ascenseurs. Vers la fin de sa vie, il s'était pris de passion pour les ordinateurs et la culture des orchidées. Comme quoi, l'on peut aimer à la folie les musiques d'hier, ne souhaiter les jours que sur de véritables instruments et être un enfant de son siècle. C'est ce que Scott Ross nous fait entendre dans son dernier disque Bach.

1 CD Erato 2292-45434-2. Nouveauté.

Jean-Sébastien Bach
Magnificat - Cantate BWV 80
Solistes, Chœurs et Orchestre de la Chapelle royale, Philippe Herreweghe (direction).

Pour une fois, l'entrée du Magnificat ne semble pas chantée par un chœur qui recevait une tape dans le dos sur chaque syllabe (baroque radical) ; elle n'est pas davantage prétexte au déchaînement luxueux-luxueux d'un Karajan qui semblait regretter que Bach n'ait pas composé d'opéra. Herreweghe, les solistes et le Chœur de la Chapelle royale sont avant tout soucieux de clarté, d'équilibre. Les chanteurs articulent, leur voix est belle, le chœur est agile, impeccablement juste, homogène, les instrumentistes sont parfaits. La prise de son est tonique. A l'image de l'interprétation.

1 CD Harmonia Mundi HMC 901326. Nouveauté.

Jean-Sébastien Bach
Oratorio de Noël
Solistes, Chœurs et Orchestre de la Chapelle royale, Philippe Herreweghe (direction).

Enregistré de nombreuses fois, l'Oratorio de Noël n'avait à ce jour pas connu d'interprétation qui fût une grande réussite. Ni Caruso, ni Karajan, ni même dans Bach ne peut tenir lieu de vision, ni Karl Richter, dont les solistes vocaux sont somptueusement hors de propos (Wunderlich, Janowitz, Ludwig), ni Harwoodcourt, toujours (ou presque) trop effervescents, malgré de réelles beautés, ne pouvaient, en effet, réellement prétendre à la franche réussite esthétique. Herreweghe et ses troupes mettent tout le monde d'accord. Mais avouons tout de même que les chanteurs de Richter...

2 CD Virgin VCD 7 90781-2. Nouveauté.

Jean-Sébastien Bach
Variations Goldberg
Daniel Barenboim (piano).

Oublier Glenn Gould, ne serait-ce que le temps de l'audition de ces Goldberg, ne devrait pas être impossible, et même un peu plus longtemps. Après tout, il n'en est pas l'unique interprète. Barenboim ne peut pas ne pas connaître les deux versions du Canadien, mais elles ne l'ont pas impressionné plus que de raison, puisqu'il a décidé d'enregistrer ces variations live (une façon de faire rejetée par Gould). Le pianiste-chef d'orchestre a-t-il eu peur de ce monument ? A-t-il plus simplement eu du respect ? Il semble qu'il ait posé son sac, qu'il ait réfléchi et décidé de donner quelque chose de grand. Quelque chose de durable.

2 CD Erato 2292-45438-2. Nouveauté.

Wilhelm Friedemann Bach
Pièces pour clavier
Christophe Rousset (clavier).

Une musique qui semble sans cesse s'échapper de son cadre formel, des



Philippe Herreweghe

harmonies imprévues, savoureuses, une mélancolie sans cesse sous-jacente, des ruptures incessantes : il faut beaucoup d'aplomb pour jouer ces pièces ainsi que les joue Christophe Rousset. De l'aplomb, des doigts et une sensibilité toujours aux aguets.

1 CD Harmonia Mundi HMC 901305. Nouveauté.

Bela Bartók
Concerto pour orchestre - Musique pour cordes, percussions et édifice
Orchestre symphonique de Chicago, Fritz Reiner (direction).

Les chefs d'aujourd'hui devraient se liguer pour empêcher la réédition des disques de Fritz Reiner (et de ceux de George Szell). Pour deux raisons. La première tient dans le fait que ce Hongrois dirige avec une science, une originalité, qui tirent des couleurs incroyables de son orchestre. Bref, qu'il dirige mieux que la quasi-totalité des stars d'aujourd'hui. La seconde est que ses disques n'ont rien d'historiques. Ils sonnent comme s'ils venaient d'être enregistrés par les meilleurs techniciens.

1 CD-RCA GD 60175. Réédition.

Bela Bartók
Concerto pour piano n° 3

Petr Il'ich Tchaïkovski
Symphonie « Pathétique »
Annie Fischer, Orchestre symphonique de la Radio bavaroise, Ferenc Fricsay (direction).

Une pianiste et un chef qui auraient pu avoir le monde musical à leurs pieds. Annie Fischer ne l'a pas voulu. Ferenc Fricsay est mort trop tôt, laissant le champ libre à Karajan et à Solti. Voici deux documents live inédits pour faire connaissance. Mais gare, il y a un risque à écouter ces deux musiciens hongrois, celui de devenir inconditionnel au point de trouver fades beaucoup d'autres chefs et pianistes d'aujourd'hui.

1 CD Orfeo-Harmonia Mundi C 200 891. Nouveauté.

Ludwig van Beethoven
Triple Concerto - Quatrième Concerto pour piano

Paul Badura-Skoda (piano-forte), Franz Josef Maier (violin), Arner Bistari (violoncelle), Collegium Aureum.

Avant tous les autres, le Collegium Aureum et Maier, ont enregistré des symphonies, des concertos de Beethoven sur instruments anciens. Et beaucoup mieux que ne le font aujourd'hui Roger Norrington (EMI) ou Christopher Hogwood (Decca). Même techniquement : trop réverbérée, la prise de son de ce disque reste plausible quand celle dévolue aux nouveaux venus va à l'encontre de leurs chocs instrumentaux. Le Triple Concerto est le sommet de ce disque et, ce qui le rend, le meilleur enregistrement de cette pièce mineure, ici jouée de façon malicieuse par des solistes heureux de batailler. L'antithèse du disque Richter-Oistrakh-Rostropovitch-Karajan, qui passe hélas ! pour une référence.

1 CD Deutsche Harmonia Mundi-BMG 77063. Réédition.

Ludwig van Beethoven

Fidèle
Christa Ludwig, Jon Vickers, Walter Berry, Chœurs et Orchestre Philharmonie, Otto Klemperer (direction).

Le style sévère, souvent péremptoire, de Klemperer a trouvé dans cet opéra l'une de ses plus parfaites illustrations. La distribution vocale est parfaite. Il serait impossible d'en résumer une aussi adéquate aujourd'hui. Prise de son sans trêve.

2 CD EMI CMS 7 63324 2. Réédition.

Ludwig van Beethoven

Sonates « Waldstein » et opus 110
Gisèle Mignan (piano).

Pas pressée, cette jeune pianiste aura attendu d'être vraiment prête pour se confronter aux micros. Et comme elle sait ce qu'elle veut, qu'elle est sûre, elle a tenu à enregistrer deux « grandes » sonates de Beethoven, de celles que l'on interdisait aux jeunes il n'y a pas si longtemps. Sa réussite justifie sa témérité. Sergiu Celibidache a

entendu Magnan jouer ces sonates et lui a dit en substance : « Vous ne jouez pas Beethoven comme un pianiste français. » Dans sa bouche, c'est un compliment.

1 CD Adès 581149. Nouveauté.

Ludwig van Beethoven
Intégrale des Sonates
Yves Nat (piano).

Celibidache pensait-il à Nat dans sa remarque à Magnan (lire note ci-dessus) ? C'est possible, tant cet interprète joue de façon saine, émotionnelle, tant il lui arrive d'être capricieusement soumis à ses humeurs, ou plutôt soumis au devenir de textes qu'il semble improviser. Les interprétations de Nat ne sont jamais sculptées dans le marbre, elles sont la vie même. Et comme la vie, on peut les haïr certains jours.

8 CD EMI C23 7 62901-2. Réédition.

Ludwig van Beethoven
Intégrale des Sonates
Paul Badura-Skoda (piano-forte).

Enfin, Badura-Skoda est assez proche de Nat. Son jeu est vivant, si humain qu'il lui arrive parfois de donner l'impression que les difficultés de ces sonates excèdent ses capacités techniques. Mais le pianiste autrichien fréquente Beethoven depuis si longtemps, il le connaît si bien, qu'il joue la terrible fugue de la Hammerklavier d'une façon plus lisible que les plus forts techniciens du piano de notre temps. Et puis, il a choisi de jouer des pianos anciens dont la variété des couleurs a été perdue par la facture contemporaine.

9 CD Astrée E 8700. Réédition et nouveauté.

Ludwig van Beethoven
Intégrale des symphonies
Orchestre de la Société des concerts du Conservatoire, Carl Schuricht (direction).

La seule intégrale enregistrée à ce jour par un orchestre français. Celle-là même qui avait fait découvrir Beethoven dans toute sa dimension à Wagner lors de son séjour parisien. Il reviendrait aujourd'hui qu'il ne reconnaît pas, dans l'Orchestre de Paris, cette Société des concerts du Conservatoire que le monde entier nous a envoyés jusqu'à la veille de la seconde guerre mondiale. Enregistrées dans les années 50, ces symphonies sont le plus beau cadeau que l'on puisse faire à un jeune qui entame une discotèque. Le plus pur style beethovenien s'y exprime.

5 CD EMI 7 62910 2. Réédition.

Johannes Brahms
Intermezzi op. 117 et 118 - Rhapsodies op. 79
Catherine Collard (piano).

Schumannienne née, Catherine Collard ne pouvait qu'être une brahmésienne d'exception. Ses concerts nous l'avaient, depuis longtemps, indiqué. Ces interprétations farouches, charpentées, claires, le confirment.

1 CD Lyria CD 092. Nouveauté.

Johannes Brahms

Intégrale des symphonies
Orchestre de Cleveland, George Szell (direction).

Si, dans un premier temps, le disque compact a fait passer quelques interprètes d'hier à la trappe, sa distribution planétaire en a aussi remis quelques autres à leur vraie place. Par la perfection de leur mise en place, leur clarté incroyable, les interprétations de Szell n'étaient-elles pas faites, d'ailleurs, pour le laser ?

3 CD CBS M3VX 45823. Réédition.

ENTREZ DANS LA LÉGENDE DE BROADWAY

ELEKTRA Nonesuch Presents
THE GEORGE & IRA GERSHWIN
EDITION

GIRL CRAZY

1^{re} Version intégrale d'opéra les manuscrits originauxELEKTRA Nonesuch
COMPTON - "NOT FOR ME" - "THIRTEEN" - "I GOT RHYTHM"

Dites 33

En quelques années, le disque compact a supplanté le microsillon. Pourtant, certains 33 tours ont disparu des catalogues sans pour autant avoir été réédités sur ce nouveau support. Devenus rares, ils deviennent l'objet de toutes les convoitises. Après avoir racheté, à droite et à gauche, des microsillons obsoletés à des propriétaires qui souhaitaient s'en débarrasser, un collectionneur de musique, Michel Pellerin, a ouvert, cet été, à Montmartre, un magasin de disques de collection. Il l'a baptisé Orfeo.

Dans un espace minuscule et néanmoins très fréquenté, on trouve de véritables trésors : l'Art de Clara Haskil en neuf disques Philips, le légendaire coffret Kathleen Ferrier dans sa première édition Decca. Et ce ne sont là que des exemples.

Au rayon opéra, un grand nombre d'enregistrements historiques live et pirates attendent les amateurs : le Triptyque de Puccini avec Beverly Sills (1967, une rareté absolue), et un coffret de trois disques soviétiques jamais commercialisés en France, un récital de la « célèbre » basse russe Mikhail Popov.

Dans un autre genre, on peut trouver une collection de musique populaire enregistrée de façon raisonnée par l'ethnomusicologue roumain Constantin Brailoiu, et côté variétés, Edith Piaf à la Libération dans « Histoire de la grande chanson », Un Parisien à New-York de Charles Trenet, divers enregistrements de chanteurs et chanteuses des années 30. Ce discaire offre également un petit rayon de musique contemporaine (Boulez, Ligeti, Messiaen) et un rayon jazz appelé à se développer.

JACQUES SICLIER

56, rue des Abbesses, 75018. Tél. : 42-59-68-90. En semaine, de 11 heures à 13 heures et de 14 heures à 20 heures. Dimanche, de 9 heures à 14 heures.



هكزان النحل

LES DISQUES DE L'ANNÉE

Johannes Brahms

Intégrale des symphonies
Orchestre symphonique NBC, Arturo Toscanini (direction).

Toscanini tenait à diriger dans des salles à l'acoustique précise (il aurait préféré le Théâtre des Champs-Élysées à la Salle Pleyel), sèche. Sa volonté unique de maîtriser chaque détail, de le faire entendre, de s'en servir pour bâtir ses interprétations ne s'appréciait que de façon sporadique dans des éditions microsilicon effectuées à partir de copies des bandes originales. Pour les CD, RCA est reparti des originaux, qui ont été nettoyés, restaurés. Le résultat est à la mesure des efforts déployés.

4 CD RCA GD 60325. Réédition.

Anton Bruckner

Symphonie n° 6
Orchestre du Concertgebouw d'Amsterdam, Eugen Jochum (direction).

Enregistrée live dans l'abbaye d'Ottobrunen, cette interprétation légendaire de la *Cinquième Symphonie* n'avait jamais été rééditée, bien que la critique l'ait réclamée de façon insistante. C'est chose faite et sur un seul CD. La prise de son est exceptionnelle, à l'image d'une lecture intemporelle du chef-d'œuvre de Bruckner.

1 CD Philips 428 107-2. Réédition.

Luigi Boccherini

Quintettes pour piano-forte et quatuor à cordes
Patrick Cohen et le Quatuor Mosaiques.

La postérité n'a pas été équitable pour Boccherini. Longtemps, son œuvre n'a subsisté que par un menuet devenu si célèbre qu'il en a occulté le reste de sa

Musique. Son cas est assez comparable à celui de Sibelius, dont le *Concerto pour violon* et la *Valse tzigane* ont fait oublier les sept symphonies. Mais la comparaison s'arrête là. Boccherini est un compositeur avant tout soucieux de manier les timbres, de charmer, un compositeur délicat, inventif. Il aurait pu rivaliser avec Vivaldi, s'il avait écrit davantage de concertos. Mais voilà, la musique de chambre était son domaine. Il a fallu que les « baroqueux » s'y intéressent pour qu'il sorte de l'ombre.

1 CD Astrée E 8721. Nouveauté.

Frédéric Chopin

Sonates pour piano
Henri Barda (piano).

Henri Barda est un cas. Formé au Conservatoire de Paris, puis à la Juilliard School, ce pianiste a tout ce qu'il faut pour mener une grande carrière. Ses confrères (Phuermacher, Heisser, Planès) l'admirent, font sa « pub ». Mais personne, on presque, ne l'écoute, ni par le Festival de La Roque d'Anthéron. Par chance, le jury du dernier concours Chopin de Varsovie lui a décerné son unique Grand Prix du disque pour cet enregistrement. Comment jouer-il ? Comme Henri Barda, bien sûr, mais on ne peut s'empêcher de lui trouver une petite ressemblance avec Horowitz. Le meilleur Horowitz.

1 CD Calliope-Harmonia Mundi CAL 9860. Réédition et nouveauté.

Jean-Henri d'Anglebert

Pièces pour clavier
Scott Ross (clavier).

La musique mélancolique de d'Anglebert n'attendait que Scott Ross pour revivre. La délicatesse du toucher de ce claveciniste, sa virtuosité, son autorité nonchalante, ses humeurs découragées déjà ses éventuels « suiveurs ».

2 CD Erato-Musica 248 007-2.

Claude Debussy

Pour le piano - Children's Corner - Estampes - Arabesques
Jean-Benoît Pommer (piano).

Un début de carrière foudroyant à Moscou, des tournées dans le monde entier en compagnie des chefs et des orchestres qui comptent. Un fichu caractère qui lui a fait déserter les studios d'EMI pour ne reprendre une activité discographique que récemment. Pour Virgin, Jean-Benoît Pommer a enregistré ce répertoire Debussy. Il est un peu l'anti-Gieseking. Les doigts bien au fond du clavier, il trace des pleins, des déliés. Son Debussy est viril, éblouissant, virtuose. Il n'en est pas pour autant hors de propos. Bien au contraire.

1 CD Virgin VC 90847-2. Nouveauté.

Claude Debussy

Préludes, intégrale
Philippe Cassard (piano).

Debussy aimait les pianos Bechstein par-dessus tout, leur sonorité fragile, leurs aigus de porcelaine. Philippe Cassard a eu la bonne idée d'utiliser un instrument de concert fabriqué par ce facteur au début du siècle. Il a également la bonne idée de rééditer la nouvelle édition Durand des *Préludes*. Un disque nécessaire pour se faire une idée de l'idéal sonore de Debussy et pour mesurer combien un bel instrument peut être stimulant.

2 CD Adès 581 223 A/B. Nouveauté.

Anton Dvorak

Intégrale des Quatuors à cordes
Quatuor de Prague.

Neuf disques de quatuors de Dvorak, c'est peut-être beaucoup. Mais le meilleur de sa musique se trouve là. Et aucun quatuor ne joue ces œuvres avec cette élégance et cette perfection propres aux musiciens tchèques.

9 CD Deutsche Grammophon 429 193-2. Réédition.

Manuel de Falla

Intégrale de l'œuvre pour piano
Jean-François Heisser (piano).

L'œuvre pour piano de Falla n'est pas essentielle : le compositeur n'exploite pas avec autant d'universalité qu'Albéniz de sa musique espagnole. Mais sa *Fantaisie bulgare* accède à cette universalité, comme le *Rudepenca de Villa-Lobos*, composé dans les mêmes années (1919-1921). Est-ce son sillage, ses sonorités peu avenantes qui détournent les pianistes ? Heisser la joue mieux que ses rares confrères.

1 CD Erato 2292-45481. Nouveauté.

Joseph Haydn

Quatuors à cordes op. 20 n° 2, 3 et 4
Quatuor Mosaiques.

Deuxième volume d'une intégrale de l'opus 20 de Haydn. Le Quatuor Mosaiques renouvelle son exceptionnelle réussite de l'an dernier. Cette interprétation est un peu la quadrature du cercle, chaque instrumentiste est un virtuose à l'écoute des autres. La couleur si particulière des instruments anciens joués à l'ancienne ajoute au charme (un mot à prendre dans son

sens le plus strict) de leur interprétation.

1 CD Astrée E 8776. Nouveauté.

Joseph Haydn

Symphonies hétéroclites n° 32 et 38
Orchestre de Cleveland, George Szell (direction).

Avant Brügger et son Orchestre du XVIII^e siècle, il existait déjà un orchestre et un chef pour jouer Haydn avec cette précision hallucinante, cette légèreté de traits irrésistible. Et une stabilité des tempos sans laquelle cette musique s'effondrerait, ennuye.

2 CD CAS MZYK 45763. Réédition.

Joseph Haydn

Symphonies n° 104 et 105
Orchestra of The Age of Enlightenment, Sigiswald Kuijken (direction).

Les Britanniques ont la fâcheuse manie de s'occuper de leur patrimoine dans la révérence. Ce disque échappe plus que d'autres à ce défaut, mais n'y échappe pas tout à fait. La prise de son n'arrive tout de même pas à éteindre l'enthousiasme des musiciens de l'un des orchestres les plus parfaits de notre époque, ni à épaissir un son si svelte. Avant de jouer ces symphonies, les grands orchestres symphoniques et leurs chefs devraient écouter un tel disque.

1 CD Virgin VC 90793-2. Nouveauté.

Zoltan Kodaly

Sonate pour violoncelle seul

Maurice Ravel

Sonate pour violon et violoncelle
Christophe Haniot et Gérard Fournet.

Miroir d'un premier disque publié il y a déjà trois ans chez le même éditeur (*Sonate pour violon seul*, de Bartok; *Duo pour violon et violoncelle*, de Kodaly), ce nouvel enregistrement en a la perfection. Perfection du son, perfection d'interprétations qui défient l'analyse.

1 CD Harmonie Records H/CD 8623. Nouveauté.

Franz Liszt

Sonate en si mineur - Après une lecture du Dante
Elisabeth Leonskaja (piano).

Formée à Moscou, émigrée en Europe de l'Ouest, Elisabeth Leonskaja vit aujourd'hui à Vienne et sa carrière s'étend au monde entier. Son jeu engagé, douloureux parfois, est indispensable. Traquez la bande, ajoutez-y les grincements du 78 tours, et le jeu de Leonskaja ressemblera à celui des grands d'autrefois. N'est-ce pas le plus beau compliment qu'on puisse lui faire ?

1 CD Teldec-Erato 2292-44948-2. Nouveauté.

Guillaume de Machaut

Ballades, rondeaux et virelais
Ensemble Gilles Binchois.

Le type même de programme qui renforce le médiane. Mais l'Ensemble Gilles Binchois a su dépasser le stade de la recherche musicologique, pour laisser libre cours à son imagination. C'est à cette seule condition que la musique peut naître.

1 CD Harmonie Records H/CD 8625. Nouveauté.

Gustav Mahler

Symphonie n° 6 - Kinderlieder
Thomas Hampson (baryton), Orchestre



Leonard Bernstein

philharmonique de Vienne, Leonard Bernstein (direction).

Leonard Bernstein fut l'un des derniers grands chefs dans la grande tradition subjective. Un chef qui pouvait s'identifier aux œuvres qu'il dirigeait. Et Bernstein s'identifiait à Mahler plus que tout autre chef. Cette *Sixième Symphonie* enregistrée à Vienne vient de démoder quelques interprétations fétées lors de leur publication.

2 CD Deutsche Grammophon 427 897-2. Nouveauté.

Gustav Mahler

Le Chant de la terre
Maurice Formes, Richard Lewis, Orchestre symphonique de Chicago, Fritz Reiner (direction).

Bien sûr, il y a le disque légendaire de Ferrier (si légendaire que l'on en oublie toujours que le ténor Patzak y hurle davantage qu'il ne chante), mais cette « symphonie » vaut bien que l'on en connaisse un autre enregistrement. Celui-ci par exemple. Objectivement, il lui est supérieur en bien des points. Mais peut-on être objectif dès lors que Ferrier chante ?

1 CD RCA. Réédition.

Claudio Monteverdi

Le Couronnement de Poppée
Danièle Borst (Poppée), Guillemette Laurens (Néron), Jonathan Lemmon (Octavio), Michel Schopper (Sénèque), Concerto Vocale, René Jacobs (direction).

Même si ce *Couronnement* n'est pas le meilleur opéra de Monteverdi, cette interprétation n'a pas de vraie rivale. Surtout pas l'enregistrement de Malgoire dont les chanteurs ne peuvent rivaliser avec Borst et Laurens. Dont l'orchestre ne tient pas le coup devant celui de Jacobs.

3 CD Harmonia Mundi 901330-32. Nouveauté.

Modeste Moussorgski

La Khovantchina
Nikolai Gheurov, Alexandrine Mitcheva, Nicole Gheurov, Kateri Kheurov, Chœurs et Orchestre de l'Opéra de Sofia, Emil Totokov (direction).

Le plus humain, le plus déconcertant des opéras de Moussorgski n'a jamais été enregistré dans sa version originale. Il l'a, en revanche, été souvent dans l'orchestration de Chostakovitch. Jamais avec une telle distribution, un tel soin et une direction si acérée.

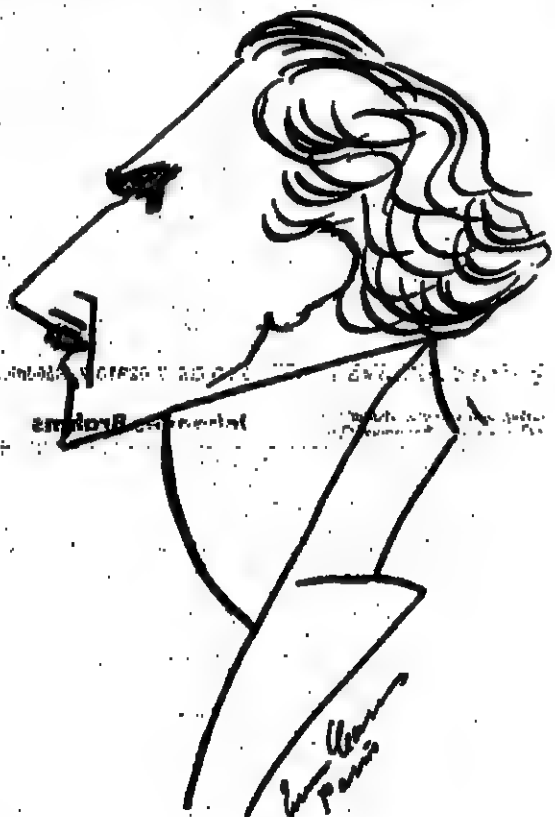
3 CD Sony S3K 45 831. Nouveauté.

Wolfgang Amadeus Mozart

Concerto pour piano et orchestre n° 20 et 21
Christian Zickert (piano), Orchestre de la Radio bavaroise, David Zisman (direction).

Quand tant de pianistes cherchent à « imiter » Clara Haskil avec plus ou moins de bonheur (Daniel Barenboim, Andras Schiff, Murray Perahia), comme Martha Argerich, Friedrich Gulda et Zoltan Kocsis, Christian Zickert prend un chemin tout différent et plus escarpé. Inventif, un peu fou-fou, le Mozart du jeune pianiste allemand fait table rase de toute tradition. Un exemple, il prend plus vite le second mouvement du *Concerto n° 21* que ses confrères. Il a raison, ce n'est pas un adagio mais un andante. Comme quoi la tradition...

1 CD EMI CDC 7 49899 2. Nouveauté.



Arturo Toscanini

NOUVEAU

TELDEC

MOZART/HARNONCOURT : LA VERITE

LUCIO SILLA

MOZART

LUCIO SILLA

PETER SCHREIER

EDUARD GRUBEROVA

CECILIA BARTOLI

DAWN UPshaw

YVONNE KENNY

CONCERTUS MUSICUS WIEN

HARNONCOURT

EC 2292-44928-2 (2 CD)

Catalogue sur simple demande à

Warner Classics - WEA Music, BP 28 - 95151 Le Blanc Mesnil Cedex

UN MONUMENT MUSICAL ET SPIRITUEL

A NOUVEAU DISPONIBLE TELDEC

L'INTEGRALE DES CANTATES DE BACH

EN 45 VOLUMES

Seba Bach

NIKOLAUS HARNONCOURT / GUSTAV LEONHARDT

45 VOLUMES en CD. Les volumes 41 à 45 font l'objet d'une importation spéciale en 33 jours. Consultez votre disquaire.

Catalogue sur simple demande à Warner Classics - WEA Music, BP 28 - 95151 Le Blanc Mesnil Cedex.

se
sais
urs
rés
la
le
ser-
des-
arte
out-

non
le la
à (le
n un
ami-

BERG

page 8

15 PTA

2 50 S

LES DISQUES DE L'ANNÉE

Wolfgang Amadeus Mozart

Concertos pour piano et orchestre n° 9 et 19
Clara Haskil (piano), Orchestre de la Radio de Stuttgart, Carl Schuricht (direction).

A-t-on jamais joué Mozart ainsi, sans s'écouter, s'apressant, avec une telle évidence ? Et pourtant, l'orchestre est trop fourni, la prise de son radio bruyante et dure. Mais Schuricht et Haskil sont des interprètes allusifs, sans descente.

1 CD EMI CDC 7 540092. Nouveauté.

Wolfgang Amadeus Mozart

Trio pour violon, alto et violoncelle
Augustin Dumay (violin), Gérard Caussé (alto), Gary Hoffman (violoncelle).

Le Trio « à Puchberg » est le type même d'œuvre qui effraie les interprètes. Le moindre écart de justesse, le moindre phrasé un peu épais, et le bel édifice se lézarde. D'où le petit nombre d'enregistrements en vente. Le violon de Dumay et l'alto de Caussé ont fait un mariage d'amour depuis longtemps déjà (leur *Symphonie concertante*, chez le même éditeur !). La présence trop insistante du violoncelle de Gary Hoffman jette à peine le trouble sur cette belle entente. Mais nous ne sommes pas loin du disque idéal.

1 CD EMI CDC 7 540092. Nouveauté.

Wolfgang Amadeus Mozart

Sinfonia « Cor de pastillon »
Camerata Academica du Mozarteum de Salzbourg, Sándor Végh (direction).

A des années-lumière des interprétations compassées de Böhm et des spécialistes viennois du divertissement de bon ton, Végh et les jeunes musiciens du Mozarteum de Salzbourg résistent en grandeur nature une musique de plein air qui d'habitude sent trop le renfermé.

1 CD Philips 422 413-2. Nouveauté.

Wolfgang Amadeus Mozart

Symphonie « Prague » - Ouverture des « Nozze de Figaro »
Orchestre du XVIII^e siècle, Frans Brüggen (direction).

Le miracle qui laisse sans voix. Depuis Szell et Krips, personne n'avait dirigé Mozart ainsi. Avec



Francis Poulenc

cette perfection du détail, cette ampleur du phrasé.

1 CD Philips 426 231-2. Nouveauté.

Niccolò Paganini

Concerto pour violon n° 1

Henri Vieuxtemps

Concerto pour violon n° 5
Viktoria Hellens (violin), Academy of St. Martin-in-the-Fields, Neville Martin (direction).

Depuis le vieux disque de Leonid Kogan et Charles Bruck (il ne dépassait pas la série « Références » d'EMI), nous n'avions entendu le *Premier Concerto* de Paganini si désinvoltement virtuose ; ni violoniste si accroché à son archet. Depuis les vieux, très vieux disques de Heifetz et Grumiaux, aucun violoniste de cette trempe ne s'était approché du Cinquième de Vieuxtemps.

1 CD Philips 422 332-2. Nouveauté.

Francis Poulenc

La Musique de chambre
Jacques Février (piano), Yehudi Menuhin (violin), Pierre Fournier (violoncelle), Michel Debost (flûte), Maurice Bourgue (hautbois), Michel Portal (clarinette).

Poulenc a mauvaise presse. Ce n'est pas toujours injustifié (son *Concerto pour piano*, son *Concerto pour orgue*), mais sa musique de chambre, comme sa musique religieuse, ses mélodies ou son opéra *Dialogues des carmélites* constituent des réussites incontestables où son art s'élève tout près des valeurs consacrées de la musique française. Une affiche de luxe menée de main de maître par le regretté Jacques Février.

2 CD EMI CDS 7 62736-2. Réédition.

Serge Prokofiev

L'Amour des trois oranges

Gabriel Bacquier, Michèle Lagrange, Jules Bastin, Catherine Dubosc, Chœurs et Orchestre de l'Opéra de Lyon, Kent Nagano (direction).

La vie musicale française étant ce qu'elle est, nos orchestres étant ce qu'ils sont, il était inespéré qu'un grand éditeur international enregistre un opéra tel que celui-ci. Mais voilà, l'Opéra de Lyon est une oasis dans laquelle on travaille sérieusement pour faire en sorte que les spectacles soient à la hauteur des investissements mis en œuvre. Cette production a été non seulement enregistrée, mais aussi filmée pour être produite sur vidéodisque. Elle le méritait. Les sévères Britanniques de la revue *The Gramophone* l'ont élu meilleur enregistrement de l'année.

2 CD Virgin VSC 7 91084-2. Nouveauté.

Giuseppe Scialzi

Intégrale des quatuors à cordes, Kham Ousman Ardi.

Le musicien italien est mort en 1988 sans que le mystère sur son identité (il a toujours refusé qu'on le photographie) et même sur l'authenticité de sa signature (on a beaucoup parlé de « nègres » à son sujet) ait été levé. Restent les disques, abondamment édités ces dernières années (par Accord-Musidisc, et FY, pour commencer), sous la poussée d'une mode Scelsi irrésistible. L'œuvre de cet indépendant convulsif représente en effet, comme celle de Mondrian en peinture, un massif imposant et tout à fait isolé dans la production contemporaine. Si le *Premier Quatuor* (1944) ressemble encore à de la musique « normale », les cinq suivants évoluent rapidement vers un minimalisme prophétique, pour aboutir à une méthode de composition qui n'utilise plus qu'une seule note par mouvement ou par instrument : tout est dans l'attaque, dans l'intonation, dans la concentration qu'exigent de l'auditeur ces reliefs monochromes. *Kham*, pour voix de femme et six instruments, est un splendide.

2 CD Salabert-Harmonia Mundi. Nouveauté.

Franz Schubert

Œuvres pour piano et violon

Simon Goldberg (violin), Radu Lupu (piano).

Simon Goldberg était violon solo de la Philharmonie de Berlin lors de la prise de pouvoir des nazis. Il y fut

remplacé par Erich Roth, un violoniste qui n'avait certes pas son talent. Après la guerre, il a fondé un orchestre de chambre aux Pays-Bas, avec lequel il a enregistré de belles cantates de Bach avec Halje Heynis (Philips) pour les rééditer dans sa série historique, sans abandonner son violon pour autant. Radu Lupu a tenu à enregistrer avec lui ces Schubert. Les seuls qui ne souffrent pas du souvenir de Busch et Serkin.

1 CD Decca 425 539-2. Nouveauté.

Franz Schubert

Sonata D. 784 - *Muserte* (piano).

Pour entrer chez Deutsche Grammophon, Pirs a choisi la voie royale, la plus difficile aussi : enregistrer Schubert. Le plus fragile et délicat Schubert, les *Moments musicaux*. Kempff, Fischer les ont fait connaître au monde entier, se les sont d'une certaine façon appropriés. Pirs n'a vraiment rien à craindre de leur voisinage. Et elle est nettement mieux enregistrée.

1 CD Deutsche Grammophon 427 789-2. Nouveauté.

Franz Schubert

Sonata inachevée D 840 - *Variations D 158*

Michel Dalberto (piano).

Michel Dalberto avait déjà enregistré cette sonate pour Erato, il y a douze ans. Il avait vingt-trois ans et réussissait un coup de maître qui lui valut un article prophétique dans un grand quotidien américain. Pour Denon, il a décidé de jouer, ainsi que le fait Richter, les deux mouvements (le scherzo et le finale) de la *Sonata Religieuse* inachevée par Schubert. Son jeu s'est assis, il est aujourd'hui plus sévère, moins souriant, pas moins évocateur, poétique. Avec Brendel, Richter et Pirs, le schubertien de l'heure ! L'intégrale qu'il vient d'inaugurer tendrait à le prouver.

1 CD Denon-Adès CO 76330. Nouveauté.

Franz Schubert

Trios pour piano, violon et violoncelle - *Notturno* - *Quintette « le Trépas »*

Yehudi Menuhin (piano), Yehudi Menuhin (violin), Maurice Gendron (violoncelle), Quatuor Amadeus.

En deux disques au prix d'un, le plus beau de la musique de chambre avec piano de Schubert par des musiciens

à leur zénith. A théoriser. Et quelle pianiste était Hepzibah ! EMI pourrait rééditer ses concertos de Mozart dirigés par son frère.

2 CD EMI CDS 62742-2. Réédition.

Franz Schubert

Symphonie n° 9

Robert Schumann

Symphonie n° 4

Orchestre symphonique de Londres, Josef Krips (direction).

Krips avait une façon bien à lui de diriger Schubert, avec cette « grâce pesante », comme le dit si justement Pierre Del Vescovo qui, avant d'être cor solo à l'Orchestre de Toulouse, le fut au Philharmonique d'Israël, une formation où il eut souvent l'occasion d'être dirigé par le plus sous-estimé des grands chefs du passé. La prise de son n'a pas une ride.

1 CD Decca 425 957-2. Nouveauté.

Robert Schumann

Fantaisie op. 17 - *Fantasiesstücke* op. 12

Maria Argerich (piano).

Il fut l'un des professeurs les plus recherchés du Conservatoire de Moscou. Il était aussi l'un des pianistes que l'Ouest aurait dû s'arracher. Longtemps, les autorités de son pays lui interdirent de sortir. Il est finalement venu remplacer Richter à Tours. On ne pourra désormais s'en passer. Enregistrée il y a vingt ans, jamais publiée, sa *Fantaisie* de Schumann est l'une des plus passionnées qui soient. Comme celle de Nat, mais avec toutes les notes.

1 CD EMI CDM 7 63571-2. Nouveauté.

Robert Schumann

Fantaisie op. 17 - *Fantasiesstücke* op. 12

Maria Argerich (piano).

Enregistrée pour Ricordi il y a une quinzaine d'années, distribuée par cet éditeur, puis par CBS, ce disque Schumann est maintenant repris sur disque compact par EMI après dix bonnes années d'absence. Le passage au laser a rendu sa prise de son moins crissante et lui a redonné des bosses. Le jeu d'Argerich n'a évidemment pas changé. Que ceux qui la « triment » de lions du piano, de virtuoses de ceux qui pensent que son jeu n'est pas réfléchi, écoutent attentivement ce disque. Ils y découvriront une interprète.

1 CD EMI CDM 7 63576. Réédition.

Mozart, l'opéra d'une vie.

A l'occasion du bicentenaire de Mozart, Télérama publie un numéro spécial. Un guide qui fourmille de récits et vous invite à entrer au cœur de la musique et de l'histoire de Mozart.

En vous livrant les clés de sa musique, genre par genre, opéra par opéra, cet Hors-Série Mozart n'a qu'une ambition : vous transmettre le plaisir que nous avons eu en ré-écouter ses œuvres.

C'est aussi un numéro pratique qui vous propose, grâce à Paul Meunier, une discothèque idéale commentée avec passion. Il vous indique également où écouter Mozart en 1991 avec notamment un « Salzbourg mode d'emploi ».

Nous vous offrons ainsi le calendrier le plus complet à ce jour.

Le Hors-Série Mozart, c'est enfin l'opéra de sa vie racontée en deux actes. Les variations autour de sa gloire : cinéma, théâtre, télévision, Mozart utilisé comme thérapie, les gadgets à son effigie...



Chez votre marchand de journaux : 60 F.

Hors-série spécial Mozart

Une étoile est née

Le 26 juillet dernier, Isaac Stern fêtait ses soixante-dix ans. A cette occasion, CBS-Sony a mis sur le marché deux coffrets de trois disques compacts consacrés à la réédition de ses enregistrements de jeunesse. Excellente occasion de découvrir à son zénith instrumental celui que l'on a surnommé le pape du violon.

En soixante ans de carrière, Stern a visité de nombreuses fois les studios de CBS. Il y a enregistré presque toutes les grandes pièces concertantes du répertoire, en a parfois réalisé des *remakes* pour suivre l'évolution des nouvelles techniques d'enregistrement ou pour sceller son entente musicale avec de jeunes chefs dont il cautionnait ainsi l'entrée dans la grande carrière, Daniel Barenboim, ou Zubin Mehta.

Hélas ! ces interprétations des années récentes avaient relégué les plus anciennes dans les archives de l'éditeur, qui ne les avaient ressorties que timidement ces dernières années. Reportées avec soin sur disques compacts les ingénieurs de Sony ont tiré la quintessence de bandes enregistrées entre 1946 et 1958, les plus récentes, gravées en stéréo, ne portant pas leur âge et sonnant avec une plénitude et une fidélité de timbres à peine obscurcies par le souffle inhérent aux enregistrements analogiques : les plus anciennes ont été « nettoyées » juste ce qu'il faut pour garder l'inimitable patine du 78 tours.

Entre sa vingt-sixième et sa trente-huitième année, Isaac Stern était un cas dans le violon russo-américain. Sa virtuosité était moins diabolique que celle de Jascha Heifetz, sa sonorité moins transparente que celle de Nathan Milstein, son style moins ludique que celui d'Efrem Zimbalist. Mais il avait sur ces illustres confrères de la génération précédente l'avantage d'être un homme plus accessible aux évolutions stylistiques de son temps, l'art de savoir descendre de son piédestal de soliste pour s'associer avec d'autres musiciens, cela pour jouer assidûment l'ensemble du répertoire de la musique de chambre, trios, quatuors, quintettes avec piano, sextuors à cordes ; l'art aussi d'être à l'écoute du timbre des autres, de calquer sa respiration sur la leur. Isaac Stern aura su retrouver en quelque sorte l'esprit des musiciens du siècle précédent, Ysaye, Enesco, ces artistes qui voulaient tout jouer, qu'ils aient quelques scores altérer la perfection de leur jeu.



Rostropovitch danse « le Lac des cygnes » dans les bras d'Isaac Stern

Ces petits défauts ne s'entendent pas encore dans ces interprétations historiques. Accompagné par quelques chefs de l'ancienne école, Stern y joue les concertos de Brahms et de Sibelius l'archet collé aux cordes, avec cette sonorité large, un ble s'immerger dans l'orchestre. Il joue Mozart avec enjouement, les pièces virtuoses de Lalo, Sarasate ou Saint-Saëns à la Jacques Thibaud, les pieds ne touchant pas terre.

Isaac Stern est un violoniste respecté en Europe, mais, pour des raisons qui tiennent à la distribution de ses disques, à sa présence plus effacée que celle de certains de ses confrères dans les salles de concert du Vieux Continent, il était difficile de se faire une idée précise de son jeu à travers les époques. Ces deux coffrets remettent salutairement les choses à leur place.

A. L.

* 3 CD CBS-Sony « The Isaac Stern Collection », volume 1
SM 3K 459 52. Concertos de Bach, Vivaldi, Haydn, Mozart, Brahms, Tchaïkovski, Mendelssohn, Tzigane de Ravel, avec David Oistrakh, Leonard Rose, les orchestres de Philadelphie, New-York et philharmonique royal, Eugene Ormandy, Sir Thomas Beecham, Bruno Walter et Alexander Hiltberg (direction).

* 3 CD CBS-Sony « The Isaac Stern Collection », volume 2
SM 3K 459 56. Concertos de Bruch, Sibelius, Prokofiev, Witold, Symphonie espagnole de Lalo, *Airs bohémien* de Sarasate, *Sarabande de Barnabé*, introduction et *rondo capriccioso* de Saint-Saëns, avec les orchestres de Philadelphie, New-York, philharmonique royal, Symphony of The Air, Eugene Ormandy, Franz Werman, Sir Thomas Beecham, Efrem Kurtz, Dimitri Mitropoulos et Leonard Bernstein (direction).

LES DISQUES DE L'ANNÉE



Kent Nagano

Jean Sibelius
Pelléas et Mélisande
Septième Symphonie
Orchestre philharmonique royal,
Sir Thomas Beecham (direction).
Quand les Français se décident-ils à aimer la musique de Sibelius ? Elle déclenche toujours des passions, mais les « pour » commencent à l'emporter. Grâce aux profits tirés de la vente des petites piles médicales qui portent son nom, Sir Thomas Beecham a pu diriger la musique qu'il aimait toute sa vie. Et il aimait celles de Sibelius et de Haydn plus que toute autre. A l'époque (avant la guerre), il était presque le seul. Le plus extraordinaire est que ce presque autodidacte de la direction d'orchestre ait signé une Septième qui est l'une des deux plus belles du siècle (l'autre étant celle de Mahler, chez Melody, mais elle est inaccessible pour le moment).
1 CD EMI CDM 7 63400 2. Réédition.

Richard Strauss
Quatre derniers Lieders - Extraits
d'Arabella, Ariane à Naxos, Capriccio
Lisa Della Casa, Orchestre philharmonique
de Vienne, Karl Böhm, Rudolf Moralt.
Un style plus simple, des moyens
vocalisés plus étendus : l'enregistrement
des quatre derniers Lieders par
Lisa Della Casa pourrait prétendre
dépasser celui d'Elisabeth Schwarzkopf
(EMI), avec Seel de préférence
à Otto Ackermann, si la postérité
n'avait pas définitivement identifié
à cette dernière l'œuvre ultime de
Strauss.
1 CD Decca 425 959-2. Réédition.

Piotr Ilitch Tchaïkovski
Grande Sonate
Barry Douglas (piano).
Comment ne pas songer au disque
légendaire de Richter, lorsque l'on

écoute cette Grande Sonate jouée
par le jeune Barry Douglas ? Le
grand Russe en a donné une version
que l'on a souvent qualifiée de
« définitive », avec tout ce que cet
adjectif comporte de réducteur. Il
est vrai que plus une œuvre est
marginale, plus elle a de chances de
rencontrer « on » l'interprète. On peut
aussi dire que Vladimir Horowitz est
le pianiste de la Septième Sonate de
Prokofiev quand trente pianistes
jouent admirablement la Sonate
Hammerklavier de Beethoven (à ce
sujet, rectifions une erreur, l'enre-
gistrement de cette sonate par Dou-
glas est toujours disponible chez
RCA). Douglas joue Tchaïkovski
avec des couleurs fondues, un soin
tout particulier. Sa sonorité est tra-
vaillée dans le clavier, son pied léger
sur la pédale. Du grand et beau
piano.
1 CD RCA RD 87887. Nouveauté.

Giuseppe Verdi
Falstaff
Giuseppe Vainello, Herva Nelli, Nan
Murrman, Teresa Stich-Randall,
Orchestre symphonique de la NBC, Arturo
Toscanini (direction).
Toscanini peut être considéré
comme l'inventeur de Verdi, en ce
sens qu'il fut le premier chef à diri-
ger sa musique comme si elle avait
été écrite par Beethoven ou
Wagner : en apportant le soin néces-
saire à sa réalisation. Ses chanteurs
n'ont pas des voix sublimes, à la
même époque il aurait pu en pro-
cure d'autres, plus célèbres. Ils ne se
seraient sûrement pas pliés à ses exi-
gences terribles. Cet enregistrement
ne serait pas si réussi.
2 CD RCA GD 60251. Réédition.

Giuseppe Verdi
La Traviata
Maria Callas, Giuseppe Di Stefano,
Chœurs et Orchestre de la Scala de Milan,
Carlo Maria Giulini (direction).
Violetta de la Traviata, Flora Tosca
de Tosca : aucune chanteuse ne peut
rivaliser avec Maria Callas dans l'in-
carnation de ces deux rôles. Il fau-
dra donc passer sur le son distordu,
brumeux de cet enregistrement capé
sur le vin, en 1975, à la Scala de
Milan. Ce soir-là, la chanteuse grec-
que entraînait dans la légende de
l'opéra italien. La mise en scène
était de Visconti. Il a fallu attendre
1990 pour que ce théâtre ose réins-
crire cet opéra à son répertoire.

Richard Wagner
Le Vaisseau fantôme
Anja Silja, Theo Aden, Martti Talvela,
Orchestre Philharmonie, Otto Klemperer
(direction).
Avec Klemperer à la barre, ce *Vais-
seau fantôme* file sa route. Ce
Wagner de début de maturité n'a
jamais été aussi bien chanté, a rare-
ment bénéficié d'un orchestre aussi
malleable, d'une prise de son aussi
discrète.
3 CD EMI CMS 7 63344-2. Nouveauté.

Benedikt Albrecht
Zimmermann
Regulm pour un jeune poète
Solistes, Orchestre et Chœur de la Radio
de Cologne, Gary Bertini (direction).
On peut légitimement ne pas sup-
porter l'écoute de cette œuvre noire

(la plus désespérée du compositeur)
où s'entrechoquent les cris des
manifestants du Mai 1968, les voix
de Goebbels, de Mao et de Dubcek.
Créé en 1969, à Cologne, un an
avant le suicide de Zimmermann, ce
Regulm a été repris pour la pre-
mière fois, en 1986, au Festival
Musica de Strasbourg. Ce disque a
été enregistré dans la foulée de cette
exhumation.
1 CD Wergo-Harmonia Mundi
60180-50. Nouveauté.

Karel Ancerl
Œuvres célèbres de Beethoven
Wagner, Berlioz, Liszt et Richard
Strauss.
Orchestre philharmonique tchèque, Karel
Ancerl (direction).
Coriolan, l'invitation à la valse,
l'Ouverture du Carnaval romain, les
Préludes, Till Eulenspiegel. Un pro-
gramme de « saucissons » donc.
Mais par la Philharmonie tchèque et
Ancerl, il devient un modèle de
goût, d'élégance, de musicalité.
1 CD Supraphon 11 0572-2. Réédition.

Vladimir Horowitz
Les enregistrements de jeunesse
La Sonate de Liszt, quelques ravis-
santes babioles de Poulenc, du Stra-
vinsky, des études, des nocturnes de
Chopin, une sonate de Haydn, des
Bach-Busoni, bref tout ce que Hor-
witz a enregistré pour piano, seul,
avant de partir pour les États-Unis.
Des interprétations miraculeuses,
qui n'ont plus besoin d'être présen-
tées, et que le disque compact resti-
tue enfin dans toute leur plénitude.
2 CD EMI CMS 7 63538 2. Réédition.

Vladimir Horowitz
Son dernier disque
Les dernières années du pianiste
n'ont pas toujours été fastes,
témoins ces live américains et londo-
niens publiés par RCA. Mais pour ce
qui devait être son dernier disque, le
vieux pianiste s'est souvenu qu'il
était une légende vivante et qu'il se
devait d'être égal à lui-même. Les
pianistes cherchent déjà à copier son
Haydn, sa *Mari d'Islande*, comme ils
le firent avec ses *Kreiseriana* de
Schumann, voilà vingt ans.
1 CD Sony SK 45818. Nouveauté.

Magda Olivero
*Extraits d'opéras de Catalani, Cilea,
Giordano, Puccini, Wagner et Verdi*
Alors qu'elle chantait sur toutes les
scènes, qu'elle avait un public
surenché par les disques n'a cher-
ché à s'attacher Magda Olivero de
façon durable. Pour l'écouter
aujourd'hui, il faut se rabattre sur
des bandes radio et sur de rares
enregistrements de studio très
anciens. Enregistrés entre 1938 et
1960, ces extraits témoignent de la
perfection d'une technique (quel
souffle !), de la luminosité d'un tim-
bre, qui auraient dû faire de cette
chanteuse une star des studios. Elle
n'est pas toujours bien entourée,
mais rendez-vous place 3, elle
chantait avec Beniamino Gigli.
3 CD Radiophonie-Musica Mundi RPC
32856. Nouveauté.

Bernie Molinewitch
*Œuvres de Wagner/Liszt, Liszt,
Rimski-Korsakov, Beethoven,
Mendelssohn, Schumann, Weber,
Chopin, Debussy et Ravel.*
Né en Russie dans les dernières
années du dix-neuvième siècle, Mol-
inewitch était un pianiste comme on
n'en entend presque plus. Son
saisance technique était irrécusable,
sa sonorité fluide, son répertoire
étendu, son style savait s'adapter
aux pièces qu'il jouait. Et puis quel
panache ! Il faut écouter son *Ou-
verture de Tannhäuser* transcrite pour
le piano par Franz Liszt. Il y est plus
souverain que Bollet lui-même, sa
sonorité y est plus symphonique que
celle de Caiffra. Et ses *Tableaux*
d'une exposition rendront jaloux
Richter lui-même, par leur côté allu-
sif, l'insouciance qui en adoucit les dif-
férentes stations. Molinewitch ne
serait-il pas le pianiste des pian-
istes ?
2 CD APR-MEDIA 7 7005.

L'Orchestre de Paris
*présente la Société
des concerts
du Conservatoire*
*Œuvres de Mozart, Wagner,
Rimski-Korsakov, Saint-Saëns,
Debussy, Dukas, Berlioz, Strauss,
Chabrier, Schumann, Weber et
Johann Strauss*
Orchestre de la Société des concerts du
Conservatoire, Philippe Gaudere, André
Messager, Piero Coppola et Bruno Walter
(direction).
L'Orchestre de la Société des
concerts du Conservatoire fut, de sa
création aux lendemains de la
guerre, l'un des plus prestigieux
orchestres du monde, un orchestre
que les plus grands chefs tenaient à
diriger. Après bien des malheurs, il
fut dissous, et sur ses ruines la direc-
tion de la musique créa l'Orchestre
de Paris. Une formation qui n'a
pas encore su retrouver le lustre de
son ancêtre. La Société des concerts
nous était connue par de nombreux
enregistrements réalisés dans les
années 50 et 60, régulièrement rédi-
tés. Ces plus anciens disques
n'avaient le plus souvent pas été
reliés. C'est chose faite. Un
album passionnant, historique dans
le vrai sens du terme.
5 CD Vogue/Ina 685001. Nouveauté.

Rosa Ponselle
*Airs d'opéras de Verdi, Spontini,
Bellini, Puccini*
Les chanteuses la tiennent pour la
plus grande soprano de ce siècle. Il
est vrai qu'elle a chanté tout le
répertoire italien avec une perfec-
tion technique et stylistique, un
engagement qui annoncent Maria
Callas. La réédition Nimbus, réalisé
d'une façon originale (un micro
devant le pavillon d'un phono-
graphe) permet enfin d'apprécier à
leur vraie valeur ces documents.
1 CD Nimbus 7805. Réédition.

Serge Rachmaninov
*Préludes - Études - Tableaux et
transcriptions d'œuvres de Bach,
Mendelssohn, Kreisler, Schubert,
Tchaïkovski*
Si la musique de Rachmaninov peut
ne pas plaire, le virtuose fabuleux
que fut le compositeur russe rempor-
tera tous les suffrages. N'attendre ni
pathos ni sirop.
1 CD RCA GD 37766. Réédition.

Sviatoslav Richter
*Beethoven : Sonates n° 6, 7, 17, 18
- Chopin : Étude « révolutionnaire » et
Prélude n° 15*
Enregistré live lors d'un concert à la
Salle Pleyel, ce programme Beetho-
ven de Richter n'a pas que des
inconditionnels. On peut effective-
ment trouver une allure dogmatique
à ce jeu sérieux... ce que Richter
lui-même ne désavouerait pas puis-
qu'il se qualifie lui-même parfois de
« pédant allemand »... bien qu'offi-
ciellement soviétique. Mais quitte à
recevoir une leçon de sonates de
Beethoven, autant que ce soit de sa
part.
2 CD Pyramid Records/Ina-Adda
13500/01. Nouveauté.

**Gil Shaham et Gerhard
Oppitz**
*Saint-Saëns : Sonate pour violon et
piano - Franck : Sonate pour piano et
violon - Ravel : Tzigane*
Des nouveaux Menuhin, chaque
génération croit en déclin dans ces
jeunes que l'on monte en épingle,
qui font deux petits tours et puis
s'en vont. Shaham joue avec une dé-
gance jamais gratuite, une virtuosité
aérienne. Et lui sait choisir ses par-
tenaires. Oppitz lui apporte un sou-
tien solide, mais sait se fondre dans
son jeu.
1 CD Deutsche Grammophon. Nou-
veauté.

**Josef Szjogti
et Bela Bartok**
*Concert historique donné à la Library
of Congress de Washington, le 13 avril
1940.*
La Sonate de Debussy, la *Kreutzer*
de Beethoven les plus modernes,
claires, hisbles, de toute la discogra-
phie valent bien que l'on passe sur
un son de qualité très inégale.
1 CD Vanguard-Carrere 92 526. Rédi-
tion.

PHILIPS *Classica*
L'ÉDITION COMPLÈTE MOZART
DÉJÀ PARUS
VOLUME 1 : 6 disques compacts
LES SYMPHONIES DE JEUNESSE
Academy of St Martin in the Fields
Sir Neville Martinson
VOLUME 2 : 6 disques compacts
LES GRANDES SYMPHONIES
Academy of St Martin in the Fields
Sir Neville Martinson
VOLUME 3 : 7 disques compacts
SÉRIÉMENT POUR ORCHESTRE
Academy of St Martin in the Fields
Sir Neville Martinson
VOLUME 4 : 5 disques compacts
DIVERTISSEMENTS / MARCHES
Ensemble de chambre de
l'Academy of St Martin in the Fields
VOLUME 5 : 6 disques compacts
SÉRIÉMENT ET DIVERTISSEMENTS
POUR VOIX
M. Martinson, H. Holliger
VOLUME 6 : 6 disques compacts
DANSES / MARCHES
Ensemble Mozart de Vienne
Willy Boskovsky
BNP
France Inter

L'ÉVÉNEMENT DISCOGRAPHIQUE DU SIÈCLE !
180 DISQUES COMPLETS
EN 45 COFFRETS
A SUIVRE...

Gil Shaham
Orchestre et Chœur de la Scala de Milan - MAZZEL
Coffret 2 CD : 7 47450 B • Extraits 1 CD : 7 69059 2
1 MC : 7 69059 4

La Voix de son Maître
LES ÉVÉNEMENTS LYRIQUES
BARBARA HENDRICKS
Eric Ericson Chamber Choir
Stockholm Chamber Orchestra / Eric ERICSON
CD : 7 54098 2 • MC : 7 54098 4 • LP : 7 54098 1
MARIA CALLAS / D'Art et d'Amour
23 ans d'opéras italiens et français
Coffret 2 CD : 7 54103 2 • MC : 7 54103 4 • Album 2 LP : 7 54103 1
1 CD : 7 54106 2
ELISABETH SCHWARZKOPF / Coffret des 5 CD de l'édition
de son 75^e anniversaire avec un livret de 40 photos inédites
retrouvant les grandes étapes de la carrière d'ELISABETH SCHWARZKOPF
Coffret 5 CD : 7 63790 2 • Existe également en 5 CD et MC séparés.
PLACIDO DOMINGO / VERDI : Otello
MILANESI • DIAZ
Chœurs et Orchestre de la Scala de Milan - MAZZEL
Coffret 2 CD : 7 47450 B • Extraits 1 CD : 7 69059 2
1 MC : 7 69059 4

LES DISQUES DE L'ANNÉE

ROCK

Manchester, et après ?

Quand aucune tendance dominante n'émerge, tout le monde à l'heure des bilans tombe d'accord pour attribuer à l'exercice qui se clôt le titre d'« année de transition ». Les chevaux de retour ont ralenti leur activité, la world music a cessé sa progression, seul le rap a étendu son hégémonie. Que reste-t-il pour le rock ? Comme d'habitude, en dehors des années de révolution (1956, 1963/64 ou 1977), une collection disparate de moments forts, un réseau d'itinéraires individuels qui se coupent par instants, une année comme une autre.

En Grande-Bretagne, à l'initiative des groupes de Manchester, la nouvelle génération a découvert les charmes des substances psychotropes et des pantalons à poches d'éléphant, dont les corrélats musicaux sont l'orgue Farfisa, les mélodies sinuantes et les harmonies simplètes.

Aux États-Unis, c'est le rap qui fixe l'ordre du jour, que ce soit dans les hit-parades ou dans les studios. Un mot donc, sur sa quasi-absence dans cette sélection. Plus le temps passe, plus le rap affirme son autonomie. Parce qu'il n'est pas fabriqué, joué et consommé comme les autres musiques, il a trouvé une orbite autonome de celle du rock et mériterait une sélection à part. Seconde absence, celle des groupes français. Le rock d'ici se porte toujours bien mais il a marqué le pas. La Mano Negra et les Nègresses Vertes n'ont pas sorti de disque et, dans la génération suivante, la production oscillait entre le très prometteur (Wampas, Corman et Tuscada, Double Nelson) et les déceptions précoces (Satellites). Puisque, sur scène, la plupart de ces groupes ont prouvé qu'ils valaient bien leurs collègues anglophones, on s'armera de patience.

THOMAS SOTINEL

Lloyd Cole

Lloyd Cole

Cet album solo n'a pas été le nouveau départ que le grand gamin boudeur espérait après la dissolution des Comotions. Reste une collection de réveries plus ou moins agitées, avec toujours la même séduction faussement nonchalante et vraiment angoissée, et un emballage un peu trop luxueux.

Polydor.

Cowboys Junkies

The Canyon Horses

Il est une association d'idées qui se forme à chaque fois que l'on évoque les efforts esthétiques des Cowboys Junkies : le Cercle des poètes disparus. Même exacerbation de la mélancolie adolescente, même affectation flasque-ment épouvantée. Et si l'émotion passe, c'est bien que sous la haine des guitares gratouillées et des voix asthéniques se cache un peu de force, de conviction.

RCA/BMG.

Depeche Mode

Depeche Mode

Ce qu'on appelle maintenant « le coup de George Michael ». Il s'agit pour un artiste pop d'acquiescer un peu de profondeur de champ, de passer des magazines pour collègues aux revues spécialisées. Entamé depuis quelques années par Depeche Mode, le processus est arrivé à sa conclusion cette année avec *Violator*, une collection de titres mélancoliques, des éthers de dance music, avec en plus un blues torré, *Personal Jesus*.

Mute/Virgin.

Del Fuegos

Smoking in the Fields

Rien de vraiment exceptionnel, si ce n'est l'honnêteté, l'énergie, la conviction inébranlable que le rock américain n'est pas seulement fait pour meubler les programmes radio entre deux bulletins d'information. Les Del Fuegos composent et jouent les chansons que Creedence Clearwater Revival écrirait aujourd'hui.

RCA/BMG.

John Hiatt

Shades of Blue

Si les ventes des disques de John Hiatt étaient proportionnelles au respect dont tout un chacun – musiciens, critiques – fait preuve à son égard, ce cow-boy solitaire serait multimillionnaire. *Shades of Blue* ne changera rien à ce banal paradoxe : même fidélité à un genre musical devenu intemporel – rock nomade, semi-remorque et

porteurs télégraphiques jusqu'à l'horizon – même puissance d'évocation parfois maladroite. Il faut se résigner à garder le secret. John Hiatt entre initiés.

A&M/Polydor.

Inspirational Carpets

Life

Ce n'est pas sérieux, un groupe dont l'emblème est une vache mal dessinée. Mais les Inspirational Carpets sont quand même d'une fréquentation plus agréable que leurs collègues en neo-psychédélicisme, *Charlatans* ou *Soup Dragons*. Leur légèreté même donne plus de relief à leur vraie vocation : faire correctement leur métier de petites mains de la pop britannique. A ranger entre les Hollies et Loving Spoonful.

Mute/Virgin.

James

Mother Gold

Ils sont nés dans le creux de la vague de Manchester, après la période Joy Division/New Order, avant l'explosion disco-psychédélique. Et en plus on les a assimilés aux Smiths. Voilà quelques méchantes raisons à l'insuccès chronique qui poursuivait le groupe. *Mother Gold* remet James à sa place, en haut, parce que cette humilité, cette anxiété tranquille n'appartient qu'à Tim Burt et à ses confrères.

Fontana/Phonogram.

Jane's Addiction

Ritual De Lo Habitual

Deuxième album du gang de San Francisco. La violence, le désordre bien sûr, mais aussi la voix entêtante de Perry Farrell, des arrangements de cordes, des mélodies qui font émerger de l'apparence du chaos une beauté d'une grâce inquiétante.

WEA.

The Las

The Las

Quatre garçons de Liverpool qui composent des chansons de trois minutes à l'architecture sobre et étonnante. Aller simple vers le passé, les Las ne font même pas semblant de regarder autour d'eux, de l'autre côté de la Mersey, vers Manchester ou vers Londres. Et ils ont bien raison, car s'il y eut jamais un groupe capable de vivre et de prospérer en se comptant que sur ses propres forces (mélodies irrésistibles, harmonies angéliques tendues par une colère que le groupe n'arrive jamais tout à fait à dissimuler), c'est bien les Las.

London/Sire.



Sinead O'Connor...

Living Colour

Time's Up

Il y avait longtemps (depuis la fin du règne de Chuck Berry) que le rock avait échappé aux Noirs américains. *Living Colour* s'est placé à la tête d'un mouvement de réappropriation. *Time's Up* est en manifeste : la guitare de Vernon Reid est un instrument d'agit-prop. Mais la vigueur politique ne tourne jamais au cartoon. *Living Colour* est d'abord une bande de copains qui s'amuse à faire beaucoup de bruit, très vite, très fort, et – surtout – très bien.

CBS.

Kate and Anna McGarrigle

Heartbeats Accelerating

Il y a longtemps, les sœurs McGarrigle étaient les reines de Montréal, du temps où Leonard Cohen en était le roi. La discrétion maladroite avec laquelle elles ont mené leur carrière laisse une impression d'absence qui, si l'on y réfléchissait bien, serait insupportable.

portable. En fait, les sœurs ne se sont jamais tuées, n'ont jamais perdu la précision acérée et douce qui fait la splendeur de leurs chansons. Un disque beau à pleurer.

Private/IRMG.

George Michael

Listen Without Prejudice

Pas de risque de se leurrer, tout les défauts du disque sont déjà dans le titre : une fausse humilité mal placée de la part du roi de la gestion de carrière, une lourdeur dans l'expression décevante chez un artiste dont l'élégance fut la qualité première. Les atouts sont toujours là, à peine émoussés par la prétention ; facilité d'écriture, culture bien maîtrisée, de John Lennon à Marvin Gaye.

Epic/CBS.

Neville Brothers

Brother's Keeper

C'est le meilleur disque que l'on pouvait espérer après le choc de *Yellow Moon*. *Brother's Keeper* est moins fort (sans doute parce que moins cohérent) que son prédécesseur. Sans doute à cause de l'absence de Daniel Lanois, les éléments de la grandeur des frères Neville (la voix d'Aaron, les saxophones de Charles, les percussions de Cyril et l'acheminement mystérieux qui les fédère) sont moins évidents. Mais *Brother's Keeper*, brillant, urgent, vient répéter qu'après des années d'errance les frères Neville sont là pour rester.

A&M/Polydor.

Notting Hillbillies

Missing and Presumed Having a Good Time

De tous les prétextes que Mark Knopfler a trouvés pour retarder l'enregistrement du prochain Dire Straits, voilà le meilleur. Plus amusant que la production de disques, plus inspiré que l'album en duo réalisé avec Chet Atkins, voilà une bande de vieux routiers qui reviennent aux racines du rock'n'roll avec des reprises de joyaux aujourd'hui totalement oubliés, et des pastiches comme *la-bas* (Nashville ou Memphis). Manquent bien sûr la violence, le désespoir, le désir, tout ce qui nourrissait les originaux. Restent la virtuosité tranquille et le plaisir du travail bien fait.

Vertigo/Phonogram.



James



Photos : Alain Desvergne/Mod Burgess

"...Il s'est levé a ouvert

les rideaux Il est sorti il faisait

BEAU COOL JAZZ*,

et le cool jazz qui lui
donne des frissons..."

Arthur H



* "Cool Jazz" extrait du premier album d'Arthur H. En concert à Paris à partir du 15 janvier 91 au Pigeon's.

مكتبة الأصيل

CINÉMA

LE GUIDE



Le néoréalisme italien est sans doute le premier mouvement à avoir, avant la nouvelle vague, imposé la primauté du réalisateur. Pourtant, derrière les grands films de De Sica, le Voleur de bicyclette, Miracolo à Milano ou Umberto D., se dissimule un scénariste prolifique, Cesare Zavattini, auteur de plus de quatre-vingts scripts, également pour Visconti, Risi, Lattuada, De Santis. Zavattini a aussi réalisé un film, *La Verità*. Le Centre Pompidou lui rend un important hommage du 5 décembre au 7 mars à la salle Garance. Tél. : 42-77-11-12.

(43-07-48-60) ; Les Nations, 12 (43-31-56-88) ; Fauvette, 13 (43-31-56-88) ; Gaumont Alésia, handicapés, 14 (43-27-84-50) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Wepler II, 18 (45-22-47-94).

L'Enfant miroir de Philip Ridley, avec Jeremy Cooper, Lindsey Duncan, Yogo Mortensen, Sheila Moore. Britannique (1 h 35).

Dans l'immensité vide de la campagne américaine puritaine se lève un grand vent d'épouvante. Autour de l'enfant voyant, voyeur, s'agitent une sarabande de personnages grotesques ou terrifiants, colorés délicatement aux nuances de la folie.

VO : Forum Horizon, handicapés, 1 (46-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; Pathé Henriette, 6 (46-33-75-38) ; Les Trois Batz, 8 (45-51-10-00) ; Sept. Parnasse, 14 (43-20-32-20).

Etoile cachée de Nivko Chang, avec Stephen Clendinning, Anil Chatterjee, Bijon Bhattacharya, Gita Ghosh. Indien, noir et blanc (2 h).

Le grand mélo avec famille déchaînée, jeu de fille mariée, amour contrarié et parents ingrats, c'est le domaine roi du cinéma indien. Mais quand un cinéaste s'empare de la caméra, il subvertit les règles du genre pour en faire un bouleversant poème des sentiments et du noir et blanc.

VO : Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-09).

La Disgrâce de Christian Vincent, avec Fabrice Luchini, Judith Henry, Muriel May, François (1 h 35).

Animé d'une sainte misogynie, Antoine, séducteur au petit pied mais à la langue bien pendue, entreprend de circonvenir la jolie Catherine. Le libertinage tourne à la romance, entre éclats de rire et petite musique nostalgique : du plaisir non stop, et la découverte d'un nouveau réalisateur qui ira haut.

Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Saint-André-des-Arts, 6 (43-26-48-18) ; Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; La Bastille, handicapés, 11 (43-07-48-60) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Bienvenue Montparnasse, 15 (45-44-25-02) ; Pathé Wepler II, 18 (45-22-47-94).

Taxi Blues de Pascal Laugier, avec Pierre Maronov, Piotr Zaitchenko, Vladimir Kachpov, Natalia Kollakova.

Franco-soviétique (1 h 50).

Lorsqu'un Moscovite moyen, chauffeur de taxi de son état, croise le chemin d'un musicien en pleurs d'auto-colle-tion irréversible, retentit le blues de la vie sans espoir dans la Russie d'aujourd'hui, crépitent les flammèches d'une guerre civile larvée et terrifiante. S'embrase la fureur d'un film implacable, impeccable.

VO : 14. Juillet Odéon, 6 (43-25-60-33) ; 14. Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; 14. Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-75-75).

To Sleep with Anger de Charles Burnett, avec Danny Glover, Mary Alice, Carl Lumbly, Vernetta McGee, Richard Brooks. Américain (1 h 42).

Quand Harry rencontre les membres de sa famille de bourgeois noirs californiens tiraillés entre tradition du vieux Sud et frénésie au goût du jour, tout se dégauche. Et il devient impardonnable d'ignorer plus longtemps le nom du cinéaste Charles Burnett.

VO : Les Trois Luxembourg, 6 (46-33-97-77).

Un thé au Sahara de Bernardo Bertolucci, avec Debra Winger, John Malkovich, Campbell Scott. Britannique (2 h 15).

La cinéaste de la *Stratégie de l'araignée* numérote avec un éblouissant brio cette prise d'assaut vigoureuse et rusée du roman de Paul Bowles, cette guerre de mouvement qui brouille les cartes des scénarios traditionnels et des clichés sur le désert pour emporter une victoire qui rappelle peut-être la vérité, certainement la beauté.

VO : Forum Horizon, handicapés, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; U.G.C. Odéon, 6 (42-22-57-97) ; U.G.C. Bastille, 11 (47-05-12-15) ; La Pagode, 7 (47-05-12-15) ; Gaumont Champs-Élysées, 8 (43-53-04-57) ; U.G.C. Biarritz, 9 (45-62-20-40) ; Max Under Arcadens, 10 (43-27-84-50) ; U.G.C. Odéon, 11 (43-57-90-81) ; Eclair, 13 (47-07-26-04) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; 14. Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-75-75) ; Kinopanorama, handicapés, 18 (45-22-47-94).

(43-08-50-50) ; U.G.C. Maillot, 17 (40-68-00-18). VF : Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Les Nations, 12 (43-31-56-88) ; Fauvette, 13 (43-31-56-88) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-47-94).

REPRISES

L'Italian des roses de Charles Merton, avec Richard Bohringer, Isabelle Mercanton, Chantal Dargat. Français, 1972 (1 h 30).

Richard Bohringer débutait au cinéma, il était beau comme un ange, furax comme diable contre la violence, le mépris et le laid du quotidien. Pour lancer ce cri à multiples voix, Charles Merton trouvait les ressources d'une splendeur de noir et blanc, d'une merveille de rythme et de composition. Ce *métèque* repasse dans notre ciel, il ne faut pas le manquer.

L'Entrepôt, 14 (45-43-41-83).

FESTIVALS

Tango-passion

Films argentins de fiction évoquant le fantôme de Gardel, documentaires et florissantes de tango dans des films cultes (depuis *Les hommes préfèrent les blondes* jusqu'à *Conformiste*) composent un rendez-vous inmanquable pour les aficionados de bandoneon, chapeau, Et aussi du tango live au Café de la danse (43-57-03-35).

Ou 5 au 18 décembre au Luma. Tél. : 42-78-47-06.

Hommage à Youssef Chahine

De *Gare centrale* (1953) à *Alexandrie encore et toujours* (1990) en passant par *Le Meurtre* (1974), une promenade dans l'œuvre foisonnante, tour à tour émoionnante et baroque du plus grand cinéaste égyptien. Avec également des rarités telles que *Camila* (l'égérie ou le *Vendeur de bagues*).

Jusqu'au 18 décembre à l'Institut du monde arabe. Tél. : 40-51-39-38.

La sélection cinéma a été établie par Jean-Michel Frodon.

TOUS LES FILMS NOUVEAUX

La liste complète des films en exclusivité et des grandes reprises paraît dans *Le Monde* du mardi (daté mercredi), soit la veille de notre supplément Arts-Spectacles.

La Boutique de la Portière de Michael Anderson, avec Burt Lancaster, Olivia Hussey, Andrea Occhipinti, Jo Champa, Ben Cross. Américain (1 h 35).

Est-ce le sujet, méditation tendre et humoristique sur l'amour et le mariage à travers la vie de trois couples, qui attirera les spectateurs? Ou plutôt le nom de la star qui trône au générique? Pas Burt Lancaster, mais l'auteur du roman dont le film est une adaptation, un certain Karol Wojtyla, désormais mieux connu sous le nom de Jean-Paul II.

VO : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; George V, 8 (45-62-41-46) ; VF : Fauvette, 13 (43-31-56-88).

Pump up the volume de Allan Moyle, avec Christian Slater, Samantha Maitlis, Cheryl Pollack, Anthony Lucero, Andy Romano, Jeff Chamberlain. Américain (1 h 40).

Au moyen d'une radio locale clandestine, un jeune homme sème la panique sur un campus en mettant en lumière les hypocrisies et les frustrations de chacun. Pour des motifs tout différents, une étudiante et les forces de l'ordre se lancent sur la piste du pirate des ondes.

VO : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Publicis Saint-Germain, 6 (42-22-72-80) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; 14. Juillet Bastille, handicapés, 11 (43-57-90-81) ; Gaumont Parnasse, handicapés, 14 (43-35-30-40) ; 14. Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-75-75) ; VF : Rex, 2 (42-36-63-93) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; U.G.C. Gobelins, 13 (45-61-54-95) ; Mito-

tal, handicapés, 14 (45-39-52-43) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01).

Tante Julia et le Scribouillard de Jon Amiel, avec Peter Falk, Barbara Hershey, Keanu Reeves, Bill McCutcheon, Patricia Clarkson, Richard Portnow. Américain (1 h 45).

Contre toute attente, la transposition du roman de Vargas Llosa de l'écriture à l'écran et de Lima à la Nouvelle-Orléans supporte fort bien le voyage : la finesse de Barbara Hershey et la trulence de Peter Falk font des délices et des manipulations d'un feuilletonniste de radio, qui mêle à plaisir fiction et réalité, une joyeuse comédie.

VO : Gaumont Les Halles, handicapés, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; 14. Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-58-19-08) ; Publicis Champs-Élysées, 9 (47-20-76-23) ; 14. Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia,

handicapés, 14 (43-27-84-50) ; 14. Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-75-75) ; VF : Bretagne, 6 (42-22-57-97) ; U.G.C. Opéra, 2 (45-74-39-40) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13 (45-61-54-95) ; Gaumont Convention, handicapés, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Wepler II, 18 (45-22-47-94).

Titici d'Irissa Ouedraogo, avec Rasmata Ouedraogo, Ina Cisse, Rokia Barry, Assima Ouedraogo, Sibidou Sibide, Moumouni Ouedraogo. Burkinabé (1 h 21).

Dans la brousse africaine.

sous le soleil brûlant des grands mythes, une histoire d'amour, de vengeance, de devoir et de liberté qui atteint à la splendeur de la grande tragédie antique. Ces « Atrides noirs » confirment le talent exceptionnel du réalisateur, salué d'un grand prix du jury au dernier Festival de Cannes.

VO : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Saint-André-des-Arts, 6 (43-26-48-18) ; Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; La Bastille, handicapés, 11 (43-07-48-60) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Bienvenue Montparnasse, 15 (45-44-25-02) ; Pathé Wepler II, 18 (45-22-47-94).

L'Aiguillon de la mort de Kohji Oguri, avec Keiko Matsuzaka, Itoku Kishibe. Japonais (1 h 54).

Les déchirements d'un couple constituent un des sujets les plus souvent traités au cinéma. Mais quand c'est Kohji Oguri qui les filme, ils deviennent une lumineuse et terrifiante métaphore du Japon de l'après-guerre en même temps qu'une composition visuelle d'une beauté presque surhumaine.

VO : 14. Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83).

SÉLECTION PARIS

L'Aiguillon de la mort de Kohji Oguri, avec Keiko Matsuzaka, Itoku Kishibe. Japonais (1 h 54).

Les déchirements d'un couple constituent un des sujets les plus souvent traités au cinéma. Mais quand c'est Kohji Oguri qui les filme, ils deviennent une lumineuse et terrifiante métaphore du Japon de l'après-guerre en même temps qu'une composition visuelle d'une beauté presque surhumaine.

VO : 14. Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83).

La Cité

des douleurs de Taiwan, couleurs. 2 h 38. Drame de Hou Hsiao-Hsien, avec Yoni Liatung, Hsin Shu-Fen, Chen Sow-Yung, Kao Jui. Chinois de Taiwan (2 h 38).

Lion d'or au Festival de Venise 1989, cette superbe évocation des remous politiques qui secouèrent Taïwan à la fin des années 40, vers à travers les mésaventures d'une famille, mérite beaucoup mieux que la sortie confidentielle dans laquelle il est confiné.

VO : République Cinéma, 11 (48-05-51-33) ; Danfert, handi-

Nos poissons adorent se faire prendre dans un filet de citron.



Dégustation de fruits de mer, langoustes et poissons jusqu'à 3 h du matin.

LA CHAMPAGNE
La grande brasserie de la mer.
Vivier de homards et de langoustes.
16, place du Clichy Paris 9^e
Réservation : (1) 40 74 44 78 - Fax : (1) 42 00 03 10

CHEZ HANSI
L'alcove de Hansi dans un décor unique.
3, place du 11-Juin-1940 Paris 8^e
Angle Montparnasse-Pont de Nemours
Réservation : (1) 45 48 98 42 - Fax : (1) 45 44 55 48

VOTRE TABLE CE SOIR

• Ambiance musicale • Orchestre - P.M.R. : prix moyen du repas - J... H... ouvert jusqu'à... heures.

DINERS

L'ALSACE AUX HALLES		DE NUIT COMME DE JOUR	
16, rue Coquillière, 1 ^{er}	43-36-74-24	Chouchoute, poissons, foie gras, fruits de mer toute l'année. Pour vos repas d'affaires, en famille, selon particularités au 1 ^{er} étage.	
L'ARTOIS 13, rue d'Artois, 8 ^e	F. sam. midi et dim. 43-25-01-10	CUISINE TRADITIONNELLE • POISSONS , coquilles St-Jacques, CONFIT, merguez, FOIE GRAS FRAIS de canard, GIBIERS en saison. Exv. 250 F. OUVERT LE SAM. SOIR.	
RELAIS BELLEMAN 47-70-48-68/47-70-46-50 15, rue Le Pelletier, 5 ^e	47-23-34-42 F. sam. dim.	Jusqu'à 22 h 30. Cadre entièrement rénové. Salle climatisée. Cuisines françaises traditionnelles. Les RAVIOLES DU ROYAL. Soles aux concombres. FILET A L'ESTRAGON. Gâteaux du jour.	
AU PETIT RICHE 47-70-48-68/47-70-46-50 15, rue Le Pelletier, 5 ^e	F. dim.	Pour finir l'année 1990, le Restaurant sera ouvert le 31 déc. et le 1 ^{er} janvier aux prix habituels. Il est prêt de réserver. Et toujours son MENU à 180 F. Vin compris. Décor 1880. Salons particuliers. Bonne d'entraide et de fraicheur. Service assuré jusqu'à 0 h 15. Parking Drouot.	
UNIVERSE DES TEMPLES 14, rue de Valenciennes 9 ^e 48-74-44-11 M. Avez	T.L.J. UNIQUE A PARIS	Avec les produits de la ferme de ses parents, le chef Roger LACERRE fait une cuisine de terroir de rare qualité : foie gras, merguez, confit, canard, et aussi quelques poissons nobles. Un superbe menu 140 F.	
LE RELAIS DU PARC 94, bd Malesherbes, 17 ^e 43-24-41	F. W.F. Spéc. Lunches	Avec les produits de la ferme de ses parents, le chef Roger LACERRE fait une cuisine de terroir de rare qualité : foie gras, merguez, confit, canard, et aussi quelques poissons nobles. Un superbe menu 140 F.	
LE GOURMAND CANDIDE 43-80-01-41 4, pl. Malesherbes, 17 ^e	P. sam. midi et dim.	Cette maison a du succès et elle le mérite : avec son personnel féminin et la grande qualité de sa cuisine traditionnelle et inventive. Décor contemporain.	
RIVE GAUCHE		RIVE DROITE	
NOS ANCIENS LES GAILLOIS 46-36-47-47 et 46-42 39, rue Saint-Louis-en-l'Île	• Climatisé	Uniques au monde. Cadre fin 17 ^e . Ambiance exceptionnelle. Menu 6 plats : 165 F. 39, rue Saint-Louis-en-l'Île	
SRI RAM 15, rue Jules-Chartain (6 ^e)	43-25-12-84 F. dim.	J. 23 h 30. Spécialités TANDOORI, CURRY, BIRIANI. Menu midi 49 F. Soir 99 F. Samedi soir : ambiance et musique indienne. M. Vavin, N.-D.-des-Champs.	
YUGARAJ 14, rue Dauphine, 6 ^e	43-26-44-91 F. lunch	SPECIALITES INDIENNES , « De tous les Indes, celui-ci est de très loin le meilleur et le plus authentique. » Christian Millau (Gault-Millau).	
LA COURONNE THAI 17, rue Jules-Chartain, 6 ^e	43-54-29-88 M. Vavin	Cuis. thaïlandaise et chinoise. Plats aux fruits de mer, crevettes au sel parfumé. Carte maison. Menu : 52 et 69 F. à 98 F. Spéc. Thai. F. dim. midi, lun. midi.	
RESTAURANT THOUILLERIE 47-05-49-75	43-38-13-61	Spécialité de confit de canard et de canard en confit de canard. Service jusqu'à 22 h 30. OUVERT TOUS LES JOURS, SALONS CLIMATISES.	
LES FOLIES 101, rue Saint-Maur (11 ^e)	43-38-13-61	Rosine EK a quitté la rue de Provence pour ouvrir le restaurant de ses rêves : un cambodgien qui vous dévoile les mystères de la cuisine khmère.	
AU MOULIN VERT 45-39-31-31. Climatisé. 34 bis, rue des Filles, 1 ^{er}	T.L.J. jusqu'à 23 h	Dans un cadre champêtre, venez déguster foie gras de canard, saumon mariné, poisson du jour ou viande, desser, menu 165 F. VSC sal. 25/60 personnes.	

SOUPERS APRÈS MINUIT

ALSACE A PARIS T.L.J. 43-26-89-36
9, pl. Saint-André-des-Arts, 6^e - Salons
RÉVELLON : NOËL, carte normale
SAINT-SYLVESTRE : 490 F-650 F
CHAMPAGNE - DANCES - COTILLON.

LES GRANDES MARCHES
AU PIED DE L'OPÉRA-BASTILLE
La bonne adresse du quartier. HUITRES toute l'année. POISSON DU MARCHÉ. Pâtis traditionnels. Vins à découvrir.
DECOR • Bragerie de luxe •
T.L.J. de 11 h 30 à 2 heures du matin.
6, place de la Bastille. 43-40-90-52.

GUIDE/THÉÂTRE

SPECTACLES
NOUVEAUX

Amphitryon

de Molière,
mise en scène
de J.-L. Lagarde,
avec Jean-Claude Bouillon,
Bernard Blier,
François d'Amboise.

Encore un Molière, mais cette
pièce est plutôt moins jouée
que les « grandes ». En général,
il y a de la musique.

Théâtre de la Ville, 10, rue de
la Harpe, 75004 Paris. Du mardi
au samedi à 21 heures. Tél. : 43-
44-14-14. Du dimanche à 14 h 30.
Tél. : 30-38-11-99. De 40 F à 65 F.

Le Barbier
de Séville

de P.-A. Cuni de
Beaumarchais,
mise en scène
de Jean-Luc Guinard,
avec Robert Benoit,
Marc Bonnaud,
Jean-François Rami.

Ayant monté lui-même le
Mariage de Figaro, et demandé
à Jean-Pierre Vincent la Mère
couppable, Antoine Vitez avait
voulu compléter la trilogie de
Beaumarchais avec une nou-
velle mise en scène par Jean-
Luc Guinard, de la première par-
tie. Et plus tard les trois pièces
seront données en alternance.

Comédie-Française, place du
Théâtre-Français, 1^{er}. A partir du
6 décembre. Les mardi, samedi
et dimanche à 20 h 30. Tél. :
40-15-00-15. De 40 F à 180 F.

La Casa

de Federico García Lorca,
mise en scène
de Jean Guarin,
avec Michèle Besson,
Christine Darabont,
Chloé Goyard.

C'est la Maison de Bernarda
Alba, histoire de femmes frus-
trées, enfermées, par une mère
qui refuse l'homme. Pièce
quasi légendaire où García
Lorca exprime son angoisse.

Salle Berthelot, 8, rue Marcellin-
Berthelot, 93000 Montreuil. A
partir du 6 décembre. Du mardi
au samedi à 20 h 30. Matinée
dimanche à 15 h 45. Tél. : 49-
59-92-03. 30 F et 60 F.

Cité Comu

de Wladyslaw Szpilman,
mise en scène
de l'auteur,
avec Bruno Béglin,
Patrice Gaudier,
Jean-Pierre Helleboeuf.

Images de trains et de gares, de
langages étrangers, auxquelles
se mêlent des souvenirs de
jeux, de premiers baisers, et de
Pinocchio. Mémoire brouillée
d'un fils d'immigrés.

Théâtre de la Bastille, 76, rue de
la Roquette, 75001 Paris. Du mardi
au dimanche. Les mardi, jeudi, ven-

credi et samedi à 21 heures, le
dimanche à 17 heures. Tél. : 43-
57-42-14. 70 F et 90 F.

Les Emigrés

de Stepan Moshai,
mise en scène
de Vladimir Skovranik,
avec Pierre Serin
et Michel Pons.

Réveil dans une cave de
deux déracinés. Nostalgie et
incommunicabilité. L'émigra-
tion devient une obsession au
théâtre.

Théâtre de la Main-d'Or Belle-
meuse, 15, passage de la Main-
d'Or, 11^e. A partir du 5 décem-
bre. Du mardi au dimanche à
20 h 30. Tél. : 48-05-07-89. De
80 F à 120 F.

Jeanne et les Juges

de Thierry Maunier,
mise en scène
de Marcelle Tessier,
avec Sabine Paturel,
Michel Robin,
Hervé Sella,
Fred Descaux.

Le procès de Jeanne d'Arc
comme modèle de procès poli-
tique. La voix de Dieu et celle
des hommes.

Théâtre Montparnasse, 13, rue des
Réaumur, 75006 Paris. A
partir du 11 décembre. Le mardi
à 21 heures. Tél. : 39-60-71-18.
De 40 F à 130 F.

Les Liaisons
dangereuses

d'après le roman de Laclos,
mise en scène
de David Leveaux,
avec Douglas Wilson,
Emma Phipps,
Katy Dymov,
Leigh Funnell.

Après le National Theater, l'au-
tre grande troupe britannique,
la Royal Shakespeare Com-
pany, mais dans un de ses
grands succès boulevardiers,
adapté de Laclos.

Théâtre Renaud-Barraut,
av. Franklin-Roosevelt, 8^e. A
partir du 11 décembre. Du mardi
au samedi à 20 h 30. Matinée
dimanche à 15 heures. Tél. : 42-
56-60-70. De 80 F à 220 F.

Monsieur
de Pourcègue

de Molière,
mise en scène
d'Henri Mitan,
avec Jean-Paul Audrain,
Philippe Leary,
Hélène Clugnot,
Chloé Goyard.

Toujours Molière, mais cette
fois en farce noire : le protes-
tant de l'humiliation qui mène
droit à la folie. Un beau spec-
tacle grinçot, violent.

Théâtre de la Vierge, 12, rue Sadi-



Un policier mène
une enquête tatil-
lonne autour de la
disparition d'une
épouse fidèle mais
meurtre. La Robe
verte, de Tawfik
Al-Hakim, est-elle
un polar? Non,
plutôt un conte de
fées animé avec
esprit par Hervé
Dubourjal au
Théâtre de la Cité
de Marseille.
Denise Gence
(notre photo) joue
la disparue repa-
rée, de son art
juste, sûr.

MONIQUE RUMEL/LENGUARD

SÉLECTION PARIS

Alexis ou le Traité
du vain combat

de Marguerite Yourcenar,
mise en scène
d'Albert-André Lheureux,
avec Jean-Charles Modet.

Certes le torrent brûlant des
mots de Marguerite Yource-
nar est difficile à canaliser,
mais il faut écouter Jean-
François Modet, et relire le
premier roman d'une jeune
fille de vingt-six ans.

Montparnasse (Petit), 31, rue
de la Galté, 14^e. Du mardi au
dimanche à 18 h 30. Tél. : 43-
22-77-30. Durée : 1 h 10.
60 F et 80 F.

L'annonce
faite à Marie

de Paul Claudel,
mise en scène
de Philippe Adrien,
avec Jean Dauterive,
Bernadette Delys,
Jean-Pol Dubois.

Une mise en scène qui touche
à l'essentiel, des comédiens
passionnés.

Cartoucherie Théâtre de la
Tempête, route du Champ-de-
Manœuvre, 12^e. Du mardi au
samedi à 20 h 30. Matinée
dimanche à 16 heures. Tél. : 43-
28-36-36. Durée : 3 heures.
De 45 F à 100 F.

Le Bleu
de l'eau-de-vie

de Carlos Sempurn,
mise en scène
de John Szerebny,
avec Olivier Arghit
et Marc Bréisson.

Où l'angoisse de se réveiller
avec une gueule de bois, lors-
que les souvenirs de la veille
ont été gommés par l'alcool...
Très dérangeant.

Théâtre de Nea, 8, rue de
Nea, 6^e. Du mardi au dimanche
à 19 heures. Tél. : 46-34-
61-04. 70 F et 100 F.

Conversation
sur l'infini
des passions

de Louise Douteignat,
mise en scène
scénographie de Jean-Luc
Pellé,
avec Claudine Fievet
et Jean-Luc Pellé.

Lettres passionnées ou petits
billets échangés à la hâte : les
amours épistolaires du XVII^e
au XIX^e siècle. Un moment
de théâtre très galant.

Hôtel Lutetia (Salon Saint-Ger-
main), 45, bd Raspail, 6^e. Du
mardi au samedi à 20 h 45.
Tél. : 47-70-32-63. Durée :
1 h 40. 100 F et 130 F.

Cripure

de Louis Guilloux,
mise en scène

de Marcel Maréchal,
avec Tiziana Mouchine,
Marcel Maréchal,
Jacques Angeli.

Pour Marcel Maréchal, magis-
tral en vieux prof de philo
chahuté par ses élèves et mal-
mené par la vie.

Maison des arts, place Salva-
dor-Allende, 94000 Créteil. Les
mardi, mercredi, vendredi et
samedi à 20 h 30, le dimanche
à 15 h 30. Tél. : 49-50-18-88.
Durée : 2 h 30. 90 F et 110 F.

Les Frères Zénith

de Jérôme Deschamps,
mise en scène
de Michaël Maitre,
avec Jean-Marc Bihour,
Jérôme Deschamps,
Philippe Dague,
François Morel
et Philippe Rouché.

Un best off du petit monde
bourgeois, acrobate, bricoleur,
de Jérôme Deschamps.

Iphigénie-
Agamemnon

d'Eschyle,
mise en scène
d'Antoine Vitez,
avec Simon Abkarian,
Sylvia Bolle,
Duccio Bonelli.

Ariane Manoukine retourne
aux sources du théâtre tout en
restant fidèle à son histoire.
Et encore, il est question de
luttes tribales, sous le soleil
grec. Incitation à un voyage
intense.

Cartoucherie Théâtre du Soleil,
route du Champ-de-Manœuvre,
12^e. Le samedi à 15 h 30 et
18 h 30. Le dimanche à 15 h 30.
Tél. : 43-74-24-08. 100 F
et 130 F.

La Momie
et la Putain

d'après Jean Echenoz,
mise en scène
de Jean-Louis Martinelli,
avec Catherine Anne,
Gérard Barreau,
Charles Berling,
Anouk Grinberg.

Adaptation au théâtre d'un
film-culte très théâtral. Un
trio superbe dominé par
Anouk Grinberg, jeune et déjà
« énorme » comédienne.

Maison de la culture, 1, bd
Léonine, 93000 Bobigny. Du
mardi au samedi à 20 h 30.
Matinée dimanche à 15 h 30.
Tél. : 48-31-11-45. Durée :
3 h 15. 90 F et 120 F.

Le Misanthrope

de Molière,
mise en scène
de Christian Colin,
avec Christian Colin,
Claire-Indigène Cottareau,
Jean de Cotincq,
Jean-François Delacour.

Encore un Misanthrope - le
troisième de la saison - par
un metteur en scène qui cite
Thomas Bernhard, Pasolini,
et Artaud : « Je ne puis plus
compter sur toi dans ma
détresse, puisque tu te refuses
à te préoccuper de la parole la
plus utile en moi, mon
âme. »

Théâtre, 41, av. des Crésilles,
92000 Gennevilliers. Du mardi
au samedi à 20 h 30. Matinée
dimanche à 17 heures. Tél. :

47-93-26-30. Durée : 2 h 15.
80 F et 110 F.

La Tempête

de William Shakespeare,
mise en scène
de Peter Brook,
avec Georges Corraque,
Jean-Paul Denon,
Sodiq Kuyate,
Mamadou Moune.

Ja Ariel très spécial, une tra-
duction intelligente, des cos-
tumes, un décor d'une dou-
ceur magique. Une Tempête
sumatraise.

Bouffes du Nord, 37 bis, bd de
la Chapelle, 10^e. Du mardi au
samedi à 20 h 30. Matinée
samedi à 15 heures. Tél. :
46-07-34-50. Durée : 2 h 20.
70 F et 100 F.

Théâtre équestre
Zingaro

Tout entière à leur gloire
vouée, la cathédrale de bois
résonne des galopades effré-
nées des chevaux, acteurs sau-
vages jouant avec les éva-
liers, secouant leurs crinières,
faisant voler le sable au
rythme des musiques tziganes.
Souvent imités, les Zingaro
restent inimitables.

Théâtre équestre Zingaro, 176,
av. Jean-Baptiste, 93000 Aubier-
Villiers. Du jeudi au samedi à
20 h 30. Matinée dimanche à
17 h 30. Tél. : 48-78-75-00.
De 100 F à 200 F.

RÉGIONS

Rennes

Platonov

d'Anton Tchekhov,
mise en scène
de Georges Lavaurs,
avec Sylvie Orléan,
Marc Bonnaud,
Aurélien Perret,
Charles Schmitt,
David Buzelin,
Jacques Casselot,
Jean-Marie Boivin,
Delphine Galin,
Max Riera
et Jean-Philippe Salerio.

Cyniques mais fragiles, les
personnages de cette première
pièce du dramaturge russe fas-
cinent autant que le style et la
précision de Georges Lavaur-
sant : un élan de vie amère et
abrupte.

Le Grand Huit-Théâtre national
de Bretagne, 1, rue Heiler,
35000 Rennes. Du jeudi
au samedi à 20 h 30. Tél. :
99-30-88-88.

Marseille

La Robe verte

de Tawfik Al-Hakim,
mise en scène
d'Hervé Dubourjal,
avec Denise Gence,
Pierre Tabard
et Yves Grenier.

Voir notre photo légendaire
ci-dessus.

La Cité, 30, quai de Rive-
Neuve, 13000 Marseille. Le 11
décembre, 20 h 30 (et les 12,
13, 14, 15 et 16 décembre).
Tél. : 91-54-70-58. 80 F et
120 F.

La sélection « théâtre »
a été établie par :
Cécile Gaudier
et Bénédicte Mathis.

atem

"SUPPLEMENT
NECESSAIRE"
concert

8 décembre à 21 h
9 décembre à 16 h 30

œuvre de
M.-H. FOURNIER

Réservations
43 64 77 18

THÉÂTRE 71

HALAKOFF



Dialogues d'exilés

Bertolt Brecht

Dubois / Frin / Lazennec

Production
Comédie de Caen

28 nov - 16 déc

46 55 43 45

EMMANUEL ET SES OMBRES
LE PIEGE

Réalisation Didier Bezace

d'après « Le Pigeon » d'Emmanuel Bove

Spectacle jubilant L'Express

Jean-Claude Friesang, formidable

Pur matériel théâtral chargé de

vie et d'émotion La Croix

C'est une réussite France Culture

Jusqu'au 22 décembre

THEATRE DE L'AQUARIUM

43 74 99 41

Centre Georges Pompidou

du 5 décembre 1990 au 7 mars 1991

HOMMAGE

A CESARE ZAVATTINI

50 ANS DE CINEMA ITALIEN

SALLE GARANCE

80 films

théâtre de la bastille

du 6 au 22 décembre à 21h dimanche 17h - relâche lundi

LA CITE CORNU (50° 40'N/3° 09'E)

Citation et mise en scène d'Alfred Jarry / avec Bruno Béglin, Patrice Gaudier, Jean-Pierre Helleboeuf,
Elisabeth Legrain, Jacques Pellé, Florence Masse, Jean Varin, Sylvie Zande-Barret

74, rue de la Roquette 75011 PARIS 43 57 42 14

ATHENEE
LOUIS JOUVET

L'IDEAL
texte et mise en scène
DANIEL LEMAHIEU

Texte et mise en scène de Daniel Lemahieu
d'après le roman de Marcel Schwob
et d'après le film de Jean-Louis Bory de Saint-Vincent
d'Alfred Jarry

47.42.67.27

Centre Georges Pompidou

du 5 décembre 1990 au 7 mars 1991

HOMMAGE

A CESARE ZAVATTINI

50 ANS DE CINEMA ITALIEN

SALLE GARANCE

80 films

42 43 17 17

كتاب النحل

GUIDE/MUSIQUES

DÉCOUVERTES DE LA SEMAINE

Manoury

Peut-être
Pierre-Yves Arnaud
Sylvie Sult (alto)
Orchestre philharmonique
de Radio-France.

Voilà sans doute l'une des bonnes façons d'aider un compositeur vivant, jeune, légitimement ambitieux et intellectuellement armé pour parler de son œuvre à un public non spécialisé. Pédagogue, vulgarisateur, Philippe Manoury l'a longtemps été en tant qu'exégète des programmes de l'InterContemporain. Le voici qui s'intéresse à lui-même et retrace les chemins qui l'ont amené à *Peut-être* - un effectif digne de Stockhausen, auquel, déjà, Zeltzoff faisait penser. *Peut-être*, d'abord (Pierre-Yves Arnaud et sa flûte basse). A propos d'*Peut-être* ensuite (l'œuvre dans son effectif lourd, expliquée lors d'un atelier). *Peut-être*, enfin, pour un concert, exceptionnellement décalé.

Le 8. Maison de Radio-France, 18 h 30. Tél. : 42-30-15-16, 30 F.

Aleph
Françoise Kubler (soprano),
Sylvie Sult (alto),
Adrian Brand (ténor),
Bernard Deletre (baryton),
Armand Angster (clarinette),
Orchestre philharmonique
de Radio-France,
David Robertson (direction).

Lire natale de Radio-France,
20 h 30. Tél. : 42-30-15-16,
30 F.

Scriabine
Sonate pour piano n° 2
Études op. 10 n° 2 et 4.
Étude op. 42 n° 5.

Schumann
Toccata

Chopin
Scherzo n° 4
Polonaise

Rachmaninov

**Variations sur un thème
de Corelli**
Six études-tableaux
op. 33 et 39
Nikolai Louganski (piano).

Tatiana Nicolaeva est professeur titulaire du Conservatoire de Moscou. Elle est aussi, depuis quelques années, la coqueluche de Paris. Elle n'a accepté de rejouer dans la capitale qu'à condition d'y présenter un poulain. Et les poulains sont souvent plus fantasistes que leur maître.

Le 8. Salle Gaveau, 20 h 30.
Tél. : 48-53-05-07.
De 100 F à 180 F.

Kurtág

Op. 27 n° 2 pour piano,
violoncelle et deux ensembles

Berio

Con
Zoltan Kocsis (piano),
Miklos Perenyi (violoncelle),
Ensemble InterContemporain,
Ensemble moderne,
BBC Singers,
Peter Eotvos (direction).

Personne ne savait, quand l'Ensemble InterContemporain passa commande d'une œuvre à György Kurtág pour le Festival d'automne, si cet *Opus 27 n° 2* serait terminé pour le 11 décembre (un peu plus tôt même, de telle sorte que les interprètes, Kocsis et Perenyi, toujours inséparables, aient le temps de la travailler). Mais la bonne nouvelle est tombée depuis un mois déjà : le moins probable, le plus angoissé des compositeurs hongrois est venu à bout de cette page concertante, qui renouvellera peut-être l'émerveillement ressenti le 24 octobre devant l'*Opus 27 n° 1* de la même : *Quasi una fantasia*.

Le 11. Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30. Tél. : 47-20-36-37. De 70 F à 180 F.



Strasbourg

Magnard
Hymne à la Justice
pour orchestre

Saint-Saëns
Concerto pour piano et
orchestre n° 5 à égyptien

Rimski-Korsakov
Scheherazade
Pascal Rogé (piano),
Orchestre philharmonique
de Strasbourg,
Michel Plasson (direction).

Le 6. Palais de la musique et
des congrès, 20 h 30. Tél. :
38-57-67-87. De 120 F à
220 F.

Bordeaux

Schumann
Concerto pour piano
et orchestre

Bruckner
Symphonie n° 7
Maria João Pires (piano),
Orchestre national
de Bordeaux-Aquitaine,
Alain Lombard (direction).

Le 8. Palais de la musique et
des congrès, 20 h 30. Tél. :
47-20-36-37. De 70 F à 180 F.

Mardi 11

Moussorgski
Rachmaninov
Tchaïkovski
Miklos Perenyi (piano),
Sylvie Sult (alto).

(Voir notre photo légendaire ci-dessus).

Britten
L'Arche de Noé
Christian Tréguier,
Jacques Huguier (basses),
Eva Bauwens (mezzo-soprano),
Monique Bouvet,
Anta Tynes (piano),
Sylvie Sult (orgue).

Britten était un habitué des « moralités et interludes », inspirés des miracles du Moyen Âge. Kojakharov est un routier du spectacle pour enfants, activité qu'il exerce fort bien pour l'Opéra de Montpellier. Toutes ces habitudes devraient aboutir à un spectacle inhabituel, ne serait-ce que parce qu'il recourt à la participation de 300 jeunes choristes.

Opéra de la Bastille, 19 h 30.
Tél. : 40-01-18-16. 90 F.

Vivoldi

Haendel
Gluck
Cherubini
Rossini
Bellini
Donizetti

Après avoir rendu hommage au Martinien, avec les Trois Souhaites, opéra-fin sur un texte de Ribemont-Dessaignes, l'Opéra de Lyon célèbre le centenaire du compositeur tchèque avec l'exécution de l'un de ses grands oratorios chantés dans sa langue natale.

Le 6. Auditorium Maurice-Ravel, 20 h 30. Tél. : 78-28-09-80. De 120 F à 170 F.

ROCK

Rita Mitsouko

On nous promet un son exceptionnel, des surprises (mais la vraie surprise serait qu'il n'y en ait point). Les Rita sont rares à tous points de vue : raison de plus de profiter de cette soudaine générosité. Ils seront à La Cigale aussi longtemps qu'on voudra d'eux.

Le 5, 6, 7, 8, 9 et 11. La Cigale, 20 heures. Tél. : 42-82-98-23. 140 F.

Carmel

Les infortunes de Carmel, qui n'arrive pas à se faire prendre au sérieux dans son pays natal et n'a pas vendu autant d'albums que sa maison de disques l'espérait, ont une conséquence positive : on va pouvoir l'entendre en club.

Plus mélo que blues, plus proche de Dusty Springfield que d'Anita Baker, Carmel vaut une soirée.

Du 5 au 8. New Morning, 20 heures. Tél. : 45-23-51-41. 120 F.

Joe Henderson

Joe Henderson, en un sens, est un ténor qui n'a pas fait la carrière qu'il méritait. Très doué, techniquement très solide, audacieux, on le considère pourtant toujours en retrait par rapport aux grandes époques qu'il traverse. Il est né en 1927. L'âge et la sérénité venus, il mérite une écoute ouverte, sans préjugés, sans comparaisons.

Tout le monde aura à y gagner. À signaler parmi ses accompagnateurs : Niels Laud-dok et Jean-François Jenny-Clark.

New Morning, le 11, à 21 h 30. Tél. : 45-23-51-41.

Bobby Few Trio

Parisien d'adoption, long-temps pilier du groupe de Frank Wright, pianiste bouillonnant, virtuose ou très délicat en solo, Bobby Few est de retour : avec Raymond Dumble (basse) et Noel McGhie (drums), il commence, par ses rencontres, par sa propre histoire, par son parcours, à résumer à lui tout seul les chapitres du piano : d'Art Tatum à aujourd'hui en passant par Monk ou Cecil Taylor.

Le 6. Auditorium Maurice-Ravel, 20 h 30. Tél. : 78-28-09-80. De 120 F à 170 F.

Alexandrina Milcheva est bulgare, mais sa voix n'a pas ce vibrato qui ne va qu'au répertoire slave. Son chant, son style sont universels. Il est presque dommage qu'elle ait choisi des compositeurs russes, même si elle les chante comme personne. Aurons-nous la chance de l'écouter un jour dans l'Amour et la Vie d'une femme ? Elle est à l'Auditorium des Halles, le 11.

Tournées

Les Thugs

Au Festival de Reading, l'été dernier, le T-shirt Thugs se portait aussi avantageusement que celui de James ou du Wedding Present. Et les fans anglais du groupe seraient sans doute tombés en syncope si on leur avait appris que cette bande de chirurgiens du rock qui va vite sans jamais déraiper venait d'Angers.

Le 8 décembre, Bourges. Le 13, Strasbourg, salle de la Bouasse.

Le Voyage d'hiver

Ruth Barnes

Sur le célèbre cycle de Lieder de Schubert, Ruth Barnes est une disciple de Cunningham, que son goût du rituel et son rapport intime à la musique singularisent dans le courant post moderne.

Café de la Danse, jusqu'au 8, à 20 heures. Tél. : 48-05-57-22. 80 F et 100 F.

Montpellier

Jours étranges

So Schmitt

Compagnie Dominique Bagouet

Qui se cachera du feu qui ne se couche pas ?

Brigitte Fargès

Dans le cadre du Festival d'automne, Brigitte Fargès présente la troisième version de cette pièce, qui est l'aventure qu'elle a nommée *Ballade du Farigat*. Ce Farigat n'est pas sans rapport avec la Hongrie, où Fargès a beaucoup séjourné et dont elle revisite le folklore avec l'aide de Peter Gerson-Kovacs. Musique de Jean-Jacques Paix.

Centre Pompidou, du 5 au 8, à 20 h 30 ; le 9, à 18 heures. Tél. : 42-77-12-33.

Balanchine, Lubovitch, Garnier, Kylian

La seule création mondiale de la saison, au Palais Garnier : *Mauboussin*, de Lars Lubovitch, sur un quatuor de Mozart. Entre le crispant *Capriccio* de Balanchine, le bondissant *Sinfonietta*, de Kylian, et un hommage justifié à Jacques Garnier : l'enlèvement au répertoire de son délicieux *Aunis*.

Palais Garnier, du 5 au 9, 11 et 13, 18 h 30. De 30 F à 320 F. Tél. : 47-42-63-71.

Festival

Rennes Transmusicales

Une programmation de luxe. Les curieux vont savoir enfin si les Les (6) sont meilleurs sur scène qu'en disque, comme le groupe le clame partout : si Dead Zeppelin, le groupe qui ne joue que des reprises de Led Zeppelin sur une rythmique reggae, est plus qu'un canular (le 8). Mais aussi une création scénique de Von Magat, une programmation qui s'ouvre aux Antilles (Boukman Eks-péryans, les héritiers de la musique vaudou haïtienne (le 7), aux racines - toujours vaudoues - du rock de La Nouvelle-Orléans et au zydeco des bayous voisins. Et encore du rap (mais en espagnol avec Kid Frost, le Chicano de Los Angeles, le 9) et du reggae avec Benjamin Zephaniah (le 9, également). Et toujours les Bars en Trans avec des groupes à suivre.

Salle de la Cité : 80 F et 110 F. Salle omnispports : 90 F et 110 F. Ubu Club : de 20 F à 70 F (gratuit avec la carte Ubu). Van Magnat : de 40 F à 80 F. Bars en Trans : concert gratuit. Du 4 au 9 décembre. Tél. : 99-31-12-10.

Suzanne Vega

Peter Blegvad

Suzanne Vega, tout le monde la connaît, une précision supplémentaire : le spectacle qu'elle a donné au Grand Rex au début de l'année fut l'un des plus cohérents, des plus charmants de l'année. En première partie, Peter Blegvad, un peu folk, un peu rock de traviole (il a appartenu à la constellation des Golden Palominos avec Anton Frier, Syd Straw et quelques autres). Merci donc d'arriver à l'heure.

Le 10. Elysée-Montmartre, 19 h 30. 120 F.

SÉLECTION PARIS

Mardi 5 décembre

Tchaïkovski

Concerto pour piano n° 1
Symphonie n° 6
Daniel Barenboim (piano),
Orchestre de Paris,
Semyon Bychkov (direction).

« L'ancien et le nouveau. ha, ha, ha », dit la chanson. Le premier, au piano. Salle Pleyel, 20 h 30 (à 6). Tél. : 45-53-88-73. De 70 F à 250 F.

Jeudi 6

Vorizek

Sonate pour piano op. 20

Dvorak

Les Images poétiques, op. 85

Janacek

Dans les brumes

Martini

Trois danses tchèques
Radoslav Kravil (piano).

Il est tchèque, joue de la musique tchèque (dont Vorizek, un élève de Hummel, un ami de Beethoven). Sa réputation, méritée, est antérieure à la déférence des artistes de l'Est : il a enregistré Smetana, Janacek, chez Calliope. Radoslav Kravil, constant dans l'exploration de son territoire musical, est un pianiste « spécialisé » : tout le contraire d'un de nos trop nombreux virtuoses à tout faire. Fallait-il néanmoins que les Concerts du Louvre aient l'idée d'un cycle de musique tchèque (qui se poursuit jusqu'au 7 février), l'année même où la programmation du Festival d'automne est à dominante hongroise ? L'actualité européenne n'est pas un argu-

ment suffisant. Le centième anniversaire du Tchécoslovaque (qui tombe le 10 décembre) peut-être.

Auditorium du Louvre, 12 h 30. Tél. : 40-20-52-23. 45 F.

Mardi 11

Moussorgski

Rachmaninov

Tchaïkovski

Miklos Perenyi (piano),
Sylvie Sult (alto).

(Voir notre photo légendaire ci-dessus).

Britten
L'Arche de Noé
Christian Tréguier,
Jacques Huguier (basses),
Eva Bauwens (mezzo-soprano),
Monique Bouvet,
Anta Tynes (piano),
Sylvie Sult (orgue).

Britten était un habitué des « moralités et interludes », inspirés des miracles du Moyen Âge. Kojakharov est un routier du spectacle pour enfants, activité qu'il exerce fort bien pour l'Opéra de Montpellier. Toutes ces habitudes devraient aboutir à un spectacle inhabituel, ne serait-ce que parce qu'il recourt à la participation de 300 jeunes choristes.

Opéra de la Bastille, 19 h 30.
Tél. : 40-01-18-16. 90 F.

Vivoldi

Haendel

Gluck

Cherubini

Rossini

Bellini

Donizetti

Après avoir rendu hommage au Martinien, avec les Trois Souhaites, opéra-fin sur un texte de Ribemont-Dessaignes, l'Opéra de Lyon célèbre le centenaire du compositeur tchèque avec l'exécution de l'un de ses grands oratorios chantés dans sa langue natale.

Le 6. Auditorium Maurice-Ravel, 20 h 30. Tél. : 78-28-09-80. De 120 F à 170 F.

représentation
du soir 20h

LE CERCEAU

Slavkine & Régy
Création

NANTERRE
du 6 novembre
au 16 décembre 1990
Tel : 47 21 18 81
ou 3 FNAC

AMANDIERS

La sélection
« Musiques »
« est établie par :
Anne Rey,
Francis Marmande,
« Rock » :
Thomas Soliel.
« Danse » :
Sylvie de Nissac.

TGP

Danses d'Automne

SCILLA E CARIDDI
PACO DECINA
7, 8, 9 DECEMBRE

BASTA !
GEORGES APPAY
11 DECEMBRE

SINFONIA EROICA
MICHELE ANNE DE MEY
13, 15, 16 DECEMBRE

BERG
page 8
15 RTA
20 F

GUIDE/ARTS

NOUVELLES EXPOSITIONS

Le calendrier des expositions paraît dans le Monde du jeudi (sauf vendredi), soit le lendemain de notre supplément Art-Spectacles.

André Masson

42 huiles de 1922 à 1966, 24 pastels et dessins, 11 sculptures pour une exposition qui doit, après Paris, aller en Suisse et au Japon. Parmi les œuvres les plus importantes : la *Vie éblouissante de Tolède*, de 1936-1939, un tableau apocalyptique avec feu, sang, cristal et Minotaure, l'œuvre de toutes les mythologies développées par André Masson au fil de sa vie.

Galerie Odermatt-Cazeau, 85 bis, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris 8^e. Tél. : 42-66-92-58. Tous les jours sauf dimanche de 10 heures à 19 heures. Du 6 décembre au 2 février 1991.

Artistes tchèques et slovaques

Que font les peintres tchèques, slovaques et slovaques depuis les années 60 ? Une triple exposition, au Musée du Luxembourg, sous la coupole du Printemps Haussmann et à la Défense, permet de s'en faire une idée. Elle réunit une quarantaine d'artistes. Certains, comme Vladimír Bostik, Rudolf Fila, Jiri Kolar, Miloslav Moucha ou Vladimír Skoda, sont connus. Les autres restent à découvrir.

Musée du Luxembourg, 15, rue de Valenciennes, Paris 8^e. Tél. : 42-34-25-85. Tous les jours sauf lundi de 11 heures à 19 heures. Du 6 décembre au 27 janvier 1991.

SÉLECTION PARIS

Art et publicité

Des photos d'Ajaj et Seeburger témoignent des formes de la publicité urbaine vers 1900, aux artistes d'aujourd'hui qui découpent les idées et le langage publicitaire, l'histoire d'une relation d'excitation-fascination. En 1 200 œuvres rassemblées au Centre Pompidou par le musée, le CCI et la BPI. Non sans quelque confusion.

Centre Georges-Pompidou, grande galerie 5^e étage, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. Tél. : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 25 février 1991. 18 F.

Chercheurs d'or et orfèvres des temps anciens

De Mésopotamie, de Perse, d'Égypte ou bien du Chine, du Sahara, et bien sûr du Mexique, voici le portrait brillant du mineur et du pépériste, à travers les objets qu'il façonnait l'or, son frère inséparable. Quelque deux cent cinquante objets, provenant d'une quinzaine de musées, sont ici présentés.

Musée des Antiquités nationales, château de Saint-Germain-en-Laye, 78000. Tél. : 34-51-53-55. Tous les jours sauf mardi de 9 heures à 17 h 15. Jusqu'au 21 janvier 1991. 18 F.

Euphronios, peintre à Athènes au V^e siècle avant Jésus-Christ

Les peintres de vases grecs avaient des noms, dans l'Antiquité, comme les artistes d'aujourd'hui. Euphronios était l'un d'eux. Il a bénéficié d'un nouveau type d'archéologie, le dépoussiérage muséographique, qui profite tout particulièrement à cette forme de la création hellénique.

Musée du Louvre, hall Napoléon, entrées par la Pyramide, Paris 1^{er}. Tél. : 40-20-51-51. Tous les jours sauf mardi et le 25 décembre de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 31 décembre 1991. 25 F.

Ferraiz

Hommage à un affichiste de cinéma (1927-1982), dont on ne connaît pas forcément le nom, mais sûrement quelques-unes de ses meilleures créations, par exemple pour *La charme discret de la bourgeoisie*, *Providence*, *Diva* ou *Cassandre*.

Musée de la publicité, Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli, Paris 1^{er}. Tél. : 42-60-32-14. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 13 janvier 1991. 20 F.



Les cercles d'ardoise et de pierre de l'Anglais Richard Long, ses lignes de bois flottées ou ses anneaux de terre et de boue que l'on peut voir au musée de Rochecorbon, sont le produit simple et beau du rapport privilégié que l'artiste entretient avec la nature et les éléments fondamentaux de l'univers. Comme en témoignent ces vieux bois disposés, en 1979, en

Écosse.

Il y a cent ans ils ont donné l'Olympia

Le Musée d'Orsay fête l'entrée, en novembre 1890, de l'*Olympia* de Manet dans les collections nationales. Cette œuvre n'allait pas de soi. Un dossier rappelle l'affaire : la souscription à l'initiative de Monet, et le don accepté à regret. Parallèlement sont exposés soixante-dix dessins et pastels du peintre.

Musée d'Orsay, entrée quai Anatole-France, pl. Henry-Desfontaines, Paris 7^e. Tél. : 40-49-48-14. Mercredi, vendredi, samedi, mardi de 10 heures à 18 heures, jeudi de 10 heures à 21 h 48, dimanche de 9 heures à 18 heures. Fermé le lundi. Visites de groupes, rendez-vous à 17 h 30, samedi, dimanche et fêtes de 10 heures à 18 h 30. Jusqu'au 31 janvier 1991. 40 F.

La Rome baroque de Maratti à Piranèse

De Carlo Maratti à Giovanni Battista Piranèse, une évocation de la Rome baroque en cent soixante-dix études pour des tableaux ou des grandes décorations. Cet ensemble inaugure les nouvelles salles d'exposition du Pavillon de Flore.

Musée du Louvre, hall Napoléon, entrées par la Pyramide, Paris 1^{er}. Tél. : 40-20-51-51. Tous les jours sauf mardi et le 25 décembre de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 31 décembre 1991. 18 F.

Musée du Louvre, pavillon de Flore, porte Jauillard - côté jardin des Tuileries, Paris 1^{er}. Tél. : 40-20-51-51. Tous les jours sauf mardi et le 25 décembre de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 31 décembre 1991. 28 F.

Les artistes de Worswede

Petit village entre Brême et la mer, Worswede fut à l'art allemand de la fin du dix-neuvième siècle ce que Pont-Aven avait été à l'art français : une colonie de peintres et de sculpteurs, autour de Rilke et de Vogler, y jeta les bases de l'expressionnisme.

Musée départemental du Prieuré, 2 bis, rue Massé-Denis, Saint-Germain-en-Laye, 78100. Tél. : 39-73-77-87. Tous les jours de 10 heures à 17 h 30, samedi, dimanche et fêtes de 10 heures à 18 h 30. Jusqu'au 31 janvier 1991.

Les vanités dans la peinture au XVII^e siècle

Où le crépuscule occupe une place d'honneur sur les tables, parmi les fleurs, les bijoux, l'argenterie, les portraits et les miroirs, en des compositions savantes invitant l'homme à réfléchir sur sa destinée, la brièveté de la vie, l'insanité des biens terrestres. Une exposition conçue par le

Musée du Louvre, pavillon de Flore, porte Jauillard - côté jardin des Tuileries, Paris 1^{er}. Tél. : 40-20-51-51. Tous les jours sauf mardi et le 25 décembre de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 31 décembre 1991. 28 F.

Musée des beaux-arts de Caen, qui l'a présentée cet été

Musée du Petit Palais, av. Winston-Churchill, Paris 8^e. Tél. : 42-65-12-73. Tous les jours sauf lundi et jours fériés de 10 heures à 17 h 40. Jusqu'au 15 janvier 1991. 28 F.

Nature artificielle

La lumière artificielle, en tube ou en projecteur, fait partie des matériaux que les artistes contemporains explorent ou exploitent volontiers. À l'occasion, ou systématiquement, à des fins fort diverses. Comme en témoigne cette exposition de 35 œuvres (souvent précédées par de grands musées) de personnalités aussi différentes que Boltanski, Dan Flavin, Jenny Holzer, Piotr Kowalski, Martial Rayson ou Michel Vaxux.

Espace Electra, 6, rue Récamier, Paris 7^e. Tél. : 45-44-10-03. Tous les jours sauf lundi de 11 h 30 à 18 h 30, jeudi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 31 décembre.

Papier peint panoramique

Les bourgeois aisés du dix-neuvième siècle avaient inventé un excellent moyen de décorer, de plonger dans l'histoire, de voyager sans quitter leur salon ou leur salle à manger : en couvrant les murs de grands paysages imprimés sur vingt à trente mètres de papier peint. Presque du Cinéma, en somme.

Musée des arts décoratifs, galerie d'antiquité, 107, rue de Rivoli, Paris 1^{er}. Tél. : 42-60-32-14. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 31 janvier 1991. 20 F.

Picasso, une nouvelle donation

Une nouvelle donation, celle de l'héritière de Jacqueline Picasso. Elle comporte beaucoup d'œuvres, peintures, céramiques, dessins, lithographies des dernières années, mais aussi des carnets, de précieux carnets concernant, par exemple, la genèse des *Demotiques d'Alger* ou des *Trois femmes* et un formidable papier collé de Braque, *Trois-cinéma*, de 1913.

Grand Palais, galeries nationales, av. Winston-Churchill, pl. Clemenceau, av. Gai-Eisenhower, Paris 8^e. Tél. : 42-65-22-13. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 20 heures, mercredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 14 janvier 1991. 25 F. (dim. : 16 F.).

Jean Prouvé

Prouvé, le grand Prouvé dont chacun se réclame aujourd'hui, aura eu le bonheur de mourir avant de voir le CNIT, auquel fut associé son talent d'ingénieur, défiguré par les lois du marché. De son vivant on avait un peu tendance à en faire un martyr de l'indifférence, un artiste maudit. Le CNIT lui restitue la lumière et la gloire, dans un espace signé Renzo Piano.

Centre Georges-Pompidou, galerie du CCI, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. Tél. : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 28 janvier 1991. 18 F.

Simon Vouet

Ce n'est pas à une mince entreprise que se sont attelés les responsables de cette exposition Vouet. L'essentiel de son œuvre décorative a disparu et nombre des tableaux sortis de son atelier ont été peints par des élèves auxquels il avait insufflé son propre talent. Soixante tableaux autographes ont toutefois pu être réunis, qui rappellent le séjour en Italie de Vouet et son inspiration caravagesque, ou qui relèvent de la veine française, plus légère, de ce peintre favori de Louis XIII.

Grand Palais, galeries nationales, av. Winston-Churchill, pl. Clemenceau, av. Gai-Eisenhower, Paris 8^e. Tél. : 42-65-22-13. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 20 heures, mercredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 11 février 1991. 33 F.

GALERIES

Jonathan Borofsky

L'Américain Jonathan Borofsky est un artiste capricieux et changeant, une sorte de transavantgardiste, qui manipule toutes sortes d'images et de matériaux, mêle volontiers peinture, dessin et sculpture, privilégie les installations. Dans son exposition chez Yvon Lambert, il traite la lumière et tourne autour de l'idée de spectre.

Galerie Yvon Lambert, 108, rue Vivienne-du-Temple, Paris 3^e. Tél. : 42-71-03-33. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 heures à 13 heures et de 14 h 30 à 19 heures. Jusqu'au 10 janvier 1991.

Victor Brauner

Cinquante œuvres importantes de cet artiste d'origine roumaine, disparu en 1966 et dont la dernière grande rétrospective remonte à 1972. C'est un moderne, après un bref passage surréaliste, et avant d'être simplement un peintre solitaire qui livre ses obsessions et ses inquiétudes, explorant tout à tour les paléolithes de l'inconscient et de l'automatisme.

Galerie Didier Imbert Fine Arts, 19, av. Matignon, Paris 8^e. Tél. : 45-62-10-40. Tous les jours sauf dimanche de 10 heures à 13 heures et de 14 h 30 à 19 heures, lundi de 14 h 30 à 19 heures. Jusqu'au 30 décembre.

100 Dessins

De M. Ingres à Sempé, en passant par les Nabis (une spécialité de la maison), Cézanne, Scurat, Kupka, Balbus, Dali et beaucoup d'autres : cent dessins au choix. Galerie Bellier, 7, quai Voltaire, Paris 7^e. Tél. : 42-60-74-72. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 heures à 13 heures et de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 22 décembre.

Marc Chagall

Un Chagall inattendu, « hors couleur », qui dessine au crayon, au lavis, à l'encre de Chine sur papier japonais, et sculpte. Trente-huit œuvres de 1941 à 1980.

Galerie Enrico Navarra, 75, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris 8^e. Tél. : 47-42-65-66. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 31 décembre.

Jacques Doucet

Un peintre dans le genre vêtement, resté fidèle à l'esprit du mouvement Cobra auquel il a participé dès 1949. Un choix de tableaux depuis cette période et des gouaches récentes le montre chez Boullée (rive gauche, pour les tableaux) ; rive droite, pour les gouaches.

Galerie Fabien Boulakia, 20, rue Bonaparte, Paris 6^e. Tél. : 43-26-56-75. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 heures à 13 heures et de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 26 janvier 1991.

Galerie Boulakia, 30, rue de Miromenil, Paris 8^e. Sauf dimanche et lundi de 10 h 30 à 12 h 30 et de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 28 janvier.

Hélène Delprat

Cette jeune artiste active et passionnée, qui, ces derniers temps, travaille beaucoup pour le théâtre, inaugure la nouvelle galerie Maeght, rue Saint-Merri. Avec ses toiles les plus récentes.

Galerie Maeght, 12, rue Saint-Merri, Paris 4^e. Tél. : 42-78-43-44. Jusqu'au 9 février 1991.

RÉGIONS

Grenoble

Anish Kapoor
Sa sculpture aux formes organiques, couverte de poudre

Nancy

Arthur de Maurice Denis

Les œuvres majeures du Musée du prieuré de Saint-Germain-en-Laye sont à Nancy, où elles entourent celles des Nabis conservées au Musée des beaux-arts grâce à la donation Henri Galilée (1875-1937). Une heureuse rencontre, dont Maurice Denis, Bonnard, Vuillard, Sérusier, Roussel, Vallotton et Maillol sont les acteurs.

Musée des beaux-arts, place Stanislas, 54000. Tél. : 83-37-65-01. Tous les jours sauf mardi de 10 h 30 à 18 heures, lundi de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 10 février 1991.

Nîmes

Robert Filliou

Quatre-vingts œuvres en tous genres, pour illustrer la production insolite et turbulente d'un artiste « touche à tout », qui, participant les vues des néo-dadaïstes du mouvement Fluxus, s'est déclaré pour la créativité permanente et l'abolition des frontières entre l'art et la vie.

Musée des beaux-arts, rue Cité-Foulc, 30033. Tél. : 66-76-73-47. Tous les jours de 10 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 3 janvier 1991.

Rennes

Design

Au dix-huitième siècle, un parlementaire rennais achetait des dessins de Vinci, de Bellini et de Donatello. Le musée de la ville en a, enfin, dressé l'inventaire et les expose comme ils méritent de l'être.

Musée des beaux-arts, 20, quai Emile-Zola, 35000. Tél. : 98-28-55-65. Tous les jours sauf mardi et jours fériés de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Jeudi jusqu'à 20 heures. Visites commentées gratuites jeudi à 15 heures, dimanche à 15 heures et 18 h 30. Jusqu'au 7 janvier 1991. 11 F. (gratuit dimanche 16 décembre).

Rochecorbon

Richard Long

Voir ci-dessus notre photo légendaire.

Musée départemental, Château, 27000. Tél. : 55-45-10-16. Tous les jours sauf lundi et mardi de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 6 janvier 1991. 8 F.

La sélection « Arts » a été établie par Geneviève Breuerette

100 dessins

Jusqu'au 22 décembre

Galerie BELLIER

7 quai Voltaire - 75007 Paris

Tél. 42 60 74 72

Siège social

33 avenue Pierre 1^{er} de Serbie

75008 Paris

Tél. 47 20 26 70

BOULOGNE BILLANCOURT

ANGÈLE MENDELSSOHN-BALLANT

25

SALON DES ANTIQUAIRES

ANTIQUITES BROCANTE

30 NOVEMBRE

9 DÉCEMBRE

GALERIE CHARDIN

35, rue de Seine 75006 PARIS

Tél. : (1) 43 26 39 38

MARZELLE

Jusqu'au 22 décembre

GALERIE FRAMOND

3, rue des St Peres, VII

ROGER DE CONINCK

41 tableaux (1964-1990)

décembre 90

janvier 91

28 novembre - 11 janvier

Rainer

Galerie Lelong

13, rue de Téhéran, Paris 8^e

28 novembre - 11 janvier

Giacometti

Galerie Lelong

13, rue de Téhéran, Paris 8^e

Galerie H. Odermatt-Ph. Cazeau

85 bis, fg St-Honoré 75008 Paris - (1) 42 66 92 58

ANDRÉ MASSON

Cœuvres Maîtresses

5 DÉCEMBRE - 2 FÉVRIER

RÉGIONS

Grenoble

Anish Kapoor
Sa sculpture aux formes organiques, couverte de poudre

La sélection « Arts » a été établie par Geneviève Breuerette

LES DISQUES DE L'ANNÉE



... et Sinead O'Connor.

Sinead O'Connor

I do not Want What I Haven't Got
Nothing compares to U. Il restera comme la chanson de 1990, le moment qui a fait pleurer Marge sur cinq continents. Sinead O'Connor est une grande chanteuse, qui a cette fois trouvé un matériau à la mesure de son intensité. Dépouillement de la production, qualité de l'écriture: le plaisir de se faire des émotions.
Ensign/Chrysalis.

Pixies

Surfer Rosa
C'est exactement comme si Paul Simon avait appelé son dernier disque *Rock'n'roll*, au lieu de *Rhythm of the Saints*. Les Pixies ne se sont pas vraiment assagis, un peu civilisés peut-être. Ils sortent de la jungle sonore dans laquelle ils se dissimulaient quand ils ne savaient plus où aller, pour s'affirmer avec une autorité impériale. Ballades doucement percussives ou déchaînements métalliques, les Pixies savent tout faire.
4AD/Virgin.

Prefab Sprouts

Jordan, The Comeback
Prefab Sprouts l'emporte au passage. Gros disque ambuleux, *Jordan* renferme des joyaux et de longs tunnels. Il n'empêche que la hauteur de vues de Paddy McAloon, son écriture travaillée le mettent au-dessus de la mêlée.
Kitchenware/CBS.

Prince

Greatest Hits
La pochette est bideuse, certaines chansons sont d'une banalité écorchée. N'empêche, *Greatest Hits* est encore une mine de surprises, un double album dont l'exploration est loin d'être terminée. Peut-être las de son rôle d'éclaircir, Prince se contente d'écrire des chansons, de travailler comme les autres. Mais il a beau faire, le résultat reste à part, ailleurs.
Paisley Park/WEA.

Queen Latifah

Half to the Queen
Voici donc le seul album de rap retenu ici. Ça n'est peut-être pas le meilleur, mais c'est l'un des rares à trouver sa place dans une sélection rock. On sent que, si l'envie lui venait, Queen Latifah pourrait chanter presque comme Aretha Franklin, que ses raps sont des chansons en puissance, que la variété des échantillons, le son chaud et cuiré gagneraient encore à être produits par de vrais musiciens. Bref, les conservateurs adoreront.
Tommy Boy/WMD.

Lou Reed, John Cale

Songs for Drella
Le disque de l'année. Du rock pour voix, claviers et guitare, sans rythme, sans rythme. Une biographie d'Andy Warhol, chantée, révisée, par deux hommes qui l'ont connu, aimé et, sans doute, un peu haï. La réunion de Reed et Cale, séparés depuis la dissolution du Velvet Underground, se fait naturellement, organiquement. Le résultat est un moment d'une grandeur bouleversante, une espèce de Taj Mahal du rock'n'roll.
Sire/WEA.

Zachary Richard

Women in the Room
Avec *Women in the Room*, Zachary Richard dépasse enfin son statut de musicien folklorique. Sans rien renier de ses racines cajons, son écriture prend de l'ampleur. Servi par une production intelligente (école Daniel Lanois), Richard réussit un disque qui le place aux côtés des grands néo-classiques américains (Los Lobos, Ry Cooder, John Hiatt).
A&M/Polydor.

Rita Mitsouko

Re
Comme le précise l'autocollant sur la pochette: «Ceci n'est pas une compilation». Les remix des grands et moins grands succès des Rita sont radicaux, audacieux. C'est sans doute la meilleure occasion, pour les réfractaires à la house music, les dispensés de disco-

thèque, de faire connaissance avec une forme de création totalement originale.
Virgin.

Robert Cray Band

Midnight Street
Après un bégaiement malheureux (deux années de suite le même album, c'est beaucoup, même pour un musicien aussi doué que Cray), voici la carrière du bluesman de Seattle remise sur les rails. Sans rien perdre de son poli (les cuivres de Memphis Horn sont maintenant parfaitement intégrés au groupe), le blues de Cray se fait plus urgent, retrouve sa vocation originale.
Mercury/Phonogram.

Calvin Russell

A Crack in Time
Le conte de fées de l'année: en janvier dernier, Calvin Russell aurait eu du mal à se faire arrêter à Austin, sa ville natale, et encore plus à y remplir une salle. Russell s'apprêtait à raccrocher quand Patrick Mathé, le patron de New Rose, l'entendit et lui permit de terminer son album. Le résultat, à mi-chemin entre la bande originale d'un road-movie, et un essai sur l'existentialisme des piliers de bar, prouve que, pour une fois, les fées ont eu bon goût.
New Rose.

Paul Simon

The Rhythm of the Saints
Percussions brésiliennes, guitares canarounaises, harmonica country, au contraire de *Graceland*, *The Rhythm of the Saints* est un disque voyageur, transcontinental. Le temps passé à le

réaliser donne à la musique une épaisseur douce, une complexité charmante sans égal. Au centre de ce dispositif impressionnant, il y a toujours Paul Simon et sa petite voix plaintive qui raconte ses rêves et réfléchit tout haut.
WEA.

Soul II Soul

Vol II. A New Decade
Jazzie B., le patron, pas très social, de Soul II Soul vient de déclarer aux *Inrockuptibles*: «C'est l'année, le seul album dans les charts anglais à ne pas sonner comme Soul II Soul, c'était le nôtre». C'est excès de modestie ou est-ce que justifié: la soul anglaise a aujourd'hui un son sophistiqué et sensuel, et c'est surtout grâce à Jazzie B., à son talent pour faire se rencontrer les cordes du Reggae Philharmonic Orchestra et les chanteuses les plus insensées, et surtout pour tourner des chansons qui remplissent sans effort les pistes de danse.
Virgin.

Martin Stephenson and the Daintees

Mad as a Hatter
C'est tout simple, un type qui chante avec son groupe, en faisant semblant de vivre dans le Grand Ouest alors qu'il vient des Lowlands. Simple, mélodique et sincère, on peut croiser ce genre d'album sans le remarquer, ou en tomber amoureux.
Barclay.

Sundays

Flaming, Writing and Arithmetic
Ils ont commencé 1990 comme candi-

dats au poste de coqueluche de l'année. Les lamentations exquises de Harriet Wheeler, la simplicité des arrangements et les mélodies sinueuses (associations d'idées automatiques: pluie, fin d'automne, amours finissantes) leur permettent de finir ces douze mois dans le peloton de tête.
Rough Trade/Virgin.

June Tabor and the Oyster Band

June Tabor, aux isières des scènes rock et folk britanniques, poursuit depuis quelques années un parcours solitaire. L'Oyster Band met à explorer le patrimoine musical anglais l'énergie que d'autres consacrent à finir leurs morceaux en moins de deux minutes. Leur rencontre se fait sans concessions mutuelles, dans un silence sombre et beau. Quelques originaux, beaucoup de reprises dont *Tomorrow's Parties* du Velvet Underground et la *Lullaby of London* des Pogues. Intéressant.
Cooking Vinyl/Barclay.

That Petrol Emotion

Chlorophyll
C'est le prototype des guitar bands: virtuosité bien comprise, sensibilité rock pure et dure (tendance militante, ce qui s'explique sans doute par les attaches irlandaises du noyau original du groupe) et puis, cette fois-ci, un paquet de chansons réussies. Un peu dégingé et surtout très malin.
Virgin.

They Might Be Giants

Flood
Bizarre, excentrique, le duo new-yor-

kais n'a rien abandonné de sa singularité pour ses débuts sur un grand label. Et surtout pas son humour tranchant (*My Racist Friend*) sa culture musicale éclectique, son malin plaisir à surgir là où on ne l'attend pas.
Elektra/WEA.

Urban Dance Squad

Mental Flies for the Globe
Une fois évacuées les plaisanteries sur le hollandais rapé - de toute façon le chanteur d'UDS est anglophone et vient du Surinam - force est de se rendre aux arguments de ce groupe qui fait du rap et de la musique, mixture sans antidote de modernité (Public Enemy et la Mano Negra) et de tradition (Jimi Hendrix et Led Zeppelin). Le meilleur début de l'année.
Arista/NMAG.

Neil Young

Ragged Glory
Enregistré dans une grange à la campagne, sans doute pour ne pas dérangé les voisins (les guitares font beaucoup de bruit, encore plus que chez les petits jeunes de Jane's Addiction ou de Living Colour), *Ragged Glory* est le cri d'un vieux hippie qui ne veut pas renouer. Briguebalant et magnifique comme un taxi haïtien, le rock de Neil Young finit toujours par arriver à destination.
Reprise/WEA.

Compilations : rocker's digest

Comme les autres consommateurs de phonogrammes, les rockers ont dû puiser dans leurs économies pour remplacer leurs disques de vinyle, usés par des années de surbours et d'écoutes intensives, par des disques compacts. Sans parler des jeunes générations qui n'étaient pas encore nées au moment de *Let It Be* ou qui sont passées de la crèche à la maternelle le jour où le Clash a sorti *London Calling*. D'où la compilation. La durée d'un CD permet de caser entre quinze et vingt titres originaux, sa technologie d'en améliorer la qualité sonore, comme dans le cas de Led Zeppelin. Et surtout, il n'y a que les tubes. Considération sordide, pour qui croit encore à la vieille idée de l'album comme œuvre d'art, mais argument imparable pour le programmeur de surprises-parties ou le consommateur en mal de nostalgie.

Il arrive que la compilation convienne à certains artistes, les piliers de Top 60 comme Jimmy Somerville ou Matt Bianco dont la carrière s'est faite au rythme des tubes et des clips. Enfin, on pourra admettre que, pour l'éducation des jeunes générations, les compilations peuvent servir d'introduction à des discographies qui méritent par ailleurs une exploration exhaustive. Entre les deux se situe la multitude des carrières en dents de scie dont on peut retenir deux ou trois albums.

Dans la première catégorie (qui pourrait s'intituler «Pourquoi se soucier des LPs?») on trouve donc Jimmy Somerville (*The Singles Collection 1984-1990*, London/Barclay), ses reprises transsexuelles (Donna Summer, Thelma Houston, Françoise Hardy) et ses compositions militantes (*Smalltown Boy*), avec ses complices de Bronski Beat. Et aussi Murray Head, surtout pour ses tubes des années 60 (*Watching Ourselves go by*, Phonogram); Matt Bianco, le faux jazzman et vrai chef d'orchestre de bal (*Best of*, WEA); Status Quo et leur boogie bon enfant (*Rocking all Over the Years*, Phonogram); et enfin - mieux vaut tard que jamais - *The Sonny and Cher Collection* (WEA), une collection des 45 tours les plus délicieusement stupides des années 60.

Dans la seconde catégorie (autrement dite: «Et que ferez-vous de la compilation une fois que vous aurez acheté tous les



Peter Gabriel.

disques?», on retiendra Cornerstones (Polydor), introduction à l'œuvre de Jimi Hendrix; 17 *Golden Greats* (Virgin) soient quelques moments de la carrière de Peter Gabriel depuis son départ de Genesis et les *Remasters* (WEA) de Led Zeppelin pour faire éclater le son énorme que le groupe créa à la fin des années 60. Même si le premier des deux CD, qui rassemble quelques-uns des meilleurs titres des quatre premiers albums, est infiniment supérieur au second, l'acquisition de *Remasters* est inévitable, que l'on écoute aujourd'hui Jane's Addiction, Whitesnake ou Robert Cray.

Et dans l'entre-deux, entre les collections qui rafraîchissent la mémoire et le rabâchage: Joe Jackson (*Stepping Out*, A&M/Polydor), Elton John (*The Very Best Of*, Phonogram), Madonna, qui, toujours furée, offre un inédit en prime (*The Immaculate Collection*, Sire/WEA), ou Carmel (*Collected*, Barclay) même s'il y manque quelques grands moments de l'histoire de la chanteuse.

T. S.

QUAND ON AIME LE JAZZ, ON NE L'AIME PAS QU'A MOITIE.



20.
25.
30.
35.
40.
45.
50.
55.
60.
65.
70.
75.
80.
85.
90.
95.
100.

son
le la
A le
n un
ami.

BERG

page 8

75 PTA

2 505

LES DISQUES DE L'ANNÉE

JAZZ

Les papillons et les dandys

Le collectionneur - l'acheteur serait plus exact - change de visage et de coutumes. Il n'accumule plus. Il est moins obsessionnel. Il papillonne et se laisse porter. Tout lui est bon. Il a raison : comment serait-il en mesure de trier le bon grain de l'ivraie ? D'ailleurs, qu'est-ce que l'ivraie quand le grain entre dans la danse ? A chacun son plaisir. L'art n'est peut-être pas devenu postmoderne. Le consommateur l'est, lui, par définition : il ne compte pas, il étale tout sur le même plan ; il croise les codes et les références, sans souci de valoir ; il se laisse plutôt porter par le dandysme que par l'option et finit par se justifier par son seul bon plaisir. De l'autre côté, on a le sentiment (illusoire, bien sûr, enfantin) d'énormes usines à fournir le désir d'acheter. Les grandes compagnies rééditent à tour de bras, sélectionnent dans les œuvres complètes des anthologies, réduisent les anthologies à la « compil ». La compilation est une forme nouvelle, variée, analogue au menu-dégustation des grandes tables. Elle rassure en permettant de toucher à tout ; elle diversifie en variant le sujet. Le tout dans une abondance désordonnée. Que demande le peuple ? De la musique, beaucoup de musique, des noms nouveaux, des révélations et des valeurs sûres. La création est du côté des petits labels. Les Européens (ENJA, ECM, Black Saint, Label bleu, Owl, Orange Blue, La Lichère, Adda, NATO et d'autres) auront, de ce point de vue, joué un rôle décisif. Sans quoi le jazz ne serait, en grande partie, que répétition et réédition.

FRANCIS MARMANDE



Art Blakey.

Bley/Peacock
Partners

Il y a eu dans l'expression des deux musiciens, Paul Bley, pianiste, et Gary Peacock, contrebassiste, un même goût du blanc, du silence, du secret. Ils ont derrière eux une vie de rencontres dont la liste suffirait à raconter l'aventure du jazz moderne. Ils ont vécu toutes les ruptures sans drames, sans bruit, comme le mouvement même de la vie. L'histoire des Blancs et des Noirs perd avec eux tout sens. Paul Bley a enregistré son premier disque avec Mingus et Art Blakey. Gary Peacock a longtemps suivi Albert Ayler, Sunny Murray et Don Cherry. A les voir, avec ces airs d'adolescents aux cheveux délicatement neigeux, on n'imaginerait leur entente, ni leur audace, ni leur histoire. Peu importe. Ils sont ailleurs, loin devant, dans une communauté impossible qu'ils savent vivable, celle des

poètes et des musiciens. Leur duo est un miracle permanent de double entente, de finesse, d'imprévu.
Owl 058.

Birell Lagrene
Acoustics Moments

Une formidable technique, beaucoup de musiques en tête, la descendance gitan bien assumée, le tour du monde effectué avec les plus grands noms de la guitare, une tendance encore aux disques-échantillons, par « trop à dire » sans doute, Birell Lagrene est à l'avant-scène depuis une douzaine d'années. Il vient d'avoir vingt-quatre ans.

Harry « Sweets » Edison
Can't Get out of this Mood

Depuis son entrée chez Count Basie, en 1938, Harry Edison n'a pas fait un pas de côté. Il représente à la trompette un

des accomplissements stylistiques (son, mise en place, expression) qui ont fait de jazz ce qu'il est. Présenté avec un soin, comme d'habitude, exceptionnel par *Orange Blue*, son dernier disque est à inscrire et à retenir au nombre de ceux qui comptent. Comme un disque de tradition. Et comme un disque d'actualité. Immuable.
Orange Blue 008 CD.

Djao
Pigment

Une oreille du côté des grands meneurs (McCoy Tyner, Dollar Brand), l'autre vers les Antilles natales (Marius Cutler), Claude Sommier - médecin le jour, musicien la nuit - a constitué un groupe composite très vif. Les interventions du saxophoniste de Sainte-Lucie encore peu connu en Europe, Luthier François, donnent beaucoup de relief à une entreprise particulièrement chaude.
MPS0512

Bley/Giuffrè/Swallow
The Life of a Trio

Saturday

L'autre idée du jazz : la rencontre, l'accident. Ces retrouvailles entre le clarinettiste le plus délicat du jazz contemporain, Jimmy Giuffrè, Paul Bley, pianiste et Steve Swallow, bassiste, cette réunion, s'est faite dans la spontanéité et le plaisir immédiat de jouer. Le temps des musiciens n'est pas celui des autres. Comment le docteur peut passer à ce point sans malice, la délicatesse sans afféterie, la recherche sans ennui, c'est sans doute ce qui donne à ce disque son caractère exceptionnel. A quoi pense un homme qui joue ? A la gravité, à Monk, à l'électricité, au temps, à l'espace, aux feuilles, à la chimie, à la puissance, aux dieux, au métal chauffé à blanc, aux astéroïdes, à l'amour, à l'éternité, à Einstein, à Rollins, à Evans, au battant du cœur, à la douleur, à l'art, aux ultrasons, à la violette, à l'épouse, à la préhistoire, à la vie, au vide, à Berg, à Bird, à l'univers...
Owl 059.

Abbey Lincoln
The World is Falling Down

Mise en scène, mise en valeur par un groupe remarquable (Clark Terry, Jackie McLean, Alain Jean-Marie, Charlie Haden, Billy Higgins, Ron Carter), Abbey Lincoln suit sa route. Rigueur, sens et gravité. La gravité, c'est celle de la voix, de l'expression.

Elle donne aux mots cette découpe, ce tranchant qu'exige d'elle la volonté de dire : tant dans *The World is Falling Down* que dans une chanson d'amour. En infléchissant, sans rien dicter, le jeu de ses « accompagnateurs ». Depuis *Freedom Suite*, avec Max Roach, l'acte d'Abbey Lincoln, qu'il s'effectue en musique ou en scène, est toujours tendu par une même exigence : celle du cœur.
Verve 843478.

Bill Evans trio
Conservation

L'enregistrement date de la première semaine de septembre 1980, au Keystone Corner de San-Francisco. Il fait aujourd'hui l'objet de deux compacts. Le trio comprend alors Mark Johnson à la basse (et l'on connaît la liste des bassistes de Bill Evans) et Joe LaBarbera aux drums (et l'on connaît celle de ses batteurs). La musique atteint un sommet. Elle vient à pas de colombe. Bill Evans est mort huit jours plus tard, le 15 septembre.
Timeless SJP 331-332.

Alan Silva/Misha Lobko
Take Some Risks

Les parcours, les atèles, les surprises ne comptent pas. Alan Silva est connu comme un homme de l'ombre du free jazz parisien. Directeur d'école, d'orchestre, de conscience. Chacun de ses partenaires va de musique en musique au gré des rencontres et des nécessités. Mais leur vérité est là, dans ce désir d'impossible, cette convocation adressée à la musique sans règle ni jeu, simplement en prenant des risques. Avec des tunnels, des moments d'intensité, des vitesses différentes, et soudain, là, ce jaillissement, la musique venue.
Adda, « in situ », 590011.

Miles Davis
Miles in Antibes

Pas de revue de fin d'année sans Miles Davis. *Miles in Antibes* (juillet 1963) s'impose parmi les rééditions : parce que le concert a marqué violemment les esprits à l'époque. Parce que Miles disposait alors d'un de ces quintets d'exception avec lesquels il a refait régulièrement la musique : George

D'anthologies

New-Orleans-Chicago
New-York
Jazz Classics
in digital stereo

Pour amateurs, pour historiens, pour voyageurs : en trois compacts, *Mélie 7* rassemble l'histoire des trois villes où a commencé le jazz. En réalité, il a commencé un peu partout à la fois, mais New-Orleans, Chicago et New-York représentent des étapes décisives et des styles très nettement individualisés.

Issue des autres collections maison (*Jazz Classics*), cette anthologie rassemble les noms les plus célèbres, à commencer par Jelly Roll Morton, King Oliver et Louis Armstrong, Hency Allen, Bessie Smith, Fats Waller, Earl Hines, Benny Goodman, Cab Calloway, etc., et met sur la piste des musiciens moins connus des profanes (Eddie South) ou carrément oubliés, sauf par les poètes, comme Pinetop Smith.

Le compact éteint en apparence les critiques adressées aux anthologies, et cela pour plusieurs raisons : son public n'est pas homogène ; les budgets non plus ; la qualité des nouvelles anthologies, tant dans le soin discographique que dans celui de la reproduction (Robert Parker

en est ici le responsable), les rend très présentables. Il n'est pas interdit de penser également que nos habitudes d'écoute sont en train de changer. Cela dit, un bout à bout aussi scrupuleux que celui-ci risque de mettre à plat l'histoire même, dans une espèce de série indifférenciée. A moins que cela n'aigüise au contraire les sens. Nul ne sait. Tout est possible.
Média 7 BBC 3CD 821.

Randy Weston
Portraits

« Count Basie fut ma première influence », dit Randy Weston, Count Basie « maître du blues, au toucher unique », Nat King Cole, Art Tatum, « puis il y a eu Monk. Monk, le maître de l'espace sonore des autres - à la fois mystique et magique pour moi. Il créait des sons inconcevables même au piano. Un musicien. Après Monk, j'ai découvert Ellington. J'essayais d'obtenir au piano des sons inouïs, des entre-deux, chose que je n'avais jamais entendue faire avant Monk. Or, Ellington faisait cela depuis toujours, avant Monk, avant moi, avant nous tous. Il le faisait dès les années 20, mais avec son grand orchestre. Il était si fécond qu'il était bien difficile de le rattraper (...) ».

« Always know était l'une des expressions favorites de Monk. Et, en effet, il savait. Quand on lui disait que sa musique était étrange, il répondait toujours qu'elle était logique. Son goût de la logique provenait sans doute du fait qu'il avait été excellent élève en physique et en mathématiques, ce qui explique également ses réponses et réactions très énigmatiques, voire paradoxales, aux questions qu'on lui posait. Une de ses théories favorites était que tous les musiciens de jazz sont mathématiciens sans le savoir. Et il est vrai que tous ceux qui ont étudié ses compositions se sont émerveillés de leur structure. »

Il est rare que l'on perçoive quelque chose d'un musicien à sa parole. Avec Randy Weston, né à Brooklyn d'un père panaméen d'origine jamaïcaine, gâté tourné vers l'Afrique, le cas est exemplaire. Il pratique la musique comme une méditation forte. Il en donne l'idée par sa série de portraits (coffret de trois disques) : portrait



Randy Weston.

d'Ellington dont il était un proche, autoportraits, et portrait de Monk, bien sûr. Avec la conscience déclarée de l'importance de son message et du culte des autres musiciens.
Polydor Verve 841 312-313-314.

Thelonious Monk
The complete Riverside recordings

Tout y est en huit compacts (deux coffrets). Les différentes prises non publiées jusqu'alors, la discographie raisonnée, l'histoire des séances, le catalogue de photos. A l'heure de la projection du film de Charlotte Zwerin, *Straight no Chaser*, le film le plus juste sur le jazz, le plus bouleversant sur un

musicien, avec les quelques documents de la vie musicale de Thelonious Sphere Monk, ces œuvres complètes Riverside s'imposent très naturellement. Monk est de ces rares musiciens qui sortent, pour tous les publics, plus évident, plus mystérieux d'une écoute exhaustive et répétée. On trouvera quelques entrées à son œuvre qui compte parmi les plus importantes de l'époque moderne (au même titre que Chaplin, Picasso ou le surréalisme) dans les propos d'un de ses disciples, Randy Weston (lire la note précédente).

Carrière, 2 coffrets, 89 912.

JAZZ SOCIETY
le jazz en mid-price.

LOUIS ARMSTRONG
THE COMPLETE JAZZ SOCIETY COLLECTION
Vogue
COLLECTION DISPONIBLE EN COMPACT DISCS ET MUSICALETTES

Louis Armstrong
Duke Ellington
Count Basie
Sarah Vaughan
Clifford Brown
Sidney Bechet
Ahmad Jamal
Dizzy Gillespie
Woody Herman
Stan Getz
Gerry Mulligan
Bud Powell

مكتبة الأمل

LES DISQUES DE L'ANNÉE

Coleman, Herbie Hancock, Ron Carter, Tony Williams (au fil du temps, son meilleur drummer). Parce qu'il se dégage de l'enregistrement une étrange entente probable allée au-delà de la musique. Parce que Miles...
CBS 462990.

Paris Musette

Pour l'amour de l'accordéon
Jazz et java ont eu, de toute éternité, deux mots à se dire. Ce sont des histoires proches, des histoires d'hommes et de femmes, des airs de musiciens qui possèdent et qui jouent à la fois pour les danseurs et pour les musiciens. Oui : une musique de musiciens pour musiciens. Accordéons chromatiques, diatoniques, guitares et chanteurs, Frank Bergerot a réuni les meilleurs interprètes, les plus connus (Marcel Azoula), les plus surprenants (la virtuosité vocale de Minvielle) et les plus tendres. La *Value à Margaux* par Richard Galliano et le Quatuor d'accordéons de Paris est dans la perfection. C'est rare, la perfection.
La Lichère, distribution OMD, LLL 137.

Art Blakey and The Jazz Messengers

One for All
One for All est le dernier disque enregistré par Art Blakey, les 10 et 11 avril dernier. On voit qu'on n'a pas traîné dans les studios, 67 minutes et 11 secondes de musique en deux jours, c'est peu commun par les temps qui

courent. Ça tourne, ça fuse, ce sont les Jazz Messengers. Art Blakey n'a jamais mal joué et n'a jamais eu peur de jouer qu'ils n'en étaient capables ses jeunes messagers, inscrits dans la première Université de jazz du pays avec celle de Miles Davis (c'est-à-dire leurs orchestres, sans plus). Les professeurs de percussion critiquaient les roulements d'Art Blakey. Il répondait : c'est ainsi que je les sens. Nous aussi.
A & M Records, 395-329.

Andy Emmer

Magie Octet
En sept séquences, l'étendue du registre actuel, toutes tendances confondues, par le jeune compositeur Andy Emmer. On trouve autour du pianiste les musiciens qui commencent de se signaler, Simon Spang Hansen (ténor), Nguyen Le (guitare), Philippe Sellam (alto), la rythmique la plus recherchée et un chanteur extraterrestre (il est basque) en conversation improvisée avec les percussions. Comme les autres disques de la série Label Bleu (Marc Duzet, Michel Benita), celui-ci a une manière élégante de faire le point de la situation.
LBC 8533 HM 83.

Django Reinhardt

Un génie sur son swing
Quatre ans de Django Reinhardt en résumé (1935-39). On trouve autour de lui des fidèles (son frère Joseph, Pierre Ferret, Louis Vola), des violonistes



Thelonious Monk.

(Grappelli, bien sûr, Eddie South, et l'impensable Michel Warlop). Il joue des standards, des chants de Noël, le *Concerto en ré mineur*, un blues, une valse, et des improvisations dont la liberté, la pure jouissance en pure perte n'ont jamais été atteintes.
RMC records 400052.

Thelonious Monk

Live in Stockholm, 1981

Avec Monk, Thelonious « Sphere » Monk, il n'y a pas de concert indifférent. La force du mystère était telle que même dans ses silences et ses égarments — lors de sa dernière tournée, en 1971, par exemple — il restait plus de musique encore que dans beaucoup de

ce qu'on entend aujourd'hui. Stockholm est, dans les années 60, une ville pressée de jazz et de modernité. Copenhague aussi. Les conditions sont là pour faire de ce concert ce qu'il est, incroyablement établi par John Orr (basse) et Frankie Dunlop (drums), un exercice spirituel où l'ami le dispute à l'exigence (Charlie Rouse, le fidèle, l'intime, est au ténor). La musique semble écrite pour des enfants graves et des adultes légers.
Secret Records, WM 360, 479001.

René Urtreger

Serena
Il y a dans le jeu d'Urtreger une sérénité, une solidité bien entourée, qui fait de lui une autre personnalité que celle d'ex-sideman de Miles Davis (à quoi on ne peut le réduire) ou de pianiste régulier du Montmartre (qui n'est qu'un de ses rôles). Un autre enregistrement de lui, *Masters*, avec Christian Escoudé, N. H. O. P. et André Ceccarelli, donne à entendre un jeu d'improvisation éblouissant (*Passing Shots*). Mais *Serena* a une force, une assise certainement dues au groupe réuni par Urtreger : Steve Grossman, Bernard Maury et Pierre Blanchard autour d'une rythmique impeccable.
Cariye, CARCO 17.

Haden/Paredes

Dialogues
En 1971, au cours d'un festival au Portugal, Charlie Haden dédicace son

Song for Che (dont il donne dans ce disque une éclatante version) aux mouvements de libération de Guinée, d'Angola et du Mozambique. Il est arrêté par la police politique. Rui Neves dit dans sa présentation qu'il est, depuis cette date, quelque chose comme un héros national. Il est surtout un musicien d'une délicatesse harmonique qui fait de la contrebasse un instrument d'une rare douceur d'expression. Ses dialogues avec le guitariste Carlos Paredes, entre « jazz », « world music » et musiques populaires, célèbrent ses retrouvailles avec le Portugal.
Polydor 843 445.

Stanley Jordan

Gymnastique
En solo, multiplié par les synthétiseurs ou en groupe, Stanley Jordan donne une idée exacte de la création en cours. Guitariste, il a inventé une technique soufflante. Comme les musiciens de sa génération, il trafique les machines les plus sophistiquées, se promène de style en style comme dans une galerie, soigne le son, garde les enregistrements en public pour leur climat, et finit par revenir au blues (*Still Got the Blues*).
Blas Note COP7 82356 2.

CHANSON

Intégrales intègres



Liane Foly

On a fredonné de jolis airs, dansé sur de belles mélodies, pensé l'amour et la vie au son des radios. Mais rares sont les albums réussis, c'est-à-dire pensés, sentis et non bâtis autour de deux ou trois tubes joliment ficelés, sans attaches avec dix autres titres, simples décorations pour tenir la durée. Il est de belles voix et de vrais talents pervers par la machine « Top 50 » (Patricia Kaas), des jeunes en équilibre dont on attend une confirmation (Jill Kaplan), des chanteurs de style qui n'arrivent pas à en sortir (François Béranger, Brigitte Fontaine), des valeurs établies qui ont continué de parler sur la qualité sans pour autant donner le meilleur d'eux-mêmes (Souhoun, Chéridi). Et puis quelques albums rares, mais trop particuliers pour figurer dans un palmarès de fin d'année (Magali Noël, *Regard sur Vian*). Des compilations réussies (Mansuet, Bobby Lapointe) et des intégrales qui ne le sont pas vraiment mais qui ont le mérite de faire exister la chanson française en ces temps de vaches maigres et anglo-saxonnes : tout Ferré, tout Bécand, tout Dutronc, tout Gainsbourg, et même tout Higelin (sauf les enregistrements en public, huit disques). Sélection difficile donc, mais finalement plaisante en raison du ton adopté par les artistes, jeunes ou moins jeunes : celui de l'ironie subtile, de la distance, de l'humour subtil et du voyage.

V. Mo.

Arthur H

Arthur H, donc, est un jeune homme qui entre dans la carrière avec quelques références : des histoires à la Higelin, embrouillées, racontées plus que chantées, une voix brisée et un jeu de piano swingant et fou à la Tom Waits. Cool jazz, tangos enroulés, histoires de mari, de super-nanas, d'assassins d'occasion, de mémoires embuées par l'alcool. Ses héros d'appellent Marochka, Paulo ou John. Les titres, tous de sa composition sauf un, sont ponctués de remarques en anglais. Mais Mister H est aussi un chanteur français. A preuve, *Je rêve de toi*, une jolie ballade ponctuée d'accordéon, et une reprise heureuse d'un standard, *Padam, Padam*. L'atmosphère est donnée par la basse de Brad Scott, trouble, glissante. Il ne reste à Arthur qu'à se démarquer un peu plus de ses aînés.
1 CD, album, cassette Polydor.

Charlotte Couture

Melancolie
Ce très beau voyage en Australie commence sur « un qui de gare envahi par le sable » où le poète-rocker attend « cette vague d'amour qui l'emportera loin ». Grands espaces, talismans, porte-bonheur, sortilèges, « night rider en moto ». Album sophistiqué, très soigné, Melbourne aussi a été entièrement enregistré et mixé à Melbourne. On y sent les influences de Midnight Oil. Fasciné, Charlotte Couture parvient à retracer l'atmosphère, parfois magique, parfois dure, à la fois terrienne et industrielle, du dernier des far-west.
1 CD, album, cassette EMI.

Philippe Léotard

A l'amour comme à la guerre
Des chansons, douze vraies chansons, douloureuses et moqueuses, écrites avec un compère musicien, l'accordéoniste Philippe Servain, « dans la stupeur, le plus près que je peux de la ligne imaginaire, pour ne pas laisser le bonheur en paix ». La voix de Léotard, celle de l'acteur qui vit les mots de l'intérieur, se prend à chanter, façon de rire un peu des tristes facéties de la vie. Jamais ennuyeux, Philippe le tendre se promène entre hard rock (*Requin ardo*), reggae (*Ch'te play plus*) et balades (*Jeune fille interdite*) avec une honnêteté totale. Lui qui voit tant « de faux marins / leur petite navigation / leur regard perdu au loin / pour rien, leurs petits meurtres clandestins », lui dont ce n'est pas le métier par art en chanson comme à la guerre, et s'élève, lui.
1 CD, album, cassette CBS.

Eddy Mitchell

Ici Londres
C'est simple : on l'aime, Eddy. Parce qu'il nous fait passer des moments de plaisir sans arrière-pensées. Vive les rapais, le show-biz, « l'attaché de presse, la stardust, sans oublier ma petite SACEM » (*Lâche-bottes blues*), vive les dons au cœur tendre, les chanteurs et le rock français ! On l'écoute à la radio, et ça met du baume au cœur. On flippe et le *Baby Blues* transforme nos pleurs en larmes de joie. Paroles et musiques signées en grande partie par Claude Moine et Pierre Papadimitriou, cuivres et arrangements coupés au couteau, *Ici Londres* (enregistré à-bas, comme son nom l'indique) joue et gagne.
1 CD, album, cassette Polydor.

Liane Foly

Rêve orange
« Avec deux fois rien, on peut aller très loin » (*Au fur et à mesure*). Liane Foly, vamp sur la pochette de son deuxième album, n'a heureusement pas renoncé au style jazzy de ses débuts. Voix profonde, atmosphère cool, espiègle et sensuelle, arrangements joueurs, la jeune Lyonnaise écrit des textes subtils avec Philippe Vienne. André Manoukian les met en musique, les arrange avec Nick Pylas (ex-musicien de Terence Trent d'Arby et de Tina Turner). Nouveau, séduit par le swing, les mots bien balancés, en avait fait sa vedette américaine lors de son dernier passage à Polygram. Elle lui rend la pareille sous forme de clin d'œil : « I sing dans le crépuscule / Des songes pour noctambules / Des blues notes qui s'altèrent / Les trottoirs de Spanish Harlem » (*Blue Notes*). Du feeling, du talent, Liane se glisse comme dans un gant dans l'anglais qui s'habille d'habitude si mal aux chanteurs français (*Sun*).
1 CD, album, cassette Virgin.

Michel François

L'Amour bleu
Michel François, chemise en jean, contemple la mer une guitare à la main. Un peu cow-boy, un peu yuppie. La pochette est une vague d'eau cristalline, avec un zeste de tourment. D'une sensibilité très tactile, Michel François effleure le monde et ses turbulences du bout des doigts, du bord des lèvres. L'album s'articule autour de l'ailleurs, du départ. L'amour, ici presque immatériel, est à toutes les lignes. Si le style et la voix (Thiébaud de la première époque ?) y sont, la sensibilité est à travailler. Mais Michel François n'est pas romantique pour séduire les adolescents. C'est une question d'éthique : « Quand j'aurai appris... / A déchainer les nuages / A déchirer les arcs-en-ciel / Je n'aurai mes regards aux marées de l'amour... » Guitare sèche et harmonica.
1 CD, album, cassette CBS.

Juliette Gréco

Je suis comme je suis
« J'avoue, j'en ai bavé. Pas vous ? » Magnétique Juliette. Elle les a tous chantés : Gainsbourg, Brel, Ferré, Trenet, Faron, Brecht, Mac Orlan, Prévert. La jeune fille tout de noir vêtue qui régnait au Tabou en 1948 et pour qui Raymond Queneau écrivit *Fillette*, si tu l'imagines n'a pas pris une ride musicale. L'intégrale Gréco en six volumes proposée par Philips, en attendant le retour de cette grande dame sur la scène de l'Olympia en janvier prochain, a de quoi mettre l'eau à la bouche. La version courte — quarante-quatre titres enregistrés entre 1959 et 1972 — suffira à notre gourmandise. Il n'y a plus d'après, la *Fourmi*, *Je hais les dimanches*, *Rue des Blancs-Manteaux*, *Jolie même*, *Désobéissance-moi*, tant de chansons dont on fredonne les premières mesures en les chantant. Effrontée, déprimée, dramatique, goguenarde, Gréco a été photographiée sur la pochette par Irmetti Jung (extrait du livre *Portrait de la muse de l'existentialisme*, texte de Régine Deforges). Visage pâle, œil glissant, frange et sourire caché : « Je suis la terreur de la ville / Et le scandale de tous les gens bien / Je fais trembler les vieilles filles / Je fais rêver les collégiens » (*Les Dames de la poste*, de Francis Blanche et Alexandre Siniavine).
2 CD, double album, cassettes Philips.

QUAND ON AIME LE JAZZ.
ON L'AIME JOUR ET NUIT.



20,
245,
485,
rév
t la
r le
ter-
de-
rie-
our-

son
le la
à un
l'anti-

BERG
page 8

1/5 PIA
250 \$

LES DISQUES DE L'ANNÉE

MUSIQUES DU MONDE

La fusion des continents

Quelle effervescence ! Les musiques du monde, longtemps confinées dans le cercle des spécialistes, font une percée remarquée en 1990. Si les ventes ne suivent pas encore tout à fait, les disques leur font aujourd'hui la part belle. Le concept de *world music* s'affine, la fusion des genres et des continents à l'emporte-pièce, au service d'une « sono mondiale », n'est plus la règle d'or. Les musiciens des quatre coins de la planète affirment sans rougir leurs particularismes, langues, mélodies, instruments.

Les supporters de ces musiques-mosaïques en ont coloré leurs festivals (Bourges, Nantes, Angoulême, Rennes, Bordeaux...), ont créé des collections de disques (Globe Style, Realworld, Ocora, Le Chant du monde) ou encore basé leur programmation sur les musiques étrangères (à Paris, le New-Morning et le Théâtre de la Ville). D'autres les importent, tant bien que mal, au gré des disponibilités de multinationales du disque qui ignorent trop souvent les autres cultures. Les musiques classiques traditionnelles et ethniques recèlent des trésors que nous n'avons pas voulu dévoiler ici. Nous nous sommes contentés d'un vagabondage bienheureux dans des pays « créateurs », pour y picorer les germes des nouvelles sonorités.

VÉRONIQUE MORTAIGNE



Nusrat Fateh Ali Khan.

Anthologie de la musique du Niger

Musique des Sonhaïs et des Djermas

Voici une série d'enregistrements effectués en 1963 dans le sud-ouest de la République du Niger. Un livret, assez clairement rédigé, nous informe que, depuis, le mode de vie de certaines populations, surtout nomades, a beaucoup évolué pour cause de sécheresse persistante. Raison de plus pour vite écouter ce deuxième volume consacré au Niger par Ocora, qui est d'abord un catalogue impressionnant d'instruments traditionnels de la région : luth monocorde des Sonhaïs, luth à trois cordes des Djermas, tambours béré-béri, tambours et instruments de percussions de toute taille et d'une diversité sonore imposante... Les voix très bien mises en valeur, le bon enchaînement des morceaux, qui fait alterner rythmes et chants, évitent l'ennui des anthologies « ethnographiques ». L'épopée des Djermas, racontée par le groupe Doumka de Dosso, les exploits des chameliers loués par les femmes Touaregs : des voix incroyablement belles et des techniques de chant à tomber par terre.

1 CD Ocora/Harmonia Mundi.

Abdel Gadir Salim

Najm Al-Lail Stars of the Night

Le Soudan fut très longtemps le passage obligé du monde arabe vers l'Afrique. Les musiciens égyptiens y transpirent, en route vers la côte est du continent noir. Violons, accords languoureux, luths et derboukas débiquent au Kenya, en Éthiopie ou à Zanzibar en prenant au passage une couleur particulière. Abdel Gadir Salim, excellent joueur de luth, chanteur vedette de Radio-Soudan, revu au festival folk au début des années 70, n'a pas pour autant renoncé à l'orgue portatif et au saxophone. Un tube chanté d'une voix de miel, délicieuse, *Al Lemoni* - en anglais : *The Golden Beauty*, où il est question d'un cœur volé par un pigeon, - de très jolis poèmes (*Jeenaki, The Return of Geese*, de Fidehli Djema), mélodies subtiles, légères, d'une Arabie profonde. Cet album a été enregistré en compagnie du violoniste soudanais Mohammed Abdulla M'hamedia à Londres en 1989 lors d'un passage éclair d'Abdel Gadir Salim.

1 CD Globe Style/Media 7.

Bembeya Jazz National

Live, dix ans de succès

Tandis que, dans les années 60, les musiques traditionnelles continuent de rythmer la vie profonde de l'Afrique, la musique moderne fait danser les villes. Le Bembeya Jazz National de Guinée, aujourd'hui à peu près dissous, était en 1971 ses dix ans de succès au Palais du peuple à Conakry.

« Voici le célèbre orchestre de renommée internationale, dix ans de succès, dix ans de travail et de recherche pour atteindre ce qu'il est devenu d'appeler le néo-classicisme de la chanson moderne africaine, orchestre dans le vent du renouveau en tête des *hit-parades* des *radio/visions* africaines », explique, au début du disque, un présentateur avant de passer l'orchestre en revue : deux trompettes, deux saxos, deux percussionnistes, deux guitaristes, un chanteur. Le public s'écroule et la fête commence.

Une vraie nuit africaine où les guitares tricotent beaucoup, les cuivres détaillent un peu, où l'on chante l'hymne à l'unité africaine devant les membres du

bureau politique du Parti démocratique qui président la soirée, où, bienheureux, on danse, on chahute, et c'est drôle : « Il n'est jamais trop tard, mes copains qu'on des voitures, mes copains qu'on des voitures, les copains qui sont partis, moi je m'en fous, petit à petit l'oiseau fait son nid. » Les qualités d'enregistrement de cette réédition heureuse sont celles de l'époque, mais c'est l'Afrique qu'on aime.

1 CD Balthazar Collection/Mélodie.

Ali Farka Touré

The River

Juste retour des choses : le blues, celui des champs de coton, revient en Afrique par la voix d'Ali Farka Touré, singulier chanteur malien, si proche de la tradition qu'il l'épure pour n'en garder que la modernité essentielle. Vagabond du désert, le musicien-voyageur recueille les musiques de villages comme autant de précieuses gouttes de rosée, et les remet à sa sauce : une guitare électrique au son métallique, une calabasse, frappée avec élégance par Amadou Cissé, un chant modulé, en langue sonhaï, parfois en peul ou en bozo.

The River est un disque étonnant qui sort des normes, dépeuplé - malgré quelques petites touches de saxophone et d'harmonica, - sec et douloureux, tout entier voué aux sonorités du blues le plus pur, de ses embellissements rythmiques, de ses lenteurs, des solos de guitare égrenés pour prolonger les états d'âme. Ali Farka Touré, que la pochette nous présente sur fond de désert, chante les trésors cachés, les fleurs, les montagnes magiques, les enfants et les jolies femmes des peuples du Sahel. Onze titres de bonheur, qui se terminent par un solo de njarka, le violon à une corde des Peuls.

1 CD World Circuit/Media 7.

Yousouf N'Dour

Sen

Le charmeur de la médina de Dakar, parti sur les sentiers de la sono mondiale avec son ami Peter Gabriel, continue aujourd'hui son avancée créatrice. Moins acoustique, plus solidement charpenté que *The Lion*, son précédent album produit à grande frais en 1989, *Sen* joue la carte de l'Afrique moderne, celle qui intègre les influences occidentales mais ne se laisse pas manger à leur sauce. Peu de concessions donc aux desiderata du marché planétaire. Arrangements soignés, percussions sans faille, primauté du tama, petit tambour à assiette sénégalais, guitare, accordéon, saxo et synthé.

Troize titres impeccables (testés pendant six mois sur les scènes africaines avant d'être enregistrés à Bruxelles avec un producteur anglo-canadien, Michael Brook), dont un - pas plus, faute de temps, - *Toxiques*, très subtilement produit par Daniel Lanois (Bob Dylan, The Neville Brothers), où il est question des déchets toxiques abandonnés en Afrique par les nations occidentales. En wolof ou en anglais, Yousouf, l'enfant prodige, promène une voix aux nuances extrêmes, apte à la douceur et au cri. De loin son meilleur album, *Sen* marque d'une pierre blanche l'éclosion des musiques du monde.

CD, album, cassette, Virgin.

Mory Kanté

Touma

Que du beau monde, même Carlos Santana est venu y mettre un peu de sa guitare, avec bonheur (dans *Soumba*). C'est le disque africain le plus cher de l'année (environ 1 million de francs). Album-pari après *Yéké-Yéké*, quitte ou double sur la route des hits mondiaux. *Touma* prend l'électricité comme éner-



Ali Farka Touré.



Joyce.

gie de base. Des compositions en mandingue, deux reprises du Rail Band de Bamako, et une version énergique de *Winona* (*Le lion est mort ce soir*). L'ensemble est lumineux et s'impose par sa vigueur. Parfois un peu trop asséché pour cause d'ordinateurs, l'album est sauvé de l'uniformité de ton par des touches reggae, zouk, par la sonorité très ancrée dans la tradition de la kora du musicien guinéen et par le balafon. Sur les chœurs règne la jeune cousine de Mory, Djanka Djababé (un disque solo à son actif, *Djanka, Cobalt/Just'in*). Ici encore, l'album a été produit par un Anglais, Nick Patrick, et enregistré à Bruxelles.

1 CD, album, cassette Barclay.

Clément Masdongar

Amastak

Un jeune joueur de balafon né au Tchad, qui a fait ses classes d'artiste à la Mudra, l'école de Bèart à Dakar, et dans la troupe de Peter Brook pour le *Mahabharata* en 1985. *Mariam*, son premier disque, en 1987, avait reçu le trophée des *Maracas* d'or. *Anastasia* a été conçu avec Remy Walter, complice de Guesh Patti à la bonne époque d'*Etienné Etienné*. Joli mélange : reggae, rumba, Afrique, rock et flcs. Clément Masdongar est tout en légèreté, il a la voix délicate et gracile. L'album commence par le bruit d'une cascade, doux et frais. Les textes, pour la paix au Tchad, pour le bonheur des dames, sont bien sentis. Bien balancés.

1 CD, album, cassette Wanted/EMI.

Nusrat Fateh Ali Khan

Munt Muft

Bizarre, bizarre, le dernier-né de la collection Realworld, mangé par Peter Gabriel, Nusrat Fateh Ali Khan, grand chanteur devant l'éternel de qawwali, la musique soufie du Pakistan, aux côtés du producteur et musicien Michael Brook. Tablas et harmonium *made in Pakistan* côtoient des percussions venues d'ailleurs, le surdo brésilien, le djembe sénégalais joué par un Néo-Zélandais. *Munt Muft*, le premier titre de l'album, montage de textes religieux dédié à un saint soufi, à des allures de rock pur. Basses profondes et guitares planantes servent ensuite de fond sonore aux improvisations vocales de Nusrat. Parfois rabotées pour les besoins du disque, les longs développements de la musique qawwali perdent

leur caractère incantatoire, mais il reste de cette expérience qui vient de se terminer à Londres un goût de bien-être et de défi relevé.

1 CD, album, cassette, Realworld/Virgin.

Milton Nascimento

Tupi

Disons-le tout net, ce n'est pas le meilleur album de Milton. Mais il est comme à chaque fois un monument. *Tupi* est dédié aux Indiens d'Amazonie. Le texte introductif est lu en langue indigène par un Indien Yanomami, dont la race est en voie d'extinction. Cette promenade en Amazonie menacée, voyage initiatique à la recherche de trésors intérieurs, est émaillée de chants kayapos, païters, waïapis, enregistrés en forêt.

Il y a une singulière composition d'Heitor Villa-Lobos, *Namorina*, interprétée par Milton et Marli Miranda, jeune chanteuse à la voix suraiguë. Il y a quelques perles, signées Milton et Fernando Brant, son compagnon de tous les jours, *Coisas da vida, Yanomami e nós*. Les textes sont superbes, limpides, mais l'ensemble ne prend pas. Tout se met bout à bout sans coller. Quel dommage que tant de petits fleuves ne fassent pas une grande rivière ! Et pourtant, comment se passer, dans une année brésilienne maussade, d'un travail aussi élaboré, aussi soigné de qualité ?

1 CD CBS/DAM.

Gal Costa

Plural

Bahianaise jusqu'au bout des ongles, Gal Costa replonge dans les racines noires du Brésil : un hommage au bloc Olodum de Salvador (cf. Paul Simon), des compositions de la jeune garde militante de la négritude (*Brilho de Beleza*, de Nego Tenga) et des anciens (*Cabala*, de Benjor, alias Jorge Ben). Des percussions lourdes, nerveuses, un ton à la violence sous-jacente, que Gal vient tempérer d'une légèreté de don Juan (*Fon-Fon*, une samba de João do Barro) et d'une langueur cristalline (superbe interprétation en anglais de *Begin the Beguine*, de Cole Porter). João Bosco, Caetano Veloso viennent prêter main-forte. La star brésilienne fait preuve ici d'une maturité éclatante.

1 CD RCA/DAM.

Joyce

Mimic Double

Versant américain des talents de Joyce, chanteuse, auteur-compositeur qui resta longtemps dans l'ombre de ses interprètes prestigieux (Milton, Simono, Bethania). Après deux albums consacrés à la bossa-nova, l'un à Vinícius, l'autre à Tom Jobim, *Mimic Double* adopte un ton très personnel, très acoustique, confirmant un solide sens mélodique. *Essential, Bird of Brazil, Stonewashed*, des titres qui marient en portugais et en anglais la forêt et la vie des villes dans une ambiance intimiste. Une reprise de *Talking About Revolution*, de Tracy Chapman, une autre des Beatles (*Help*) n'ajoutent rien à ce disque aux orchestrations tout en souplesse.

1 CD, album, cassette Polygram.

João do Vale

João do Vale est un compositeur populaire né dans le Nordeste. Il chante mal, il n'est plus tout jeune et a nettement abusé de la bière. En 1981 - cet enregistrement ne date donc pas d'hier, mais il n'avait jamais franchi les frontières du Brésil, où il était d'ailleurs tombé rapidement dans l'oubli, - ses amis décident de chanter avec lui ses compositions. Le disque est produit par Chico Buarque, Fagner et Fernando Faro. Autour du micro, on retrouve Tom Jobim, Chico, Fagner, Jackson do Pandeiro, Clara Nunes, Nara Leão et Luis Gonzaga (ils n'étaient pas encore morts), Alceu Valença et Amelinha. Un plateau de choix qui s'intéresse à la sonorité toute particulière de la musique du Nordeste. Elle marie les influences indiennes, portugaises, hollandaises et noires sur un ton qui a peu à voir avec la samba. Violon, accordéon, triangle, fêles populaires et mythes, et notamment *Corcova*, le titre qui lance Maria Bethania il y a bientôt trente ans.

1 CD CBS/DAM.

Paolo Conte

Parole d'amore
scritte a macchina

Le dandy italien a supprimé la batterie (trop encombrante), mais gardé ses obsessions. Gloire aux années 20 et 30, si productives, si créatrices, et vive le jazz ! Le rythme est donné par le piano et deux guitares sèches, la voix éraillée du chanteur est relayée par des choristes ghanéennes et anglaises. Des airs d'accordéons campagnards, des arrangements sans fard, avec cuivres discrets. Paolo Conte nous raconte qu'il a déjà tout vu, tout fait, tout dansé, mais continue d'errer au paradis à la recherche d'un sourire féminin. *Parole d'amore*... revient à la simplicité des premiers albums de cet auteur-compositeur, chanteur tardif, décidément en marge. Paolo Conte rêve d'Amérique, se met en scène avec une distance ironique et tendre.

1 CD, album, compact WEA.

هكذا من الأمل

"AUTOUR DE MINUIT," 10 NOUVEAUX CD POUR JAZZER JOUR ET NUIT.



GITANES
Jazz



Alors que l'on se rappelle les moments où Ella Fitzgerald, Sarah Vaughan, Charlie Parker, George Gershwin & Cole Porter, Duke Ellington, Dizzy Gillespie, Oscar Peterson, Dinah Washington, ont marqué l'histoire du jazz, voici une collection de dix CD qui vous permet de les retrouver.

de,
les
des
rés
i la
r le
ref-
des-
rue
sur.

son
le la
A (le
n un
ami-
.

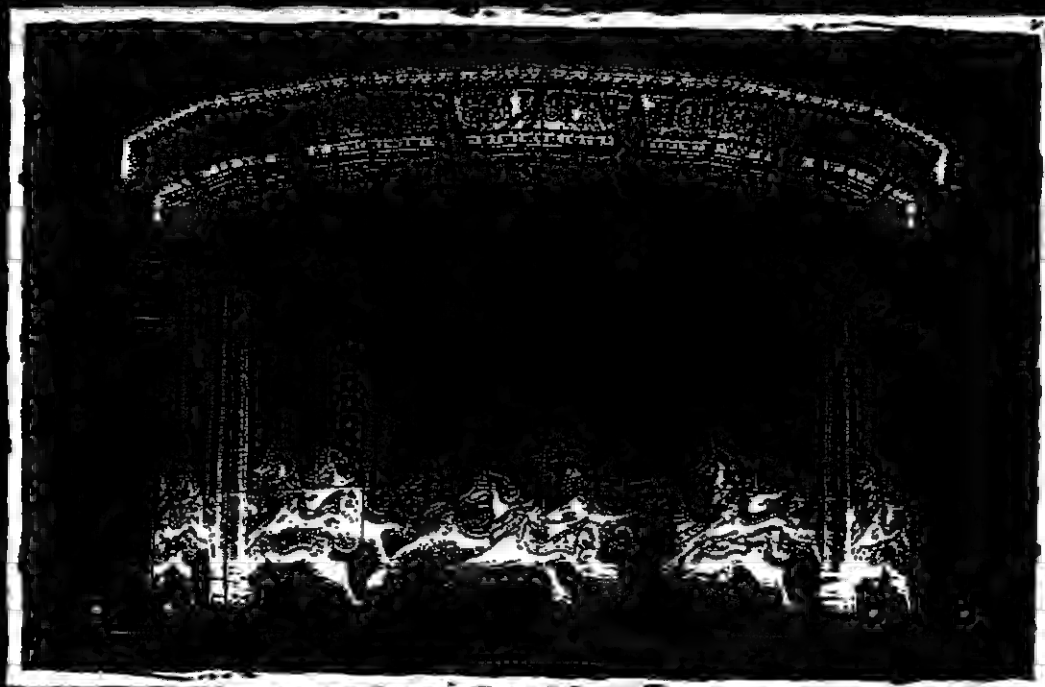
BERG
mge 8
75 PTA
2.50 \$

PHIL COLLINS

NOUVEL ALBUM

SERIOUS HITS ... LIVE!

IN THE AIR TONIGHT
ANOTHER DAY IN PARADISE
GROOVY KIND OF LOVE
SOMETHING HAPPENED
ON THE WAY TO HEAVEN
EASY LOVER
SUSSUDIO
DON'T LOSE MY NUMBER

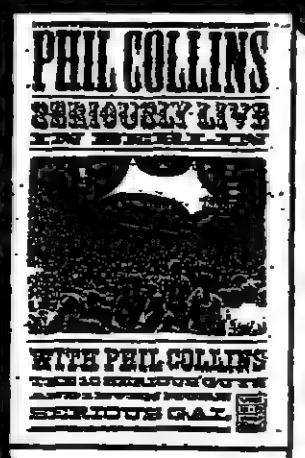


DO YOU REMEMBER?
AGAINST ALL ODDS
ONE MORE NIGHT
SEPARATE LIVES
TWO HEARTS
WHO SAID I WOULD
YOU CAN'T HURRY LOVE
TAKE ME HOME

ETUI "SPÉCIAL" COMPACT DISQUE
15 TITRES (avec livret 24 pages)

ETUI "SPECIAL" CASSETTE
15 TITRES (avec livret 24 pages)

DOUBLE ALBUM 15 TITRES



W&A

Egalement disponible en VIDEOCASSETTE et COMPACT DISQUE VIDEO
"Seriously Live In Berlin" - Durée 2H45 MN.

هكذا من الأجل

BILLET

L'Allemagne
rappelée à l'ordre

La France ne se cache plus pour critiquer la politique économique de son puissant voisin allemand. Alors qu'au printemps dernier les autorités monétaires de l'Hexagone n'avaient pas osé contester la mise en œuvre d'une union monétaire allemande rapide (au 1^{er} juillet), elles attaquent aujourd'hui la position de leur voisin. Lors d'un discours prononcé à Bruxelles mardi 4 décembre, M. Jacques de Larosière, gouverneur de la Banque de France, a déclaré que « l'accumulation de déficits publics à laquelle on assiste en Allemagne, en liaison avec l'unification du pays, soulève la question des limites de la coopération monétaire » et que ce problème « concerne tous les participants ».

L'Allemagne a besoin de beaucoup d'argent pour financer l'absorption de l'ancienne RDA. Les manuels classiques de politique économique suggèrent au chancelier Kohl deux instruments : une hausse de la fiscalité ou un recours à l'emprunt, ce dernier conduisant à un renchérissement des taux d'intérêt. Les gouvernements affirment toujours, avant la tenue de consultations électorales, vouloir appliquer la seconde politique. Mais ils doivent le plus souvent, comme l'a constaté récemment M. Bush, se réveiller sur la première. Et les années 90 ne sont pas exceptionnelles.

Ce qui inquiète aujourd'hui MM. Bérégovoy et de Larosière, comme d'ailleurs le président de la Bundesbank, M. Fohle, c'est que M. Kohl ne paraisse toujours pas disposé, même après son succès électoral du 2 décembre, à faire financer par ses contribuables une partie du coût de la réunification. Le budget 1991 prévoit un besoin de financement de 150 milliards de marks, contre 100 milliards en 1990 et... 26 milliards en 1989 (pour la seule RFA). La légendaire stabilité monétaire allemande résistera-t-elle à ce flot d'emprunts ?

Pour la France, comme pour la plupart des autres pays européens, la politique monétaire allemande comporte un risque important de hausse généralisée des taux d'intérêt dans la Communauté. Ne serait-il pas absurde que l'Allemagne, traditionnelle « ancre » de stabilité de la Communauté, en devienne l'élément perturbateur, au moment où les réflexions sur l'union monétaire se précisent ? Le risque est encore accru, mais ni M. de Larosière ni M. Fohle ne veulent le voir se préciser.

F. L.

La Réserve fédérale
abaisse le niveau
des réserves obligatoires

La Réserve fédérale américaine (Fed) a décidé le 4 décembre de diminuer le niveau de réserves obligatoires des banques. Cette mesure inhabituelle est destinée à lutter contre le resserrement du crédit pratiqué par les banques commerciales et son effet néfaste sur l'économie américaine.

Concrètement, la diminution se réalisera en deux étapes : de 3 % actuellement sur les dépôts à terme de moins de dix-huit mois et sur les dépôts en devises européennes, le taux de réserve tombera à 1,5 %, puis à 0 d'ici à la fin de l'année. La Réserve fédérale favorise ainsi un allègement du bilan des banques, espérant les voir contribuer à une relance de l'économie américaine.

La négociation commerciale de Bruxelles

Les Etats-Unis tentent d'affaiblir
la cohésion européenne sur le dossier agricole

Les douze pays de la Communauté économique européenne devaient débattre, mercredi 5 décembre, des concessions qu'ils pourraient envisager pour contribuer à sortir de l'impasse la conférence ministérielle de l'Uruguay round. Leurs ministres du commerce extérieur et de l'agriculture se sont donné un nouveau rendez-vous, en fin d'après-midi. Auparavant, le conseil des ministres français aura examiné le dossier et M. François Mitterrand se sera entretenu à Paris avec le chancelier Helmut Kohl.

BRUXELLES
(Communautés européennes)
de notre correspondant

A Bruxelles, les adversaires de la CEE dans ce débat — principalement les Etats-Unis et les pays du groupe de Cairns — plaident à l'évidence beaucoup d'espoir dans un affaiblissement de la cohésion communautaire et en particulier de la solidarité franco-allemande.

La conférence s'est déroulée jusqu'au soir selon un scénario classique. Les Etats-Unis et leurs alliés font monter la pression, dément tout intérêt à l'offre présentée par la Communauté en matière agricole, réclament des concessions supplémentaires, bloquent du même coup les autres volets de la négociation (services, textiles, anti-dumping...) et par-là de rupture. Une tactique à la hausse qui n'a pas jusqu'ici réussi à désarçonner la Communauté, « C'est

bagarre sportive mais brutale à laquelle se livrent les Américains pour un problème de dignité aux Européens », a relevé, mardi 4 décembre, à l'issue d'une première réunion ministérielle des Douze, M. Louis Mermier qui « une main bien à lui, fait d'humour tranquille, pour commenter le feuilleton bruxellois ».

La Communauté s'emploie à contrer l'impression d'une crise dont elle aurait la responsabilité. M. Ray Mac Sharry, le commissaire chargé des affaires agricoles, en dépit des rebuffades de ses interlocuteurs, explique sans relâche que l'offre de la CEE n'est d'aucune manière insignifiante, que la baisse du soutien agricole proposée (30 % en dix ans) entraînerait effectivement une réduction des subventions à l'exportation accordées par la Communauté, ainsi que des prélèvements à l'importation. Il bat le rappel des « parties contractantes » qui en matière agricole ont des positions voisines de la Communauté (les pays de l'AELC, le Japon), montrant ainsi que son isolement est loin d'être aussi total que le proclament les Américains.

Les Douze ont par ailleurs rappelé le caractère global de l'Uruguay round et dénoncé la façon dont les Américains paralysaient le reste de la négociation, en prétendant de l'impasse agricole. Plusieurs d'entre eux ont fait valoir que l'offre agricole américaine elle-même, dont M^{me} Carla Hills et M. Clayton Yeutter (les porte-parole des Etats-Unis) s'arrangent effectivement pour qu'on parle le moins possible, était imprécise et incertaine. « Et est présentée que la nôtre », a résumé M. Mermier.

M. Frans Andriessen, le vice-président de la Commission, qui est le principal porte-parole de la CEE, très

sensible à l'ambiance de crise, voulait obtenir du conseil des Douze carte blanche pour modifier en cours de réunion l'offre communautaire. Le Royaume-Uni, les Pays-Bas, le Danemark auraient pu l'envisager mais la majorité des Etats membres a catégoriquement refusé. A priori, la Communauté n'envisagera des concessions supplémentaires que dans le cadre d'un mouvement général, si les Américains montrent qu'ils sont eux aussi prêts à bouger, sur l'agriculture comme sur les autres volets de la conférence. Mercredi soir, la Commission devait présenter aux Douze son « évaluation générale de la négociation ». Rien ne disait qu'elle sortirait alors de ses cartons les amendements à l'offre agricole auxquels ont réfléchi ses experts. Elle pouvait en effet préférer attendre pour réagir à une proposition de compromis qui devrait présenter, lorsqu'il estimera le moment venu, M. Arthur Dunkel, le directeur général du GATT.

PHILIPPE LEMAITRE

M. Camdessus
juge souhaitable
la réunion du G7

Le directeur général du Fonds monétaire international, M. Michel Camdessus, a jugé souhaitable une prochaine réunion des ministres des finances et des gouverneurs des banques centrales des sept principaux pays industrialisés (G7). « Il est bon pour les ministres des finances de se réunir chaque fois que l'économie mondiale est à un tournant », a-t-il indiqué mardi 4 décembre à Bruxelles lors d'une conférence de presse en marge de la réunion ministérielle finale du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce).

M. Camdessus a jugé « très spéciale » la situation présente, marquée par des taux d'intérêt allemands plus élevés que les taux américains alors que l'inflation en Allemagne est plus faible qu'aux Etats-Unis.

Proposé par M. Rocard

Le « Grenelle » des retraites
embarrasse les syndicats

Intéressables lors du débat sur la contribution sociale généralisée, la plupart des syndicats ont accueilli avec une grande discrétion l'invitation lancée par le gouvernement en vue d'un « Grenelle des retraites » dont l'objet serait d'assurer l'avenir incertain des régimes de base d'assurance-vieillesse.

La réserve paradoxale dont témoignent les syndicats — de toute évidence, la pérennisation des systèmes de retraite représente un enjeu qui dépasse celui de la CSG — est le reflet d'une certaine gêne face à la stratégie adoptée par le premier ministre. Soucieux de ne pas affronter seul un dossier explosif, M. Rocard tente en effet d'associer les partenaires sociaux à la préparation de décisions forcément impopulaires. L'ampleur de la seconde revalorisation des retraites par rapport aux prix — prévue pour le 1^{er} juillet, après celle du 1^{er} janvier — pourrait varier selon l'évolution des discussions.

Pour convaincre ses interlocuteurs, le premier ministre avait présenté le 15 novembre, lors du débat sur la motion de censure, une démarche en trois temps. Début 1991, un Livre blanc sera discuté au Parlement sans que celui-ci soit appelé à voter une loi. Ensuite, le ministre des affaires sociales constituera un groupe de travail tripartite (Etat, patronat et syndicats) qui « pourra, le moment venu, se transformer en une véritable instance de négociation sociale débouchant sur un « Grenelle des retraites ».

S'il est balisé, le chemin promet aussi d'être parsemé d'embûches. Depuis plusieurs années, le dossier des retraites resurgit périodiquement mais le débat, souvent dramatisé, tourne en rond et ne débouche sur aucune décision, ce qui, jusqu'à présent, ne paraissait pas préoccuper outre mesure les syndicats dont les plus « réalistes » hésitent encore à s'aventurer sur un terrain qu'ils savent miné. Quant au patronat, il soutient une réforme mais n'a nullement l'intention de se porter au secours du gouvernement.

En rédigeant son Livre blanc, ce dernier entend surtout se livrer à une opération « pédagogique ». Ce document reprendra les travaux du « Plan qui considère que, dans l'hypothèse d'un maintien du taux de fécondité actuel, la proportion de plus de soixante ans passerait de 18 % aujourd'hui à 26 % en 2005

(date à laquelle la génération du « baby boom » commencerait à partir en retraite) et à 30 % en 2024. Pour compenser cette évolution, les effectifs salariés devraient s'accroître de 3,5 % par an dans les quinze prochaines années, alors que la hausse n'était que de 2 % de 1960 à 1973, en pleine période de croissance. De même, l'étude fort remarquée de l'INSEE concluant à la nécessité d'établir, dans le pire des cas, un prélèvement de 40 % sur les salaires pour financer les retraites (contre 16,3 % aujourd'hui) en 2040 sera reprise.

L'impact d'une croissance
indéterminée

Pour l'essentiel, ce décalage entre dépenses et recettes est la conséquence du vieillissement de la population (faible taux de natalité, allongement de la durée de vie) mais aussi de la réduction du nombre de salariés (à cause du chômage ou du recours massif aux préretraites depuis quinze ans) et de la maturation du régime d'assurance-vieillesse (les nouveaux retraités ont plus souvent réalisé des carrières complètes).

Cependant, les prévisions ne prennent pas en compte l'impact de la croissance, une variable éminemment difficile à intégrer. Or, souligne à juste titre un rapport présenté par M. Bernard Barbier, sénateur (URR, Saône-et-Loire), « il suffit d'une croissance de 2,3 % par an pour doubler le revenu en trente ans : la problématique du partage du revenu national n'est pas indifférente au fait que la taille du « gâteau » à partager soit multipliée par deux ». En dépit de cet élément d'incertitude, des ajustements — dont l'ampleur ne peut encore être évaluée — permettant de ralentir la hausse des dépenses paraissent inévitables. A moins d'accepter des prélèvements de plus en plus lourds sur les revenus d'activité.

Dans ces conditions, le recours à la capitalisation peut apparaître comme une voie complémentaire par rapport aux systèmes fonctionnant selon la technique de la répartition mais non comme une solution alternative. La capitalisation présente des avantages (il s'agit d'une épargne qui permettrait de financer l'économie) mais aussi des lacunes car elle ne permet pas la solidarité entre catégories sociales et ne garantit pas la solidarité entre générations.

JEAN-MICHEL NORMAND

Lire la suite page 36

Morosité dans l'automobile

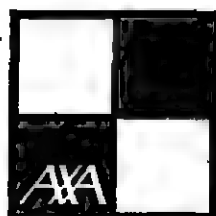
Baisse de 7,5 % des ventes
de voitures en novembre

LA PROGRESSION DES MARQUES ÉTRANGÈRES (parts de marché en %)

Le marché automobile français a enregistré une troisième baisse mensuelle consécutive en novembre avec 194 000 immatriculations (automobiles particulières) marquant un recul de 7,5 % par rapport à novembre 1989. Sur onze mois les ventes de 1990 restent toutefois encore supérieures de 1,6 % par rapport à la même période de l'an passé, compte tenu de l'excellent début d'année.

Dans ce contexte que l'on sait maintenant durablement plus difficile (les ventes devraient baisser de 3 % à 5 % en 1991), Peugeot a maintenu ses ventes en novembre, ce qui lui fait regagner un peu de parts de marché. Sur onze mois la marque du Lion a vendu 5,2 % de voitures, occupant 21,7 % du marché français. Citroën souffre d'une forte baisse de 18,8 % en novembre et de 2,4 % sur onze mois, ce qui ralentit la remontée de la part globale de marché de PSA. Celle-ci atteint 33,3 % contre 32,8 % sur l'ensemble de 1989. Inquiétude pour Renault qui accuse au contraire un retrait de ses ventes de 14,4 % en novembre et de 3,2 % sur onze mois. La part de la Régie revient de 29,1 % l'an passé à 27,8 % cette année. Ce recul s'accompagne d'une nouvelle progression des marques étrangères, qui passent de 38,1 % à 38,8 %.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



LES SICAV

DES PERFORMANCES

SUR LE LONG ET LE MOYEN TERME

- 1990 : crise du golfe, crise boursière.

- 1987 : krach boursier.

- 1974 : choc pétrolier, crise boursière.

Depuis 20 ans, les SICAV AXA traversent les crises ; elles investissent dans une perspective à moyen et long terme et restent performantes.

AXA, un puissant groupe d'assurance, l'un des premiers Européens.

44,6 milliards de chiffre d'affaires, plus de 4 000 conseillers.

AXA, la volonté de gagner, la garantie du dynamisme et l'assurance de la sécurité.

AXA, c'est pour vous le bénéfice de l'expérience et une gestion performante depuis 20 ans.



Service minitel
3616 Code AXA

LA QUALITÉ RECONNUE DE L'ÉQUIPE DE GESTION FINANCIÈRE

ÉCONOMIE

CONSTRUCTION NAVALE

A La Ciotat

La Lexmar veut bénéficier de la procédure de redressement judiciaire

MARSEILLE

de notre correspondant régional

A la suite d'un recours déposé par la CGT, le conseil des prud'hommes de Marseille a rendu, mardi 4 décembre, un jugement condamnant la société Lexmar-France à la reprise des chantiers navals de La Ciotat - à payer les salaires qu'elle doit à ses cent vingt-six employés depuis le 1^{er} juillet. A ces arriérés, représentant, avec les charges sociales, une somme d'environ 12 millions de francs, s'ajoutent des indemnités de congés payés et le prorata du 13^e mois depuis le 1^{er} janvier. Le conseil a, par ailleurs, prononcé la « résolution judiciaire » du contrat de travail (ayant valeur de licenciement) et accordé aux salariés de Lexmar 5 200 F par personne de dommages et intérêts en réparation du préjudice moral et matériel. M. Joseph Rodriguez, secrétaire général de la CGT des chantiers, a indiqué que son syndicat demanderait l'exécution de ce jugement bien que la Lexmar soit virtuellement en état de cessation de paiement.

Il a toutefois précisé que la CGT reverserait le montant des indemnités de dommages et intérêts (650 000 F) au conseil général des Bouches-du-Rhône « pour l'aider à acquiescer l'outillage des chantiers » auprès de la société Unifal, filiale de la banque Worms, qui en est actuellement propriétaire. De son côté, M. Benoît Barthélemy, PDG de Lexmar-France, a déclaré que sa société allait déposer une requête devant le tribunal de commerce de Marseille afin de bénéficier de la procédure de redressement judiciaire. En attendant que le conseil général des Bouches-du-Rhône obtienne un engagement de vente ou de location de l'outillage, il lui a, par ailleurs, demandé d'acheter le matériel (d'une valeur de 10 millions de francs) que Lexmar-France a acheté sur le site, ce qui permettrait à celle-ci d'apurer l'essentiel de son passif.

GUY PORTE

Incendie maîtrisé aux Chantiers de l'Atlantique

Les dégâts à bord du « Monarch-of-the-Seas » sont évalués à plusieurs centaines de millions de francs

Il aura fallu vingt-quatre heures et cent quatre-vingts pompiers pour venir à bout, le mardi 4 décembre, de l'incendie à bord du paquebot « Monarch-of-the-Seas » en armement aux Chantiers de l'Atlantique, nous indique notre correspondant à Saint-Nazaire. M. Jean-Noël d'Acremont, directeur général des Chantiers, a déclaré : « Il ne reste pas grand-chose d'intact dans la partie avant du navire.

On ne peut pas encore évaluer l'ampleur des dégâts, qui se chiffrent à plusieurs centaines de millions de francs. » L'incendie figure au nombre des clauses de « force majeure » prévues dans le contrat d'achat. Celui-ci prévoit un « délai de grâce » de six mois par rapport à la date de livraison convenue (avril 1991) au-delà duquel l'armateur pourrait refuser le navire ou exiger le paiement de pénalités de retard.

Des géants précieux et vulnérables

C'est à un moment particulièrement délicat que l'incendie s'est déclaré à bord du paquebot « Monarch-of-the-Seas ». Les quelque deux mille ouvriers des Chantiers navals de Saint-Nazaire et des dizaines d'entreprises sous-traitantes venaient juste de terminer leur journée de travail et évacuaient le navire alors que les équipes de sécurité et de gardiennage prenaient à peine leurs fonctions. La transition d'une phase à l'autre exige alors une très grande vigilance, d'autant que le paquebot en construction, comme un immense immeuble, est percé de très nombreuses ouvertures sur ses flancs. A l'intérieur, toutes les portes pare-feu ne sont pas fixées. Le navire constitue par conséquent un vaste piège à courants d'air. Une étincelle, un court-circuit, un geste de négligence, des gaz ou fumées accumulés... et ce peut être le drame.

Un grand navire en construction constitue d'autre part un bien très précieux et vulnérable, étant donné tous les équipements stockés à bord. L'état d'avancement du « Monarch-of-the-Seas » qui devait être livré à son armateur américain-norvégien au printemps prochain, en faisait un navire proche de l'achèvement. Les machines, les appareils de propulsion et de navigation, une bonne partie des aménagements intérieurs étaient quasiment en état de fonctionnement, mais les systèmes anti-incendie qui équipent tous les

navires et notamment les ferries et les paquebots pendant leurs croisières ne fonctionnaient pas. Les essais en mer étaient prévus pour la fin de l'année.

Comme tous les grands chantiers, ceux de l'Atlantique à Saint-Nazaire (groupe GEC-Alsthom) sont couverts par une assurance pour les navires qu'ils construisent. Le constructeur reste juridiquement responsable et « dépositaire » des commandes qu'il a engrangées tant qu'il n'a pas eu lieu la procédure commerciale de « remise » du bateau à son propriétaire, à travers le geste symbolique de l'échange des pavillons : le drapeau français (en l'occurrence celui de la nationalité du chantier) est alors amené tandis qu'est hissé celui du pays où sera immatriculé le bateau.

Les assurances rembourseront

Le prix de vente du « Monarch-of-the-Seas » est estimé à quelque 1,6 milliard de francs, auxquels il faut ajouter la subvention d'Etat (600 millions de francs environ) que les pouvoirs publics versent au constructeur, en plusieurs fois, au rythme d'avancement de la construction. En tout état de cause, les assurances auront, sauf disposition spécifique du contrat très improbable, à rembourser l'ensemble du devis, subvention d'Etat comprise.

Depuis 1985, les Chantiers de l'Atlantique ont réussi une remarquable conversion technique et commerciale, et ont noblement amélioré leur productivité. Ne pouvant lutter contre la concurrence acharnée des chantiers japonais et sud-coréens, imbatibles sur le marché des navires relativement simples comme les super-pétroliers, les porte-conteneurs et les cargos transporteurs de charbon ou de céréales, il s'est spécialisé dans les navires à haute valeur ajoutée, au premier chef les paquebots de croisière, profitant d'une reprise vigoureuse de la demande mondiale, notamment dans la zone des Caraïbes. Fin 1987 était livré le « Sovereign-of-the-Seas », l'un des plus prestigieux et le plus grand paquebot de tous les temps. Depuis trois ans, la « série rose » a été abondante puisque les chantiers ont construit quatre autres paquebots, dont deux pour des armateurs français. Le dernier paquebot en date, le « Nordic-Express » a pris la mer en mai dernier à la grande satisfaction de son armateur, la Royal Caribbean Cruise Line (RCCL). Et c'est pour cette même société que le « Monarch » faisait l'objet des derniers préparatifs au moment où l'incendie l'a ravagé. Un autre navire identique devrait être livré au printemps 1992.

Mais le carnet de commandes de Saint-Nazaire ne s'arrête pas là. En juin 1990, en effet, la société norvégienne Kloster (celle qui exploite l'ex-France sous le nom de Norway) a été séduite par la réputation du chantier de Loire-Atlantique et lui a commandé deux paquebots.

De la sorte l'entreprise, que préside M. Alain Grill, est considérée par les armateurs de croisière du monde entier comme l'une des meilleures dans ce type de bateau (dont chaque unité vaut entre 1 et 2,5 milliards de francs), avec le finlandais Masa Yards, qui a pris la suite de Wärtsilä tombé en faillite, et l'allemand Meyer. Avec quatre frégates (et peut-être bientôt six pour la marine nationale), le bâtiment de suivi des missiles « Monge », et une drague pour le Bangladesh, le chantier de Saint-Nazaire bénéficie d'un carnet de commandes garni jusqu'à l'été 1992.

Le boom des croisières

Le marché des croisières maritimes connaît un « boom » remarquable. Compte tenu des nouveaux navires en construction, une projection de l'offre de lits de 20 % d'ici à la fin 1991 est attendue essentiellement pour le marché américain au sens large (Alaska, Caraïbes, Amérique du Sud et Amérique centrale). L'année 1989 a aussi été marquée par deux phénomènes nouveaux : le développement des grands paquebots à voiles pour lesquels, à l'encore, les chantiers (et les armateurs) français tiennent une place importante et la percée des japonais sur le marché des petits paquebots de croisière pour des armateurs nippons ou pour le groupe de Hongkong, Swire.

« Le secteur de la croisière s'est, depuis dix ans, restructuré autour de quatre grandes sociétés d'armateurs dominantes : le marché américain, qui représente à lui seul 80 % du marché mondial », explique M. Pierre Jourdan Barry, président de Barry Roghino Salles, l'un des courtiers maritimes les plus écoutés. Les eaux européennes (Méditerranée, Scandinavie) retrouvent leur attrait après une période de passage à vide liée, entre autres raisons, à la menace terroriste tandis que l'Asie en est encore aux balbutiements... Les prévisions de développement du marché pour la décennie qui commence sont dans l'ensemble optimistes : tablant sur 10 à 15 millions de croisiéristes en l'an 2000... Si elles se réalisent, la flotte de grands paquebots devra s'accroître d'au moins 50 unités, soit cinq bateaux par an. L'entreprise de Saint-Nazaire a donc encore de beaux jours devant elle, quand sera passée et oubliée la nuit terrible du 3 au 4 décembre 1990...

FRANÇOIS GROSCHARD

La préparation d'une réforme de l'Association pour la formation professionnelle des adultes

Un rapport met en lumière les déficiences de l'AFPA

Annoucé par M. André Laignel, secrétaire d'Etat chargé de la formation professionnelle, la réforme de l'AFPA (Association pour la formation professionnelle des adultes) est en marche. Deux réunions interministérielles de préparation ont déjà eu lieu, qui ont associé M. Guy Marteau, directeur général de l'AFPA, aux travaux. Celui-ci sera chargé de mener les négociations nécessaires avec les partenaires sociaux, un peu dans l'esprit de ce qui a été fait récemment à l'ANPE. Selon ce schéma, M. Laignel présenterait ensuite une communication en conseil des ministres.

Dans ce cadre, le secrétaire d'Etat vient de rendre public le rapport qu'il avait demandé, en juin dernier, à M. Pierre Lepetit, inspecteur des finances, et à M. Bernard Hastoy, inspecteur général des affaires sociales. Le document avait pour objectif de fixer les problèmes qui se posent à l'AFPA et de faire le bilan, à la fois économique et social, de son activité. Il se termine par vingt-sept propositions, qui ne seront pas nécessairement toutes reprises. Notamment, l'AFPA doit retrouver « la plénitude des pouvoirs et des obligations de son statut associatif », la tutelle doit être allégée « pour redonner plus d'efficacité au contrôle », la régionalisation doit avancer. Surtout, l'institution doit mieux adapter l'offre de formation aux besoins des publics potentiels.

reconstruire son dispositif de recrutement des stagiaires et se rapprocher des entreprises. Au passage, il lui faut mettre de l'ordre dans sa gestion comptable ou humaine et se débarrasser de ses fonctions d'hébergement ou de restauration, qui ont aggravé la baisse de la productivité de ses moyens financiers.

Sur le fond, le rapport dresse un constat en apparence sévère qui renvoie dos à dos les pouvoirs publics, les gouvernements et le service public de l'emploi, les partenaires sociaux, associés à la direction de l'AFPA, mais qui développent par ailleurs leur propre politique, ainsi que les conseils régionaux, également soucieux de leur nouvelle autonomie de décision.

Alors que sévissait la crise et le chômage, l'AFPA, en effet, a campé ces dernières années sur ses positions, sa spécialité étant la formation qualifiante des actifs à la recherche d'un emploi. Elle a peu pris en compte les nouvelles tâches, telles que l'insertion des jeunes en difficulté, les stages pour les chômeurs de longue durée. Parallèlement, le marché de la formation se développait, sa part relative a diminué. Les rapporteurs estiment, en conséquence, que l'AFPA s'est marginalisée et qu'elle doit retrouver une place plus conforme à son importance.

ALAIN LEBEAUBE

SOCIAL

Le « Grenelle » des retraites

Suite de la page 35

Les moyens de parvenir à un ralentissement de la montée en charge des pensions sont connus : calcul des droits sur les vingt-cinq (et non plus les dix) meilleures années, pension à taux plein après quarante années d'activité (et non plus trente sept et demie), suppression d'un âge plancher pour la cessation d'activité... Ces mesures concerneraient exclusivement les nouveaux retraités et n'entraineraient en vigueur que progressivement mais ne permettraient d'engranger des économies qu'à moyen terme.

Trois confédérations - CFTD, CFTC et CFE-CGC - admettent la nécessité de réaliser ce qu'il faut bien appeler une remise en question d'avantages acquis. Un langage difficile à tenir. Pour M. Jean Kaspar, « l'avenir des retraites est un dossier-clé des quinze prochaines années. Il faut l'aborder avec lucidité et responsabilité sans céder à la panique, mettre à plat tous les régimes de base, confirmer la primauté de la répartition et maintenir le principe de la retraite à soixante ans ». Lors de son dernier congrès, la CFTC a rappelé qu'une réforme « constitue un point de passage obligé » alors que la CFE-CGC reconnaît qu'« il faut très vite se réunir » mais s'inquiète surtout d'un éventuel déflatement des cotisations vieillesse du régime général qui déstabiliserait le régime complémentaire des cadres.

A l'Etat de donner l'exemple

Par contre, la CGT n'entend pas revenir sur les règles de calcul. Elle préconise une taxation des revenus du capital à 13,6 %, comme c'est le cas pour les salaires, et un accroissement des prélèvements sur les entreprises. A FO, M. Jean-Claude Mallet, secrétaire confédéral, assure qu'« il n'y a pas urgence » et qu'il importe d'abord « de savoir qui paie pour qui ». Les régimes de non-salariés, notamment le régime agricole, sont dans le colimateur. Un « Grenelle des retraites » ? « Le gouvernement a déjà arrêté les décisions à prendre, alors qu'il est impossible de prévoir ce que sera la situation en 2005-2010 », assure M. Mallet. « D'ailleurs, ajoute-t-il, notre vocation n'est pas de cogérer les affaires de l'Etat. » La centrale de

M. Marc Blondel, qui ne manque pourtant jamais d'assurer que « la Sécurité, c'est FO », renvoie donc la balle aux pouvoirs publics.

Cette réaction est sans doute la plus tentante. Dans un contexte marqué par le recul de leur influence, les syndicats peuvent être enclins à mobiliser l'opinion sur le thème de « la défense des acquis sociaux ». Telle n'est pourtant pas l'option choisie, par exemple, par les syndicats allemands, qui, fort combattifs au demeurant, n'en ont pas moins accepté l'an passé de porter l'âge de la retraite de 63 à 65 ans pour les hommes en 2006. Pour les femmes et les chômeurs, il sera porté de 60 à 65 ans d'ici à 2012.

De son côté, le gouvernement serait bien inspiré de montrer l'exemple en acceptant une certaine transparence. Profitant de la publication du Livre blanc, l'Etat, qui assure la gestion des régimes spéciaux (fonctionnaires, entreprises publiques, notamment), devra enfin accepter de se livrer à une opération-vérité en publiant des données que l'on sait peu engageantes. D'après ce que l'on peut savoir, l'impasse budgétaire serait de plusieurs dizaines de milliards d'ici à l'an 2000...

JEAN-MICHEL NORMAND

□ Fin de la grève à l'usine Renault de Flins. - La situation est « revenue normale », mardi matin 4 décembre, à l'usine Renault de Flins-sur-Seine (Yvelines), où la production de la « Clio » avait été affectée, durant cinq jours, par des débrayages (le Monde daté 2-3 décembre). Le mouvement qui touchait essentiellement le département « sellerie-mécanique », avait démarré le 27 novembre à la suite de la décision de la direction de l'usine d'augmenter les cadences de 52 à 57 véhicules par heure à compter du 21 décembre. La grève suivie par un noyau de « cent cinquante ouvriers sur deux cent quatre-vingts par équipe », selon les syndicats, s'était amoindrie au fil des jours.

Histoire de la presse des jeunes et des journaux pour enfants
Par Alain FOURMENT
Édition Éole 150 F

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

December 1990

Ce présent avis est publié à titre d'information seulement.

GROUPE DE L'UNION INDUSTRIELLE DE CRÉDIT

UIC - SOFAL

DM 350.000.000

Term Loan Facility

Arrangers	
WESTDEUTSCHE LANDESBANK GIROZENTRALE	BANQUE FRANCO-ALLEMANDE
Lead Manager	
BANQUE FRANCO-ALLEMANDE	
Managers	
BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG SOCIÉTÉ ANONYME	HESSISCHE LANDESBANK - GIROZENTRALE -
HILL SAMUEL LIMITED	LANDESKREDITBANK BADEN-WÜRTTEMBERG
SÜDWESTDEUTSCHE LANDESBANK GIROZENTRALE	
Co-Managers	
DSL BANK LUXEMBOURG S.A.	FÖRSTA SPARBANKEN
LANDESBANK SAAR GIROZENTRALE	
Participants	
ARBEIDERNES LANDESBANK	ASLK-ÖGER BANK
BACOB SAVINGS BANK S.C.	BANCA COMMERCIALE ITALIANA FRANKFURT AM MAIN BRANCH
BANCO DI ROMA	BANK LEU LTD. LUXEMBOURG BRANCH
FRANKFURT AM MAIN BRANCH	CRÉDIT COMMUNAL DE BELGIQUE S.A. DE L'ÉTAT, LUXEMBOURG
DIE ERSTE ÖSTERREICHISCHE SPAR-CASSE-BANK	HAMBURGISCHE LANDESBANK - GIROZENTRALE -
ZENTRALSPARKASSE UND KOMMERZIALBANK AKTIENGESellschaft	
Agent	
BANQUE FRANCO-ALLEMANDE	

مكتبة الأصيل

هكذا من الأمل

ÉCONOMIE

SOCIAL

Les discussions dans les branches professionnelles La CFDT établit « un premier bilan positif » des négociations sur les bas salaires

La CFDT s'estime satisfaite des négociations engagées dans soixante-trois branches professionnelles conventionnelles sont inférieures au SMIC. Evoquant « un premier bilan positif », M^{me} Nicole Notat, secrétaire générale adjointe de la CFDT, qui s'exprimait mardi 4 décembre à Paris devant deux cents responsables cégétistes, a indiqué que vingt-cinq branches ont conclu un accord, dont seize portent immédiatement les minima au moins au niveau du SMIC. Par contre, sept discussions ont déjà échoué. Quelques jours avant l'échéance du 20 décembre, date à laquelle la Commission nationale de la négociation collective dressera un premier constat, M^{me} Notat a reconnu que, dans l'ensemble, le patronat « n'a pas bougé » ces discussions, qui, lancées en juin, doivent également aboutir avant fin 1992 à une révision des classifications afin d'offrir des perspectives de carrière aux bas et moyens salaires.

Sur ce dernier point, trois accords ont été signés et trente et une négociations sont en cours. La CFDT a décidé de faire « une pression maximum sur sept branches professionnelles » (bâtiment, textile, commerce de gros, alimentaire, métallurgie, nettoyage industriel et habillement).

Plus généralement, M. Jean Kaspar, secrétaire général de la CFDT, estime que la démarche engagée « marque une rupture avec la manière dont le syndicalisme mais aussi le patronat abordaient jusqu'à la question des bas salaires ». « En limitant notre intervention à la seule revalorisation du SMIC, le patronat a eu beau jeu de s'opposer à des revalorisations substantielles (...) en dehors des périodes conflictuelles », a-t-il estimé.

J.-M. N.

INDUSTRIE

Un entretien avec M. Thierry Lajoie « Nos constructeurs sont des conquérants, aujourd'hui aux portes de l'Asie » nous déclare le président du Conseil supérieur de la navigation de plaisance

M. Thierry Lajoie préside le Conseil supérieur de la navigation de plaisance et des sports nautiques depuis le 12 juillet 1990. Cet organisme, dont la composition a été renouvelée à la fin septembre, est chargé de faire des propositions au gouvernement et au ministre de la mer, en particulier, M. Jacques Mellick. A l'occasion du Salon nautique du 1^{er} au 10 décembre à la porte de Versailles, il nous explique ses projets et le poids de la plaisance dans l'économie nationale.

« Vous présidez le Conseil supérieur depuis quelques mois. C'était un organisme assez académique, pour ne pas dire marginal. Comment comptez-vous lui donner du lustre et du poids ? »

« Le Conseil supérieur est un bon outil pourvu qu'on le fasse vivre. Je m'y consacre, avec les fédérations des sports de l'eau, les professionnels des industries nautiques, les responsables des ports de plaisance, les nombreux autres usagers de la mer et des voies et plans d'eau intérieurs, et les représentants de l'Etat qui le composent. Ensemble, nous entendons que le Conseil, renouvelé, doté de moyens nouveaux, bientôt plus largement ouverts, par exemple aux élus locaux, remplisse pleinement son rôle. Le Conseil supérieur est l'institution qui impulse des actions de ces secteurs et propose des politiques au gouvernement : réforme du permis de piloter les bateaux de plaisance à moteur, élaboration de statuts professionnels, par exemple pour les coureurs, amélioration de la sécurité des bateaux, de la navigation et des compétitions sportives, meilleure intégration des ports de plaisance dans leur environnement, harmonisation des règlements en Europe, cohabitation entre pêcheurs professionnels et pêcheurs plaisanciers.

« Tant pour ce qui concerne les compétitions sportives que pour les loisirs nautiques traditionnels, les questions de sécurité préoccupent de plus en plus l'opinion. »

« L'engouement pour les loisirs et les sports nautiques, l'accroissement du parc des bateaux de plaisance, l'apparition de nouveaux engins comme les motos de mer, la surmotorisation de certaines vedettes posent en effet des problèmes de sécurité. Notre objectif doit être d'assurer une cohabitation sans risque des différents plaisirs de l'eau. Chacun s'y emploie, et le bilan de la dernière saison estivale, qui a vu le nombre de personnes malheureusement disparues

ou décédées en mer diminuer, en est le témoignage encourageant. Allons plus loin : adaptons le permis de piloter, généralisons le balisage des plages créant des zones pour chaque activité, créons un label pour les loueurs, encourageons l'inscription des plaisanciers dans les clubs, et la sécurité progressera encore. Les compétitions sportives ne sont pour leur part autorisées que si la sécurité y est bien assurée. Bien sûr, personne n'est jamais à l'abri d'un accident exceptionnel, du par exemple à l'imprudence. Mais prenez l'exemple de la dernière Route du rhum : suivi des bateaux par balise Argos via les satellites, liaisons radio, respect par les coureurs du harnachement quand cela est nécessaire ; les bateaux ont parfois cédé, les hommes et les femmes n'ont pas été en danger.

« Le ministre de la mer vous a demandé de lui faire des propositions pour modifier le permis de conduire les bateaux à moteur. Quelles sont les priorités à retenir dans cette perspective ? »

« Le Conseil en délibère actuellement et communiquera sa proposition au ministre de la mer. Jacques Mellick, à la fin de l'année. Le permis de piloter les bateaux de plaisance à moteur, qui date de 1966, n'est plus adapté pour les raisons que j'ai précédemment citées. J'ai fixé une orientation : un permis mieux adapté aux réalités, davantage tourné vers la pratique, préparé par une formation de qualité, à même d'assurer une sécurité maximale de chacun, sans risque de freiner le développement de la pratique du bateau et compatible avec un futur permis européen.

« Le secteur de la plaisance et des loisirs nautiques, sur le plan économique, est un créneau porteur ». A combien évaluez-vous le poids global de ce secteur ? »

« Le secteur de la plaisance en France, c'est 7,6 milliards de francs de chiffre d'affaires en 1989, et environ 30 000 emplois. La France compte 730 000 bateaux de plaisance. Le rythme d'immatriculation est de 25 000 par an. 50 000 permis nouveaux sont délivrés chaque année. Plus de 3 millions de Français sont plaisanciers. Il s'agit d'un secteur en développement, très exportateur, dont la France est leader en Europe. Nos constructeurs sont des conquérants, aujourd'hui aux portes de l'Asie. Notre image de qualité est exceptionnelle, entraînée par nos grands marins comme ma collègue et amie Florence Arthaud, dont le bateau victorieux de la Route du rhum, Pierre-1^{er}, est issu des chantiers Jeanneau à Nantes.

Propos recueillis par FRANÇOIS GROSCHARD

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

ELF AQUITAINE COMPAGNIE GÉNÉRALE DES EAUX PROJETS COMMUNS EN EUROPE

Elf Aquitaine et la Compagnie générale des eaux ont décidé de mettre en œuvre en Europe une coopération qui permettra d'associer leurs intérêts mutuels dans les domaines de l'énergie, des services et des travaux publics.

Les questions relatives à l'énergie et à l'environnement constituent, en effet, une préoccupation de premier plan, notamment dans les pays de l'Est.

En URSS par exemple, la Compagnie générale des eaux et Elf Aquitaine se proposent de mettre en œuvre leur coopération au travers d'un groupement industriel qui réunit autour du groupe pétrolier français quelques grandes sociétés de services et de production industrielle. Dans ce contexte, les deux groupes ont déjà examiné plusieurs projets de réhabilitation de réseaux de chaleur. Il s'agit d'un domaine où la Générale des eaux et Elf Aquitaine disposent d'une grande diversité d'expériences au travers de leurs filiales, la Générale de Chauffage, Montenay et Esys, qui gèrent plus d'une centaine de réseaux.

Par ailleurs, d'autres opportunités sont envisagées en Tchécoslovaquie.

La coopération pour les pays d'Europe de l'Est entre Elf Aquitaine et la Compagnie générale des eaux s'inscrit dans le cadre plus général des projets développés en commun sur les marchés internationaux. Les deux groupes se sont ainsi associés, il y a quelques mois, au sein d'Agas pour assurer la commercialisation de gaz aux grands consommateurs industriels du nord de l'Angleterre.

PRETABAIL-SICOMMERCE ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE

Les actionnaires de Prétabail-Sicommerce sont convoqués en assemblée générale extraordinaire
lundi 10 décembre 1990 à 15 heures
à la Maison de la Chimie,
28, rue Saint-Dominique, 75007 Paris

Il leur sera proposé d'approuver :

- l'augmentation du capital et l'élévation du nominal des actions par incorporation de prime d'émission et de prime de fusion,
- la fusion-absorption de Prétabail-Sicommerce par Unibail.

UNIBAIL ASSEMBLÉE GÉNÉRALE MIXTE

Les actionnaires d'Unibail sont convoqués en assemblée générale mixte
mardi 11 décembre 1990 à 9 heures
108, rue de Richelieu, 75002 Paris

Il leur sera notamment proposé d'approuver :

- l'émission de bons autonomes de souscription d'actions,
- la fusion-absorption de Prétabail-Sicommerce par Unibail,
- l'augmentation corrélatrice du capital social,
- des modifications statutaires, dont les deux plus importantes concernent l'objet social d'Unibail et la mise au nominatif des titres.

L'opération de fusion et l'attribution de bons de souscription d'actions sont décrites dans une note d'information visée par la COB et disponible sans frais au siège des deux sociétés, 108, rue de Richelieu, 75002 Paris. Le visa de la Commission des Opérations de Bourse (n° 90-465) ne préjuge en rien de la décision qui sera prise par les actionnaires.

Pour tous renseignements vous pouvez appeler le 40.15.21.14.

ARC UNION MANDATAIRE



PERFORMANCES MOYENNES ANNUELLES :

- DES SICAV ACTIONS AXA

	DEPUIS LEUR CREATION *	INFLATION DEPUIS LEUR CREATION *
AXA WORLD	+ 13,12 % DEPUIS JAN 1970	+ 7,93 %
AXA EUROPE	+ 11,42 % DEPUIS JAN 1967	+ 7,63 %
AXA AMERIQUE	+ 3,01 % DEPUIS DEC 1966	+ 3,37 %
AXA JAPON	+ 11,74 % DEPUIS OCT 1965	+ 3,15 %
AXA ASIE	N.S. DEPUIS JAN 1989	
AXA AFRIQUE	+ 19,86 % DEPUIS OCT 1978	+ 7,16 %
AXA OCEANIE	+ 20,95 % DEPUIS JAN 1979	+ 6,99 %
AXA MEXIQUE	+ 4,34 % DEPUIS JAN 1988	+ 3,60 %

- DES SICAV OBLIGATIONS AXA

	DEPUIS LEUR CREATION *	INFLATION DEPUIS LEUR CREATION *
AXA OBLI 1	+ 13,76 % DEPUIS OCT 1979	+ 6,81 %
AXA OBLI 2	+ 8,02 % DEPUIS FEV 1984	+ 3,83 %
AXA OBLI 3	+ 7,25 % DEPUIS DEC 1986	+ 3,37 %
AXA OBLI 4	+ 8,41 % DEPUIS OCT 1985	+ 3,16 %
AXA OBLI 5	+ 11,92 % DEPUIS JAN 1984	+ 3,76 %
AXA OBLI 6	+ 7,12 % DEPUIS JAN 1987	+ 3,41 %
AXA OBLI 7	+ 9,75 % DEPUIS JAN 1984	+ 3,70 %
AXA OBLI 8	+ 11,24 % DEPUIS JAN 1980	+ 6,66 %
AXA OBLI 9	+ 11,22 % DEPUIS JAN 1980	+ 6,41 %

* Au 28/09/90. Coupon net inclus réinvesti.
Ces SICAV peuvent être souscrites auprès des Agents Généraux du Groupe AXA ou bien auprès d'AXA BANQUE - 53, rue La Boétie, 75008 PARIS.

هكذا من الأهل

PARIS/ILE-DE-FRANCE

Signature d'un accord de coopération entre l'Ile-de-France et Varsovie

Des entreprises de la région explorent le marché polonais

Le marché est vaste avec 38 millions d'habitants. L'argent viendra; il faut le croire. Les possibilités paraissent immenses. La vingtaine de chefs d'entreprise de l'Ile-de-France qui attendaient fin novembre à Varsovie se doutaient bien que leur séjour en Pologne porterait quelques promesses. Elles ont dépassé leur intuition première.

VARSOVIE

de notre envoyé spécial
Pourtant, rien n'est gagné encore, même si des signatures ont précédé le retour à Paris. Car la coopération avec les entreprises polonaises ne se confond pas avec une promenade de santé. Un obstacle peut en empêcher un autre et les difficultés s'accumulent comme ces poupées russes que l'on vend aujourd'hui, place du Marché de la vieille ville, à l'effigie de M. Gorbachev.

Des télécommunications archaïques

En organisant ce voyage pour conclure un accord de coopération entre la région Ile-de-France et la ville de Varsovie, le conseil régional a beaucoup facilité la tâche des entrepreneurs, patrons de PME-PMI pour la plupart, qu'il avait invités. La capitale polonaise avait, elle aussi, les échos des choses, mettant, par exemple, à la disposition de chacun des patrons français une voiture et un interprète. Ainsi ont-ils pu nouer avec leurs homologues polonais des contacts individuels plus féconds, de leur propre aveu, que ne l'auraient été des conférences collectives.

Il n'en faudra pas moins pour obtenir des résultats. Le froid et l'épaisseur

grise de l'atmosphère peuvent être chassés par la disponibilité, l'humour et le dynamisme des interlocuteurs polonais, au premier rang desquels le maire de Varsovie, le docteur Stanislaw Wyganowski, plein de distinction et d'émotion. Mais il n'empêche que dans ce pays les télécommunications sont dans un état préhistorique. Les liaisons internationales relèvent du hasard, faute de nécessité dans le régime d'avant 1989. Ce qui compliquera sérieusement la tâche des hommes d'affaires et des entrepreneurs étrangers. Dans l'immédiat, tout au moins, car les responsables polonais, conscients de cette carence, ont déjà pris des contacts, notamment avec Alcatel. Le marché des équipements en télécommunications apparaît substantiel.

Les Allemands font la démonstration que ces obstacles n'en sont pas. Alors que les plaies du passé brûlent encore les ennemis d'hier, les industriels et les commerçants d'outre-Oder-Neisse multiplient les rencontres. « Les Français s'y mettent », reconnaît pourtant l'ambassadeur de France, M. Alain Brey. Mais les Allemands visitent les quarante-sept villages (le voir-voide est l'équivalent du préfet en France). Ils donnent l'impression d'être partout et les Français nulle part.

Conséquence : près de la moitié des échanges de la Pologne se font avec l'Allemagne, loin devant la Suède (3 %). Et 87 % des élèves polonais mandant à l'école allemande, après l'anglais. Il est vrai qu'une chaîne de télévision en allemand est captée sans grande peine à Varsovie; aucune en français. Les livres distribués dans un lycée par la délégation du conseil régional n'étaient qu'un symbole.

La venue à Varsovie de M. Pierre-Charles Krieg, président (RPR) du conseil régional d'Ile-de-France, a permis aux chefs d'entreprise qui l'accom-

pagnaient de tisser des liens, les premiers pour certains, mais aussi d'obtenir des rendez-vous avec des autorités politiques, pour d'autres. Des dossiers, seulement entrevus jusqu'ici, ont ainsi avancé. Le PDG de Matra-Transport, M. Bernard Felix, a poussé la négociation d'un contrat qui confierait à sa société - forte d'une expérience à Budapest, ce qui parle en sa faveur - l'adaptation d'un système de guidage automatique aux rames du métro de Varsovie fabriquées par les Soviétiques.

L'un des responsables du groupe ACCOR, qui a construit six Novotel en Pologne, a pu rencontrer le vice-ministre chargé des privatisations dont les décisions peuvent ouvrir un marché très important. De même pour le directeur de la chaîne Campoline, dont les hôtels intermédiaires correspondent au besoin d'un pays comme la Pologne. La présence à Varsovie de M. Michel Ebel, vice-président (UDF) du conseil régional et spécialiste des problèmes d'enseignement et d'élimination des ordures, un sujet qui préoccupe les autorités de Varsovie, a placé Paris en bonne position pour la construction d'usines d'incinération.

Fournitures et engins mécaniques

Les patrons des PMI de l'Ile-de-France ont paru encore plus surpris par la découverte de possibilités qu'ils ne soupçonnaient pas. Une société de cartographie établit le cadastre des propriétés communales. Un négociant en pelletterie a enregistré une grosse commande de vêtements de fourrure qu'il importe lui-même de Chine et réexporte après les avoir adaptés au marché polonais. Plus tard, il ouvrira boutique à Varsovie. M. Pierre Trullas qui fabrique en France, sous licence américaine, des engins capables

de creuser des tranchées en un temps record envisageait d'y construire une usine. Ses interlocuteurs polonais l'ont encouragé, mais en lui demandant d'abord de livrer cent tranchées en 1991 - l'équivalent de quatre fois ses ventes actuelles - tant le besoin est urgent.

L'incertitude qui pèse encore sur cette coopération est évidemment liée à la situation du pays, politique autant qu'économique. Le gouvernement de Tadeusz Mazowiecki se proposait de privatiser la moitié des entreprises avant la fin de 1994. Le scrutin présidentiel de dimanche prochain ne devrait pas changer fondamentalement cette orientation. Les patrons français ont découvert cette coexistence d'entreprises d'Etat, encore somnolentes, et d'entreprises privées naissantes, très dynamiques, trop peut-être, tant elles donnent l'impression, selon le patron d'une PMI, « d'être prêtes à partir dans tous les sens ». Il reste qu'avec une dette extérieure de plus de 40 milliards de dollars (le Monde du 8 novembre) et un PNB en chute de 10 % au cours des six premiers mois de l'année, la Pologne est encore en état de survie économique.

Raison de plus pour resserrer les liens. Le conseil régional avait, à l'aube même du voyage avec les chefs d'entreprise, engagé un programme de formation pour cent vingt cadres polonais. Et il fallait rappeler que la notion de coopération implique un échange dans les deux sens, un intérêt également partagé, le mot du volvo de Varsovie lors de la signature de l'accord pourrait y suffire : « Nous nous réjouissons que, par cet accord avec Varsovie, vous posiez une tête de pont pour coopérer avec d'autres pays de l'Europe de l'Est. »

CHARLES VIAL

La réhabilitation d'un vieux quartier de Paris

Un projet de ZAC à Belleville divise la population et les élus

Juifs ashkénazes fuyant les pogroms de Russie et de Pologne au début du vingtième siècle, Arméniens débarqués en 1918 de leurs sables d'Anatolie, Grecs chassés de Turquie en 1920, républicains espagnols traqués par les franquistes, puis, plus récemment, Maghrébins, Africains, Portugais, Asiatiques... autant de minorités ethniques qui font de Belleville l'un des quartiers les plus hauts en couleur de la capitale.

Mais cette communauté bigarrée voit aujourd'hui se profiler une menace sous la forme d'une ZAC (zone d'aménagement concerté). Le Conseil de Paris a récemment décidé l'instauration d'un périmètre d'étude sur les bâtiments compris entre la rue de Belleville, la rue Rampeau, le boulevard de Belleville et les rues de Tourville et Julien-Lacroix. Pour la Mairie de Paris, cette procédure est le préalable à la création d'une ZAC dont l'objectif avoué sera de remodeler le quartier.

Chez les riverains, les premiers jalons de cette ZAC sont ressentis comme une atteinte à leur environnement. « Nous ne voulons pas que l'on aménage notre quartier. Nous voulons qu'on le ménage », plaide M. Nicolas Rialan, président de La Bellevilloise, association créée en avril 1989, qui regroupe aujourd'hui près de trois cent soixante-dix familles. La menace, à leurs yeux, est d'autant plus réelle que, contrairement aux affirmations de M. Didier Bariani, maire du 20^e arrondissement, les ateliers

d'urbanisme de la Ville de Paris sont déjà bien au-delà des premières esquisses.

« Deux projets successifs ont été fécés par la SAEMAR Saint-Blaise, une société d'économie mixte présidée par le maire du 20^e arrondissement, explique Nicolas Rialan. Le dossier retenu est certes moins traumatisant que ce que l'on a pu craindre au départ. Il n'entraînerait la destruction que de la moitié environ du quartier... Mais il reste aberrant dans ses objectifs. »

Sous-équipement commercial

La démolition de quatre cents logements pour créer un marché alimentaire, un village commercial, des galeries marchandes et un village d'artisans, dans un quartier où, sur le boulevard de Belleville, des commerçants viennent poser leurs tréteaux quatre fois par semaine, ne semble pas relever de la plus stricte nécessité aux yeux de La Bellevilloise. Pour M. Bariani, pourtant, l'urgence est réelle : le quartier souffrirait d'un réel « sous-équipement » en matière de commerces.

Lois de nier, en revanche, le besoin évident d'une réhabilitation de Belleville - de nombreux logements ignorent les normes de confort les plus élémentaires et la moitié d'entre eux ne disposent pas de W.-C. intérieur. - l'association de défense entend servir de courroie de transmission entre les demandes des habitants et les services municipaux. « Le problème, s'insurge Nicolas Rialan, c'est que M. Camille Cabana, adjoint au maire de Paris chargé de l'urbanisme, refuse par avance notre proposition de concertation en la qualifiant de volonté de « cogestion »... »

Si M. Bariani se déclare prêt à voir « chacun s'exprimer » sur ce projet d'aménagement du bas Belleville, l'association dirigée par M. Rialan n'en est pas pour autant reçue à bras ouverts. Pour le maire du 20^e arrondissement, victime, selon ses propres mots, de « harcèlement épistolaire » de la part de M. Rialan, La Bellevilloise ne viserait qu'à répandre des « rumeurs infondées, aux seules fins d'effrayer la population. Ses intentions vont bien au-delà de la simple défense du quartier et de ses habitants », affirme M. Bariani. Une chose est certaine : La Bellevilloise dérange. Au point d'avoir été interdite d'accès aux travaux du public lors du conseil de Paris du 19 novembre 1990.

Pourtant, la présence d'un interlocuteur capable de discuter de ce projet de ZAC au bord du boulevard de Belleville ne devrait pas a priori importuner la Mairie de Paris. M. Jacques Chirac ne déclarait-il pas, le 13 décembre 1988, à l'occasion de l'inauguration du pavillon de l'Arsenal, que l'urbanisme de la capitale doit « vivre et évoluer avec les Parisiens et les Parisiennes, en plein accord avec eux, en harmonie avec leurs aspirations » ?

OLIVIER LUCAZEAU

Brise de mer dans le métro

Cris de mouettes et bruits de vagues sur la ligne 12 du métro. Aux Parisiens « qui ont retrouvé leur vie trépidante à l'entrée de l'hiver », la RATP veut offrir « un peu de rêve pendant le trajet ». Jusqu'au 10 décembre 1990, les stations Saint-Lazare, Madeleine, Sévres-Babylone, Montparnasse, Pasteur et Porte-de-Versailles (où se tient le 30^e Salon nautique) sont décorées et sonorisées aux couleurs de la mer. Des mouettes accrochées à la voûte se balancent au gré du passage des rames, sur fond sonore de vent, de vagues, et de cris d'oiseaux. La station Sévres-Babylone accueille une exposition consacrée à la défense du littoral et la station Auber donne rendez-vous à tous les passionnés de la mer qui peuvent entrer en liaison directe avec les navigateurs du BOC Challenge (course en solitaire autour du monde en quatre étapes). Des animations photo et vidéo, des débats et tables rondes sur le rôle de la météo dans les courses complètent cette brise de mer qui souffle dans le métro.

de.
s.
ars
rés
la
le
ser-
des-
ette
aut-

san
le la
un
ami-
i.
BERG
page 8
1/5 PTA
2,50 \$

POINT DE VUE

L'avenir de la région

Les risques de la dislocation

par Nicole Bricq

Mais que valent-ils ? Du pognon, ont dit les lycéens. Les bandes des banlieues ont donné leur réponse en cassant les vitrines, symboles à leurs yeux d'un monde riche qui les exclut. Premiers signes d'explosion sociale d'une société en panne d'espoir ? La pire n'est jamais sûre, mais la pente - dangereuse - est prise.

Deux mondes se tournent désormais le dos, marquant les limites d'un traitement purement social des quartiers les plus durs. Nous payons aujourd'hui les choix de l'urbanisme technocratique des années 60 dont le corollaire est l'absence de vie sociale et culturelle.

Les crédits importants engagés chaque année au développement social urbain et à la réhabilitation des quartiers dégradés ne suffisent pas à réparer le mal. On a trop oublié qu'emploi et logement sont des facteurs puissants d'intégration.

C'est une politique qui doit s'engager à partir d'interventions fortes et décloisonnées des services de l'Etat. Encore faut-il que la référence au marché, pour ne pas dire à l'argent, soit celle qui habite toutes les autres. Est-il acceptable qu'en Ile-de-France, la traduction la plus concrète de la reprise économique ait été la flambée de l'immobilier et particulièrement du marché des bureaux ? La question mérite que l'on s'y attarde, à l'heure du réaménagement d'une région qui concentre 27 % de la richesse et 18 % de la population nationale.

Il est à cet égard symptomatique que la première grande opération, et en même temps la plus assurée de voir le jour rapidement, soit lancée à la Défense, symbole de l'opulence, grâce notamment à la vente d'une tour de bureaux.

La volonté de préserver de la spéculation les terrains de l'Ile Seguin, à Boulogne-Billancourt, résistera-t-elle aux pressions fortes qui ne manqueront pas de s'exercer ?

Réforme du foncier et des financements du logement

En tout état de cause, ces deux projets aspireront des financements que l'on ne retrouvera pas ailleurs et particulièrement à l'est de Paris. Le réajustement spatial et donc social de l'agglomération doit être la priorité des actes et pas seulement celle des discours.

Renouer les fils d'une région en passe de dislocation n'est pas une tâche impossible. Mais il y faudra de la volonté, du temps et des financements colossaux. Raison de plus pour commencer vite et par le bon

bout. C'est-à-dire qu'il faut s'attaquer d'abord au foncier.

Face à la rétention défilée des terrains, il faut augmenter sensiblement les dotations budgétaires des opérateurs fonciers, qui peuvent ainsi se lancer dans une grande politique d'acquisition. Les mobiliser sera plus efficace que la fuite en avant qui consiste à urbaniser des champs pour réaliser une schème ville nouvelle. Rien qu'à Paris et en petite couronne, ce sont 750 hectares que l'on pourrait dégager. Encore faut-il que les administrations et les sociétés nationales soient dégoûtées de la loi d'alignement qui les conduit à rechercher le cours le plus haut du marché, afin, pour les unes, d'alimenter leur budget et, pour les autres, d'assurer leur rentabilité.

De leur côté, les communes sont aujourd'hui maîtresses de leur urbanisme. Trop peu d'entre elles, et parmi les plus riches, n'assument pas leur rôle en matière de logements sociaux. Est-il aberrant de demander que leur POS soit assorti d'une politique locale de l'habitat avec l'obligation d'en réserver 30 % au logement social ? En cas de carence des communes, l'institution du droit de préemption urbain en faveur de l'Etat permettrait d'y pallier.

Une arme de dissuasion

L'Etat dispose d'une arme de dissuasion grâce à la dotation globale d'équipement et fonctionnement qu'il attribue chaque année. A l'inverse, les communes qui jouent le jeu doivent être encouragées et aidées. J'entends d'ici les hurlements de la droite pour qui le discours sur l'autonomie communale sert de prétexte à l'égotisme local, de certains élus communistes - pas tous heureusement - qui préfèrent le malthusianisme à la vitalité, avec le pari de risque électoral qu'elle peut entraîner.

Enfin, on n'échappera pas à une réforme du système de financement des logements mis en place en 1977. Pour éviter une segmentation excessive du marché du logement, l'Etat doit instituer un logement aidé unique, dont il prendrait en charge le surcoût foncier et parité avec la région.

Quand une société est tarabulée par l'incertitude et menace de se déchirer, il est urgent de remettre au goût du jour l'intérêt général.

» Nicole Bricq est conseillère régionale d'Ile-de-France et vice-présidente du groupe socialiste.

Malgré ses 20 millions de visiteurs par an

Paris est menacé par la concurrence des capitales touristiques

Depuis onze ans, sans interruption, Paris est la capitale mondiale du tourisme d'affaires. En 1989, elle a accueilli 388 congrès internationaux. Plus que Londres, Genève, Bruxelles, Berlin, Madrid et Vienne. Première place au monde de Salons spécialisés, elle offre 350 000 mètres carrés de surfaces couvertes. 52 hôtels parisiens disposent de salles de 50 à 1 000 places.

Avec ses 20 millions de visiteurs chaque année, Paris est à vrai dire la capitale mondiale du tourisme tout court. Position enviable, mais qu'il ne faut pas croire inépuisable, estime M. Bernard Plaisant, adjoint au maire de Paris chargé du tourisme. M. Plaisant soutient, avec raison, qu'il serait dangereux pour la capitale française de s'endormir sur ses lauriers.

L'enjeu est culturel, et même sentimental, bien sûr. Que 2,5 mil-

lions de jeunes et 10 millions d'étrangers fréquentent chaque année la capitale, ses musées, ses monuments, découvrent le mode de vie des Français, leurs traditions, leur patrimoine intellectuel, artistique, social, ne peut être indifférent pour l'avenir. L'économie a trouvé son compte. Le tourisme a induit l'an dernier un chiffre d'affaires de 60 milliards de francs, dont 20 milliards dans le seul secteur du tourisme d'affaires.

Pour tenir la gace, M. Plaisant organisait, mercredi 5 décembre, les Premières Assises du tourisme parisien, auxquelles étaient conviés tous les professionnels : hôteliers, techniciens, organisateurs de voyages, sociologues, etc. Objectif numéro un : établir un diagnostic de la situation, sans oublier d'analyser la concurrence et les perspectives d'avenir (l'accroissement vraisemblable de l'attraction

qu'exercera Berlin dans les toutes prochaines années, par exemple).

La deuxième préoccupation de ces Assises était de dégager des voies d'actions possibles. Le partenariat avec les professionnels du tourisme pourrait déboucher sur la création d'une commission extra-municipale, qui mènerait la bataille pour la promotion de la capitale. La Mairie de Paris se propose aussi de désigner un interlocuteur, au sein de la direction des finances et des affaires économiques de la Ville, pour aider les professionnels du tourisme à se développer et à créer des emplois. Enfin les installations de l'Office du tourisme et des congrès de Paris vont profiter de la rénovation des Champs-Élysées pour faire, elles aussi, peau neuve.

C. V.

Inauguration du Théâtre Jean-Vilar, à Suresnes

Le philanthrope

Si la chance sourit aux audacieux, elle devrait avoir une priorité pour Olivier Meyer et son équipe. Le défi de redonner au Théâtre Jean-Vilar de Suresnes (Hauts-de-Seine) ses lettres de noblesse est de taille. Ce lieu de divertissements a eu, tout d'abord, pour mission d'accueillir la fine fleur de la culture, au centre de la populaire « cité-jardins ». Cette volonté a été insufflée par Henri Sellier, ancien maire de Suresnes et qui fut l'instigateur des « cités-jardins ». Elle a été reprise ensuite par Jean Vilar.

En 1951, on s'était pressé aux portes du théâtre pour applaudir Gérard Philipe, parler avec lui et d'autres artistes, voire danser ensemble à l'issue du spectacle. Le créateur du Théâtre national populaire pouvait être satisfait : le contact entre

comédiens de talent et public non initié était établi. Puis le TNP a émigré vers Paris. La situation à Suresnes, comme en Ile-de-France, a évolué. Le Théâtre Jean-Vilar est redevenu plus simplement une salle municipale. En 1986, il ferait pour l'adaptation aux normes de sécurité, tandis qu'ailleurs, en banlieue, s'ouvraient des salles sous des toitures prestigieuses.

Olivier Meyer, le nouveau directeur du Théâtre de Suresnes, n'est pas un débutant en matière d'organisation et de production de spectacles (1). Il a décidé de garder la marque du passé de la bâtisse en lui conservant ses murs d'enceinte en briques rouges. On voit rarement, c'est vrai, un espace culturel se fonder aussi bien dans son environnement puisque les immeubles adja-

cents sont construits dans le même matériau. En revanche, l'intérieur du site est métamorphosé (2). Tout a été repensé en plus grand, mais en gardant comme thème central la rencontre. Une salle de spectacles de 700 places viendra avec un espace polyvalent où l'on pourra éventuellement danser après les représentations.

La programmation future est très variée. Priorité est donnée à la qualité et à la différence. Du théâtre classique oui, mais revu par des metteurs en scène méconnus. On trouve aussi du rock, de la danse, et de l'humour afin de faire revenir, entre autres, le public du voisinage. On sent, derrière ce nouveau calendrier, le désir d'accueillir des artistes internationaux au cœur des cités-jardins, intention illustrée, d'ailleurs, par l'organisation de soirées aux thèmes aussi vastes que « l'Inde » ou « Tango et Argentine ».

Cette variété délibérée fait l'originalité du théâtre par rapport à ses confrères environnants comme les Amandiers de Nanterre, où l'accent est mis, par exemple, sur l'art de Molière.

Voir grand et avec panache semble devenir une habitude dans cet Ouest parisien. Cyrano vit encore...

ADELINE CHENON

Le Monde EDITIONS

La bibliothèque imaginaire du Collège de France

Préface de Frédéric Gaussen

(1) Il a fondé en 1978 une société de production de spectacles responsable, entre autres, de l'organisation de la tournée de Jacques Higelin en Afrique et de la production de Carmina Burana au TNP Châtelet.

(2) Le budget global de travaux est de 70 millions de francs.



CARRIÈRES EUROPÉENNES EN ENTREPRISES.

NRC • HANDELSBLAD • LE SOIR • *Le Monde* • Süddeutsche Zeitung • CORRIERE DELLA SERA • EL PAIS • De Standaard • THE INDEPENDENT

BTP
DEVELOPPER NOS ACTIVITÉS EN ESPAGNE

DIRECTEUR DELEGUE

Une société française performante développe ses activités en Espagne et propose un poste de Directeur délégué.

Il assurera l'animation, la gestion et la croissance d'une unité déjà implantée et gérée en Centre de Profits.

Ce poste conviendrait à un ingénieur ayant au moins 5 ans d'expérience en BTP (avec si possible la connaissance des activités de carrières), parlant couramment espagnol, désireux de travailler en Espagne au moins quelques années, capable d'assumer avec dynamisme et autonomie des responsabilités polyvalentes sur le plan commercial, technique et gestion.

Poste basé à SEVILLE.

Ecrire sous réf. 49 A 2012-OMI

Discrétion absolue.

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris.



CARRIÈRES EUROPÉENNES EN ENTREPRISES

NRC • HANDELSBLAD • LE SOIR • *Le Monde* • Süddeutsche Zeitung



SERA • EL PAIS • De Standaard • THE INDEPENDENT

Le Monde

de l'

International

HONDA

Missions importantes pour jeune ingénieur spécialiste des techniques de l'automobile

Evaluation générale d'automobiles pour l'Europe, en particulier conduite d'essai et d'analyse

HONDA R&D est synonyme de recherche futuriste. C'est aussi de développement de véhicules dont l'exactitude technique, la qualité supérieure et la fiabilité maximum en font une renommée mondiale.

Si vous êtes en quête de perspectives d'avenir professionnelles, notre nouveau centre de recherche et de développement vous offrira d'intéressantes missions d'évaluation et de recherche de produit.

Grâce à votre formation et à votre expérience, vous pourrez, dans le cadre d'un travail en équipe, mettre au point les tests pratiques de conduite sur véhicule, les mener à bien et les analyser. Ceci vous mènera souvent à l'étranger. Vos futures responsabilités concerneront l'évaluation d'en-

semble des véhicules-test (du point de vue des conditions et des exigences propres à l'Europe).

Une connaissance de base de l'anglais, est nécessaire, puisque vous serez en contact permanent avec des interlocuteurs japonais et européens.

Nous vous proposons les rémunérations que peut offrir une entreprise moderne, le remboursement des éventuels frais de déménagement, de même qu'un développement de vos capacités professionnelles et de votre formation.

HONDA R&D EUROPE GMBH a son siège en Allemagne, à Offenbach, tout près de Francfort sur le Main (Allemagne).

C'est avec plaisir que nous vous communiquerons les autres informations au cours d'une entrevue personnelle.

Vous pouvez envoyer votre demande et c.v. à l'attention de M. Horst Mangold, Prinzenstraße 3, D-6507 Ingelheim sur le Rhin. Vous pouvez également le joindre par téléphone au (49-49) 6132-75420.

Allemagne

RESPONSABLE DE FILIALE

Nous sommes une Société financière Française ayant une forte vocation internationale. Notre chiffre d'affaires est en constante progression et nous employons près de cent cinquante personnes. Pour accélérer notre développement en Allemagne, nous recherchons un représentant permanent. La société qu'il aura à animer, sous la forme d'une représentation commerciale, aura vocation à couvrir l'activité de la zone Est de l'Europe.

La personne que nous nous souhaitons rencontrer est de formation ingénieur grande école, avec une expérience d'environ dix ans acquise dans l'expertise des risques d'entreprise, aussi bien financiers que techniques. Compte tenu de l'implantation géographique du poste, une importante ville d'Allemagne, la pratique courante de l'allemand est absolument indispensable.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous la référence M 483221 F à :

EGOR
CARRIÈRES INTERNATIONALES
8, rue de Bari - 75008 PARIS
Tél. : (1) 42.25.71.07

EGOR

PARIS AG • AN PROVENCE BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DANMARK DEUTSCHLAND ESPAÑA ITALIA NEDERLAND PORTUGAL SWEDEN UNITED KINGDOM

SIEMENS

L'un des plus grands groupes mondiaux en électronique, électrotechnique et automatique recherche pour son département linguistique à Erlangen un

Ingénieur

pour traductions techniques allemand-français

Dans un contexte de haute technologie, il aura en charge la traduction de manuels, de descriptifs, de logiciels, etc.

Ce poste basé à Erlangen (Bavière) s'adresse à des candidats de langue maternelle française désireux d'exercer leur activité dans la rédaction de documentation technique.

Les candidats intéressés adresseront leur dossier complet avec photo, sous-référence P162, à :

Siemens AG
Zentrales Bewerbungsreferat/Personal
Werner-von-Siemens-Straße 50
DW-8520 Erlangen

Siemens AG

ABIDJAN

Filiale (600 personnes) d'une multinationale performante, nous sommes spécialisés dans l'industrie du bois. Notre développement nous amène à recruter un

Jeune D.A.F. Futur D.G.

Avec votre équipe de 7 personnes, vous prendrez en charge la gestion de la trésorerie, le contrôle et l'analyse des résultats, le reporting à la maison-mère. Vous aurez en outre à optimiser l'organisation et les procédures comptables. Votre sens du management, ainsi que vos qualités relationnelles vous permettront d'évoluer vers le poste de Directeur Général.

A 30/35 ans, diplômé de l'enseignement supérieur (ESC, DECS...), vous disposez d'une expérience reconnue dans la fonction et vous avez une première expérience à l'étranger.

En plus d'un salaire motivant, vous bénéficierez des avantages liés à l'expatriation.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous la référence C1901MO à notre Conseil NERVET PONT 15 rue Cardinet 75017 PARIS.

nervet pont conseil



LE CONSEIL DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES BRUXELLES

organise un concours, sur titres et sur épreuves, pour la constitution d'une réserve de recrutement de (m/f)

TRADUCTEURS d'expression française

Ces traducteurs seront appelés à effectuer des traductions de textes ayant trait aux activités des Communautés à partir de l'anglais et d'une ou de plusieurs des autres langues officielles des Communautés : allemand, danois, espagnol, grec, italien, néerlandais ou portugais.

Principales conditions d'admission au concours : ☐ avoir accompli des études de niveau universitaire sanctionnées par un diplôme, ou un certificat attestant une formation universitaire complète, ou posséder une expérience professionnelle de niveau équivalent ; ☐ avoir une maîtrise parfaite du français, une connaissance approfondie de l'anglais et une connaissance suffisante d'une ou de plusieurs des langues suivantes : allemand, danois, espagnol, grec, italien, néerlandais ou portugais ; ☐ être né après le 31 décembre 1963 ; ☐ avoir une expérience professionnelle globale dans le domaine linguistique équivalente à au moins un an à temps plein (par exemple : traducteur ou enseignant) ; ☐ lieu de travail : Bruxelles.

Pour le texte de l'avis de concours ainsi que le formulaire d'acte de candidature obligatoire, écrire au moyen d'une carte postale avant le 7 janvier 1991 au Service du Recrutement, Secrétariat Général du Conseil, concours L4/530 (M), rue de la Loi 170, B-1048 Bruxelles. Date limite de renvoi des actes de candidature : 18 janvier 1991.

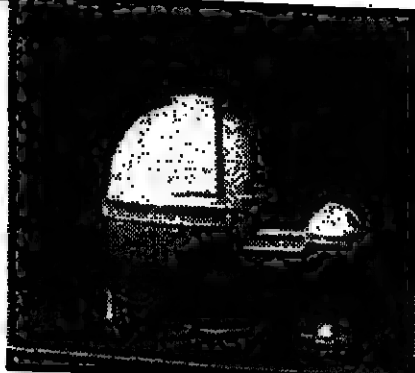
Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

مكاتب العمل

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde International

CONTRIBUER AU DÉVELOPPEMENT DU VLT



ESO souhaite s'adjoindre dès que possible pour la Division VLT de son siège de Garching près de Munich (Allemagne) les compétences d'un (m/f):

RESPONSABLE CONTRÔLE PROJET

Responsabilités: le candidat choisi aura pour mission de définir et de mettre en œuvre le contrôle de projet du programme de construction VLT. Ce qui implique: établir les principes et les règles de gestion du programme et des contrats industriels; assurer la mise à jour de l'organigramme technique et la distribution des tâches; la création, le suivi et la mise à jour d'un calendrier du programme; suivre le calendrier des contrats industriels; veiller au suivi des développements internes et rédiger les rapports pour la Direction du programme.

Profil: le candidat idéal est ingénieur ou possède un diplôme universitaire équivalent. Il bénéficie également d'une expérience de plusieurs années en matière de contrôle des moyens, des coûts et des calendriers dans un grand projet international. Une bonne pratique de l'utilisation des méthodes et des logiciels de contrôle de projet ainsi qu'une excellente maîtrise de l'anglais sont indispensables.

RESPONSABLE ASSURANCE PRODUIT

Responsabilités: au sein du programme de construction VLT, le candidat choisi sera chargé de mettre en place et de gérer l'organisation de l'assurance produit, basée sur l'utilisation de consultants extérieurs. Il sera également responsable de l'organisation, de la réalisation et du contrôle de toutes activités d'assurance produit du programme VLT, notamment: les aspects relatifs à la sécurité des installations et du site de l'opération ainsi que l'assurance de la qualité du produit et les inspections de qualité.

Profil: le candidat idéal est ingénieur ou possède un diplôme universitaire équivalent et témoigne d'une pratique des méthodes de l'assurance produit. En outre, nous exigeons une expérience de plusieurs années en gestion de l'assurance produit de grands projets internationaux. Une excellente maîtrise de l'anglais et de l'espagnol est indispensable.

Motivation: la rémunération pour ces deux postes sera fonction de la qualification, de l'expérience et de la situation familiale du candidat. La rémunération mensuelle de base, exempte d'impôt, pour chacune des deux fonctions proposées, se situe entre DM 1.548, et DM 9.227. A ce salaire de base, peuvent s'ajouter une indemnité de non-résidence de 9% (célébraire) ou de 12% (chef de famille) ainsi que diverses allocations.

Bien qu'une préférence soit accordée aux ressortissants des Etats membres de l'ESO, aucune nationalité n'est à priori exclue.

Les candidats doivent être transmis en précisant la référence du poste à pourvoir avant le 31 janvier 1991 à l'Administration du Personnel et des Services Généraux, European Southern Observatory, Karl-Schwarzschildstr. 2, D-8046 Garching près de Munich, Allemagne. Tél.: (49) 89 320.06.219.

European Southern Observatory (ESO) est une organisation intergouvernementale chargée de recherches astronomiques dans l'hémisphère austral. Les huit Etats membres de l'ESO sont: la Belgique, le Danemark, la France, l'Italie, les Pays-Bas, l'Allemagne, la Suède et la Suisse. ESO, principal centre européen de recherche astronomique, occupe une place de choix au sein de la communauté scientifique mondiale. Ses recherches sont utiles à bon nombre de sciences ainsi qu'à l'industrie.

Le Very Large Telescope (VLT), opérationnel dès la fin des années 1990, est le projet le plus récent de l'ESO. Considérez quatre télescopes de 8m chacun, construits par l'industrie européenne et installés au Chili, ce projet représente un investissement de 400 MDM. L'ESO exécutera la conception générale, l'ingénierie et la construction de quelques parties essentielles; elle supervisera également l'ensemble du programme.

Les collaborateurs de l'ESO qui participeront à ce défi technologique auront l'occasion de faire preuve de tous leurs talents. Les conditions de développement de ce projet d'envergure: un environnement international, des technologies de pointe et une ambiance créative.

SERVICES D'INSPECTION ET D'EXPÉDITION EUROPE

Société internationale spécialisée des services d'inspection, d'analyse et d'expédition à travers le monde. Recherche professionnelle spécialisée avec expérience dans les industries suivantes: génie civil, génie mécanique, génie électrique, chaudronnerie, soudure, métallurgie, etc. Pour projets en France et à l'étranger. Des connaissances de procédés de fabrication, de contrôle qualité et de systèmes de gestion de qualité sont requises. Les postulants, ressortissants des pays européens, doivent être motivés, mobiles et posséder une bonne maîtrise de l'anglais parlé et écrit. Les candidatures seront étudiées dans la plus stricte confidentialité. Ecrire en anglais à:

MR. P. N. SMITH
Manager European Operations
Robert W. Hunt Company
Lancaster Offices
102, Lower Gifford Road,
KNAPHILL - WOKING
SURREY GU24 2EP.
Tél.: 0483 797646.

845 000
LECTEURS
CADRES,
le Monde
est le
premier titre
d'information
des cadres.
(IPSOS 90)

36 15
I M

Le Monde des Cadres

Organisme collecteur 1 % construction Paris recherche

CADRE JURIDICO-COMPTABLE

- Niveau bac + 4 ;
- Situation évolutive ;
- Très récemment ;
- 2 ans d'expérience professionnelle exigée.
Env. lettre manuscrite, c.v. et copies de diplômes avec préc. Prénoms la 147, 71786 ; BLEU - 17, rue Labat, 94306 Vincennes Cedex (ul. comm.).

Organisme de formation de cadres recherche

ASSISTANT DE FORMATION

Se révéler compétent :
- à participer, en relation avec des organismes de formation, à la définition d'enseignements professionnels ;
- à assurer sur le plan pédagogique et administratif l'organisation des séminaires.
Ce poste conviendrait de préférence à un technicien possédant une expérience de la formation dans l'automobile. De bonnes qualités sont requises.
La pratique de l'outil informatique est souhaitable. Envoyer lettre manuscrite, c.v. photo et références à: 22194, à EUROMESSAGES BP 88 92105 BOULOGNE Cedex (ul. trans.).

ETABLISSEMENT PUBLIC recherche

Rédacteur en chef technique (+ 160 Kf)

Collaborateur du directeur de la communication, il sera responsable du secrétariat de rédaction et des travaux techniques des supports d'information.
- Rédacteur du service PAO.
Vous avez une formation supérieure, une expérience de la presse et/ou de l'édition, une bonne maîtrise des outils PAO.
Adressez s.v.p. lettre manuscrite et photo à: le C.N.U. de l'Industrie, 23, rue Daviel, 75013 Paris.

ADMINISTRATION recherche

JEUNES ARCHITECTES

diplômés pour exercer fonction d'ingénieur secteur bâtiment Postes à pourvoir à Paris

Tél.: (1) 42-76-55-67

DIRECTEUR

Chargé de la coordination des activités culturelles d'une organisation de 80 000 habitants au sud de Paris.

Adressez candidature avec c.v. sous n° 8163 ; Le Monde Publiée, 5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

Société de produits spécifiques grandes collectivités en expansion offre un poste dans la zone pour VOTRE REGION

RESPONSABLE SECTEUR

HOMME ou FEMME
FIXE + FRAIS + PRIMES

- Salaire très motivant ;
- Expérience vente souh. ;
- Formation assurée ;
- Tous les soins char. soi ;
- Voltaire indispensable ;
- Possibilités évolution.
Téléphonez à Paris : (1) 40-31-11-33. Nous vous remercions.

LE LABORATOIRE D'ARCHÉOLOGIE DES MÉTAUX de Jarville-Mancy recrute

UN RESTAURATEUR

Spécialisation : métaux anciens. Diplôme (France et étranger) ou exp. 5 ans. Adressez candidature et CV avant le 31 décembre à: C.C.S.T.I.R.M., S.P. 15, 54140 JARVILLE.

LA VILLE DU BLANC-MESNIL (47 000 habitants) Seine-Saint-Denis recherche

DES ANIMATEURS VACATIAIRES

pour les périodes de vacances scolaires : Noël 1990 - février - Équinoxes et été 1991. Charges de l'animation en direction des jeunes de 15 ans à 25 ans en milieu ouvert. Encadrement de séjours courts et week-ends. Niveau BAFO ou en cours, expérience similaire souhaitée. 23 ans minimum. Permis de conduire indispensable.

Adressez CV accompagné d'une lettre motivée à: Monsieur le maire, Place Gaudin-Pari, 93156 LE BLANC-MESNIL.

Etablissement enseignement supérieur Paris recherche

SPECIALISTE FORMATION PROFESSIONNELLE COMMERCIALE

A temps partiel pour développement projets. Diplôme: grande école de commerce. Exp. 3 ans min. A terme, possibilité prise de participation et/ou forte évolution de carrière. Ecrire avec s.v. détail, photo et références sous réf. 8173 au: Monde Publiée, 5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

Dans le cas d'une annonce domiciliée au « Monde Publiée », il est impératif de faire figurer la référence sur votre enveloppe, afin de transmettre votre dossier dans les meilleurs délais.

DEMANDES D'EMPLOIS

CHEFS D'ENTREPRISE

L'Agence Nationale Pour l'Emploi vous propose une sélection de collaborateurs :
• INGENIEURS toutes spécialisations
• CADRES administratifs, commerciaux
• JOURNALISTES (presse écrite et parlée)

H. 35 ans - INGENIEUR D'ETUDES (Sc. de la vie et de la terre) - DEA (sc. économiques et sociales). Exp. 6 ans encadrement du personnel (PME). 5 ans enseignement (université). 4 ans responsable commercial (bureautique). Connaissance en micro-informatique (systèmes, réseaux, maintenance - PC). Trilingue: français, anglais, arabe.

RECHERCHE: poste ingénieur commercial (sect. informatique). Disponibilité géographique.

ETUDIERAIT: toutes propositions. (Section BCO/HP 1853.)

DIRECTEUR REGIONAL - 37 ans. Trilingue anglais, espagnol, français. Management commercial. Gestion centre de profit. Séries connaissances bureautique. Expérience commerciale, marketing et vente par correspondance. 12 ans dans les plus grandes multinationales US.

RECHERCHE: responsabilités similaires ou direction de filiale. (Section BCO/1854.)

RESPONSABLE GESTION PME - 44 ans, bilingue anglais, bonnes notions en espagnol, allemand, italien. 22 ans expérience commerciale et gestion (PME, multinationales), rompu à la création centres de profit et négociations commerciales haut niveau, introduit milieux publics, conseillers, etc. Disponible.

PROPOSE: collaboration à responsable PME désirant créer ou développer centres de profit - France. (Section BCO/JCB 1855.)

CADRE EXPERIMENTE en gestion organisation, achats, approvisionnements en sous-traitance technique, gestion des stocks. Bonnes connaissances tech. dans le secteur aéronautique et industriel (domaine de l'électronique, hydraulique, électromécanique, optimisation, marketing, interface des services et clients, connaissance informatique. Anglais, tech., manager, rigueur, efficacité, goût contacts. Très disponible. (Section BCO/JV 1856.)

CHEF DE STUDIO - 15 ans expérience. Connaissance parfaite de la chaîne graphique. Expérience en agence média. Réalisation de plaquettes publicitaires, annonces presse recherche de packaging, édition devis et gestion des dossiers.

RECHERCHE: poste dans lequel je pourrais exprimer ces différentes fonctions. (Section BCO/JV 1857.)

J.H. JOURNALISTE - 28 ans.

RECHERCHE: poste de rédacteur rewriting ou correcteur. Spécialités: sports, critiques littéraires, cinéma (a collaboré à *Révolution*, *Politix*, *Murs murs*, *les Nouvelles de Moscou*). Diplôme: maîtrise de lettres modernes. (Section BCO/HP 1858.)

ANPE

ÉCRIRE OU TÉLÉPHONER :
12, rue Blanche, 75436 PARIS CEDEX 09
Tél.: 42-85-44-40, poste 27.

JOURNÉES



PROSPECTIVES

PARIS

Les 16 et 17 janvier 1991

Unesco
125, avenue de Suffren
75007 Paris
M. Ségur

Accès libre et gratuit

2 jours pour éclairer votre avenir professionnel :

mercredi 16 et jeudi 17 janvier 1991,
Le Monde vous donne rendez-vous pour :

Les Forums de l'Emploi :

- Les débats des universités et des écoles :
« Université-entreprise : la réconciliation » animé par Frédéric Gaussen, responsable du Monde Campus.
- « La dimension européenne dans la formation » animé par Frédéric Gaussen, responsable du Monde Campus.
- « Quelles réponses aux besoins de la formation continue ? » animé par Jean-Marie Dupont, journaliste au Monde.
- « Les Bac + 2 » avec la participation de la MNEF ; animé par Catherine Bédaride, journaliste au Monde de l'Éducation.

- Les débats de SVP
apporteront des réponses concrètes aux cadres et responsables de PME-PMI sur :

- « Pourquoi choisir une PME-PMI pour faire carrière ? »
- « L'expatriation »

- L'APEC
avec un débat sur le thème suivant : « Et si les cadres expérimentés avaient quelque chose à apporter aux entreprises ? »

Les Portes de l'Action :

- Préparer l'avenir :
6 conseillers d'orientation seront à votre disposition pour vous aider à mieux connaître les formations et préparer votre avenir.

- Le kiosque aux stages :
le CDTE et la MNEF vous proposent un kiosque spécialement consacré aux stages en entreprise pour toutes les formations et dans tous les domaines.

- Les conseils des experts aux cadres :
pour les cadres ayant déjà une expérience professionnelle de 3 ans, des consultations individuelles et gratuites seront offertes par des cabinets de recrutement, sous l'égide du SYNTec et de la Chambre nationale syndicale des conseils en recrutement.

Renseignements :
Tél.: (1) 47-00-59-24
du lundi au vendredi
de 9 h à 13 h

L'AGENDA

canapé

L'ENTREPRISE DU CANAPÉ

Les 7 et 8 DÉCEMBRE
vente exceptionnelle
de canapés et fauteuils.
Nombreux modèles en cuir
et tissu. Par exemple :
canapé 3 places entièrement
déboussable : 2 490 F.
Canapé 3 places cuir pleine
grain : 3 900 F.
sur roue de 17 450 F.
VENEZ VITE
pour avoir le choix, tous les
modèles sont disponibles.
26, rue des Sept-Arches,
Le Pré-Saint-Gervais.
Tél.: 48-44-53-51.
ouvert de 10 h à 19 h.

Vacances

Tourisme

JURA 3 h. Paris TGV
premier Méribel
Location studios pour 2, 4 et
6 pers., et etc. Activités sur
place : salle de remise en
forme, sauna, ski de fond,
ski à rotelles, tir à l'arc et
canotage, loc. matériel, sur place.
Tél.: 16/81-49-00-72.

automobiles

ventes

plus de 16 CV

A saisir JAGUAR XJS V12
1990, 550 km, très propre
J.-J. JOLY (16) 84-28-81-02

CHRYSLER TYPE ES
année 90, 630 km, 30 000 F
J.-J. JOLY (16) 84-28-81-02

LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
PARIS			78 - YVELINES			93 - SEINE-SAINT-DENIS		
1^{er} ARRONDISSEMENT			STUDIO			3 PIÈCES		
3 pièces	7, rue Molère	9 600	Parking, 36 m²	ST-GERMAIN-EN-LAYE	3 405	Parking	SURESNES	5 800
2 ^e étage, refait neuf	SAGGEL 47-42-44-44	+ 2 119	r.-de-chaussée	40, rue des Ursulines	+ 340	79 m², r.-de-chaussée	27, av. Georges-Pompidou	+ 1 185
	Frais de commission	6 831		AGF 42-44-00-44	2 422	Immeuble neuf	SAGGEL 47-42-44-44	3 885
				Frais de commission			Frais de commission	
5^e ARRONDISSEMENT			MAISON INDIVIDUELLE			4 PIÈCES		
STUDIO	11, rue Tournefort	4 650	5 pièces	ST-NOM-LA-BRETÈCHE	8 821	2 parkings	SURESNES	6 700
31 m², 5 ^e ét., A2	GCI 40-16-28-70	+ 355	124 m², garage	9, r. A.-J.-de-Pommeroy	+ 478	93 m²	27, av. Georges-Pompidou	+ 1 375
				SOLVEG 40-67-06-89	7 016	3 ^e étage	SAGGEL 47-42-44-44	4 768
				Frais de commission			Frais de commission	
11^e ARRONDISSEMENT			PAVILLON			5 PIÈCES		
STUDIO MEUBLÉ	HOME PLAZZA NATION	5 500	Parking	VERNEUIL	5 000	Parking	VANVES	8 128
20 m² sur jardin	HOME PLAZZA 40-09-40-00	+ 825	4 pièces, 109 m²	8, allée Frédéric-Chopin	+ 372	127 m²	114, av. Victor-Hugo	+ 1 689
2 PCS MEUBLÉES	HOME PLAZZA BASTILLE	8 500	Jardin 506 m²	AGIFRANCE 47-42-17-61	3 913	1 ^{er} étage	SAGGEL 47-42-44-44	5 784
50 m² sur jardin	HOME PLAZZA 40-21-22-23	+ 1 276		Frais de commission			Frais de commission	
3 PIÈCES	4, av. de Taillebourg	5 686						
Parking, 67 m²	SAGGEL 47-42-44-44	+ 899						
1 ^{er} étage	Frais de commission	4 052						
4 PIÈCES	5, rue des Nanettes	8 900						
Parking, 92 m²	AGF 42-44-00-44	+ 780						
4 ^e étage	Frais de commission	4 910						
4 PIÈCES	1, rue Païde	8 864						
Park., 100 m², 4 ^e ét.	LOC INTER 47-45-16-09	836						
12^e ARRONDISSEMENT			3 PIÈCES			94 - VAL-DE-MARNE		
2 PIÈCES	7-15, rue St-Basile	3 850	Parking, 78 m²	ASNIÈRES	7 100	4 PIÈCES	CACHAN	5 720
Parking, 40 m²	LOC INTER 47-45-16-84	+ 425	1 ^{er} étage	25, av. d'Argenteuil	+ 1 234	Parking	34, avenue Carnot	+ 810
2 ^e étage				SAGGEL 47-78-15-85	5 062	88 m², 2 ^e ét.	AGF 42-44-00-44	4 070
4 PIÈCES	32, bd. de Picpus	7 597		Frais de commission			Frais de commission	
Parking, 82 m²	SOLVEG 40-67-06-89	+ 1 414						
5 ^e étage	Frais de commission	8 096						
16^e ARRONDISSEMENT			STUDIO			3 PIÈCES		
2 PIÈCES	185, boulevard Murat	5 874	Parking, 56 m²	BOULOGNE	4 000	Parking	CHARENTON	5 140
Park., 52 m², 3 ^e ét.	LOC INTER 47-45-16-09	+ 501	1 ^{er} étage	33-35, rue Anne-Jacquin	+ 1 140	68 m², 4 ^e ét.	160, rue de Paris	+ 857
Balcon				AGF 42-44-00-44	2 846		LOC INTER 47-45-16-84	
4 PIÈCES	67-69, av. Victor-Hugo	18 034		Frais de commission				
127 m²	SAGGEL 47-42-44-44	+ 1 798						
4 ^e étage	Frais de commission	12 833						
17^e ARRONDISSEMENT			3 PIÈCES			3 PIÈCES		
3 PIÈCES	9, rue des Dardennes	7 600	Parking, 70 m²	GARCHES	4 280	Parking	NOGENT-SUR-MARNE	8 690
80 m², r.-de-c.	GCI 40-16-28-88	+ 1 369	2 ^e étage	11, rue des Cuivre-Vents	+ 1 089	68 m², 4 ^e ét.	88, r. François-Rolland	+ 827
4/5 PIÈCES	15-17, r. Nicolas-Chuquet	16 000		SAGGEL 46-08-80-36	3 046	68 m², 3 ^e ét.	SOLVEG 40-67-06-89	5 418
110 m², 2 ^e étage	L'EPARGNE DE FRANCE	+ 1 400		46-08-95-70			Frais de commission	
Balcon 23 m²	40-64-25-72			Frais de commission				
19^e ARRONDISSEMENT			DUPLEX			2 PIÈCES		
3 PIÈCES	46 bis, rue de Mouzelle	8 850	Parking, 127 m²	MEUDON	15 000	Parking	SAINT-MANDÉ	4 960
77 m², parking, 3 ^e ét.	SAGGEL 47-42-44-44	+ 859	4 ^e et 5 ^e étage	88, rue de la République	+ 1 659	55 m², 4 ^e ét.	5, rue Fays	+ 558
Immeuble neuf	Frais de commission	4 732		SAGGEL 47-42-44-44	10 674		LOC INTER 47-45-16-71	
20^e ARRONDISSEMENT				Frais de commission				
3 PIÈCES	19, rue des Balkans	5 056						
79 m², parking, 4 ^e ét.	AGIFRANCE 43-67-05-36	+ 876						

Le Monde
CHAQUE MERCREDI
numéro daté jeudi

RENDEZ-VOUS

IMMOBILIER

LA SÉLECTION IMMOBILIÈRE
LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS
LES BELLES PROPRIÉTÉS
L'AGENDA IMMOBILIER
L'IMMOBILIER D'ENTREPRISE

Le Monde est le premier quotidien vendu à Paris. Il est lu par 1 609 000 Français dont 808 000 Parisiens, 642 000 d'entre eux appartiennent à des foyers « cadres supérieurs » dont 375 000, soit 58 %, habitent l'Ile-de-France. (Source : CESP 1989.)

Pour tous renseignements 45-55-91-82 poste 42.96

CETTE PAGE A ÉTÉ RÉALISÉE
AVEC LA PARTICIPATION DE



Commercialisation SNC PRIXEX GESTION



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS



RESIDENCES HOTELIÈRES
HOME PLAZZA



CIGIMO
GROUPE GTF



SAGGEL venimone
GROUPE UAP



LOCATION, VENTE ET GESTION D'IMMEUBLES

Je
un
un
rés
à la
r le
ser-
dun-
rtie
jur-

son
le la
A (fr
n un
cami-

BERG

page 8

15 PTA

2.505

MARCHÉS FINANCIERS

Un apport de 150 millions de francs

Le plan de redressement de Lectra Systèmes a été adopté

Après plus d'un mois d'incertitude, le plan présenté par la Compagnie financière du Scribe pour redresser Lectra Systèmes, leader mondial du robot de coupe destiné à l'industrie textile, a été définitivement adopté mardi 4 décembre par l'ensemble des banques de la société bordelaise. Accepté par l'ensemble des actionnaires la semaine dernière (le Monde du 30 novembre), ce plan prévoit notamment un apport en capital de 130 millions de francs, auxquels viendront s'ajouter 20 millions de quasi-fonds propres, et la restructuration et la consolidation de l'endettement du groupe (240 millions de francs).

Une PME qui a grandi trop vite

De cette société au bord du dépôt de bilan, M. François Mitterrand avait dit, à l'époque où elle était en plein développement, à l'automne 1982 : « Ce que j'ai vu ici offre un bel exemple de résistance et de conquête ». Le président de la République venait d'achever la visite de l'usine Lectra Systèmes de Cestas, en Gironde. Le futur leader mondial de la machine de découpe de tissus au laser et par ordinateur n'était encore qu'une « PME bordelaise », mais M. Mitterrand en avait fait un symbole du renouveau industriel français. « Résistance afin de sauvegarder notre industrie textile nationale face à la concurrence étrangère », avait-il commenté en ajoutant : « Conquête de marchés à l'intérieur et à l'extérieur, à l'heure où le redressement de notre commerce international est la condition même de la réussite de la France ». Aujourd'hui, la belle affaire bordelaise croule sous les dettes. Plusieurs financiers ont proposé des plans de redressement. Comment en est-on arrivé là ?

La SARL au capital de 20 000 F créée en 1973 par les jumeaux Jean et Bernard Etcheperre atteint cette année-là 100 millions de chiffre d'affaires. Elle a ordonné six filiales à l'étranger depuis 1979. Aujourd'hui, 25 filiales commerciales ainsi que 44 agences ou bureaux emploient plus de la moitié de l'effectif (1 100 personnes au total). Plus de 80 % du chiffre d'affaires (820 millions de francs cette année) est réalisé hors de France. A l'origine de ce parcours fulgurant, une trouvaille de l'ingénieur électronique (Jean) et du consultant en informatique (Bernard), le « lecteur-traceur » (Lectra), un système capable de mémoriser une forme de vêtement, d'en tracer le patron et d'en commander la découpe au laser. Gain de temps et de précision, réduction notable des pertes de tissu, le système Lectra révolutionne la confection textile.

Le tournant de 1987

La stratégie de développement de Lectra sera aussi ambitieuse que sa machine est ingénieuse. « Le marché de la découpe de tissus est mondial », dira Bernard Etcheperre. Il faut aller disputer les clients du concurrent américain Gerber (leader en termes de chiffre d'affaires, mais dépassé en nombre d'unités vendues).

A la faveur de la hausse du dollar, Lectra grignote des parts, jusqu'à représenter aujourd'hui un tiers du marché mondial. Le réseau commercial nécessité par ce déploiement sert aussi de réseau de maintenance. Car Lectra Systèmes, créatrice des technologies qu'elle vend, a joué la carte de l'indépendance en mettant au point son propre système d'exploitation informatique : depuis 1984, les calculateurs électroniques intégrés aux machines Lectra proviennent eux aussi des ateliers de Cestas. « Résistance et conquête ».

Le vent tourne en 1987. Le 16 juin, pourtant, le « choucou » des milieux financiers est introduit en Bourse au second marché de Bordeaux. La presse parle de « consécration ». Six mois plus

tard, le retournement est révélé : les 20 millions de profits annoncés pour l'année ne sont plus que 4 et le chiffre d'affaires n'a progressé que de 10,6 % (contre + 42 % en 1986 et + 67 % en 1985). Des résultats qui mettent en évidence « les lacunes de gestion, en particulier l'absence de contrôle des frais généraux », selon une étude réalisée en 1989 par l'agent de change bordelais Jean-Louis Champell.

Folie des grands ? La même étude révèle que le poste « déplacements, missions, réceptions » atteint 40 millions de francs en 1988, « soit quasiment le budget de recherche », et qu'il a progressé en 1986-1988 de 53 %. De même, les effectifs se gonflent à un rythme accéléré (+ 15 % en 1988), surtout dans les filiales. En clair : Lectra a atteint une dimension internationale mais a conservé une gestion interne de PME, axée sur la croissance du chiffre d'affaires au détriment de la rentabilité.

« La réduction des frais généraux nécessite une profonde modification des habitudes au sein de l'entreprise », prévenait dès la mi-1989 l'étude déjà citée. Les efforts engagés dans ce sens n'auront pas suffi : il y a un mois, la société annonce un triplement de ses pertes au premier semestre 1990 et s'attend à un trou de 70 millions de francs sur l'année, pour 820 millions de chiffre d'affaires au lieu du milliard prévu. Le 19 novembre, la cotation du titre est suspendue.

Dans la tourmente, les frères Etcheperre s'en prennent pied-à-pied à la baisse de la devise américaine, véritable prime à leur concurrent Gerber sur ce marché où les prix sont fixés en dollars, et à l'ouverture des pays de l'Est, qui aurait gelé les marchés allemand et suisse. Des obstacles sérieux, mais qui ne doivent pas cacher l'assouffissement de l'ancien joyau de l'industrie high-tech à la française : là où Gerber a su croître et assurer ses positions en rachetant son adversaire direct, l'américain Camaco, Lectra s'est épuisé à financer une politique d'innovation et un réseau mondial coûteux, trop coûteux sans doute pour permettre la rentabilité.

FRÉDÉRIC BÉGIN

GSI consolide ses positions aux Pays-Bas et en Allemagne. Le groupe GSI, société de services et d'ingénierie informatique française, renforce ses positions dans le domaine de l'informatisation des professions de transport. Par l'intermédiaire de sa filiale GSI Transport, GSI (qui a réalisé l'an passé un chiffre d'affaires de 2 milliards de francs) vient en effet d'acquiescer l'allemand Weber und Partner (environ 13 millions de francs de chiffre d'affaires en 1989) et le néerlandais Ucoms (36 millions de francs de chiffre d'affaires). Deux spécialistes du développement de logiciels à l'usage des professions de la logistique et du transport. Cette double acquisition — dont le montant n'a pas été révélé — permet à GSI de parfaire son maillage européen dans le domaine des services informatiques.

Le Monde

Edité par la SARL le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Directeur de la rédaction : Daniel Vernet
Administrateurs délégués : Antoine Griest, Nelly Pierret
Rédacteurs en chef : Bruno Frappat, Jacques Amalric, Jean-Marie Colombani, Philippe Herremann, Robert Solé

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE, 75501 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99 ; Telex 206 806 F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10 ; Telex 261311 F MONDSIR

NEW-YORK, 4 décembre

La hausse s'accélère

Timidement réamorcé en début de semaine, le mouvement de hausse s'est accéléré mardi à Wall Street. Pourtant, la séance ne s'est pas ouverte sur une note très forme. Mais progressivement, le marché reprenait son ascension, forçant le pas, à telle enseigne qu'en clôture, l'indice Dow Jones des Industrielles s'établissait à 2 579,70 avec un gain de 14,11 points (+ 0,55 %). A un moment, il avait même atteint la cote 2 582,08. Sur 1 990 valeurs traitées, 906 ont monté, 634 ont baissé et 450 n'ont pas varié.

Les investisseurs ont surtout réagi à des informations données par la télévision britannique, selon lesquelles l'Irak s'apprêterait à formuler des propositions en vue de retirer ses troupes du Koweït. Cependant, aucune confirmation n'est venue confirmer le sentiment que quelque chose commençait à bouger dans le Golfe. Cela n'a pas empêché les ordinateurs d'amorcer quelques programmes d'achat.

Autre facteur d'optimisme : la décision de la Réserve fédérale de supprimer certaines des réserves obligatoires des banques afin de leur permettre d'augmenter le volume de leurs prêts et de réduire la pression sur le crédit.

VALEURS	Cours de 3 décembre	Cours de 4 décembre
Alcoa	55	56
AT&T	56 1/8	56 1/4
Boeing	46	46 1/4
Chrysler	11	11 1/2
Eastman Kodak	42 7/8	43 1/8
Exxon	30 3/4	30 3/8
IBM	21 3/8	21 3/4
General Electric	44 3/8	44 1/2
General Motors	38 1/8	38 1/2
Johnson & Johnson	113 1/2	114 1/8
ITT	46	47 1/8
McDonald	58 5/8	59 1/8
Pfizer	80	80 5/8
Shell	59 3/8	59 1/8
Union Carbide	88 3/8	89 1/8
US Steel	31 1/8	31 1/4
Westinghouse	26 3/4	27 1/8
Weyerhaeuser	34 1/8	34 1/2

LONDRES, 4 décembre

Repli

Les cours des valeurs ont accusé leurs pertes en fin de séance, après une hausse marquée au Stock Exchange. L'indice Footsie des cent grandes valeurs a perdu 16,4 points, à 2 146,2, soit un repli de 7 % par rapport à la veille. Malgré une amélioration, le volume des transactions est resté modeste avec 447,3 millions de titres échangés contre 524,4 millions la veille. L'ouverture en baisse de Wall Street ainsi que la diminution des chances d'une éventuelle réduction des taux d'intérêt avant Noël, suite à la publication de la veille des chiffres décevants du crédit à la consommation, ont pesé sur la tendance. De nombreux secteurs se sont repliés, notamment les titres de la distribution, les textiles et les assurances.

Les cours des valeurs ont accusé leurs pertes en fin de séance, après une hausse marquée au Stock Exchange.

L'indice Footsie des cent grandes valeurs a perdu 16,4 points, à 2 146,2, soit un repli de 7 % par rapport à la veille.

Malgré une amélioration, le volume des transactions est resté modeste avec 447,3 millions de titres échangés contre 524,4 millions la veille.

L'ouverture en baisse de Wall Street ainsi que la diminution des chances d'une éventuelle réduction des taux d'intérêt avant Noël, suite à la publication de la veille des chiffres décevants du crédit à la consommation, ont pesé sur la tendance.

De nombreux secteurs se sont repliés, notamment les titres de la distribution, les textiles et les assurances.

PARIS, 5 décembre

Net redressement

La Bourse de Paris était orientée à la hausse mercredi. Après avoir marqué une pause la veille, les valeurs françaises s'inscrivaient en nette progression de 0,85 % dès les premières transactions. En fin de matinée l'indice CAC 40 affichait une avance de 1,06 %. En début d'après-midi, la tendance se confirmait, les gains affichés par le baromètre de la place parisienne dépassant de 1,26 %.

Deux événements ont contribué au raffermissement de la tendance sur Vivienne. Le premier est une rumeur selon laquelle Saddam Hussein serait d'accord pour quitter le Koweït. Le maître de Bagdad serait prêt à se retirer en compensation de la cession de 30 milliards de dollars de champs pétrolifères et d'un accès à la mer, selon la chaîne de télévision britannique Sky Channel. Cette éventualité entraînerait une légère détente des cours du baril de pétrole. Le prix du baril à Londres était de 29,40 dollars à l'ouverture contre 30 dollars la veille. Mais les intervenants ont surtout apprécié la décision de la Réserve fédérale d'assouplir le crédit en réduisant le montant des réserves obligatoires des banques.

Dans ce contexte, les plus fortes hausses étaient enregistrées par CCM, MMB et CGI Informatique. Eurochem continuait à être très recherché avec en début d'après-midi 4,2 millions de titres échangés. Même tendance pour le titre Thomson-CSF au lendemain de la signature d'un contrat de 3,4 milliards d'armement pour l'Arabie saoudite. Du côté des bascules figurait Saur, Assiège d'entreprises et Groupe de la Cité.

TOKYO, 5 décembre

Nette hausse

Après la forte baisse de mardi (-3,8 %), la Bourse de Tokyo a terminé en hausse mercredi, au terme d'une journée de transactions inconstantes, dominée par l'espoir d'une solution pacifique à la crise du Golfe. L'indice Nikkei s'est apprécié de 331,11 points, soit un gain de 1,51 %, à 22 183,72. Le volume d'affaires a totalisé trois cent cinquante millions d'actions.

L'indice a débuté la séance en hausse, bénéficiant de la faiblesse du dollar et d'une rumeur selon laquelle l'Irak allait se retirer du Koweït en échange de garanties territoriales. La cote s'est ensuite rapidement déstabilisée devant les inquiétudes sur le ralentissement de l'économie au Japon. Rapidement, des achats sur indices ont permis aux valeurs de se reprendre.

VALEURS	Cours de 4 déc.	Cours de 5 déc.
Alcatel	479	480
Boisjumeau	987	995
Canon	1 220	1 230
Fujitsu	1 220	1 230
Honda Motor	1 220	1 230
Hitachi	1 220	1 230
IBM	1 220	1 230
Motorola	1 220	1 230
Sony Corp.	1 220	1 230
Toshiba	1 220	1 230

FAITS ET RÉSULTATS

Les actionnaires de la Kuwaiti French Bank pourraient se désengager, faute de succès à définir un projet commun pour le devenir de la Kuwaiti French Bank (KFB), les actionnaires de cet établissement, qui a connu des difficultés en 1989, pourraient se désengager rapidement. Trois possibilités sont à l'étude pour la KFB contrôlée à 80 % par des banques koweïtaises et à 20 % par la CFC Paris. La première prévoit un statut quo temporaire si les deux actionnaires parviennent à se mettre d'accord sur le rattachement de la banque à l'un des deux groupes. La seconde prévoit une fusion avec la Kuwaiti French Bank (KFB), les actionnaires de cet établissement, qui a connu des difficultés en 1989, pourraient se désengager rapidement.

Waste Management va traiter les déchets chimiques à Hongkong. Waste Management, premier groupe mondial de collecte et de traitement des déchets, vient d'obtenir le contrat pour la construction et la gestion pendant quinze ans d'une installation de traitement de déchets chimiques à Hongkong. L'usine, d'un coût de 125 millions de dollars (725 millions de francs environ), qui fera appel à la fois à l'incinération et à des traitements chimiques et biologiques, sera construite par Envirochem Ltd, filiale de Waste Management. Elle sera exploitée par Waste Management International : le chiffre d'affaires sur quinze ans est évalué à 420 millions de dollars (2,1 milliards de francs environ).

Les estimations financières de la nouvelle Montedison. M. Giuseppe Garofano, président de la nouvelle Montedison, issue de la fusion de Montedison et de Ferrosil, a estimé que le bénéfice brut d'exploitation du groupe atteindra 1,55 milliard de dollars (7,75 milliards de francs) pour un chiffre d'affaires de 13,5 milliards de dollars (67,5 milliards de francs), dans lequel l'agro-industriel compterait pour 8,5 milliards de dollars (42,5 milliards de francs) et la société BLS et associés, au sein de laquelle sont réunies les sociétés Bati-Banque et Bati-Development (filiales d'Alitalia Finance) et la société BLS et associés, au sein de laquelle sont réunies les sociétés Bati-Banque et Bati-Development (filiales d'Alitalia Finance).

Concept SA : ouverture de l'OPA d'Alitalia Finance. — M. Giuseppe Garofano, président de la nouvelle Montedison, issue de la fusion de Montedison et de Ferrosil, a estimé que le bénéfice brut d'exploitation du groupe atteindra 1,55 milliard de dollars (7,75 milliards de francs) pour un chiffre d'affaires de 13,5 milliards de dollars (67,5 milliards de francs), dans lequel l'agro-industriel compterait pour 8,5 milliards de dollars (42,5 milliards de francs) et la société BLS et associés, au sein de laquelle sont réunies les sociétés Bati-Banque et Bati-Development (filiales d'Alitalia Finance).

Concept SA : ouverture de l'OPA d'Alitalia Finance. — M. Giuseppe Garofano, président de la nouvelle Montedison, issue de la fusion de Montedison et de Ferrosil, a estimé que le bénéfice brut d'exploitation du groupe atteindra 1,55 milliard de dollars (7,75 milliards de francs) pour un chiffre d'affaires de 13,5 milliards de dollars (67,5 milliards de francs), dans lequel l'agro-industriel compterait pour 8,5 milliards de dollars (42,5 milliards de francs) et la société BLS et associés, au sein de laquelle sont réunies les sociétés Bati-Banque et Bati-Development (filiales d'Alitalia Finance).

Concept SA : ouverture de l'OPA d'Alitalia Finance. — M. Giuseppe Garofano, président de la nouvelle Montedison, issue de la fusion de Montedison et de Ferrosil, a estimé que le bénéfice brut d'exploitation du groupe atteindra 1,55 milliard de dollars (7,75 milliards de francs) pour un chiffre d'affaires de 13,5 milliards de dollars (67,5 milliards de francs), dans lequel l'agro-industriel compterait pour 8,5 milliards de dollars (42,5 milliards de francs) et la société BLS et associés, au sein de laquelle sont réunies les sociétés Bati-Banque et Bati-Development (filiales d'Alitalia Finance).

Concept SA : ouverture de l'OPA d'Alitalia Finance. — M. Giuseppe Garofano, président de la nouvelle Montedison, issue de la fusion de Montedison et de Ferrosil, a estimé que le bénéfice brut d'exploitation du groupe atteindra 1,55 milliard de dollars (7,75 milliards de francs) pour un chiffre d'affaires de 13,5 milliards de dollars (67,5 milliards de francs), dans lequel l'agro-industriel compterait pour 8,5 milliards de dollars (42,5 milliards de francs) et la société BLS et associés, au sein de laquelle sont réunies les sociétés Bati-Banque et Bati-Development (filiales d'Alitalia Finance).

Concept SA : ouverture de l'OPA d'Alitalia Finance. — M. Giuseppe Garofano, président de la nouvelle Montedison, issue de la fusion de Montedison et de Ferrosil, a estimé que le bénéfice brut d'exploitation du groupe atteindra 1,55 milliard de dollars (7,75 milliards de francs) pour un chiffre d'affaires de 13,5 milliards de dollars (67,5 milliards de francs), dans lequel l'agro-industriel compterait pour 8,5 milliards de dollars (42,5 milliards de francs) et la société BLS et associés, au sein de laquelle sont réunies les sociétés Bati-Banque et Bati-Development (filiales d'Alitalia Finance).

Concept SA : ouverture de l'OPA d'Alitalia Finance. — M. Giuseppe Garofano, président de la nouvelle Montedison, issue de la fusion de Montedison et de Ferrosil, a estimé que le bénéfice brut d'exploitation du groupe atteindra 1,55 milliard de dollars (7,75 milliards de francs) pour un chiffre d'affaires de 13,5 milliards de dollars (67,5 milliards de francs), dans lequel l'agro-industriel compterait pour 8,5 milliards de dollars (42,5 milliards de francs) et la société BLS et associés, au sein de laquelle sont réunies les sociétés Bati-Banque et Bati-Development (filiales d'Alitalia Finance).

Concept SA : ouverture de l'OPA d'Alitalia Finance. — M. Giuseppe Garofano, président de la nouvelle Montedison, issue de la fusion de Montedison et de Ferrosil, a estimé que le bénéfice brut d'exploitation du groupe atteindra 1,55 milliard de dollars (7,75 milliards de francs) pour un chiffre d'affaires de 13,5 milliards de dollars (67,5 milliards de francs), dans lequel l'agro-industriel compterait pour 8,5 milliards de dollars (42,5 milliards de francs) et la société BLS et associés, au sein de laquelle sont réunies les sociétés Bati-Banque et Bati-Development (filiales d'Alitalia Finance).

Concept SA : ouverture de l'OPA d'Alitalia Finance. — M. Giuseppe Garofano, président de la nouvelle Montedison, issue de la fusion de Montedison et de Ferrosil, a estimé que le bénéfice brut d'exploitation du groupe atteindra 1,55 milliard de dollars (7,75 milliards de francs) pour un chiffre d'affaires de 13,5 milliards de dollars (67,5 milliards de francs), dans lequel l'agro-industriel compterait pour 8,5 milliards de dollars (42,5 milliards de francs) et la société BLS et associés, au sein de laquelle sont réunies les sociétés Bati-Banque et Bati-Development (filiales d'Alitalia Finance).

Concept SA : ouverture de l'OPA d'Alitalia Finance. — M. Giuseppe Garofano, président de la nouvelle Montedison, issue de la fusion de Montedison et de Ferrosil, a estimé que le bénéfice brut d'exploitation du groupe atteindra 1,55 milliard de dollars (7,75 milliards de francs) pour un chiffre d'affaires de 13,5 milliards de dollars (67,5 milliards de francs), dans lequel l'agro-industriel compterait pour 8,5 milliards de dollars (42,5 milliards de francs) et la société BLS et associés, au sein de laquelle sont réunies les sociétés Bati-Banque et Bati-Development (filiales d'Alitalia Finance).

Concept SA : ouverture de l'OPA d'Alitalia Finance. — M. Giuseppe Garofano, président de la nouvelle Montedison, issue de la fusion de Montedison et de Ferrosil, a estimé que le bénéfice brut d'exploitation du groupe atteindra 1,55 milliard de dollars (7,75 milliards de francs) pour un chiffre d'affaires de 13,5 milliards de dollars (67,5 milliards de francs), dans lequel l'agro-industriel compterait pour 8,5 milliards de dollars (42,5 milliards de francs) et la société BLS et associés, au sein de laquelle sont réunies les sociétés Bati-Banque et Bati-Development (filiales d'Alitalia Finance).

Concept SA : ouverture de l'OPA d'Alitalia Finance. — M. Giuseppe Garofano, président de la nouvelle Montedison, issue de la fusion de Montedison et de Ferrosil, a estimé que le bénéfice brut d'exploitation du groupe atteindra 1,55 milliard de dollars (7,75 milliards de francs) pour un chiffre d'affaires de 13,5 milliards de dollars (67,5 milliards de francs), dans lequel l'agro-industriel compterait pour 8,5 milliards de dollars (42,5 milliards de francs) et la société BLS et associés, au sein de laquelle sont réunies les sociétés Bati-Banque et Bati-Development (filiales d'Alitalia Finance).

Concept SA : ouverture de l'OPA d'Alitalia Finance. — M. Giuseppe Garofano, président de la nouvelle Montedison, issue de la fusion de Montedison et de Ferrosil, a estimé que le bénéfice brut d'exploitation du groupe atteindra 1,55 milliard de dollars (7,75 milliards de francs) pour un chiffre d'affaires de 13,5 milliards de dollars (67,5 milliards de francs), dans lequel l'agro-industriel compterait pour 8,5 milliards de dollars (42,5 milliards de francs) et la société BLS et associés, au sein de laquelle sont réunies les sociétés Bati-Banque et Bati-Development (filiales d'Alitalia Finance).

Concept SA : ouverture de l'OPA d'Alitalia Finance. — M. Giuseppe Garofano, président de la nouvelle Montedison, issue de la fusion de Montedison et de Ferrosil, a estimé que le bénéfice brut d'exploitation du groupe atteindra 1,55 milliard de dollars (7,75 milliards de francs) pour un chiffre d'affaires de 13,5 milliards de dollars (67,5 milliards de francs), dans lequel l'agro-industriel compterait pour 8,5 milliards de dollars (42,5 milliards de francs) et la société BLS et associés, au sein de laquelle sont réunies les sociétés Bati-Banque et Bati-Development (filiales d'Alitalia Finance).

Concept SA : ouverture de l'OPA d'Alitalia Finance. — M. Giuseppe Garofano, président de la nouvelle Montedison, issue de la fusion de Montedison et de Ferrosil, a estimé que le bénéfice brut d'exploitation du groupe atteindra 1,55 milliard de dollars (7,75 milliards de francs) pour un chiffre d'affaires de 13,5 milliards de dollars (67,5 milliards de francs), dans lequel l'agro-industriel compterait pour 8,5 milliards de dollars (42,5 milliards de francs) et la société BLS et associés, au sein de laquelle sont réunies les sociétés Bati-Banque et Bati-Development (filiales d'Alitalia Finance).

Concept SA : ouverture de l'OPA d'Alitalia Finance. — M. Giuseppe Garofano, président de la nouvelle Montedison, issue de la fusion de Montedison et de Ferrosil, a estimé que le bénéfice brut d'exploitation du groupe atteindra 1,55 milliard de dollars (7,75 milliards de francs) pour un chiffre d'affaires de 13,5 milliards de dollars (67,5 milliards de francs), dans lequel l'agro-industriel compterait pour 8,5 milliards de dollars (42,5 milliards de francs) et la société BLS et associés, au sein de laquelle sont réunies les sociétés Bati-Banque et Bati-Development (filiales d'Alitalia Finance).

Concept SA : ouverture de l'OPA d'Alitalia Finance. — M. Giuseppe Garofano, président de la nouvelle Montedison, issue de la fusion de Montedison et de Ferrosil, a estimé que le bénéfice brut d'exploitation du groupe atteindra 1,55 milliard de dollars (7,75 milliards de francs) pour un chiffre d'affaires de 13,5 milliards de dollars (67,5 milliards de francs), dans lequel l'agro-industriel compterait pour 8,5 milliards de dollars (42,5 milliards de francs) et la société BLS et associés, au sein de laquelle sont réunies les sociétés Bati-Banque et Bati-Development (filiales d'Alitalia Finance).

Concept SA : ouverture de l'OPA d'Alitalia Finance. — M. Giuseppe Garofano, président de la nouvelle Montedison, issue de la fusion de Montedison et de Ferrosil, a estimé que le bénéfice brut d'exploitation du groupe atteindra 1,55 milliard de dollars (7,75 milliards de francs) pour un chiffre d'affaires de 13,5 milliards de dollars (67,5 milliards de francs), dans lequel l'agro-industriel compterait pour 8,5 milliards de dollars (42,5 milliards de francs) et la société BLS et associés, au sein de laquelle sont réunies les sociétés Bati-Banque et Bati-Development (filiales d'Alitalia Finance).

Concept SA : ouverture de l'OPA d'Alitalia Finance. — M. Giuseppe Garofano, président de la nouvelle Montedison, issue de la fusion de Montedison et de Ferrosil, a estimé que le bénéfice brut d'exploitation du groupe atteindra 1,55 milliard de dollars (7,75 milliards de francs) pour un chiffre d'affaires de 13,5 milliards de dollars (67,5 milliards de francs), dans lequel l'agro-industriel compterait pour 8,5 milliards de dollars (42,5 milliards de francs) et la société BLS et associés, au sein de laquelle sont réunies les sociétés Bati-Banque et Bati-Development (filiales d'Alitalia Finance).

Concept SA : ouverture de l'OPA d'Alitalia Finance. — M. Giuseppe Garofano, président de la nouvelle Montedison, issue de la fusion de Montedison et de Ferrosil, a estimé que le bénéfice brut d'exploitation du groupe atteindra 1,55 milliard de dollars (7,75 milliards de francs) pour un chiffre d'affaires de 13,5 milliards de dollars (67,5 milliards de francs), dans lequel l'agro-industriel compterait pour 8,5 milliards de dollars (42,5 milliards de francs) et la société BLS et associés, au sein de laquelle sont réunies les sociétés Bati-Banque et Bati-Development (filiales d'Alitalia Finance).

Concept SA : ouverture de l'OPA d'Alitalia Finance. — M. Giuseppe Garofano, président de la nouvelle Montedison, issue de la fusion de Montedison et de Ferrosil, a estimé que le bénéfice brut d'exploitation du groupe atteindra 1,55 milliard de dollars (7,75 milliards de francs) pour un chiffre d'affaires de 13,5 milliards de dollars (67,5 milliards de francs), dans lequel l'agro-industriel compterait pour 8,5 milliards de dollars (42,5 milliards de francs) et la société BLS et associés, au sein de laquelle sont réunies les sociétés Bati-Banque et Bati-Development (filiales d'Alitalia Finance).

Concept SA : ouverture de l'OPA d'Alitalia Finance. — M. Giuseppe Garofano, président de la nouvelle Montedison, issue de la fusion de Montedison et de Ferrosil, a estimé que le bénéfice brut d'exploitation du groupe atteindra 1,55 milliard de dollars (7,75 milliards de francs) pour un chiffre d'affaires de 13,5 milliards de dollars (67,5 milliards de francs), dans lequel l'agro-industriel compterait pour 8,5 milliards de dollars (42,5 milliards de francs) et la société BLS et associés, au sein de laquelle sont réunies les sociétés Bati-Banque et Bati-Development (filiales d'Alitalia Finance).

Concept SA : ouverture de l'OPA d'Alitalia Finance. — M. Giuseppe Garofano, président de la nouvelle Montedison, issue de la fusion de Montedison et de Ferrosil, a estimé que le bénéfice brut d'exploitation du groupe atteindra 1,55 milliard de dollars (7,75 milliards de francs) pour un chiffre d'affaires de 13,5 milliards de dollars (67,5 milliards de francs), dans lequel l'agro-industriel compterait pour 8,5 milliards de dollars (42,5 milliards de francs) et la société BLS et associés, au sein de laquelle sont réunies les sociétés Bati-Banque et Bati-Development (filiales d'Alitalia Finance).

Concept SA : ouverture de l'OPA d'Alitalia Finance. — M. Giuseppe Garofano, président de la nouvelle Montedison, issue de la fusion de Montedison et de Ferrosil, a estimé que le bénéfice brut d'exploitation du groupe atteindra 1,55 milliard de dollars (7,75 milliards de francs) pour un chiffre d'affaires de 13,5 milliards de dollars (67,5 milliards de francs), dans lequel l'agro-industriel compterait pour 8,5 milliards de dollars (42,5 milliards de francs) et la société BLS et associés, au sein de laquelle sont réunies les sociétés Bati-Banque et Bati-Development (filiales d'Alitalia Finance).

Concept SA : ouverture de l'OPA d'Alitalia Finance. — M. Giuseppe Garofano, président de la nouvelle Montedison, issue de la fusion de Montedison et de Ferrosil, a estimé que le bénéfice brut d'exploitation du groupe atteindra 1,55 milliard de dollars (7,75 milliards de francs) pour un chiffre d'affaires de 13,5 milliards de dollars (67,5 milliards de francs), dans lequel l'agro-industriel compterait pour 8,5 milliards de dollars (42,5 milliards de francs) et la société BLS et associés, au sein de laquelle sont réunies les sociétés Bati-Banque et Bati-Development (filiales d'Alitalia Finance).

Concept SA : ouverture de l'OPA d'Alitalia Finance. — M. Giuseppe Garofano, président de la nouvelle Montedison, issue de la fusion de Montedison et de Ferrosil, a estimé que le bénéfice brut d'exploitation du groupe atteindra 1,55 milliard de dollars (7,75 milliards de francs) pour un chiffre d'affaires de 13,5 milliards de dollars (67,5 milliards de francs), dans lequel l'agro-industriel compterait pour 8,5 milliards de dollars (42,5 milliards de francs) et la société BLS et associés, au sein de laquelle sont réunies les sociétés Bati-Banque et Bati-Development (filiales d'Alitalia Finance).

Concept SA : ouverture de l'OPA d'Alitalia Finance. — M. Giuseppe Garofano, président de la nouvelle Montedison, issue de la fusion de Montedison et de Ferrosil, a estimé que le bénéfice brut d'exploitation du groupe atteindra 1,55 milliard de dollars (7,75 milliards de francs) pour un chiffre d'affaires de 13,5 milliards de dollars (67,5 milliards de francs), dans lequel l'agro-industriel compterait pour 8,5 milliards de dollars (42,5 milliards de francs) et la société BLS et associés, au sein de laquelle sont réunies les sociétés Bati-Banque et Bati-Development (filiales d'Alitalia Finance).

Concept SA : ouverture de l'OPA d'Alitalia Finance. — M. Giuseppe Garofano, président de la nouvelle Montedison, issue de la fusion de Montedison et de Ferrosil, a estimé que le bénéfice brut d'exploitation du groupe atteindra 1,55 milliard de dollars (7,75 milliards de francs) pour un chiffre d'affaires de 13,5 milliards de dollars (67,5 milliards de francs), dans lequel l'agro-industriel compterait pour 8,5 milliards de dollars (42,5 milliards de francs) et la société BLS et associés, au sein de laquelle sont réunies les sociétés Bati-Banque et Bati-Development (filiales d'Alitalia Finance).

Concept SA : ouverture de l'OPA d'Alitalia Finance. — M. Giuseppe Garofano, président de la nouvelle Montedison, issue de la fusion de Montedison et de Ferrosil, a estimé que le bénéfice brut d'exploitation du groupe atteindra 1,55 milliard de dollars (7,75 milliards de francs) pour un chiffre d'affaires de 13,5 milliards de dollars (67,5 milliards de francs), dans lequel l'agro-industriel compterait pour 8,5 milliards de dollars (42,5 milliards de francs) et la société BLS et associés, au sein de laquelle sont réunies les sociétés Bati-Banque et Bati-Development (filiales d'Alitalia Finance).

Concept SA : ouverture de l'OPA d'Alitalia Finance. — M. Giuseppe Garofano, président de la nouvelle Montedison, issue de la fusion de Montedison et de Ferrosil, a estimé que le bénéfice brut d'exploitation du groupe atteindra 1,55 milliard de dollars (7,75 milliards de francs) pour un chiffre d'affaires de 13,5 milliards de dollars (67,5 milliards de francs), dans lequel l'agro-industriel compterait pour 8,5 milliards de dollars (42,5 milliards de francs) et la société BLS et associés, au sein de laquelle sont réunies les sociétés Bati-Banque et Bati-Development (filiales d'Alitalia Finance).

Concept SA : ouverture de l'OPA d'Alitalia Finance. — M. Giuseppe Garofano, président de la nouvelle Montedison, issue de la fusion de Montedison et de Ferrosil, a estimé que le bénéfice brut d'exploitation du groupe atteindra 1,55 milliard de dollars (7,75 milliards de francs) pour un chiffre d

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 5 DECEMBRE

[illegible]

COMPTANT (sélection)

[illegible]**SICAV** (sélection)

VALEURS	Emission Frans Incl.	Rachet net	VALEURS	Emission Frans Incl.	Rachet net	VALEURS	Emission Frans Incl.	Rachet net
A.A.L.	363.60	840	Franch-Association	31.14	31.14	Flammarion J.	6310.68	6299.03
A.B.P.	188.36	188.36	Franch-Comp.	38.13	35.80	Flammarion P.	8764.37	8740.37
Agroparc	719.43	887.48	Franch-Cont.	124054.92	124054.92	Flourens	117.14	114
Agroparc	7106.50	7106.50	Franch-Ind.	230.61	227.20	Font Genest	57000.27	57000.27
Agroparc	129.10	120.77	Franch-Ind.	29.28	28.58	Franklin Gold	10676.11	10789.14
Agroparc en C.P.	872.22	872.22	Franch-Ind.	778.19	778.19	Fr. Bourrel	258.92	258.92
A.G.E.S.	672.93	672.93	Franch-Ind.	77.13	77.13	Fr. Bourrel	258.92	25792.02
AGF	1017.38	1007.31	Franch-Ind.	10584.01	10247.60	Fr. Bourrel	1071.05	1044.93
AGF Financ.	118.97	108.97	Franch-Ind.	4754.38	4742.50	Fr. Bourrel	117.10	114.28
AGF Invest.	101.14	98.07	Franch-Ind.	1228.95	1194.98	Fr. Bourrel	912.58	789.91
AGF Invest.	412.34	402.28	Franch-Ind.	12740.90	12740.90	Fr. Bourrel	154.71	154.71
AGF Ind.	1092.27	1086.94	Franch-Ind.	147.58	144.38	Fr. Bourrel	1238.02	1184.16
AGF Securit. Soc.	11112.53	11112.53	Franch-Ind.	10626.57	10117.63	Fr. Bourrel	6336.98	5196.96
A.G.F.I.M.O.	610.14	596.26	Franch-Ind.	1100.59	1088.93	Fr. Bourrel	943.65	809.21
AMER-ANG.	6778.02	6655.79	Franch-Ind.	101871.72	98084.59	Fr. Bourrel	232.87	225.05
Amphibac	553.73	553.73	Franch-Ind.	11580.84	11580.84	Fr. Bourrel	979.25	778.98
Amphibac Cont. T.	6277.62	6284.90	Franch-Ind.	461	461	Fr. Bourrel	327	326.08
Amphibac	1142.59	1142.59	Franch-Ind.	141.42	137.30	Fr. Bourrel	478.57	456.98
Amphibac	333.54	302.40	Franch-Ind.	250.26	246.86	Fr. Bourrel	13104.98	13062.77
Amphibac	1094.58	1065.67	Franch-Ind.	186.71	177.18	Fr. Bourrel	457.22	440.42
Amphibac	1559.38	1528.40	Franch-Ind.	226.34	226.34	Fr. Bourrel	508.74	458.46
Amphibac	86.21	86.21	Franch-Ind.	230.81	221.40	Fr. Bourrel	1536.11	1536.11
Amphibac	144.47	138.25	Franch-Ind.	301.26	285.10	Fr. Bourrel	13009.98	12049.01
Amphibac	118.56	113.45	Franch-Ind.	228.99	219.55	Fr. Bourrel	1221.12	1221.12
Amphibac	108.26	103.62	Franch-Ind.	398.13	369.43	Fr. Bourrel	898.98	876.80
Amphibac	51.60	51.60	Franch-Ind.	128.45	128.45	Fr. Bourrel	1024	1024
Amphibac	114.48	109.26	Franch-Ind.	179.40	172.08	Fr. Bourrel	95.78	88.92
Amphibac	5535.96	5535.96	Franch-Ind.	222.96	209.30	Fr. Bourrel	394.82	374.52
Amphibac	5535.96	5535.96	Franch-Ind.	5535.96	5535.96	Fr. Bourrel	1284.83	1229.50
Amphibac	1130.94	1113.73	Franch-Ind.	11041.91	11041.91	Fr. Bourrel	901.46	885.36
Amphibac	324.48	324.48	Franch-Ind.	870.80	870.80	Fr. Bourrel	276.61	276.61
Amphibac	28.21	28.20	Franch-Ind.	11573.19	11573.19	Fr. Bourrel	209.02	203.94
Amphibac	1154.17	1134.17	Franch-Ind.	25372.02	25372.02	Fr. Bourrel	39.81	38.84
Amphibac	6153.13	6123.94	Franch-Ind.	844.32	827.78	Fr. Bourrel	1051.52	1020.92
Amphibac	383.30	348.33	Franch-Ind.	2142.23	2121.02	Fr. Bourrel	909.68	886.48
Amphibac	424.19	424.19	Franch-Ind.	2215.17	2215.17	Fr. Bourrel	51637.95	51637.95
Amphibac	1122.54	1100.33	Franch-Ind.	454.06	479.57	Fr. Bourrel	999.27	941.95
Amphibac	5011.60	5011.60	Franch-Ind.	628.87	807.94	Fr. Bourrel	1168.29	1116.47
Amphibac	1119.57	1082.28	Franch-Ind.	169.52	181.28	Fr. Bourrel	2511.88	2511.88
Amphibac	767.28	724.67	Franch-	10074.95	8573.63	Fr. Bourrel	4101.92	2103.65
Amphibac	535.02	535.02	Franch-Ind.	2282.74	2282.74	Fr. Bourrel	732.94	732.94
Amphibac	222.82	222.80	Franch-Ind.	5469.77	5469.77	Fr. Bourrel	2284.98	2284.98
Amphibac	139.73	137.71	Franch-Ind.	5900.97	5900.97	Fr. Bourrel	77.02	77.02
Amphibac	1052.42	1052.42	Franch-Ind.	6386.98	6386.98	Fr. Bourrel	5942.76	5929.98
Amphibac	119.38	119.38	Franch-Ind.	2282.74	2282.74	Fr. Bourrel	862.97	862.97
Amphibac	2220.58	2198.40	Franch-Ind.	11810.63	11793.24	Fr. Bourrel	134.57	129.16
Amphibac	387.31	387.31	Franch-Ind.	140.88	134.81	Fr. Bourrel	106.95	106.95
Amphibac	58331.08	58331.08	Franch-Ind.	247632.00	247632.00	Fr. Bourrel	1119.88	1108.57
Amphibac	34383.76	34383.76	Franch-Ind.	15355.86	15355.86	Fr. Bourrel	15253.30	15253.30
Amphibac	2131.21	2131.21	Franch-Ind.	2282.74	2282.74	Fr. Bourrel	12763.85	12763.85
Amphibac	1959.88	1959.88	Franch-Ind.	673.24	677.98	Fr. Bourrel	6119.86	5099.17
Amphibac	42765.38	42765.38	Franch-Ind.	1151.61	1121.19	Fr. Bourrel	406.86	381.96
Amphibac	281.54	249.88	Franch-Ind.	1182.01	1180.37	Fr. Bourrel	558.18	513.91
Amphibac	3136.19	3136.19	Franch-Ind.	2282.74	2282.74	Fr. Bourrel	158.33	158.33
Amphibac	4370.48	4359.59	Franch-Ind.	571.68	497.98	Fr. Bourrel	607.62	595.96
Amphibac	2508.26	2508.31	Franch-Ind.	1357.95	1321.28	Fr. Bourrel	202.33	195.21
Amphibac	9189.49	9078.70	Franch-Ind.	68511.48	68511.48	Fr. Bourrel	156.86	156.86
Amphibac	581.68	581.68	Franch-Ind.	11476.50	11476.50	Fr. Bourrel	120.34	119.04
Amphibac	1444.00	1444.00	Franch-Ind.	798.94	748.26	Fr. Bourrel	119.35	119.35
Amphibac	86.25	82.92	Franch-Ind.	5344	5138.46	Fr. Bourrel	1288.08	1256.08
Amphibac	61011.46	61011.46	Franch-Ind.	1289	1286.43	Fr. Bourrel	527.81	514.74
Amphibac	189.58	180.82	Franch-Ind.	1073.08	1073.08	Fr. Bourrel	1946.35	1919.20
Amphibac	119.68	119.68	Franch-Ind.	127.84	127.84	Fr. Bourrel	1314.85	1314.85
Amphibac	165.89	154.28	Franch-Ind.	2314.48	2280.26	Fr. Bourrel	2462.43	2296.82
Amphibac	12721.32	12626.82	Franch-Ind.	1028.51	1013.04	Fr. Bourrel	208.48	209.48
Amphibac	1086.76	1067.41	Franch-Ind.	165.34	163.04	Fr. Bourrel	1164.74	1130.33
Amphibac	119.68	119.68	Franch-Ind.	119.68	119.68	Fr. Bourrel	119.68	119.68

Cote des Changes

MARCHE OFFICIEL	COURS préc.	COURS 5/12	COURS 5/12
Euro-Usa (1 unit)	5 087	5 058	
Ecu	328 954	328 954	
Allemagne (100 dm)	16 349	16 358	32
Belgique (100 f)	289 730	300 110	32
France (100 f)	4 456	4 456	
Italie (1000 lire)	36 080	36 080	
Danemark (100 kr.)	5 811		
Gde-Bretagne (1 £)	3 273		
Grèce (100 drachmes)	385 580	385 580	
Suède (100 kr.)	86 250		
Suisse (100 frs)	25 470		
Norvège (100 kr.)	49 080		
Autriche (100 sch)	3 823		
Espagne (100 pes)	3 823		
Portugal (100 esc)	4 387		
Canada (100 c)	3 823		
Japon (100 yens)			

	Marché libre de l'or
--	-----------------------------

COURS DES BILLETS		MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 5/5
achat	vente			
4 800	5 310			
3 475	3 600	Dr fin (en barres)	62000	61500
16 750	18 900	Dr fin (en lingot)	62100	61800
306	309	Dépouille (200)	381	381
52	52	Pièce 10 (5)	420	420
4 940	5 050	Pièce Suisse (20 f)	386	386
408	410	Pièce Latine (20 f)	356	356
300	300	Souverain	468	468
12 500	14 500	Pièce 20 dollars	2170	2160
3 400	49 400	Pièce 10 dollars	7200	7150
3 300	4 200	Pièce 5 dollars	1250	1190
4 170	4 200	Pièce 50 pesos	2250	2250
3 600	3 600	Pièce 10 Rorine	380	370

Haribo Pflaenzen	210	...
Hoogovens	297	...

12	Lessons du Monde.	325	.....
	Nicoles	225	.....
	Paternelle HD	1251	1950
	Particip. Pirelli	381	390
	Quemada	249	.....
	Romato H.V.	178 50	.....
	St-Gedone-Emballage	2001	.....
	Suez Mena	210	.....
	S.E.P.R.	1800	.....
	S.P.R. act. B.	348	.....
	Ulmex	380	.....
	Witvroum	1500	.....
	Witvroum Corp.	85	.....
	Wonder	908	755 0

Epigae-Uras	1219 77	1194 40	Chilensis	1172 40	1137 52	Valona	1027 20	1097 00
Epigae-Valona	413 77	402 70	Chilensis	11238 61	11238 61	Valona	489 01	477 08+
Epigae	1188 82	1157 35	Opime	31814 26	30887 63	Valona	1817 03	1815 21

Europe	553,39	556,00	Océanie	941,85	918,98	Valeur	46551,94	46838,52
Europe Lorient	598,25	610,82	Amérique	5446,19	5314,94	Ventes	25276,57	26251,29
Europe Londres	598,25	610,82	Asie	1232,57	1222,57			
Europe New York	8051,82	6107,82	Asie Japon	18129,36	18092,17			
Europe Paris	72,05	28,65	Asie Océan Indien	11,90	105,78			
Europe Rome	12509,32	12509,32	Asie Pérou	508,01	487,30			
Europe San Francisco	5625,52	6027,43	Asie Philippines	59,72	58,84			
Europe Singapour	256,55	255,42	Asie Thaïlande	183,52	159,71			
Europe Suisse	97,76	94,90	Asie Turquie	612,76	594,91			
Europe Venise	438,69	429,57	Asie Vietnam	290,02	251,57			
France Algérie	483,16	468,57	Asie Yémén	10286,47	10246,47			
France Belgique	49,78	48,78	Asie Zambie	197,26	197,26			
France Espagne	105,19	102,42	Asie Zambie	1197,15	1173,66			
France France	1136,70	1102,62	Asie Zambie	7832,37	7819,94			

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements : 45-55-91-82, poste 4330

e : coupon détaché - o : offert - " : droit détaché - d : demandé - . : prix précédent - m : marché cours

e : coupon détaché - o : offert - " : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ■ : marché continu

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

A la suite des incidents d'Agén et de Perpignan

M. Rocard installe une « mission de réflexion sur la communauté rapatriée d'origine nord-africaine »

Conformément aux engagements pris en octobre par le ministre de la solidarité nationale, M. Claude Evin, à l'égard des familles d'anciens harkis de Bias (Lot-et-Garonne), dont les revendications s'étaient traduites par des incidents à Agén et à Perpignan (le Monde du 31 octobre), le premier ministre, M. Michel Rocard, a installé, mardi 4 décembre, à l'hôtel Matignon une « mission de réflexion sur la communauté rapatriée d'origine nord-africaine ».

L'art de gouverner, quand on est premier ministre, consiste d'abord à remettre sans cesse sur le métier l'ouvrage de ses prédécesseurs. M. Michel Rocard s'est scrupuleusement acquitté de cette tâche en apportant sa pierre, mardi soir, à

un chantier ouvert à la fin de la guerre d'Algérie mais toujours en panne : l'insertion dans la communauté nationale des rapatriés d'origine nord-africaine, au premier rang desquels se trouvent les familles d'anciens harkis.

Le premier ministre a dit ce qu'il convenait de dire en installant la « mission de réflexion » qui sera chargée, sous le parrainage du médiateur de la République, M. Paul Legatte, de formuler, au plus tard le 1^{er} mars 1991, « des propositions concrètes et réalistes pour enfin mettre un terme aux phénomènes de marginalisation, voire d'exclusion, dont souffrent nos compatriotes rapatriés d'origine nord-africaine ». Au-delà des revendications matérielles, le chef du gouvernement a souligné la dimension psychologique du « mal-être et mal-vivre » qu'expriment aujourd'hui, en particulier, les enfants des anciens supplétifs de l'armée française qui ont grandi dans des camps : « Il est temps que le gouvernement rende hommage aux harkis, à leurs familles, à tous ceux qui éprouvent le sentiment d'avoir été les victimes de l'Histoire et, malgré ou à cause du sang versé, d'un certain silence. Gardiens d'une mémoire à la fois familiale et nationale, les jeunes vivent mal leur différence et la subissent, alors qu'ils ont une richesse pour la communauté française. En quête de leur identité, ils ont plus que d'autres besoin de la reconnaissance de leurs compatriotes. » Mais, par-delà cette solidarité, a conclu M. Rocard, j'entends que la nation sache assurer à nos compatriotes rapatriés d'origine nord-africaine la dignité et la reconnaissance auxquelles leur passé, c'est-à-dire notre passé commun, leur donne droit.

S'il sonne juste, ce propos n'est pas nouveau. On ne compte plus, depuis vingt-huit ans, les déclarations compassionnelles à l'égard des rapatriés de confession islamique. En revanche, la composition de la « mission de réflexion » permet d'espérer des résultats nouveaux. Forte de quinze membres, dont onze issus de la communauté d'origine nord-africaine, elle rassemble des hommes et des femmes aux talents et aux itinéraires personnels si divers que M. Rocard et son délégué aux rapatriés, M. Maurice Benassayag, sont en droit d'en attendre une gamme de suggestions harmonieuses plutôt qu'un concours cacophonique (1). Cet aéroplane travaillera sous la houlette d'un secrétaire général, M. Philippe Loiseau, qui connaît bien le dossier pour avoir joué un rôle déterminant, à l'époque où il était préfet de la région Picardie, dans le règlement intelligent, il y a quelques mois, d'une situation difficile à Amiens, avec le concours des élus locaux toutes tendances politiques confondues.

Le seul risque de fausse note réside peut-être dans la mise à l'écart de M. Bousaud Azzi, le turbulent porte-parole des jeunes de Bias, auquel les autorités publiques reprochent quelques antécédents judiciaires mais qui a toutefois été officiellement promu « expert » auprès de la mission.

Quelles que soient les propositions de celle-ci, pourtant, le plus dur restera à faire : la mise en musique sur le terrain. Ce ne sera pas une question d'argent. De 1986 à 1990, comme le souligne M. Benassayag, l'effort financier de l'Etat en faveur des anciens harkis est passé de 181 à 500 millions de francs et, apparemment, les principaux intéressés ne s'en aperçoivent pas. Ce sera surtout affaire de volontés collectives : avant une communauté dont les enfants se sentent doublement exclus et interpellent les autres Français en ajoutant aux violences des exclus de Vaulx-en-Velin et d'ailleurs, dont ils partagent le désarroi explosif, une revendication d'une singulière résonance : la « préférence nationale ».

ALAIN ROLLAT

(1) Y siègeront, en effet, le secrétaire général du Conseil associal des Français musulmans, le colonel Abdelaziz Meïssal (qui coprésidera la mission en compagnie de M. Rémy Leveau, professeur à l'Institut d'études politiques de Paris) ; deux représentants des familles de Bias, M. Abdelkader Bentalch et Abdelkader Djoudj ; le président de l'Association des jeunes Français musulmans rapatriés de Jouques (Bouches-du-Rhône), M. Siliouche Djoudj ; le président de l'Association « Deuxième génération » d'Amiens, M. Yacine Mokadem ; un enseignant de Strasbourg, M. Ali Bouamama ; un jeune normalien, M. Djamel Oubouchou ; le président des commerçants de Lodève (Hérault), M. Hédi Madani ; un gérant de sociétés de Mulhouse (Haut-Rhin), M. Mehdi Rouizzi ; une infirmière, M^{me} Houria Bourgeois ; un fonctionnaire du ministère de la Justice, M^{me} Rachida Touahria.

BULGARIE

M. Beron reconnaît avoir travaillé pour les services de renseignement

Le président démissionnaire du principal rassemblement d'opposition bulgare, l'Union des forces démocratiques (UFD), M. Petar Beron, a reconnu mardi 4 décembre avoir collaboré avec les services de renseignement bulgares, mais a démenti avoir été un informateur de la police politique. Dans une interview accordée par téléphone depuis Budapest, M. Beron a admis avoir fourni aux services de renseignement des données sur les étrangers qui étaient en contact avec l'institut de zoologie de l'Académie des sciences.

Au conseil des ministres

La France souhaite la création d'un « gouvernement économique » des Douze

Le conseil des ministres, réuni mercredi 5 décembre, a entendu la communication habituelle de M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères, sur la situation internationale. M. Dumas a notamment évoqué la « période grise » dans laquelle la crise du Golfe est entrée jusqu'au 15 janvier prochain, à la suite de la résolution de l'ONU. Au sujet des événements du Tchad, le ministre a relevé « avec satisfaction les déclarations apaisantes de M. Déby, notamment en ce qui concerne le maintien des bonnes relations avec la France ».

M. Dumas a présenté d'autre part le projet de loi autorisant la ratification du traité signé le 22 septembre dernier à Moscou sur l'Allemagne. « Ce traité, a-t-il dit, ouvre une page nouvelle dans l'histoire de l'Allemagne comme dans celle de l'Europe, dans la perspective de nouvelles relations entre les Etats, sur la coopération et sur la volonté de poursuivre la construction européenne ».

Outre la communication de M. Evin sur la réforme hospitalière (lire p. 13), le conseil des ministres a entendu une communication de M. Pierre Bérégovoy sur les progrès vers l'union économique et monétaire. Le ministre de l'économie et des finances a rappelé que la deuxième étape de cette union repose sur le principe selon lequel « la responsabilité ultime des décisions reste aux autorités nationales ». Elle tend à

M. Jack Lang a présenté, d'autre part, une communication sur la Cité de la musique et de la danse de La Villette à Paris, dont la première partie doit être inaugurée le 7 décembre par le président de la République. M. Lang a précisé que ce chantier « avance conformément aux prévisions et sera achevé au cours de l'année 1993 ». Il a indiqué aussi, selon M. Evin qu'il n'y avait pas eu de « dérapage budgétaire constaté dans la réalisation de cette première partie ».

Sept agents EDF contaminés à la centrale du Blayais (Gironde)

Sept agents EDF de la centrale nucléaire du Blayais (Gironde) ont été contaminés accidentellement, mardi 4 décembre. Selon la direction, l'accident s'est produit lors du remplacement d'un joint d'étanchéité défectueux sur un conteneur étanche destiné au transport du combustible irradié au centre de retraitement de la Hague.

Une douzaine d'éléments combustibles venaient d'être chargés dans ce conteneur, quand « un contrôle a mis en évidence un défaut d'étanchéité du joint de couvercle, qu'il a fallu remplacer », précise la direction. Au cours de cette opération, un flexible s'est déboîté, dégageant de l'air contaminé. D'après les examens médicaux menés à la centrale, cinq agents ont reçu environ un dixième de la dose annuelle maximale admissible, et les deux autres un dixième. Tous ont repris le travail. Cet accident n'a eu « aucune conséquence sur l'environnement extérieur au site », affirme EDF.

Deux mille sept cents ans avant le tunnel sous la Manche

A Jérusalem, « pic contre pic »

JÉRUSALEM

de notre correspondant
Quand Français et Britanniques ont réalisé, leur jonction sous la Manche M. Teddy Kollek, maire de la ville, s'est souvenu que l'Ancien Testament donnait Jérusalem pour la cité ayant abrité le plus ancien tunnel du monde.

Dans une lettre adressée au premier ministre britannique, M. John Major, et au président Mitterrand, M. Kollek écrit : « En apprenant la nouvelle de la jonction, j'ai été amené à penser à l'exploit du roi Eséchias à Jérusalem, premier constructeur de tunnel rapporté dans l'histoire biblique » (deuxième livre des Rois, ch. 20, v. 20). Il s'agit d'un tunnel qui fut aussi creusé par les deux bords, au sein d'un rocher de 700 avant l'ère chrétienne, et qui relie la source de Gihon au réservoir de Siloé, dans la vallée du Cédron, à l'est de la vieille ville.

« Quand ce tunnel a été redécouvert en 1880, poursuit le maire, une inscription en hébreu ancien y a été trouvée exprimant la joie des ouvriers qui venaient de réaliser leur jonction, exactement selon leur calcul ». A. F.

(1) Voir aussi le premier Livre des Rois, 1, 33, et la note p. 306 dans l'édition du Livre de Poche.

M. Sautter préfet de Paris et de l'Ile-de-France

M. Christian Sautter a été nommé par le conseil des ministres préfet de la région Ile-de-France, préfet de Paris. Il remplace à ce poste M. Olivier Philip, qui a été, sur sa demande, admis à la retraite. Né le 9 avril 1940 à Autun (Saône-et-Loire), polytechnicien, inspecteur général des finances, militant socialiste, M. Sautter était secrétaire général adjoint de la présidence de la République depuis 1988, poste qu'il avait déjà occupé de 1982 à 1985.

M. Alain Christnacht haut-commissaire à Nouméa

Le conseil des ministres a nommé, mercredi 5 décembre, un nouveau haut-commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie en la personne de M. Alain Christnacht, directeur de cabinet du ministre des DOM-TOM, qui succède à M. Bernard Grasset. Ce dernier assumait ces fonctions depuis 1988 et est nommé préfet de la région Picardie, en remplacement de M. Philippe Loiseau, appelé à la présidence du conseil d'administration des houillères du bassin de Lorraine.

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Préparons les fêtes

C'EST pas pour les désobli-ger, mais je trouve pas ça tellement mérité, ce prix des deux mecs les plus misogynes de l'année à l'ami Karsanov et à son copain Jean Yanne, pour la façon dont ils nous traitent, nous les nanas, aux « Grosses Têtes ». La poulette en cocotte, ils trouvent ça délicieux, et ils en reprennent volontiers, à condition qu'elle soit appétissante, croustillante et bien dorée. Si vous leur servez du gibier ou trop faisandé ou mal conservé, si la date limite de consommation est dépassée, ils font la fine gueule, normal. Ils sont pas les seuls.

Déjà que, sur le marché du sexe, les produits frais restent trop souvent à l'étal, à moins de se laisser plumer, une volaille sous cellophane, sortie du congélateur et mal emballée a peu de chances de trouver preneur. Feuilletiez n'importe quel magazine féminin, surtout là, à l'approche des fêtes, c'est un livre de recettes. Comment réveiller en beauté : Enlevez le gras du croupion en le faisant réduire à la vapeur, nappez le corps de la bête avec une crème nourrissante et parfumée et garnissez la tête, dont vous aurez

retiré les tendons, de rondelles de concombre liées au jaune d'œuf. Sans oublier, très important, les mille et une manières d'accommoder vos restes. Pareil dans tous les domaines. J'entendais ce matin, à la radio, le rédacteur en chef de l'Equipe lui, il a carrément raffé le premier prix - remporté avec émotion et modestie les membres du jury. D'accord, il a du mérite à ne jamais étaler en première page les exploits d'une sportive de haut niveau, mais faut bien reconnaître que, sorti d'une Longo ou d'une Arthaud, les femmes sont trop discrètes, trop effacées, pour l'y obliger. Il aurait tort de ne pas en profiter.

Autre exemple d'humilité, cette façon de rester parquées entre soi, ce goût stavisky du gynécologue. D'ici un mois, de Newsweek au Spiegel, dans le monde entier, les hebdomadaires prestigieux auront désigné l'homme de l'année. Et la femme ? En France, pas la peine, c'est déjà fait. S'agit de la patronne de la mondaine. Choisissez par qui ? Cherchez pas, par ses sœurs, par Biba. Continuez comme ça, et, sauf à établir des quotas, jamais nous n'arriverons à franchir la ligne qui nous sépare des petits mecs blancs.

Seizième partie : victoire de Kasparov

Une exécution magistrale



Karpov savait-il ? Lui, ses seconds, ses ordinateurs avaient-ils vu dès dimanche soir, après le second ajournement, qu'il y avait un plan de gain imparable pour les Blancs ? Ou bien, mardi 4 décembre, est-il venu au Palais des congrès de Lyon, confiant, certain comme tout les analystes, les grands maîtres, les chroniqueurs, que cette seizième partie était nulle, archi-nulle et que Kasparov voulait juste le fatiguer, l'empêcher de préparer sérieusement la suite du match ?

Et Kasparov ? Selon un de ses proches, le maître international espagnol, Ricardo Calvo, il avait trouvé la ligne gagnante devant l'échiquier dimanche, avant de mettre son quatre-vingt-neuvième coup sous enveloppe. Le time out qu'il avait pris lundi a été uniquement consacré à analyser toutes les défenses possibles des Noirs.

Le champion du monde était si sûr de sa victoire qu'à la reprise, mardi, il arriva avec huit minutes de retard. Si les quatre-vingt-neuvième coup (Ta7) ne laisse rien deviner de la suite, 91 : Ta3, 92 : Te3 donnent la clé de la victoire : faire passer le Roi blanc sur la huitième rangée, redescendre la Tour, repousser le Roi noir en g8, prendre le contrôle de f7 et le mat suit. Une exécution magistrale en trente et une minutes, alors que Karpov va agoniser sans pouvoir jouer un seul coup actif pendant plus d'une heure. L'horreur.

La plus longue partie jamais jouée entre eux, tant par le nombre de coups que par le temps passé devant l'échiquier (douze heures et seize minutes), s'est donc terminée par la victoire méritée de Kasparov qui a maintenant un point d'avance (8,5-7,5). Karpov est-il fini ? Il lui reste huit parties (et donc quatre avec les Blancs), pour remonter le lourd handicap de deux points, le match nul permettant à Kasparov de garder son titre. A Leningrad, en 1986, il avait aligné trois victoires d'affilée.

Les chiffres entre parenthèses représentent, en numéros, le temps total de réflexion de chaque joueur depuis le début de la partie.

O Amarrage du vaisseau Soyouz TM-11 à la station Mir. L'équipage soviéto-japonais du vaisseau spatial Soyouz TM-11 a réussi, mardi 4 décembre, sa jonction avec la station orbitale Mir. Le journaliste-cosmonaute japonais, Toyohiro Akiyama, va donc pouvoir passer environ une semaine à bord de la station d'où il diffusera plusieurs reportages en direct. L'essentiel de la mission concerne cependant les deux cosmonautes de Mir, Guennadi Strakalov et Guennadi Manakov, en orbite depuis le 1^{er} août. Ils vont en effet laisser la place à Moussa Manarov et Viktor Afanassiev qui resteront à bord de Mir jusqu'au mois de mai. (AFP, Reuters, Tass.)

(Publicité)

Le Français en retard d'une fenêtre

Nos voisins d'outre-Rhin les changent trois fois plus que nous. Pour lutter efficacement contre le bruit, le froid et les effractions, ISO-FRANCE-FENETRES vient poser dans la journée ces fenêtres qui sont la clé du confort. La technique exclusive du premier spécialiste parisien permet de gagner aussi en clarté. Garantie dix ans. Devis gratuit. Megaex d'exposition 111, rue La Fayette (10^e) - M^e Gare-du-Nord. Tél. 48-97-18-18.

JOYEUSES FÊTES OFFREZ-VOUS :

avec la garantie d'un grand maître tailleur
COSTUMES MESURE à partir de 2 490 F
PANTALONS 830 F VESTONS 1 680 F
3 000 tissus
Luxueuses draperies anglaises
Fabrication traditionnelle
TAILLEURS, JUPES, VESTES
MANTEAUX et PARDESSUS
UNIFORMES et INSIGNES MILITAIRES
LEGRAND Tailleur
27, rue du 4-Septembre, Paris - Opéra
Téléphone : 47-42-70-81
Du lundi au samedi de 10 h à 18 h

L'ESSENTIEL

SECTION A

Débats

Golfe : « L'Occident tel qu'en lui-même », par Alain de Benoist ; Lycées : « Provoqueurs au rabais », par Philippe Gérard ; Bibliographie : « Naissance d'une nation », de Yann de L'Ecotais 2

La crise du Golfe 3-4

La lutte contre la drogue en Colombie
Négociations indirectes entre le gouvernement et le cartel de Medellín 4

Le changement de pouvoir au Tchad
M. Idriss Déby, chef de l'Etat .. 8

Les cadres du PR
Une enquête de la SFOP pour le Monde 11

SECTION B

Un plan pour mettre fin au malaise des banlieues
M. Mitterrand veut « redonner le goût de vivre » aux quartiers dévalorisés 12

M. Maurice Papon contre « le Nouvel Observateur »
L'ancien secrétaire général de la préfecture de la Gironde tente, par le biais de la diffamation, d'obtenir la reconnaissance de son innocence 13

Le procès d'Henri Parot
Le chef du commando basque inébranlable, soupçonné de nombreux attentats, a comparu devant la justice espagnole 14

EDUCATION

Les amateurs du mouvement anti-Dévoque, quatre ans après... 15 et 16

SECTION C

ARTS • SPECTACLES

Les meilleures disques de l'année 19 à 34

SECTION D

Morosité pour l'automobile

En novembre, le nombre de voitures immatriculées en France était inférieur de 7,5 % à celui de novembre 1989 35

Le « Grenelle » des retraites

Le projet de M. Rocard plonge les syndicats dans l'embarras 35

Services

Abonnements 38
Annonces classées 40 à 43
Cartes 17
Marchés financiers 44-45
Météorologie 18
Mots croisés 17
Radio-Télévision 18
La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 5 décembre 1990 a été tiré à 536 586 exemplaires.

هكذا من النمل

PRIX LA Les che